

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°267

JUIN 2007

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- t **BAGDAD : « ALI LE CHIMIQUE » CONDAMNÉ À MORT POUR GÉNOCIDE, CRIMES DE GUERRE ET CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ CONTRE LES KURDES**
- t **GENÈVE : MASSOUD BARZANI ET JALAL TALABANI INVITÉS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE**
- t **DIYARBAKIR : LE MAIRE DU DISTRICT DE SUR DESTITUÉ POUR AVOIR PROPOSÉ LA LANGUE KURDE DANS LES SERVICES MUNICIPAUX**
- t **LE PRÉSIDENT IRAKIEN, JALAL TALABANI, EN VISITE EN CHINE**
- t **LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR TURC DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE DONNER DES CONSIGNES POLITIQUES POUR UNE INCURSION DANS LE KURDISTAN D'IRAK**
- t **KURDISTAN IRAKIEN : L'ESSOR DE L'ÉCONOMIE GRÂCE AUX LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL**
- t **BILAN DE LA GUERRE EN IRAK : 1227 CIVILS TUÉS EN JUIN, 36% DE MOINS QU'EN MAI**
- t **AINSI QUE...**

BAGDAD : « ALI LE CHIMIQUE » CONDAMNÉ À MORT POUR GÉNOCIDE, CRIMES DE GUERRE ET CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ CONTRE LES KURDES

ALI HASSAN AL-MAJID, cousin de Saddam Hussein, plus connu sous ses surnoms « *Boucher du Kurdistan* » et surtout « *Ali le Chimique* » pour ses penchants pour les armes chimiques et deux anciens responsables de l'ancien régime, jugés avec trois autres, ont, le 24 juin, écopé de la peine capitale pour génocide, crimes de guerre et crimes

contre l'humanité commis lors d'une campagne d'exécutions de masse et de bombardements chimiques menée au Kurdistan irakien et baptisée opération « *Anfal* » qui a coûté la vie à plus de 182 000 Kurdes. Le tribunal a reconnu le chef d'état-major pour le Kurdistan d'Irak coupable d'avoir ordonné aux forces de sécurité d'utiliser des armes chimiques contre les

Kurdes. L'ancien directeur-adjoint des opérations militaires, Hussein Rachid al-Tikriti, lui aussi condamné à mort, n'a exprimé aucun remord. L'ancien ministre de la Défense Sultan Hachim al-Tai a quant à lui clamé son innocence. Deux autres accusés, Farhan al-Joubouri et Sabir al-Douri, anciens dirigeants des puissants services du renseignement militaire, ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. Enfin, le sixième accusé, Taher al-Ani, ancien gouverneur de Mossoul, a été acquitté pour « *manque de preuves* », comme l'avait

demandé le Parquet. Le ministère public avait en revanche requis la peine de mort pour les cinq autres. Debout devant les trois juges, « *Ali le Chimique* » est resté impassible. Son attitude semblait bien éloignée de l'assurance qu'il avait affichée au cours de certaines audiences du procès, entamé le 21 août 2006. « *C'est moi qui ai donné les ordres à l'armée pour qu'elle détruise les villages et déporte ses habitants* », avait-il assuré. « *Je n'ai pas besoin de me défendre pour ce que j'ai fait. Je ne m'excuse pas. Je n'ai commis aucune erreur* », avait-il lancé avec fermeté.

Mohammed al-Oreibi al-Khalifah, le président du tribunal a déclaré au cours de l'audience: « *Vous avez donné l'ordre aux troupes de tuer des civils kurdes. Vous les avez soumis à des attaques systématiques en ayant recours aux armes chimiques et à l'artillerie* ». « *Vous êtes à l'origine de la tuerie de villageois irakiens. Vous les avez confinés dans des quartiers, vous avez brûlé leurs vergers, tué leurs animaux. Vous avez commis un génocide* », a ajouté le magistrat. « *De nombreux Kurdes ont été arrêtés sous vos ordres et découverts plus tard dans des fosses communes (...)* C'est sous vos ordres que des armes chimiques ont été utilisées contre des civils kurdes. Leurs mosquées, leurs maisons ont été détruits », a-t-il poursuivi.

Le gouvernement régional du Kurdistan a estimé dans un communiqué que « *le contraste entre les méthodes utilisées par ces loyalistes de Saddam pour appliquer la « justice » et la légalité avec laquelle ils ont été jugés ne pouvait être plus fort* ». Cette procédure est « *un triomphe pour l'Etat de droit et les pratiques démocratiques absentes sous l'ancien régime, mais que les autorités judiciaires s'efforcent de remettre en place dans l'Irak d'aujourd'hui* », a-t-il ajouté. Au Kurdistan irakien, nombre

d'habitants sont descendus dans la rue pour exprimer leur joie, certains en agitant des banderoles et d'autres en dansant au son de la musique traditionnelle.

« *J'aurais aimé danser mais pour ceux d'entre nous qui ont perdu leurs frères et leurs êtres chers, la tristesse ne s'achèvera pas avec leurs exécutions* », a déclaré Nergis Aziz, une femme de 57 ans, qui a perdu son mari et trois frères dans ce génocide. Ari Hearson, un ancien peshmerga de 40 ans, blessé au cours de l'opération Anfal, estime qu'« *Ali le chimique* » ne devrait pas être exécuté mais « *enfermé seul pour écrire ses mémoires sur les crimes d'Anfal et la manière dont il les a commis. Des crimes contre des enfants et des citoyens sans armes* », a-t-il rappelé. Pour sa part, le député kurde Mahmoud Othman a affirmé que ce procès était « *incomplet parce qu'à aucun moment il n'a été dit qui a aidé Saddam à fabriquer les armes chimiques, quels pays et quelles sociétés l'ont aidé à les utiliser contre nous* ». Le parlementaire, un médecin qui avait soigné des victimes lors des campagnes Anfal, redoute par ailleurs que ce procès n'accroisse encore les divisions intercommunautaires dans le pays, comme ce fut le cas après l'exécution de Saddam Hussein. De son côté, le député sunnite Ayad al-Samarrai a estimé que la condamnation d'« *Ali le chimique* » était « *juste* ».

Selon diverses estimations, quelque 182.000 personnes ont été tuées et environ 4 500 villages détruits pendant cette campagne, qui a provoqué aussi un déplacement massif de la population kurde. D'une brutalité effroyable, il a occupé le poste de secrétaire général du parti Baas dans le Kurdistan irakien, de mars 1987 à avril 1989, coordonnant à la fois l'armée, la direction de la sécurité

générale et les renseignements militaires engagés dans la répression contre les Kurdes. En mai 1987, il engage une politique implacable de terre brûlée dans le Kurdistan par une vaste opération d'évacuation de la population et du bétail, emmenés de force près des frontières jordaniennes et saoudiennes, loin des zones d'implantation traditionnelles des Kurdes. Cette politique sera accentuée après le lancement par l'Iran, en juin 1987, de l'offensive Nasr-IV contre l'Irak.

De 1987 à 1989, de nombreux assauts sont lancés contre les Kurdes, avec notamment le gazage de la population de Halabja en 1988, qui fait 5.000 morts. Le cas de Halabja n'a cependant pas été retenu dans le procès, car cette opération ne faisait pas partie des huit opérations officielles qui constituent la campagne Anfal. Du nom d'une sourate du Coran signifiant « *butin* », Anfal a consisté en des bombardements systématiques, des gazages et des assauts menés contre diverses parties de la région autonome du Kurdistan en 1988. Vers 1986, de larges secteurs de la région kurde ont été libérés du contrôle du gouvernement central.

Début 1987, Saddam Hussein charge son cousin, Ali Hassan al-Majid, de ramener le Kurdistan irakien sous le contrôle du gouvernement central. « *Ali le chimique* » institue alors des « *zones interdites* » dans la région et considère tous leurs habitants comme des insurgés. Les villageois sont transférés vers des zones pouvant être facilement contrôlées par Bagdad, alors que les « *zones interdites* » sont bombardées, puis envahies. Selon l'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW), ces campagnes étaient destinées à exterminer le

peuple kurde et ne constituaient pas seulement de simples opérations visant à contrer l'insurrection, comme le prétendait l'ancien régime. « *Il faut souligner que les meurtres n'ont pas été commis pendant les opérations de contre-insurrection: les détenus étaient tués plusieurs jours ou semaines après que les forces armées eurent atteint leurs objectifs* », avait affirmé HRW, dans un rapport détaillé sur la campagne Anfal datant de 1993. « *Finally, la question de l'intention est au cœur de la notion de génocide* », soulignait ce rapport, qui détaillait des documents et témoignages démontrant l'existence de cette intention, selon l'organisation. (cf : livre « *Génocide en Irak- La campagne d'Anfal contre les Kurdes* », éditeur Karthala)

Mais « *Ali le chimique* » fut aussi le bourreau des chiïtes lors de la révolte de 1991, en tant que commandant des divisions de la Garde républicaine dans le sud du pays.

Dans les années 1990, il a dirigé une campagne de déplacement forcée des habitants des marais (sud), dont le nombre est tombé d'un million à 40.000. Il a aussi supervisé l'occupation du Koweït. D'août à novembre 1990, il fut ainsi le gouverneur sanguinaire de ce pays envahi par l'armée irakienne, avant de reprendre en février 1991 le poste de ministre des Affaires locales, dont il était titulaire depuis juin 1989. Sans états d'âme, M. Majid a exécuté en février 1996 son propre neveu Hussein Kamel, rentré à Bagdad après avoir fait défection un an plus tôt en Jordanie et dénoncé le régime. Membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR, la plus haute instance dirigeante du régime baassiste), « *Ali le chimique* » avait été désigné responsable de la région militaire sud, avec pour mission de la défendre

contre l'offensive américano-britannique, lancée le 20 mars 2003.

Le procès s'était ouvert le 21 août 2006 à Bagdad devant le Haut tribunal pénal irakien, une juridiction spécialement créée pour juger les responsables de l'ancien régime. En janvier, les poursuites contre l'ex-président Saddam Hussein avaient été officiellement abandonnées, après l'exécution par pendaison le 30 décembre 2006 de l'ex-raïs. Les avocats des anciens dignitaires irakiens ont décidé de faire appel. La Chambre d'appel doit recevoir les dossiers du procès dans un délai de 10 jours. Ensuite, elle ne dispose d'aucun délai pour examiner les recours. Mais en règle générale, cette

juridiction statue dans un délai assez bref. Les recours sont examinés par les neuf juges de la Chambre d'appel du Haut tribunal pénal, qui s'apparente davantage à une cour de Cassation. Celle-ci se prononce sur la forme et non sur le fond. L'appel doit être motivé par une erreur de procédure ou le non-respect du droit. Si la Chambre estime que l'appel est fondé, un nouveau procès doit avoir lieu. En cas de confirmation du verdict, comme ce fut le cas pour Saddam Hussein, la sanction doit alors être appliquée dans les 30 jours, selon les statuts du tribunal, qui précisent qu'aucune autorité, pas même le président de la République, ne peut user du droit de grâce ni commuer les peines prononcées.

GENÈVE : MASSOUD BARZANI ET JALAL TALABANI INVITÉS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

RE conseil de l'Internationale socialiste s'est réuni à Genève le 29 et 30 juin avec la participation d'environ 400 délégués de 120 partis politiques et organisations de toutes les régions du monde, d'un nombre de chefs d'Etat et de gouvernements, de leaders de partis et d'autres invités proéminents comme intervenants clés, tels que le président irakien Jalal Talabani et Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien.

Le Conseil a abordé dans ses discussions les réponses du mouvement social-démocrate mondial et a adopté un nombre d'initiatives pour contribuer à résoudre les conflits et l'instabilité, sous le thème central « *Cœuvrer pour la paix et la stabilité mondiale dans un monde de conflits sans frontières* ». Jalal Talabani a prononcé un

discours clé sur les perspectives de paix au Moyen-Orient et a introduit les débats du conseil sur le thème de « *Une nouvelle voie pour l'Irak* » : « *Nous venons d'un nouvel Irak fédéral et démocratique. Un Irak qui a élaboré de larges libertés démocratiques pour son peuple sur les ruines d'une dictature criminelle qui a commis beaucoup de crimes contre son propre peuple et trahi sa patrie* » (...)
« *Quand notre peuple s'est soulevé pour exercer sa liberté et pour relever le défi de la reconstruction et du renouvellement, il a été confronté à l'injuste résolution 1483 du Conseil de Sécurité votée par tous ses membres, y compris les Arabes du conseil* », « *cette résolution a imposé l'occupation (...) et a privé notre peuple d'exercer le droit de bâtir ses institutions parlementaires, politiques et militaires* ». « *En dépit des erreurs, des points faibles et l'échec d'une victoire totale sur le ter-*

rorisme, nous avons (pourtant) réalisé beaucoup de succès dans les domaines politiques, culturels, économiques et de la reconstruction », a déclaré le président Talabani.

Le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani a pour sa part « remercié l'Internationale socialiste de son soutien au peuple du Kurdistan et à ses droits légitimes ». « Comme vous le savez, nous construisons une toute jeune expérience démocratique au Kurdistan irakien. Nous avons besoin de votre soutien et de l'appui de tous nos amis pour nous aider à renforcer et consolider cette démocratie pour qu'elle puisse devenir une plate-forme de lancement d'où la démocratie pourra se propager aux autres régions de l'Irak ».

« Nous jouissons dans la région du Kurdistan de plus de stabilité et de sécurité que le reste de l'Irak. Mais nous ne pouvons pas encore parler d'une sécurité absolue. La sécurité dont nous jouissons nous a permis d'avancer dans la reconstruction et l'investissement et dans la création d'institutions juridiques pour la région », a déclaré M. Barzani.

« Nous avons souvent exprimé notre volonté de mettre l'expérience et les connaissances acquises par la région du Kurdistan à la disposition de nos frères à Bagdad afin de les aider à formuler une solution pour les autres régions de l'Irak qui souffrent du terrorisme » (...) « Nous n'avons jamais fait partie du problème, nous avons été et resterons, une partie de la solution. Les Kurdistanis ont effectivement contribué au processus politique, aux élections nationales et à la rédaction d'une Constitution progressive et démocratique pour l'Irak » (...) Le Parlement de la région du Kurdistan a mis en application le désir du peuple du

Kurdistan de vivre dans un Irak fédéral, démocratique et pluraliste et nous sommes engagés dans un Irak uni tant que le reste de pays respectera la Constitution actuelle - garante de l'unité de l'Irak », a souligné le président du Kurdistan d'Irak.

« L'expérience des autres peuples et nations a prouvé l'échec de toutes les unions contraignantes tout autant que de toutes les divisions difficiles » (...) « Les Kurdes, les Turcomans, les Chaldéens, et les Assyriens contribuent à l'expérience dans la région du Kurdistan. Nous sommes sur le point de soumettre la Constitution de la région au peuple du Kurdistan dans le cadre d'un référendum. Cette Constitution garantira pour tous les libertés et les droits » a-t-il ajouté.

« J'affirme que dans le Kurdistan nous restons sans hésitation sur les lignes de front du combat contre le terrorisme » (...) « Nous devons également faire face à des menaces et à l'accumulation militaire qui se produisent de temps en temps à travers et sur nos frontières. Notre politique est de tendre une main de l'amitié et de la coopération à nos voisins. Nous rejetons le langage de la menace, et utilisons à la celui du dialogue. Je fais appel à (vous) pour soutenir notre expérience démocratique et pour rejeter les menaces auxquelles nous faisons face » a conclu M. Barzani.

L'Internationale socialiste a déclaré appuyer les « efforts du président (irakien) ainsi que les efforts de ceux qui l'accompagnent dans le travail pour établir un système démocratique et fédéral ». « Après un régime dictatorial qui a régné pendant 35 années — durant lesquelles les droits civils et politiques de la population irakienne ont été violés, la

persécution ethnique et religieuse a été favorisée — et un conflit armé avec les nations voisines, l'Irak entreprend aujourd'hui un processus de reconstruction nationale qui mérite d'être pleinement reconnu et soutenu » a souligné le conseil.

L'Internationale socialiste a publié une déclaration, dite « Déclaration de Genève » on en lit notamment : « L'Irak est une réalité qui nous frappe avec force tous les jours. Avec nos angoisses face à la continuation de la situation vulnérable dans laquelle vit le peuple irakien, nous exprimons notre solidarité avec les leaders de ce pays qui persistent avec ténacité et courage dans leurs efforts pour construire une société libre, démocratique et en paix ; pour mettre fin à la terreur et pour pouvoir avancer en tant que nation souveraine dans la construction d'une société moderne, d'inclusion et d'opportunités pour tous. Tout en rappelant les résolutions précédentes de l'IS, nous lançons un appel pour mettre un terme à la présence de toutes les troupes internationales et pour leur retrait le plus tôt possible, lorsque les circonstances le permettent et avec le soutien du peuple irakien ».

L'Internationale a également réitéré « de façon la plus énergétique la condamnation des actions terroristes dirigées contre les différents secteurs de la société irakienne, qui cependant n'ont pas réussi à faire fléchir l'esprit national animé par des désirs de reconstruction et de reprendre en main propre son destin ». L'Internationale a demandé aux autres Etats de la région de « s'abstenir d'interférer dans les affaires internes de l'Irak, de respecter son indépendance et sa souveraineté, ainsi que son unité nationale ».

DIYARBAKIR : LE MAIRE DU DISTRICT DE SUR DESTITUÉ POUR AVOIR PROPOSÉ LA LANGUE KURDE DANS LES SERVICES MUNICIPAUX

RE conseil d'Etat turc a, le 14 juin, décidé de destituer un maire kurde de Diyarbakir pour avoir proposé la langue kurde dans les services municipaux. Abdullah Demirtas, maire de Sur, petite commune du centre de Diyarbakir, avait prôné au début de l'année des « *services multilingues à la population* » de sa communauté, utilisant le kurde. Pour s'adresser au mieux aux usagers des services municipaux, il avait aussi fait distribuer des brochures en syriaque, anglais et arménien. Le Conseil d'Etat a statué à l'unanimité que l'usage d'une langue outre que le turc dans les écrits « *officiels* » était contraire à la Constitution et aux lois turques.

La plus haute cour administrative du pays a également décidé de dissoudre le conseil municipal de la commune qui a donné son feu-vert à la décision du maire. M. Demirtas, membre du principal parti pro-kurde de Turquie, le parti pour une société démocratique (DTP), avait déjà été jugé et acquitté pour cette affaire par une cour pénale.

Par ailleurs, un procureur turc a, le 4 juin, intenté un procès contre Ahmet Türk, le président du DTP, qu'il accuse d'avoir appelé le leader du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan, « *Monsieur Öcalan* ». Le ministère public réclame jusqu'à trois ans de prison contre M. Türk, pour « *apologie du crime* » et « *apologie d'un criminel* ». Dans une déclaration faite le 21 mars lors des célébrations du Newroz, le nouvel an kurde, à Diyarbakir, l'homme politique kurde a employé le terme « *sayin* » - formule de politesse turque signi-

fiant « *honorable* » pour dire « *Monsieur* » - pour désigner Abdullah Öcalan, considéré comme l'ennemi public numéro un en Turquie et qui purge une peine de prison à vie en solitaire depuis 1999 dans l'île-prison d'Imrali. Ahmet Türk a déjà été condamné à deux reprises -une fois à 6 mois, l'autre à un an et six mois de prison- pour des délits analogues commis en janvier 2006 et en mars 2007, mais l'application de la peine a été suspendue dans l'attente d'une décision de la cour d'appel. La décision du ministère public intervient alors que des élections législatives anticipées sont prévues pour le 22 juillet.

Le DTP, le principal parti pro-kurde de Turquie, qui n'a guère de chances d'envoyer des députés au parlement, soutiendra des candidats indépendants issus notamment de ses rangs aux élections législatives prévues le 22 juillet. Le parlement turc compte de nombreux députés d'origines kurdes, mais les partis se réclamant de l'identité kurde sont régulièrement poursuivis et interdits et n'arri-

vent pas à obtenir les 10% des voix nécessaires au plan national à une formation pour se faire représenter à l'assemblée. Et ce même s'ils arrivent en tête dans le Kurdistan de Turquie et y remportent généralement les élections locales. Les candidats indépendants ne sont, quant à eux, pas soumis à un tel seuil. Leyla Zana, l'ex-députée emprisonnée pendant dix ans (1994-2004) et lauréate 1995 du prix Sakharov des droits de l'Homme du parlement européen et ses trois anciens compagnons de cellule, Hatip Dicle, Sirri Sakik et Orhan Dogan, eux aussi d'ex-parlementaires, n'ont pas le droit de se présenter aux élections en raison de leur « *casier judiciaire* » pour délit d'opinion.

D'autre part, Me Irfan Dündar un des avocats d'Abdullah Öcalan a, le 13 juin, été condamné par un tribunal d'Istanbul à trois ans et neuf mois de prison. Me Dündar restera cependant en liberté tant que la cour d'appel n'aura pas examiné son pourvoi. Me Dündar était poursuivi pour « *aide et recel à une organisation terroriste* » après avoir été arrêté à la frontière turco-irakienne au retour, selon des dépositions de « *repentis kurdes* », d'une visite dans un camp du PKK dans le Kurdistan d'Irak.

LE PRÉSIDENT IRAKIEN, JALAL TALABANI, EN VISITE EN CHINE

RE président irakien, Jalal Talabani, a, le 20 juin, entamé une visite d'une semaine en Chine. M. Talabani est le premier président irakien à visiter la Chine depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays en 1958. Mis à part Nanjing, haut lieu historique qui abrite notamment le mausolée de Suu Yat Sen, il a visité Beijing et Xi'an, chef-lieu de la province du Shaanxi

(nord-ouest). Durant son séjour à Beijing, il a rencontré le président chinois Hu Jintao, le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine Wu Bangguo et le Premier ministre chinois Wen Jiabao. La Chine et l'Irak ont également signé quatre accords, dont un annulant une partie des dettes irakiennes. Les deux pays ont annoncé la signature d'un accord pour annuler la dette irakienne, à

l'issue d'une rencontre entre le président chinois Hu Jintao et son homologue irakien. « *Nous réduirons ou annulerons la dette irakienne dans une large mesure et participerons à l'effort de formation des Irakiens dans les domaines de l'économie, de l'énergie, de la diplomatie et de la gestion* », a déclaré le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Qin Gang, lors d'un point de presse. Aucune précision chiffrée n'a été communiquée sur l'ampleur de ces annulations de dette. La dette irakienne à la Chine s'élève à quelque huit milliards de dollars (5,95 milliards d'euros).

Le président irakien a quitté Nanjing le 26 juin pour regagner son pays. Avant son départ de Nanjing, 3ème étape de sa visite d'Etat de sept jours en Chine, le président Talabani a rencontré le gouverneur provincial M. Liang Baohua. Lors de la rencontre, M. Talabani s'est dit impressionné par les grands changements dans la

province qu'il avait visitée pour la première fois il y a 52 ans. Il a indiqué que les relations entre l'Irak et la Chine avaient progressé de façon significative ces dernières années et qu'il considérait sa visite en Chine comme un succès. « *Je souhaite revenir bientôt* », a souligné M. Talabani, ajoutant que sa délégation « *apporterait un message d'amitié du peuple chinois aux gouvernement et peuple irakiens* ». M. Liang Baohua a déclaré que le Jiangsu était une des régions les plus ouvertes et développées de Chine, et qu'il était disposé à étendre la coopération économique, culturelle et éducative avec l'Irak.

Le président irakien a par ailleurs annoncé que son pays avait conclu un accord avec la Chine pour lui acheter des « *armes à prix avantageux* ». Les deux pays ont également conclu un accord prévoyant la formation en Chine de « *600 scientifiques* » irakiens, a-t-il ajouté.

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR TURC DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE DONNER DES CONSIGNES POLITIQUES POUR UNE INCURSION DANS LE KURDISTAN D'IRAK

RE Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a, le 16 juin, invité son homologue irakien Nouri Al-Maliki à venir à Ankara afin de discuter des mesures à prendre pour empêcher les combattants du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) réfugiés aux confins du Kurdistan irakien de franchir ses frontières. M. Erdogan a déclaré sur la chaîne d'information *CNN-Turk* qu'il attendait une réponse à une lettre qu'il a récemment adressée à ce sujet à M. Al-Maliki lui proposant des discussions autour de la fin juin. La proposition de M. Erdogan intervient à un moment où les débats font

rage en Turquie sur l'opportunité d'envoyer des troupes dans le Kurdistan d'Irak, officiellement pour déloger le PKK. L'armée turque demande depuis avril une autorisation politique pour lancer une opération transfrontalière afin d'y neutraliser les camps du PKK. Le chef de l'état-major turc, le général Yasar Büyükanit, avait rappelé fin mai que l'armée était favorable à une incursion mais qu'il incombait au gouvernement de prendre la décision. Il a réitéré cette déclaration lors d'une conférence de presse télévisée le 27 juin. Le chef d'état-major a demandé au gouvernement de donner des

consignes politiques pour une incursion des troupes dans le Kurdistan d'Irak. « *Irons-nous dans le nord de l'Irak (Kurdistan) simplement pour nous battre contre les rebelles du PKK ou que ferons-nous par exemple si nous sommes attaqués par des groupes kurdes irakiens locaux?* », a demandé le général Yasar Buyukanit. « *Il est nécessaire de connaître les objectifs politiques dans ce combat, et ensuite l'armée décidera de quel genre de force elle a besoin pour les atteindre et demandera l'accord officiel* », a-t-il ajouté. « *En avril, j'ai dit qu'une offensive de l'autre côté de la frontière serait bénéfique et aujourd'hui je pense la même chose* », a ajouté le général, confirmant qu'« *un plan* » était en préparation.

Le gouvernement turc donne d'autres sons de cloches à l'approche des élections générales prévues le 22 juillet. Le Premier ministre turc s'est, le 12 juin, clairement opposé à une incursion militaire turque prenant le risque de se distancier de l'armée turque. « *Est-ce que la lutte menée à l'intérieur du pays est terminée pour que l'on s'occupe maintenant de l'Irak ? Est-ce que les 5.000 terroristes dans les montagnes de Turquie ont été anéantis pour que l'on s'intéresse aux 500 autres réfugiés en Irak ?* », a demandé M. Erdogan, s'exprimant juste avant une réunion des dirigeants civils et militaires consacrée aux mesures à prendre contre le PKK. M. Erdogan a estimé qu'une opération turque au Kurdistan d'Irak « *est la dernière chose à laquelle il faut penser et qu'il faut faire* », affirmant qu'au préalable toutes les voies du dialogue devaient être épuisées. Il n'a cependant pas totalement fermé la porte à une intervention turque. « *Si une telle chose s'avère nécessaire, elle n'est pas annoncée avec fanfare* », a-t-il observé. Interrogé le 19 juin à bord de son avion lors d'un déplacement de campagne près de la frontière arménienne, le chef du

gouvernement a déclaré : « *Nous poursuivons les discussions avec les forces armées. Si besoin est, nous prendrons les mesures nécessaires (pour une opération transfrontalière) car nous ne pouvons laisser le PKK poursuivre ses attaques (...) mais d'abord, notre voisin irakien et les Etats-Unis devraient prendre des mesures à ce propos, car cela s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le terrorisme* ». Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül a, le 14 juin, demandé pour sa part à l'Irak d'empêcher le PKK de franchir ses frontières, affirmant que la Turquie fera tout pour assurer la sécurité de ses citoyens. « *Nous attendons de l'Irak qu'il assure la sécurité à ses frontières, ou, s'il n'y parvient pas, que les forces de la coalition le fassent, ou à défaut, qu'il coopère avec ceux qui sont en mesure de régler le problème* », a-t-il déclaré à l'occasion d'une conférence sur la sécurité à Istanbul. La presse turque a fait état de projets d'établissement d'une zone tampon s'enfonçant jusqu'à 15 kilomètres à l'intérieur du territoire kurde irakien le long de la frontière turque. Puis, dans des remarques publiées par le quotidien *Radikal*, M. Gül a, le 29 juin, prévenu que la Turquie mettrait ces plans en œuvre si les autorités irakiennes ou les Etats-Unis ne parvenaient pas à agir contre le PKK. « *Tous les plans ont été préparés (...) Tout, du meilleur scénario au pire, est prêt sur la table* », a-t-il déclaré, ajoutant « *malheureusement, le niveau de coopération des Etats-Unis est inférieur à nos attentes* ». « *Si ni le gouvernement irakien ni les Etats-Unis ne peuvent (arrêter le PKK), nous prendrons notre propre décision et l'appliquerons* », a-t-il commenté.

Le Premier ministre irakien avait le 2 juin affirmé que son pays ne devait pas servir de base d'opérations contre ses voisins mais mis en garde contre toute ingérence. « *La terre irakienne*

doit être respectée et ne pas être transformée en champ d'opérations, nous ne voulons pas blesser nos voisins, nous ne voulons pas non plus qu'ils interfèrent en Irak, en pénétrant dans le pays et y combattant qui que ce soit », a déclaré Nouri al-Maliki, au cours d'une conférence de presse à Erbil, au Kurdistan. « *Il n'y a aucun doute parmi nos frères, au sein du gouvernement régional du Kurdistan ou du gouvernement d'union nationale irakien, sur le fait que l'Irak ne peut pas être le point de départ d'attaques contre les pays voisins* », a-t-il poursuivi dans cette conférence, retransmise sur la chaîne de télévision publique *Iraqia*. « *S'il y a le moindre problème, nous ne devons pas recourir à la violence, car cela ne ferait qu'accroître l'intensité du problème* », a-t-il prévenu.

Le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, a opté pour la modération. « *Je ne veux pas utiliser le langage de la menace, la guerre ne résout pas les problèmes. Nous voulons discuter avec eux en toute amitié* », a-t-il déclaré, en référence aux autorités turques. L'armée américaine a transféré le 30 mai la responsabilité de la sécurité des trois provinces kurdes d'Irak, d'Erbil, de Souleimaniyeh et de Dohouk, au gouvernement régional du Kurdistan. Par ailleurs, Massoud Barzani, a, le 3 juin, dénoncé le pilonnage par l'armée turque des montagnes du Kurdistan d'Irak. « *Il y a eu des attaques des forces turques dans des secteurs proches de la frontière mais, pour le moment, pas d'invasion du territoire kurde en Irak* », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Erbil. Le président irakien Jalal Talabani, a souligné lors de la même conférence de presse que l'Irak n'accepterait « *aucune ingérence dans ses affaires intérieures* ». Les forces turques ont bombardé la région montagneuse de Hadji Oumran, où sont réfugiés des

militants du PKK. Des témoins ont déclaré que le bombardement d'une trentaine de minutes n'avait fait aucune victime. La Turquie a massé il y a quelques jours des troupes près de sa frontière avec le Kurdistan de l'Irak, un mouvement qui a alimenté les spéculations sur une éventuelle incursion en territoire irakien. Le ministère irakien des Affaires étrangères a annoncé le 9 juin avoir transmis une lettre officielle à un envoyé turc dans le pays pour protester contre des bombardements turcs dans les provinces kurdes. Selon un communiqué rendu public par le ministère, le vice-ministre irakien des Affaires étrangères Mouhammad al-Haj a convoqué le chargé d'affaires turc en Irak pour lui remettre une lettre « *protestant contre des bombardements d'artillerie dans les provinces de Dohouk et d'Erbil, qui ont causé des dégâts importants, des incendies et la panique parmi la population* ». Selon Jabar Yawar, porte-parole des forces de sécurité kurdes (peshmergas), « *l'artillerie turque a bombardé à l'aube pendant 45 minutes à proximité des villages de la province de Dohouk* ».

« *Les bombes sont tombées à proximité des villages de Kashan, Batuwaa, Mulla-kantili, Nzuri and Kisti* », situés près de Zakho. « *L'Irak rejettera toutes les guerres par procuration menées sur son territoire, contrairement à l'ancien régime* », ont affirmé les autorités dans la lettre.

Les généraux turcs cherchent le moindre incident pour dérapier. La simple vérification d'identité, sous la menace d'armes, de soldats turcs en civil par des peshmergas kurdes dans la ville de Souleimaniyeh le 1^{er} juin, a provoqué un virulent communiqué de l'état-major turc qui n'en est pas à sa première menace. Les autorités kurdes ont tenté de relativiser l'incident, intervenu 48 heures à

peine après que les forces américaines avaient laissé la responsabilité de la sécurité dans la région aux kurdes. Le prétexte parfait pour les militaires turcs qui estiment nécessaire leur intervention au Kurdistan d'Irak, contre le PKK mais surtout contre les Kurdes irakiens. Les Américains sont opposés à une intervention turque qui pourrait déstabiliser la zone la moins touchée par les violences sectaires qui déchirent l'Irak et le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer, en visite à Ankara, a, le 12 juin, exhorté la Turquie à agir avec un « *maximum de retenue* » en ce qui concerne le Kurdistan d'Irak.

L'armée turque mène actuellement de vastes opérations dans le Kurdistan de Turquie contre le PKK, qui a accusé le 12 juin l'état major turc d'être responsable de la recrudescence des violences et annoncé qu'il arrêterait ses actions si l'armée turque faisait de même. « *Il y a eu une croissance notable dans les actions (de l'armée) malgré le fait que le cessez-le-feu unilatéral observé par notre mouvement depuis le 1er octobre 2006 n'a pas officiellement été rompu* », souligne l'organisation dans un communiqué rapporté par l'agence pro-kurde *Firat*. Le document affirme que les attaques du PKK relèvent de « *légitime défense* ». Selon le général Ilker Basbug, commandant des forces terrestres, les attaques ont tué 64 soldats turcs, ce qui représente une augmentation de 65% par rapport à l'année dernière. Il estime à 220 le nombre de combattants kurdes tués ou capturés dans le même temps. Selon lui, « *entre 2.800 et 3.100 terroristes du PKK opèrent dans le nord de l'Irak* », et 1.800 à 1.900 en Turquie, principalement dans les provinces de Sînak et Siirt. Il estime les forces kurdes à 5.100 ou 5.650 en tout. Sur fond de regain d'activité de l'armée turque contre le PKK, la Turquie a, le 6 juin, déclaré plusieurs

secteurs kurdes « *zones de sécurité temporaires* », après l'incursion, selon des responsables de la sécurité turque et un responsable kurde irakien, des centaines de soldats turcs dans le Kurdistan d'Irak. Les autorités turques et américaines ont toutefois démenti l'entrée de troupes turques. L'armée turque n'a pas précisé ce qu'elle entendait par le terme « *zones de sécurité temporaires* ». Certains médias turcs croient savoir qu'elles seraient interdites de survol pour les vols commerciaux. Selon d'autres, elles signifient l'instauration de mesures de sécurité supplémentaires et que l'accès à ces régions sera restreint et étroitement contrôlé. Dans un communiqué diffusé sur son site Internet, l'armée turque précise les coordonnées des lieux concernés et indique que ces zones seront en place jusqu'au 9 septembre, sans donner d'autres détails. Selon la presse, ces coordonnées renvoient à des zones dans les provinces kurdes de Sînak, d'Hakkari, et de Siirt, qui se trouve plus au nord.

Par ailleurs, l'Irak bombarde régulièrement des villages au Kurdistan irakien, accusés d'accueillir des combattants du Pejak, un parti kurde iranien proche du PKK. De plus, cinq militaires iraniens ont été tués lors d'affrontements avec des combattants kurdes ou en sautant sur des mines. Deux militaires ont, le 10 juin, été tués près de Makou, ville kurde située dans la province d'« *Azerbaïdjan occidental* ». Deux autres militaires ont été tués par des inconnus près de Mahabad, ville kurde située dans la même province. Enfin, un cinquième militaire a été tué près de Piranshahr (Azerbaïdjan occidental) en sautant sur une mine. Fin mai déjà, sept militaires et dix combattants kurdes avaient été tués lors d'affrontements armés dans cette région. La province iranienne de l'« *Azerbaïdjan occidental* », contiguë au Kurdistan de Turquie et d'Irak est peuplée de Kurdes avec des minorités azéries dans ces villes. Elle est le théâtre depuis plus d'un an de heurts réguliers entre l'armée iranienne et des militants kurdes, notamment du Pejak.

KURDISTAN IRAKIEN : L'ESSOR DE L'ÉCONOMIE GRÂCE AUX LOIS ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT RÉGIONAL



PARGNÉE par la guerre qui ravage l'Irak, l'économie du Kurdistan connaît un essor exceptionnel. Les grues se multiplient dans le paysage, les complexes immobiliers et les centres commerciaux flamboyants neufs sortent de terre, les entreprises font même venir des ouvriers du Bangladesh ou du Népal « *Ce n'était pas forcément chose aisée d'attirer les investisseurs car le Kurdistan fait partie d'un pays en guerre mais nous nous sommes focalisés sur un point: garantir la sécurité et la*

stabilité politique », explique Falah Mustafa Bakir, responsable des relations internationales au sein du gouvernement régional. Une des premières lois adoptées par le nouveau gouvernement du Kurdistan permet aux investisseurs étrangers de détenir la totalité du capital d'une entreprise, de rapatrier les bénéficiaires et les exempter de taxes pendant dix ans. Sur les 5.000 entreprises enregistrées au Kurdistan, 600 sont étrangères, dont 75% turques.

Le Kurdistan, mis à l'écart des investissements pétroliers sous le régime de Saddam Hussein, est une terre riche en or noir attirant de plus en plus les compagnies étrangères. Sur 600 kilomètres carrés de collines ocre et pierreuses, à Taq Taq, au cœur de la région autonome, la foreuse de la compagnie pétrolière Topco, une joint-venture entre la société turque Genel Enerji et la compagnie canadienne basée à Genève Addax Petroleum, s'enfonce dans la roche pour arriver jusqu'au réservoir. TTopco a terminé le forage de trois puits qui devraient produire au total 75.000 barils par jour et trois autres doivent être forés d'ici à la fin de l'année.

Les réserves prouvées du Kurdistan ne représentent que 2,9% des 115 milliards de barils enfouis sous les pieds des Irakiens, les troisièmes réserves du monde, mais les experts s'attendent à de nouvelles découvertes. « 2,9%, ce n'est qu'une estimation, nous ne savons pas vraiment. C'est une terre vierge ici », assure Kemal Afaraci, responsable adjoint du site, soulignant le manque d'investissements réalisés sous Saddam Hussein pour explorer le sous-sol de la région. A titre de comparaison, l'Irak produit près de 2 millions de barils par jour, dont l'immense majorité dans la région de Bassorah (sud). Contrairement au reste du pays, le Kurdistan, épargné par les violences, attire les investisseurs étrangers. La compagnie norvégienne DNO, le groupe turc Petoil et la société canadienne Western Oil Sands prospectent aussi dans la région. Les contrats de ces sociétés, qui pour certaines d'entre elles vont commencer à extraire du brut dans quelques mois, sont des accords de partage de production signés avec le gouvernement régional du Kurdistan. Ils prévoient le financement des investissements permet-

tant le forage et l'exploitation des sites par ces compagnies, moyennant une part de la production future. Mais la loi nationale sur le pétrole, qui doit être votée prochainement, prévoit la supervision du secteur par un organisme fédéral qui devra valider les contrats signés. En mai, le ministre irakien du Pétrole Hussein Chahristani déclarait que tout contrat conclu avant l'adoption de cette loi serait nul. Falah Mustafa Bakir, ministre des relations internationales du gouvernement kurde, refuse toutefois de s'inquiéter. « Ces contrats répondent à des standards internationaux et sont compatibles avec le projet de loi », assure-t-il.

La loi sur le pétrole est un des éléments clefs de la future évaluation américaine sur les progrès accomplis par le gouvernement irakien. Elle vise à répartir équitablement les revenus pétroliers entre les provinces. Le Kurdistan autonome devrait bénéficier de 17% du total, comme il le réclamait, selon un accord signé le 21 juin entre Bagdad et le gouvernement régional du Kurdistan.

Le problème pour les compagnies installées au Kurdistan demeure l'exportation du brut. Elles doivent attendre le vote de la loi pour négocier leurs licences d'exportation et l'oléoduc reliant l'Irak au terminal pétrolier de Ceyhan, en Turquie, qui passe par Kirkouk, régulièrement attaqué et fermé. « Nous réfléchissons à une alternative qui pourrait être de relier Taq Taq directement à la frontière turque », souligne M. Afaraci. Le Kurdistan devrait dans tous les cas conserver l'avance acquise auprès des investisseurs étrangers. Surtout si le Kurdistan récupère Kirkouk et sa région, riche en pétrole et majoritairement peuplée de Kurdes, confor-

mément à la Constitution qui prévoit un référendum sur cette question avant la fin de l'année.

Le salaire mensuel moyen n'en reste pas moins d'environ 400 dollars et la majorité des Kurdes, souvent obligés de cumuler deux emplois, subissent l'augmentation des prix de l'immobilier et des produits alimentaires, importés en quasi totalité, notamment de Turquie, car l'agriculture locale détruite par les opérations Anfal produit encore peu. « L'Irak de Saddam était socialiste et nous allons vers une économie de marché. On voit toujours des effets négatifs dans la phase de transition mais la population vit tout de même beaucoup mieux qu'avant », assure Aziz Ibrahim Abdo, directeur général au ministère du Commerce.

Des dizaines de milliers d'Arabes sont venus chercher refuge au Kurdistan d'Irak, la seule qui soit épargnée par les violences confessionnelles qui ensanglantent le pays. De nombreux Kurdes de Mossoul, ville mixte ravagée par les violences à la lisière sud du Kurdistan, se joignent eux aussi à cet exode. Face à l'afflux, les autorités kurdes ont ouvert le 14 juin le camp de Khazir, situé dans le district de Khabat, entre Erbil et Mossoul, sur la route par laquelle arrivent nombre de réfugiés. « Nous nous devons d'aider ces gens, ils ont tout quitté pour venir ici mais mon district ne pouvait plus en prendre d'autres en charge. Nous avons donc demandé à la province d'ouvrir ce camp », explique Rizgar Mohammed, le maire du district, dont la population a bondi de 25.000 à 30.000 personnes en à peine deux ans. « Nos installations sanitaires ne sont pas suffisantes, la production d'électricité non plus. Leur présence fait augmenter les prix de l'immobilier et le chômage et quelquefois les enfants se retrouvent à 60 en classe », affirme-t-il. A

une trentaine de kilomètres d'Erbil, 250 tentes siglées Haut Comité aux Réfugiés des Nations unies

(UNHCR) sont ainsi alignées pour accueillir les réfugiés.

BILAN DE LA GUERRE EN IRAK : 1227 CIVILS TUÉS EN JUIN, 36% de MOINS QU'EN MAI

Le nombre de civils tués en Irak est tombé en juin à son total mensuel le plus faible depuis le début de l'opération de sécurité lancée en février par les forces américaines et irakiennes, selon des statistiques du gouvernement. D'après les données obtenues auprès des ministères de l'Intérieur, de la Défense et de la Santé, 1.227 civils ont péri de mort violente en juin, soit 36% de moins qu'en mai. Il s'agit du chiffre le plus faible enregistré depuis cinq mois. Si les autorités militaires américaines font état d'un nombre d'attaques inchangé en Irak ces derniers mois, on observe depuis quelques semaines un recul des attentats à la voiture piégée dont les bilans sont les plus lourds. Selon les dernières statistiques, 222 policiers et soldats irakiens ont aussi été tués en juin, soit un peu plus que le mois précédent.

L'armée américaine a pour sa part déclaré que les forces américaines et irakiennes ne contrôlent environ qu'un tiers de Bagdad, près de quatre mois après le lancement d'une opération de sécurité censée stabiliser la capitale irakienne afin d'éviter un basculement du pays entier dans la guerre civile. Dans le cadre de cette campagne, plus de 18 000 militaires américains ont été déployés en renfort à Bagdad et dans ses environs. Le *New York Times* rapportait le 4 juin que selon une évaluation interne du commandement militaire, l'armée américaine et les forces irakiennes

contrôlent 146 des 457 quartiers de Bagdad. D'après ce document militaire d'une page, soit les soldats n'ont pas commencé les opérations, soit ils continuent à se heurter à une résistance dans les 311 quartiers restants, a ajouté le *New York Times*. Le nombre de militaires américains tués en Irak depuis l'intervention en Irak de mars 2003 a dépassé les 3.500, après la mort de trois soldats le 10 juin dans un attentat suicide près de Mahmoudiyah, au sud de Bagdad. Près de 85.000 soldats américains et irakiens sont mobilisés dans le cadre du plan de sécurisation de Bagdad, lancé il y a près de quatre mois. Après l'arrivée prochaine des derniers renforts, 160.000 soldats américains seront déployés en Irak. Quelque 5.500 soldats britanniques sont également déployés en Irak, en particulier autour de Bassorah, deuxième ville du pays à 550 km au sud de Bagdad, mai le contingent devrait être réduit de 1.600 hommes d'ici à la fin de l'année. 156 soldats britanniques ont été tués en Irak depuis le début de l'intervention militaire.

Par ailleurs, un attentat à la voiture piégée contre une mosquée chiite du centre de Bagdad a, le 19 juin, coûté la vie à 87 personnes, ce qui en a fait le plus meurtrier perpétré dans la capitale depuis celui qui y avait fait 140 morts sur un marché en avril. Vers 14H00 (10H00 GMT), un camion piégé a explosé sur un parking attenant à la mosquée Al-Khallani, dans le quartier de Sinak, deux jours après

la levée du couvre-feu total imposé à Bagdad. L'attentat a creusé un cratère de trois mètres de profondeur et six mètres de diamètre. Cette attaque est survenue au moment où près de 10.000 soldats américains et irakiens lançaient une opération de grande envergure contre le réseau terroriste Al-Qaïda dans la province de Diyala, au nord de Bagdad, où des milliers de personnes ont été tuées en un an dans des attaques terroristes. De plus, les deux minarets du mausolée chiite de Samarra, au nord de Bagdad, ont été détruits le 13 juin dans un attentat, à peine plus d'un an après la destruction du dôme dans une attaque similaire, faisant craindre une nouvelle flambée de violences confessionnelles en Irak. La destruction du dôme de ce mausolée, qui abrite les tombeaux d'Ali al-Hadi et de Hassan al-Askari, les dixième et onzième imams du chiïsme, dans un attentat le 22 février 2006 avait été l'étincelle qui avait provoqué une explosion des violences confessionnelles en Irak. Samarra est un lieu de pèlerinage vénéré des chiïtes, d'autant plus que c'est dans cette ville qu'a disparu le 12ème imam, « l'imam caché ». Des centaines de personnes ont manifesté dans les villes chiïtes de Nassiriyah, Kerbala, Najaf, Samawa et Bassorah, contre cet attentat. Le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité religieuse du chiïsme irakien, a demandé aux « croyants de se retenir de se venger contre des innocents et les sites religieux des autres ». Mais quelques heures après l'attentat de Samarra, quatre mosquées sunnites ont été la cible d'attaques à Iskandariyah, à 60 km au sud de Bagdad, et dans la capitale irakienne.

D'autre part, l'armée américaine a annoncé début juin le ralliement de responsables tribaux sunnites de la

province de Salaheddine (nord de Bagdad) aux autorités provinciales dans la lutte contre Al-Qaïda. Le ralliement de coalitions tribales, formées en partie d'anciens insurgés, à la lutte contre Al-Qaïda, fait désormais partie de la stratégie américaine

en Irak. Dans la province d'Anbar, bastion de l'insurrection sunnite dans l'ouest de l'Irak, une alliance de chefs tribaux, « *Le Réveil d'Anbar* », épaulé les forces de sécurité irakiennes et les militaires américains dans leur lutte contre Al-Qaïda.

déjà été envoyées à Bagdad pour participer au plan de sécurité lancé en février pour tenter de juguler les violences, en grande partie confessionnelles, dans la capitale irakienne.

La province de Diyala, un Irak en miniature où vivent des sunnites, des chiïtes et des Kurdes, est le théâtre de violences confessionnelles quotidiennes et la branche irakienne d'Al-Qaïda y est bien implantée. Les pertes infligées aux soldats américains et aux forces de sécurité irakiennes s'y sont accentuées depuis quelques mois. Un attentat suicide contre un poste de police de Mandeli a, le 13 juin, fait cinq morts parmi les policiers kurdes. Diyala est frontalière de la province de Souleimaniyeh, l'une des trois provinces avec Erbil et Dohouk, à être sous la responsabilité du gouvernement régional du Kurdistan.

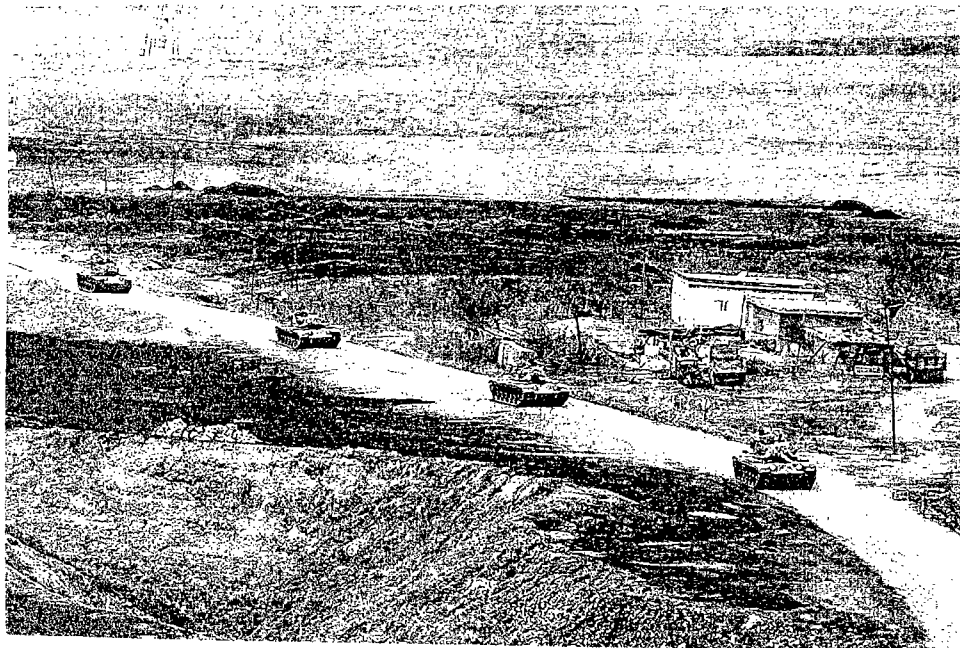
AINSI QUE...

DES PESHMERGAS DEPLOYES DANS LA PROVINCE DE DIYALA.

Plus de 2.000 peshmergas vont être déployés dans la province de Diyala, au nord-est de Bagdad, en proie à des violences endémiques. " Quatre régiments de 560 peshmergas vont être déployés (dans la province de Diyala) au cours des prochains jours pour aider les forces américaines et irakiennes ", a, le 13 juin, déclaré le général Jabbar Yawar, porte-parole

des peshmergas. Ces forces seront envoyées dans des zones du nord de la province, peuplées en grand nombre de Kurdes chiïtes, comme les villes de Mandeli et de Khanakin. Ce déploiement est la première mission confiée aux peshmergas à l'extérieur du Kurdistan autonome depuis le transfert de la responsabilité de la sécurité de cette région aux forces de sécurité kurdes fin mai. Des brigades kurdes de l'armée irakienne avaient

Turkey deploys extra troops to Iraq border as tension with Kurds grows



Turkish tanks yesterday gathering in the south-eastern town of Cizre, less than 40 miles from Iraq's northern border Photograph: STR/AFP/Getty Images

Erdogan's forces ready for action against PKK

Fear of regional instability as US forces pull back

Simon Tisdall

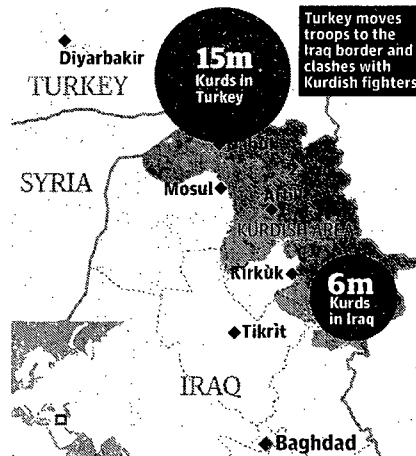
A Turkish military build-up on the northern Iraq border is fuelling fears of a confrontation between Ankara and Kurdistan's semi-independent government that could further destabilise the region as US forces begin to pull back.

Turkey's armed forces chief said yesterday the army was prepared at any time to start cross-border action to halt attacks inside Turkey by the separatist Kurdistan Workers' party, which has bases in Iraq.

"As soldiers, we are ready," General Yasar Buyukanit said.

But the general said Turkey's parliament must first agree the aims of any intervention. "The political authorities need to decide this. We can't know whether we will go there and fight only the PKK [Kurdistan Workers' party] or deal with [Iraqi Kurdish president Massoud] Barzani as well."

The Turkish army has deployed additional tanks and troops to the border area this week for "spring manoeuvres". But the military moves, although apparently limited so far, have been accompanied by a rising crescendo of public and political demands for action to curb PKK attacks.



The government of the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, is under pressure, following a suicide bombing, blamed on the PKK, which killed six people in an Ankara shopping mall last week. Officials said the bombing marked an escalation in the separatists' campaign. Mr Erdogan's comment, after the Ankara blast, that he saw "eye to eye" with the army over future military action has raised expectations that an operation is imminent.

Mr Barzani, head of the Kurdistan regional government (KRG), which enjoys considerable autonomy from the Shia Arab-led Baghdad government, has warned that any Turkish intervention could meet with resistance, both in northern Iraq and in south-east Turkey.

Mr Barzani's fighting talk has been condemned by US officials who are urging

Ankara to hold fire, too. They worry that the region could be destabilised if the two sides collide. But Turkey's inclination to take matters into its own hands may have been strengthened by this week's formal handover of the three northern Kurdish provinces of Iraq – Arbil, Dahuk, and Sulaymaniyah – to KRG security forces. Only a few US forces will now remain in the northern region.

Speaking on Turkey's Kanal D television channel this week, the US ambassador, Ross Wilson, said Washington was pursuing "a number of avenues" with Ankara to curb PKK attacks. "I am hopeful that they will produce results," he said. In the interview he had to explain why two US F-16 fighter jets had crossed the Iraq border and violated Turkish airspace this month. Turkey issued an official protest after the incident, which Mr Wilson termed accidental. But Turkish media suggested Washington was sending a none-too-subtle message to its Nato ally to keep out of Iraq.

Turkish officials say their government's patience is exhausted with the rising level of PKK attacks and US prevarication. "The military build-up has been going on for the past month," a Turkish diplomat said. "We are trying to get Iraq, the US, and the Kurdish regional government to act more responsibly. But unfortunately so far we have not had enough cooperation. We are trying to act with restraint. But public opinion is really boiling after the suicide bombing last week."

The diplomat said Mr Barzani's "irre- dentist rhetoric", appearing to assert a political and territorial claim to ethnic

Kurdish areas of south-east Turkey, was exacerbating the situation. Media allegations that Kurdish authorities in northern Iraq were aiding the PKK and, like US forces, turning a "blind eye" to its activities, were widely believed, he said. "We know for sure that most of the explosives used by the PKK come from northern Iraqi territory," he added. "The US could help us a lot more. They could have captured leading figures in the PKK but instead they have given them safe haven. This is very harmful to public opinion and Turkey's relationship with the US."

Kurds in north Iraq and south-east Turkey say Ankara is to blame for a conflict that has claimed an estimated 37,000 lives since 1984. They point to systemic civil and human rights abuses and institutionalised discrimination against Turkey's ethnic Kurd minority. Despite reforms designed to ease Turkey's entry into the EU, many grievances remain unaddressed.

Several internal factors are stoking the pressure on Mr Erdogan, who may see limited military action as a way of distracting attention from home: these include the general election in July, an impasse over the next president, controversial constitutional reforms, and debate on preserving Turkey's secular character. The last big cross-border operation was 10 years ago, in Saddam Hussein's regime, when 40,000 Turkish troops entered Iraq. But some Turkish observers said that action was not a success and predict any new incursion would also be of limited utility.

Turkey General hints at fight against both the PKK and Barzani

TURKISH DAILY NEWS

SERKAN DEMIRTASH ISTANBUL – Turkish Daily News – June 1, 2007

Gen. Buyukanit reiterates the military's readiness for an incursion into northern Iraq to quash PKK camps, making it clear he will not make a request in writing as he has already sought government approval to take military action

Chief of General Staff Gen. Yashar Buyukanit yesterday hinted at military action against Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani and the terrorist organization Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq if the government formally requests a cross-border operation. "Are we going to fight only the PKK once we enter northern Iraq or will something happen with Barzani?" Buyukanit asked while speaking to reporters in Istanbul on the sidelines of an international symposium organized by the Turkish Armed Forces. "These are serious things. The government should lay out its political aims to me."

Barzani angered Turkey when he threatened to stir up Turkish cities in the southeast if the Turkish army were to intervene in the northern Iraqi city of Kirkuk. It is the first time that the Turkish army hinted at military action against Barzani, who controls the northern part of Iraq with tens of thousands of peshmerga forces.

Referring to a very recent debate with the government over parliamentary authorization for an incursion into northern Iraq, Gen. Buyukanit said he had already sought government approval to mount military action. "We told both Turkey and the world on April 12 that as soldiers we are ready." "I can't make a written request," he said. "What do they expect from me? The political officials will set up the

political targets and then the military ranks will fix a strategy... This is how things are done in a state."

Buyukanit emphasized that it was not just the PKK and Barzani complicating matters in northern Iraq but also the United States was creating complications in the region. Dismissing claims that there is unusual military movement in Turkey's southeast where tanks and other military vehicles are reportedly building up near the border, Buyukanit asked the media to be more responsible in reporting such stories. "These reports create an expectation among the people, and this is something wrong," he said.

Dolmabahçe meeting to remain secret

The top general responding to a question about his recent meeting with Prime Recep Tayyip Erdogan at Dolmabahçe Palace following the military's e-memo in the presidential election process said that he will not reveal the content and added, "Some issues will never be unveiled."

When asked about the two U.S. F-16 jets that violated Turkish airspace, Gen. Buyukanit said that the United States has satellites to monitor the Iraqi border, and that "the United States does not need to send F-16s to do so."

Some Turkish media described the infringement as a deliberate attempt at intimidation as

Ankara was discussing a possible cross-border operation into northern Iraq to quash the PKK camps. He also confirmed that military equipment was found in a derailed train in Bingol and added that an investigation was underway.

Era of dark wars

Buyukanit said classical approaches to combating today's threats have completely lost validity, and added that "the actors making war have also changed." "I wonder if the cold war has been replaced by dark wars at this current point," he said. "When we take a look at terrorism in terms of its sources, we see that some of our allies intend to define terrorism as an act that only arises from the radical abuse of religion – but this is not the only definition of terrorism," Buyukanit said.

"Terror also stems from ethnic, nationalist and fascist activities. The terrorist Kurdistan Workers' Party, which Turkey faces today, has such a structure," he added. He described economic manipulations imposed on countries, micro-ethnic provocations, redefinition of countries' regimes and orders, rebellions and irrational titles added before country names as examples of new approaches that can be termed "dark war."

Allied countries support the PKK. Gen. Buyukanit argued that some of the allies extended direct or indirect support for PKK terrorism. "Let me put it

clearly today that among our allies some give direct and indirect support to PKK terror and we are deeply disappointed by that," he said. Giving a "concrete example," he said that "in Turkey, terrorists use a variety of explosives" and that "the mines used against Turkey are known as 'heel detacher,' C4, A3, A4 and similar explosives," which are used in all sorts of murders and are "not sold in supermarkets."

Gen. Buyukanit said a broadcasting channel that serves as a mouthpiece for the terrorist organization and disseminates propaganda was active within the borders of an allied country, in apparent reference to Denmark allowing broadcasts of Roj TV. "I hope they (Danish authorities) will be able to say 'No, you are not telling the truth' in response to my remarks, instead of showing political reactions. But they will be unable to do so," he added.

Supporters are also terrorists. Pointing to deepening discrepancies between prosperous and poor countries, Gen. Buyukanit said more concrete solutions should be found to eliminate such structural problems. "It is inevitable that not only those who launch attacks but also those who provide terrorists with financial, logistical and propaganda support will be recognized as terrorists

Turkish Troops Kill 2 Kurdish Rebels

AP Associated Press

By SELCAN HACA OGLU Associated Press Writer JUNE 1, 2007

DIYARBAKIR, Turkey (AP) -- Soldiers killed two Kurdish militants in Turkey's rebellious southeast, where troops massed along the border threatened an incursion into Iraq.

Turkey's military has stepped up its campaign against separatist rebels who cross into country from bases in northern Iraq to stage attacks.

Sixteen guerrillas have been killed in the fighting this week, including the two killed in an overnight clash with soldiers near the town of Tunceli, the governor's office said.

The military also has been deploying troops on its border with Iraq, but says it is a routine precaution against rebel infiltration. The massing of troops, however, coincides with debate over whether to stage an incursion into Iraq to try to eradicate rebel bases there.

Turkey's military chief said Thursday his army was prepared to attack Kurdish

guerrillas in a cross-border offensive and was awaiting government orders for an incursion, putting pressure on the government to support an offensive that risks straining ties with the United States.

Turkey last carried out a major incursion into Iraq to chase rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, a decade ago.

Separatist Kurdish guerrillas, taking advantage of a power vacuum in northern Iraq, have escalated attacks on Turkish targets. Turkey complains that the United States and Iraqi Kurds have done little to stop them.

The United States opposes a Turkish military incursion into northern Iraq, fearing it could destabilize what is one of the most stable regions of the country.

Tens of thousands of people have been killed since the guerrillas went to war for autonomy in Turkey's Kurdish-dominated southeast in 1984.

EYE ON IRAQ: KURDS IN A CRUNCH



United Press International - June 4, 2007 - By Martin Sieff

WASHINGTON, June 4 (UPI) -- For four years, the enthusiastically pro-American enclave of Kurdistan in Northern Iraq has been portrayed as the one shining beacon of hope in the sinister chaos of Iraq. But that bright beacon now threatens to set off a regional fire that could wreck NATO's southern flank.

Bush administration policymakers and their U.S. media cheering section held out the Kurdish enclave as proof that -- with a vastly disproportionate U.S. investment in money, diplomacy and "nation-building" -- a stable, pro-American democracy could be established in the heart of the Middle East, to serve as an example to the surrounding region.

They all ignored two constants of the previous 80 years of Middle East history. The first is the chaotic inability of the Kurds to get along with each other and build any kind of stable or self-sustaining state structures, a pattern that has been clear since the Treaty of Sevres in 1920. The second is the implacable hostility of giant neighboring Turkey to allowing them to do so.

The one issue Turkey, Syria, Iraq and Iran could usually always agree on was the need to keep their Kurdish minority populations under control. Turkey has 12 million to 16 million Kurds, Iran has 4.8 million to 6.6 million and Syria has 900,000 to 2.8 million. Iraq's Kurdish regions have 4 million to 6 million Kurds.

Since the U.S. armed forces with British help toppled Saddam Hussein and occupied Iraq in early April 2003, Turkish leaders have watched closely the activities of the Kurds in their northern enclave. They have especially been concerned about any Kurdish moves that threatened the status of the Turkoman community in the Kurdish-controlled, U.S.-protected areas.

Now, Turkish leaders are furious over the increasing activism of the Kurdish Workers Party in southeastern Turkey. They fear that Kurdish extremists could seek to revive the ferocious guerilla/terror conflict that cost at least 40,000 lives before it was finally ended. They also accuse the United States of failing to rein in the Kurdish authorities in Northern Iraq and failing to force them to crack down on the KWP.

The Kurds have reacted predictably. On Saturday, the ruler of Kurdistan, President Massoud Barzani, said flatly, "Turkey does not have the right to interfere in Kurdistan."

Turkey has traditionally ranked with Israel as the United States' most loyal ally in the region. For more than half a century it has been a member of the NATO alliance and proved crucial throughout the Cold War in blocking

major Soviet expansion into the Mediterranean region.

But Turkey for several years has been run by an Islamist government. Its previous warm relations with Israel have cooled. But the biggest reason for the growing strains between Washington and Ankara has been the U.S. support for the independent Kurdish enclave over the past four years.

The Kurds are also under attack from the Sunni insurgents who continue to wreck havoc in Iraq. The Sunnis hate them for embracing the United States and for having fought so long against Saddam's oppression. The Sunnis also resent being left impoverished while the Kurds refuse to share the oil revenues from their region with the Sunnis.

In parliamentary maneuvers over the past 18 months in Baghdad, the Kurds have generally sided with the main factions of Iraq's 60 percent majority Shiites to shut out the Sunnis. And the short-term, apparent success of their exercise in self-government has been used as an argument for recognizing a de facto partition of Iraq between Shiites, Sunnis and Kurds by American advocates of the idea

But the Kurds cannot automatically rely on the Shiite political factions for support forever. Iran's influence is already very strong in Shiite movements like the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq and in the Mahdi Army led by Moqtada Sadr. Now Sadr is trying to make common cause against American forces in Iraq with Sunni insurgent and other groups. If he succeeds, the Kurds could find themselves isolated in their landlocked enclave.

Even with U.S. support, it appears highly unlikely that the Kurds could maintain their de facto independence if the Shiite majority in Iraq, as well as the Sunnis, turned against them. Turkey and Iran, historic enemies, agree at least on their hostility to Kurdish independence.

Turkey's grievances against the Kurds run from a desire to reclaim the oil-rich territories they lost more than 85 years ago when the British Empire unilaterally created the Kingdom of Iraq and drew its borders to include the oil-rich regions of the north, to anger over the perceived Kurdish threat to the Turkomans. But any perceived support by the Kurds for groups like the KWP that Ankara fears may revive the guerrilla war in southeastern Turkey tops everything else.

White House and Pentagon policymakers have paid the Kurds relatively little attention in recent months. They have been lulled by the steady stream of success stories coming out of Kurdistan. But that dream enclave could turn into a nightmare -- and soon.

FINANCIAL TIMES

US warns Turkey not to invade Iraq

June 4, 2007 By Steve Negus, Iraq correspondent, and Vincent Boland in Ankara

Robert Gates, the US defence secretary, yesterday warned Turkey not to invade northern Iraq amid a build-up of Turkish forces on the border between the two countries.

There is an intense internal debate in Turkey about whether Ankara should push across the border to root out guerillas of the Kurdistan Workers' party (PKK), based inside the Kurdish autonomous region of northern Iraq. Turkey accuses the PKK of launching attacks inside Turkish territory.

The Turkish government, which faces a general election next

month, has appeared so far to want to avoid a military incursion. But a bomb attack in Ankara two weeks ago in which six people were killed, has been blamed on Kurdish separatists and put the issue of terrorism, and Turkey's appropriate response to it, at the top of the election agenda.

The military holds a spring offensive in the region every year, but the build-up in recent days has taken on an ominous dimension amid ever-louder rhetoric from Turkey's senior generals about the need to crush PKK fighters.

Speaking at a security conference in Singapore, Mr Gates expressed sympathy for Turkey's "genuine concern with Kurdish terrorism that takes place on Turkish soil".

However, he added that the US hoped that there "would not be a unilateral military action across the border into Iraq".

The presence of PKK bases in northern Iraq has been an irritant between Turkey and the Kurdistan region for years, and Ankara - which already has troops deployed inside Iraq - has several times threatened a

large-scale strike.

However, the rhetoric this time has been unusually fierce, with Turkey's general staff suggesting last week that Turkish forces could also move against Iraqi Kurdistan's regional president, Massoud Barzani, who has been critical of Ankara.

The tensions increased sharply at the weekend after an incident - which seemed from news reports to be mainly an exchange of insults - involving Turkish troops and Kurdish peshmerga fighters at a checkpoint in Sulaimaniyah, a city in northern Iraq.

The Turkish troops were in northern Iraq "within the scope of a regular mission", according to Turkey's general staff, and were in civilian clothes. They were able to return to their base "without any problems", the general staff added in a statement late on Friday.

Baghdad, which is frequently at odds with the Kurdistan government, has nonetheless offered its support for Mr Barzani, with prime minister Nourial-Malki on Saturday urging Ankara not to stage an incursion.

Deux rebelles kurdes tués, huit soldats blessés dans l'est de la Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 1 juin 2007 (AFP) - 14h00 - Deux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués au cours de combats vendredi dans l'est de la Turquie et huit soldats ont été blessés par l'explosion d'une bombe, ont affirmé des sources locales de sécurité.

Les combats sont survenus tôt dans la journée dans la province de Tunceli, qui a récemment été le théâtre de plusieurs accrochages. Trois rebelles du PKK ont été tués dans cette province jeudi.

Huit soldats ont été blessés vendredi par l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule, dans la province de Sirnak, riveraine de l'Irak et de la Syrie, ont affirmé les services du gouverneur de Sirnak.

La mise à feu de la charge d'explosif a été enclenchée à distance par des rebelles du PKK, a affirmé cette source, précisant que deux des blessés étaient dans un état grave. L'agence de presse Anatolie avait auparavant attribué la déflagration à une mine.

L'armée turque réalise des opérations à grande échelle depuis le mois dernier dans l'est et le sud-est anatoliens pour empêcher l'infiltration, à la faveur du dégel printanier, de rebelles du PKK en provenance des montagnes du nord de l'Irak, où l'organisation dispose de plusieurs camps.

L'armée turque bombarde des positions du PKK en Irak



ERBIL, Irak (Reuters) - 3 juin 2007 - L'armée turque a pilonné des positions des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les montagnes du nord de l'Irak, a affirmé Massoud Barzani, président de la région irakienne du Kurdistan. "Il y a eu des attaques des forces turques dans des secteurs proches de la frontière mais, pour le moment, pas d'invasion du territoire kurde en Irak", a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Erbil.

Le président irakien Djalal Talabani, également un Kurde, a souligné lors de la même conférence de presse que l'Irak n'accepterait "aucune ingérence dans ses affaires

intérieures". Les forces turques ont bombardé la région montagneuse de Hadji Oumran, où sont réfugiés, côté irakien, des militants du PKK qui luttent depuis 1984 pour l'indépendance du sud-est de la Turquie et d'où ils lancent des opérations en territoire turc.

Des témoins ont déclaré à Reuters que le bombardement d'une trentaine de minutes n'avait fait aucune victime. La Turquie a massé il y a quelques jours des troupes près de sa frontière avec l'Irak, un mouvement qui a alimenté les spéculations sur une éventuelle incursion en territoire irakien. Le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, a demandé à Ankara de ne pas attaquer les séparatistes kurdes basés dans le nord de l'Irak.

Sept gendarmes turcs tués dans une attaque de leur caserne par le PKK



DIYARBAKIR (Turquie), 4 juin 2007 (AFP) - Sept gendarmes turcs ont été tués et sept autres ont été blessés dans l'attaque de leur caserne lundi dans l'est de la Turquie par des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont affirmé des sources locales de sécurité.

Deux assaillants ont pénétré avec un véhicule volé dans l'enceinte de la caserne de Kocatepe, dans la province de Tunceli, et l'un d'eux y a jeté une grenade, ont indiqué ces sources, qui ont ajouté que l'un des deux hommes avait été tué et que l'autre, blessé, avait pu prendre la fuite.

Les rebelles ont poursuivi l'offensive en tirant sur la caserne avec des armes à longue portée, selon ces sources.

Une vaste opération de ratissage menée par des unités spéciales de la gendarmerie (un corps d'armée chargé de la sécurité et de missions de police dans les zones rurales) et disposant d'un soutien aérien était en cours pour pourchasser les rebelles.

Cinq rebelles ont été abattus par l'armée la semaine dernière dans la province de Tunceli.

L'armée turque réalise des opérations à grande échelle depuis le mois dernier dans l'est et le sud-est anatoliens pour empêcher l'infiltration, à la faveur du dégel printanier, de rebelles du PKK en provenance des montagnes du nord de

l'Irak, où l'organisation dispose de plusieurs camps.

La Turquie accuse les autorités de la région autonome kurde du nord de l'Irak de tolérer la présence de milliers de rebelles du PKK, qui parviennent à se procurer dans cette zone des armes et de l'explosif et se servent de cette zone comme d'une base arrière pour leurs opérations dans le sud-est anatolien.

"La Turquie donne une grande importance à l'intégrité territoriale de l'Irak et n'a pas d'ordre du jour secret concernant son voisin", a déclaré le chef de la diplomatie turque Abdullah Gül lors d'une conférence de presse à Ankara peu avant l'attaque de Tunceli.

"Mais la Turquie a indubitablement le droit de prendre toutes sortes de mesures quand il s'agit d'activités terroristes à (sa) frontière", a-t-il ajouté.

Reprochant à Washington et Bagdad leur inaction supposée dans la lutte contre le PKK, que les deux capitales considèrent à l'instar de l'Union européenne comme une organisation terroriste, Ankara a menacé de mener des opérations transfrontalières contre les bases rebelles en Irak.

Plus de 37.000 personnes ont été tuées depuis 1984, date du début de l'insurrection du PKK, qui revendique l'indépendance du Sud-Est, à la population majoritairement kurde.

Irak: 4,2 millions de réfugiés et de déplacés, selon le HCR

GENEVE (AP) 5 juin 2007 Le nombre de réfugiés et de déplacés irakiens qui ont quitté leur foyer à cause de la violence dans leur pays s'élève désormais à 4,2 millions et cet exode se poursuit, a annoncé mardi le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Le nombre de réfugiés irakiens ayant quitté leur pays atteint 2,2 millions, précise Jennifer Pagonis, porte-parole du HCR. Deux autres millions d'Irakiens ont été chassés de leur foyer par la violence mais sont restés en Irak, où beaucoup vivent dans des "bidonvilles misérables".

Mme Pagonis précise que le HCR reçoit des "informations troublantes" d'autorités régionales peu actives pour fournir des vivres, des abris et d'autres services de base aux personnes déplacées. "Les gouvernements en Irak sont submergés par les besoins des déplacés", a-t-elle déclaré à Genève. Plus de la moitié des 18 gouvernements du pays refusent d'accueillir les déplacés dans leur zone géographique.



Les réfugiés sont souvent refoulés à des barrages, qui sont de plus en plus nombreux dans les gouvernorats du nord, notamment le long de "ligne verte" entre les zones sous contrôle kurde et le reste du pays, selon Astrid van Genderen Stort, du HCR. Les déplacés sont également repoussés sur des routes de la région de Kerbala et Najaf, au sud de Bagdad.

Si de nombreux barrages avaient été créés à l'origine pour des raisons de sécurité, ils sont de plus en plus utilisés pour empêcher les déplacés de circuler dans le pays, souligne Mme Van Genderen Stort.

Les expulsions forcées des bâtiments publics sont fréquentes, selon Mme Pagonis. Près de la moitié de l'ensemble des personnes déplacées n'ont pas accès aux programmes officiels de distribution de nourriture, selon les estimations de l'ONU.

La plupart des déplacés viennent de la région de Bagdad et plus de 85% de ceux qui sont restés en Irak ont gagné des régions du centre et du sud du pays. Mme Pagonis précise que quelque 30.000 Irakiens continuent à fuir chaque mois vers la Syrie, qui compte aujourd'hui 1,4 million de réfugiés irakiens, la Jordanie en accueillant 750.000 autres. AP

Le sursaut des petits-enfants d'Atatürk

Le Monde

4 juin 2007

Analyse

Sophie Shihab

Nicolas Sarkozy a beau les confiner en Asie Mineure, quelque 2 millions de Turcs manifestent depuis avril dans le pays – y compris sur sa rive européenne – pour montrer combien ils sont, et veulent rester, laïques et modernes, c'est-à-dire européens. Y compris lorsqu'ils entonnent leur slogan « *Ni USA ni Union européenne* », qui les rapproche plus des altermondialistes du Vieux Continent que des rigides nationalistes turcs, sollicités par l'armée, qui encadrent leur mouvement. Draînant jeunes gens et jeunes filles en baskets et cheveux au vent, ces manifestations, sans précédent par leur nature et leur ampleur, ont fait apparaître une réalité occultée jusque-là, du moins à l'étranger : la vive méfiance nourrie par ces Turcs du « camp laïque » envers le parti « ex-islamiste » qui les gouverne depuis quatre ans. L'AKP du premier ministre Tayyip Erdogan s'est converti aux « valeurs universelles », à celles de l'UE, à l'économie globalisée et même à l'alliance avec Israël, mais il reste soupçonné de vouloir une islamisation rampante du pays.

Ces soupçons sont bien sûr attisés par ses rivaux politiques. Selon beaucoup d'analystes, l'enjeu de la crise actuelle autour de la présidence serait moins la religion que le partage du pouvoir, y compris économique, entre les vieilles élites kémalistes et les nouvelles, celles de l'AKP, qui domine au Parlement, tient le gouvernement et le plus grand nombre de municipalités. Ce serait pour préserver leur pré carré que les kémalistes, dont les militaires, lancent des cris d'alarme sur le « danger sans précédent » qui menacerait la République si un membre de l'AKP doté d'une épouse voilée était élu à la présidence.

Ce qui est sûr est que, dans ce cas, l'armée perdrait le pouvoir « en dernière instance » qu'elle détient toujours, plus en sous-main que légalement. Car c'est le président – jusqu'ici un laïque pur et dur qui a bloqué moult initiatives du gouvernement Erdogan – qui a le droit de nomination aux postes-clés de l'administration, de la magistrature, mais aussi de l'armée. D'où l'opposition farouche de ses généraux, investis de la charge de « garantir » le maintien de la « République laïque » depuis qu'ils ont eux-mêmes inscrit ce devoir dans les lois qui découlent des Constitutions rédi-

gées dans la foulée de leurs coups d'Etat successifs.

Mais ces cris d'alarme toucheraient peu la majorité de la population, celle des banlieues et des provinces profondes, où les femmes sortent la tête couverte, celle qui ne manifeste pas et attend de prendre sa revanche dans les urnes, en pensant que l'AKP, plus à son image, saura mieux lutter contre le chômage et la corruption. Selon le centre d'études financé notamment par Soros Tesev, moins d'un quart des Turcs estimaient en 2006 que la laïcité est réellement en danger en Turquie. Les plus pauvres n'étant que 12 % à le craindre, contre près de 40 % chez les plus riches et les plus instruits.

Nul ne sait comment va se traduire dans l'opinion la dramatisation survenue en avril, avec l'annonce de la candidature d'Abdullah Gül, le bras

droit de Tayyip Erdogan, à la présidence, suivie du coup d'arrêt peu démocratique porté à cette candidature par l'armée, intervention camouflée sous celle de la justice. Les élections législatives du 22 juillet, avancées de quatre mois pour calmer la crise, pourraient faire perdre des voix à l'AKP, qui aurait à composer avec un autre parti pour former le gouvernement. Le nouveau Parlement pourrait élire un président de compromis, et la crise serait, sinon résolue, du moins reportée. Mais si le parti d'Erdogan, perçu comme résistant à l'arbitraire des kémalistes, devait regagner le soutien perdu par effet d'usure, la crise pourrait repartir de plus belle. Comment réagirait l'état-major si l'AKP réinsistait pour porter à la présidence un des siens, doté d'une épouse à foulard, par un vote au Parlement ou au suffrage universel ?

Selon un sondage publié par l'hebdomadaire *Tempo*, 39 % des Turcs auraient approuvé l'intervention de l'armée du 27 avril, qui avait pris la forme bénigne d'un texte publié sur son site Internet. Ce pourcentage monterait à 52 % chez les sondés d'un niveau universitaire. Mais, au total, 43 % s'en seraient indignés. Et les militaires savent qu'une intervention ouverte serait non seulement condamnée chez eux et à l'étranger, mais provoquerait une fuite de l'« argent chaud » qui reste crucial pour l'économie turque.

Tendances rivales

Le climat s'est encore tendu, fin mai, avec l'irruption de la récurrente crise kurde dans la campagne électorale, notamment à la suite de l'attentat d'Ankara. Et des intellectuels honnis des ultranationalistes sont toujours flanqués de gardes du corps depuis l'assassinat, en janvier, du journaliste arménien Hrant Dink. Comme prévu, l'enquête sur cette affaire est bloquée, comme sur les autres crimes non élucidés liés à la montée du nationalisme. Et l'armée a relancé son offensive du printemps contre la guérilla kurde à la frontière de l'Irak, menaçant plus que jamais de la poursuivre dans ce pays.

Parmi les analystes turcs, les pessimistes prêtent de sombres plans aux généraux pour peu que ceux-ci estiment le pays en danger de tomber entièrement dans l'escarcelle de l'AKP. Les optimistes se réfèrent à la façon d'agir des militaires depuis leur premier coup d'Etat « virtuel », sans chars dans les rues, celui de 1997 qui a entraîné le mouvement d'aggiornamento de l'islamisme turc et la naissance de l'AKP : n'agir que si la société ne se défend pas seule. Or la société, moins polarisée que ses représentants et avide de compromis, se défend de mieux en mieux.

Il est vrai que les « laïques » qui ont manifesté, et se voient comme « une majorité silencieuse qui se réveille », sont en réalité minoritaires. De plus, leur mouvement a été conçu et organisé par les militaires sous couvert d'associations civiles comme celle de la Pensée d'Atatürk, dirigée par un général putschiste à la retraite. Mais ces manifestations ont fini par déborder d'enthousiasme spontané, et l'AKP l'a bien senti, plaçant ses premiers meetings préélectoraux sous la bannière du drapeau turc, signe de ralliement des laïques.

L'AKP est formé de tendances rivales, dont l'une jouerait toujours le jeu islamiste. Mais ses principaux dirigeants ne se laissent pas provoquer. Ils modèrent ceux de leurs cadres locaux à la pratique moins dégrossie, qui effraie les laïques. Nul ne le ferait mieux à leur place, surtout pas l'armée, et sa haute hiérarchie le sait aussi. Même si l'hypothèque militaire pèse toujours sur la démocratie turque, c'est un compromis, unique au sein du monde musulman, qui continuerait à mûrir dans ce pays entre « autoritarisme laïque » et « démocratie islamique ». ■

ÉLARGISSEMENT LE PAPE AVAIT DÉJÀ PARLÉ DE « VALEURS COMMUNES »

Le Vatican est favorable à une adhésion de la Turquie à l'UE

ROME

CORRESPONDANT

L'Eglise catholique est favorable à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Le secrétaire d'Etat du Vatican, Mgr Tarcisio Bertone, l'a clairement précisé, mardi 29 mai, à Rome, en répondant aux questions des journalistes en marge d'un colloque. « Avec les peuples et les gouvernements qui respectent les règles fondamentales de la vie en commun, on peut dialoguer et construire un bien commun dans la sphère européenne et dans celle de la communauté mondiale », a expli-

qué le numéro deux du Vatican, ajoutant « y compris jusqu'à une entrée [de la Turquie] dans l'Union européenne ».

Cette position, exprimée pour la première fois de façon aussi nette, reflète une ligne déjà ancienne de la diplomatie vaticane. Si le cardinal Josef Ratzinger s'était prononcé

en 2004 contre l'entrée d'Ankara dans l'Union, c'était « à titre personnel », avait précisé le Vatican lorsqu'il succéda à Jean Paul II en avril 2005. Lors de son voyage en Turquie, en décembre 2006, Benoît XVI aurait fait savoir au pre-

mier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, qui lui demandait « son soutien », que le Vatican « envisagerait de manière positive et même encouragerait un chemin de rapprochement sur un fondement de valeurs communes ».

A l'époque, il s'agissait de désamorcer dans le monde musulman la violente polémique allumée deux mois plus tôt par un discours du pape à Ratisbonne (Allemagne) dans lequel il semblait associer l'islam à la violence. Depuis, Benoît XVI a rappelé à plusieurs reprises le rôle de « pont » et de

« carrefour entre les cultures et les religions » joué par la Turquie.

Mgr Bertone confirme une démarche diplomatique empreinte de pragmatisme envers « un pays qui est définitivement laïque », et « qui a parcouru un long chemin et qui progresse encore ». Pour le Vatican, qui redoute l'installation d'un foyer islamiste aux portes de l'Europe, il y aurait plus de cohérence à voir la Turquie « dans une Europe laïque qui ne veut pas de référence à ses racines judéo-chrétiennes ». ■

JEAN-JACQUES BOZONNET

'We are training the future leaders of Kurdistan'

The University of Kurdistan is the modern face of the Kurdish region, seeking as soon as possible to become the new Dubai and integrate with the world without compromising its traditional side.

There is an absolute conviction that the institution is training the "future leaders of Kurdistan" and indeed, with its 350 students at the Institute of International Relations and Politics, the University of Kurdistan does look like the future of Kurdistan. Foreigners in Arbil note that the university is the only official building that does not bear a Barzani poster. Classes at the university are taught in English, and the faculty is composed of international scholars, mostly from Great Britain. University President Abbas Vali is an Iranian Kurd. The Kurdish regional administration opened the university in autumn 2006, and the facility is already highly regarded and acclaimed across the Kurdish region because of its English-based education, in contrast to the oldest university in Arbil, Salahaddin University, which offers its educational program in Arabic. The University of Kurdistan's cooperation with Western universities, for example its accreditation agreement with the British Bradford University, is another plus.

Meanwhile Salahaddin University is still in search of a language of instruction. The Kurdish administration requires that Kurdish-based education be introduced in institutions with Arabic as the current language of instruction. However because Kurdish textbooks have not yet been published, the academics give classes based on their own translations of textbooks in Arabic.

There is no such problem at the University of Kurdistan. All the current faculty members are foreigners. The university places special emphasis on the social sciences, although the university administration is also trying to establish a petrochemical institute.

University President Abbas Vali is a respected academic who has published a number of scholarly articles on Kurdish nationalism. He was a visiting

professor at İstanbul's Boğaziçi University a few years ago. Vali notes that the university follows the US style in the discipline of foreign affairs and the British style in politics. What kind of people will this approach train? Vali is very careful about this: "Our goal is to train cadres that will be able to speak a foreign language fluently, grasp the essence of politics and serve in bureaucratic posts. Of course we cannot decide who will govern Kurdistan in the future. However no matter who does, we will train the qualified personnel who will serve them."

In hope of further clarification, we point out that the university is the only building with no prominent picture of Barzani or Talabani on display and ask what difference there might be between the university's graduates and the present rulers. He responds: "We aim to teach liberal thinking; therefore, we do not accept any pressure or favor requests. I am trying to train an individual. Individualization is not possible without liberal thinking. Praising a man or a thought is not consistent with scholarly style and tradition." We infer from these remarks that the university wants its graduates to be liberal, open-minded and well-qualified.

However it remains unclear what role religious references will play in the materialization of this goal. This is especially relevant given that Kurdish people are on the whole fairly religious. Vali is very sensitive about this. He first mentions the culture of tolerance among Kurdish people, but also adds: "With this school we seek British-style secularization. Who can say the British are less secular than the French? But the British are way more progressive than the French in tolerating differences. The Kurdish administration needs the ability to respect differences right now."

It seems that his goal is well received among the students; almost everyone we spoke to

among those studying at the university made similar remarks.

The schools that both Kurds and Turkmens are allowed to attend are also important for their probable role in the future of the Kurdish region.

Atabek and Garibi High School is one of them. Principal Jiyan Rashid is an educationist whose father is Kurdish and mother Turkmen and his building in fact comprises two separate high schools. One offers education in Turkmen only, while the other uses both Turkmen and Kurdish. The former, Atabek Girls' School, has 140 students, while the latter, Garibi Girls' School, has 141. Principal Rashid says their goal is to teach in at least two languages. In fact the school is so cosmopolitan that not dealing with the language variations would be near impossible. For instance, there are Kurdish girls who are learning in the Turkmen language. The students and their parents have the freedom to decide which language they will learn at school. Some students take some classes in Kurdish, others in Turkmen.

A male teacher whose class we attended was teaching physics in Turkmen. He said, "Shortly I will teach biology in Kurdish." So not only the students but also the teachers are at least bilingual. Indeed, almost all the young girls at the schools can also speak Turkish; we attended classes taught in Turkish using textbooks from Turkey. At the entrance of the school is a depiction of a Nevruz -- spring festival -- fire drawn by the students. The picture also includes a Kurdish flag. We wondered why it did not include Barzani's image.

'Kurds have learned not to push history'

While we were drinking tea near Arbil Castle, a small group of people who we thought were not locals took seats next to us. They were speaking Farsi and Kurdish. Then we met. Hosrev Behrami is an Iranian Kurd who lives in Austria and serves as the representative of

the Kurdistan Democratic Party of Iran in Europe. He came to introduce Kurdistan to his wife and sisters. Behrami is pleased to see a Kurdish administration, and he is happy with the increasing use of the Kurdish language. But he recalls there is still much to be done. He does not hide his admiration for the Kurdish administration, which he says is constantly making progress.

Action within a preset plan is required, he stresses: "We live in a global world, and everybody needs that. Kurdistan is part of the globalized world now. Without the US the Kurdish administration would not have been possible. If we need others we need to keep our doors open. Now is the time for economy and democracy. Our priority is to enhance democracy in the region."

However Behrami is pessimistic about prospects for Iranian Kurds: "We all are Kurdish, but each Kurdish community has its own reality. For instance we Iranian Kurds have difficulties on our agenda, because there are seven [other] different identities in Iran. We have unique problems that other Kurdish communities do not have, and we have to deal with them. While the Kurds here have to get along with Arabs and Turkmens only, we have to deal with seven different nations."

So you don't believe in the "Great Kurdistan ideal," I ask. He responds after sighing: "The rules of politics may change, but at the moment Great Kurdistan has to wait. It may become a reality in the future. I cannot speak on behalf of future generations. But we learned that we had to use the time appropriately and not take incorrect steps. The leader of the Iran Mahabat Republic, Gazi Muhammad, founded a state. What happened? It lasted only one year. He -- along with 400 of his followers -- were executed in Mahabat Square. We have learnt our lesson from past mistakes, and we have learnt

that we should not push history." the end

A movie star on the streets of Arbil

As we step out of a store in the Arbil Bazaar after immersing ourselves in music there, we find ourselves saturated again, this time with rain. As we wait for our driver a child with both arms amputated passes by. I stop him and ask whether he is the oracle-child in the movie directed by Bahman Gobadi. He smiles and answers "Yes" in Kurdish. A crowd instantly gathers; they even help me by translating the conversation.

Heris was 13 at the time the movie was shot. He is now 18. He never went to school. Asked whether he saw the movie, he says he watched it at home because there is no theater in Arbil. He was invited to Isfahan because of his role in the movie. He has never

been anywhere else.

Dr. Denise Natali: northern Iraq from a foreign academic's perspective

I don't think that the Kurds have a clear national project. Aside from the language issue, I do not think the Kurds constitute an integrated entity in political and administrative terms. We are talking about four distinct groups that have been ruled in four different countries under different mentalities for 80 years. Turkish Kurds have almost eliminated feudal leadership; however, it is still strong here. It is true that the Iranian Kurds had an impact on other Kurds, especially through their history, but it was temporary. Their project did not last long.

Dubai model will not work in northern Iraq

The eagerness to adopt the Dubai model is relevant to the long-lasting relationship with the Arabic culture. Creating a modern economy based on a little-known culture is pretty dangerous. This will create a dictatorship, not democracy. It is true there is a business sector; actors in the global economy are waiting for the stabilization of the local market. But the only outcome of this is the creation of a political and bureau-cratic elite. In the West restructuring a city is done only with the existence of well-educated, secular and democratic classes. There is no such thing here, and there is not even an effort to create it. For this reason the gap between the bureaucracy and the public is becoming wider.

Sorman: The goal of working toward a new language

In Kurdistan a serious policy of purifying the language is being pursued. The fundamental goal here is to minimize the differences between the various Kurdish dialects, i.e., Sorani and Kurmanci. In other words the goal is to create a common language. The next step is to purge the Kurdish language of Arabic words.

A comprehensive plan is being devised with the goal of combining Kurmanci and Sorani and creating a new language, "Sorman." The authorities have agreed to scrap the use of the Arabic alphabet, and the curriculum is already in Latin script in Kurmanci (most commonly spoken in the northern Iraqi city of Duhok). Now Soranis are also preparing curricula using a Latin script.

PKK Vows to Resist Any Turkish Incursion

By SELCAN HACAOLU Associated Press Writer June 2, 2007

CIZRE, Turkey (AP)-- The top commander of a Kurdish rebel group said his forces would resist any Turkish military incursion aimed at destroying rebel bases in northern Iraq, a news agency reported Saturday.

Turkey has been building up its military forces on the Iraqi border in recent weeks, amid debate among political and military leaders about whether to attack rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, who stage raids in southeast Turkey after crossing over from hideouts in Iraq. Military experts say it is unlikely that a Turkish incursion would lead to a decisive victory over the PKK rebels.

"No one should expect us to extend our necks as sheep to be slaughtered in the face of an attack aimed at destroying us," Firat news agency quoted the rebel commander, Murat Karayilan, as saying.

Despite the bold rhetoric, the experienced guerrillas would probably not stand and fight, according to analysts. Instead, they might seek safety in cave complexes or run deeper inside northern Iraq, back to their main bases on Qandil mountain, leaving Turkey with what could turn into an open-ended and costly deployment inside Iraq.

"Moving three to five kilometers (two to three miles) inside would not solve the problem," said Nihat Ali Ozcan of Turkey's Economic Policy Research Institute. "It is not easy to find even 3,000 terrorists in such difficult geography, which is full of mountain ranges, caves, hidden valleys and unknowns for Turkish soldiers."

Turkish commandos occasionally stage so-called "hot pursuits" of the rebels, who operate in small bands, carry little food and know fresh water sources in the region. Those pursuits are limited in time and scope.

During past major incursions in 1990s, fighting occurred on a front stretching more than 100 miles, mostly in rugged terrain where communications were difficult and the Turkish Kurds were already entrenched in the mountains.

If Turkey enters Iraq again, the military might set up a buffer zone as deep as 12 miles to try to stop rebel infiltration, a Turkish government official said on condition of anonymity because he was not authorized to speak to the media.

Turkey already has more than 1,000 troops deployed mainly in the Sulaymaniyah area in northern Iraq, since the last major incursion a decade ago. The troops run several liaison offices in the region from where they collect intelligence and monitor rebel activities in the region. On

Friday, Iraqi Kurds questioned some Turkish officers in civilian clothes at gunpoint, according to the Turkish military.

The military warned that any action against the Turkish soldiers in Iraq would be "responded to at the highest level," after the incident in Sulaymaniyah.

Turks accuse Iraqi Kurds, who once fought alongside the Turkish soldiers against the PKK in Iraq, of supporting the separatist rebels and worry that the war in Iraq could lead to Iraq's disintegration and the creation of a Kurdish state in the north.

Both the United States and the Iraqi government oppose a Turkish cross-border offensive. Officials in Baghdad have promised Turkey that they would prevent the PKK from launching attacks from the Iraqi territory but Turkey is growing increasingly impatient with their inability to reign in the rebels.

The Turkish army has been battling Kurdish rebels since 1984. Gen. Yasar Buyukanit, Turkey's military chief, said his soldiers were ready to stage a cross-border offensive and asked the government for directives about whether to confront local Iraqi Kurds if needed.

Turkish intelligence reports say Iraqi Kurds were building defenses, and imams of mosques in northern Iraq were calling on Iraqi Kurds to resist any Turkish incursion and defend their sovereignty.

Such a confrontation between two U.S. allies could raise tensions between Turkey and the United States, which is struggling to stabilize the country and defeat an insurgency. U.S. commanders have not pursued the Kurdish rebels in remote mountain areas of northern Iraq, one of the few stable areas of the country.

Turkey had expected the United States and Iraq to eliminate guerrillas' safe havens, destroy their communications, cut support lines of arms and explosives as well as financial transactions in accordance with United Nations Security Council directives regarding terror groups.

Turkey has staged several incursions into northern Iraq but has never penetrated as deep as the main rebel base on the Qandil Mountain, on the Iranian-Iraqi border. There, the guerrilla group trains and indoctrinates fighters at a large tent and cave complex, complete with ovens, classrooms, gardens and generators, according to intelligence reports and propaganda films by the group.

 AP Associated Press

Kissinger on intervention to Southern Kurdistan

TURKISH DAILY NEWS

by Cengiz Çandar June 2, 2007

Kissinger sees that Turkey's concerns about PKK are just and legitimate. However, he believes, a military intervention in northern Iraq is not the 'formula' of prevention; that even will result in Turkey being trapped in Iraq and this does not suit for interests of not only the U.S. but also Turkey

I approached Henry Kissinger before he started his speech and I said, "I heard in the news just minutes ago; you told CNN-Türk that a military operation in northern Iraq by Turkey is wrong." He replied, "I understand Turkey's concerns but I am a friend of Turkey and I expressed my opinion sincerely." Retired Ambassador Cem Duna took the turn and expressed his view: "Your words will be noted by administrator elites of Turkey." He meant the military, and a small group of people around us and Kissinger got it. After that, in a way to emphasize that his opinion is not so exceptional, Kissinger replied, "But our government (the U.S. administration) made a similar statement anyway". And it was my turn to say, "In Ankara, your words might weigh more than that of the U.S. administration".

My words to Dr. Henry Kissinger, the "biggest living strategic brain" in the world, were flattering, but I told them because I believe that this reflects a certain truth. In a speech he delivered as the guest of Akbank in İstanbul yesterday, Kissinger made similar emphasis on what he told us in the above dialogue, but this time it was before the public. To the question, "How will the U.S. react if Turkey conducts a military operation in northern Iraq," Kissinger answered as follows: "America will understand why Turkey did this, but at this stage it will not be pleased by that. At the moment, America adopts the immunity principle for the Iraqi border

from the direction of Iran and Syria."

The Iraq-Syria border: Meaning of his statement is clear enough; Turkish military entry in northern Iraq will automatically legitimize Iran's sending troops to Iraq openly. We should not forget that the camps of Mujahidin-e Khalq Organization, i.e., "Holy Warriors of the People," are situated in the province of Diyala, between Bakuba city and the Iranian border. This "Warriors of the People" in Iran is perceived as what the Kurdish Workers' Party (PKK) is perceived in Turkey. The Iraq-Syria border is riddled anyway. The U.S. shows reaction against infiltrations from both long borders in the East and the West. Turkish military intervention in northern Iraq will mean the blowing up of America's Iraq policy through Turkey. This is what Kissinger tried to explain from the "American point of view".

But, is not Kissinger aware of the tremendous rage in Turkey against "terrorist actions" of the PKK infiltrating Turkey from northern Iraq? Of course, he is. He sees that Turkey's concerns are just and legitimate. However, Kissinger believes, a military intervention in northern Iraq is not the "formula" of prevention; that even will result in Turkey being trapped in Iraq and this does not suit for interests of not only the U.S. but also Turkey. At the Akbank conference, he exactly said, "Infiltration (PKK) should be resisted not at the national level, but with international policies level." What he means is that the "Iraq issue" will mainly find its way to a solution via an international accord set by a mechanism to be formulated in the "International and Countries Neighboring Iraq Conference".

Turkey would play a big decisive role in such a "mechanism", he said. If the U.S.-

Iran negotiations are held under the umbrella of the İstanbul Conference, Kissinger thinks, it would be satisfactory and effective for both parties. Plus, the security of Turkey would soundly be provided by international guarantees against terrorist infiltrations from northern Iraq. Since we met with Kissinger three times in the past few days, at two dinners and a breakfast, with a small group of people, we were able to read the "background" information about his speech at the Akbank conference. Kissinger's interpretation of Buyukanit:

An important sidelight detail: Mr. Kissinger made his statements, both to us and to the public at the Akbank conference, after he learned what Turkish Chief of General Staff Gen. Yaşar Buyukanit said during his speech at the War Academies yesterday.

It has already been known that Kissinger interpreted Büyükanit's remarks yesterday as a "break" to "Turkish military intervention in northern Iraq", to the contrary of possible erroneous general "mediatic perception". Even more so, he "approved" the statement made by the Chief of General Staff and one of our counterparts took a notice of this.

Richard Holbrooke, who was featured in the 1990's as the most important strategic brain of the U.S. since Kissinger, also attended the small private breakfast yesterday. When the issue is Turkey and northern Iraq, the Democrat Holbrooke who once said for the first time that the significance of Turkey in the new world is equal to that of Germany during the Cold War period is of the same opinion with the Republican Kissinger. Holbrooke even has more detailed views. We will talk about what Holbrooke thinks after this Kissinger episode, because probably Holbrooke will be in charge of the U.S. foreign politics if the Democrats win 2008 U.S. elections.

Iraq: Tensions Rise Over Turkish Troop Movements



June 4, 2007 (RFE/RL).

The leader of the autonomous Kurdish region in northern Iraq, Mass'ud Barzani, said today that Turkish troops shelled an Iraqi border area on June 3. He said the shelling targeted Haji Umran, believed to be used by the Kurdistan Workers Party (PKK) to carry out attacks in Turkey.

The shelling cannot be independently confirmed and Turkish military did not comment on the strike. But in recent weeks, Turkey has publicly discussed the possibility of sending troops to confront the PKK in Iraq

Turkish troops have shelled suspected rebel positions across the border in the past, but such military operations were more frequent before the U.S.-led invasion of Iraq in 2003. The news about the shelling comes after both Iraqi and U.S. officials expressed concern over the Turkish moves on the Iraqi border.

U.S., Iraq Urge Restraint

On June 2, Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki urged Ankara not to stage an incursion. Al-Maliki was speaking during a visit to Irbil, the capital of the autonomous Kurdish region in Iraq.

"The Iraqi federal government rejects that Iraq be used as a site to harm neighboring countries," he said. "Secondly, Iraqi territory must be respected, and we shall not allow it to become a scene of military operations. Just as we do not want to harm our neighbors, we don't want them to interfere in Iraqi lands."

U.S. Defense Secretary Robert Gates, on a trip to Asia, urged Turkey on June 3 not to undertake "unilateral military action." Gates told reporters in Singapore that Turkey has a "genuine concern" about Kurdish terrorism on Turkish territory, but he said the United States opposes any unilateral action

by Turkey across the border into Iraq. Both Turkey and the United States are NATO members

Turkish Elections Looming

Meanwhile, some regional analysts say the situation is not likely to lead to confrontation. "I think that these moves -- these threats and raising the level of tension by the Turkish military establishment -- have only one goal, namely to [increase] domestic pressure on the government and on the [ruling] Justice and Development Party and to make it look weak and isolated in politics," Muhammad Nureddine, a Beirut-based expert on Turkish affairs, told RFE/RL's Radio Free Iraq on June 3. "In fact, the government does not want such an operation and has not given a green light for it. Accordingly, I think that military intervention in north Iraq is unlikely." Turkish general elections are scheduled for July 22.

June 2-3, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Rice says U.S. is not pushing for Iran attack

UN nuclear monitor assails 'crazies' who want military action

By Helene Cooper

MADRID: Secretary of State Condoleezza Rice sought Friday to minimize any sense of division over Iran within the Bush administration after the head of the United Nations nuclear watchdog agency criticized the "new crazies" pushing for military action against Tehran.

"The president of the United States has made it clear that we are on a course that is a diplomatic course," Rice said here. "That policy is supported by all of the members of the cabinet and by the vice president of the United States."

Rice's comment came as senior officials at the State Department were expressing fury over reports that members of Dick Cheney's staff have told others that the vice president believes the diplomatic track with Iran is pointless and is looking for ways to persuade Bush to confront Iran militarily.

In a news conference Friday, Rice said Cheney supported her strategy of trying to deal with Iran's nuclear ambitions through diplomacy. A senior Bush administration official separately denied that there was a deep divide between Rice and Cheney on Iran.

But, the official said, "the vice president is not necessarily responsible for every single thing that comes out of the mouth of every single member of his staff." The official spoke on condition of anonymity because he was not authorized to speak publicly about any divide within the administration.

The reports about hawkish statements by members of Cheney's staff surfaced last week in The Washington Note, a blog put out by Steve Clemons of the left-leaning New America Foundation. The reports have alarmed European diplomats, some of whom fear that the struggle over Iran's nuclear program may evolve into a decision by the Bush administration to resort to force.

In interviews, people who have spoken with Cheney's staff have confirmed the broad outlines of the report. Some said that some of the hawkish statements to outsiders were made by



Rice and Zapatero on Friday. "I have real doubts about the value of engagement with a regime that is anti-democratic," she said.

David Wurmser, a former Pentagon official who is now Cheney's principal deputy assistant for national security affairs. The accounts were provided by people who expressed alarm about the statements but declined to be quoted by name.

In an interview with BBC Radio that was broadcast Friday, Mohamed ElBaradei, director general of the United Nations' International Atomic Energy Agency, said he did not want to see another war like the one raging in Iraq four years after the U.S.-led invasion.

"You do not want to give additional argument to new crazies who say, 'Let's go and bomb Iran,'" ElBaradei said. "I wake up every morning and see 100 Iraqis, innocent civilians, are dying."

ElBaradei, who has urged Western powers to consider allowing Iran limited enrichment on its own territory, has faced criticism from Bush administration officials who contend he should stick to monitoring Iran's nuclear program and leave diplomatic policy to the six countries that have banded together to try to rein in its nuclear ambitions.

But several West European officials echoed his concerns and said privately that they were worried that Cheney's "red line" — the point at which he believes that Iran would be on the brink of acquiring a nuclear weapon and a military strike was necessary — may be coming up soon.

ElBaradei said in the BBC interview that one could not "bomb knowledge." Asked who the "new crazies" were, he replied: "Those who have extreme views and say the only solution is to impose our will by force."

One year ago Friday, Britain, China, France, Germany, Russia and the United States offered Tehran a package of incentives if it stopped enriching uranium, which it maintains is for peaceful purposes but the West believes is directed toward a nuclear weapons program. Iran rejected the offer and the UN Security Council has since passed two sets of mild sanctions aimed at forcing Tehran to change its mind.

Rice was the one who prodded Bush last year to reverse 27 years of U.S. policy and join European talks with Iran over its program, provided that Iran suspended its enrichment of urani-

um. Some conservatives in the administration have expressed doubts that the diplomatic course would yield much.

Last week, the IAEA issued a report detailing Iran's progress in enriching

uranium. It said Tehran had 1,300 centrifuges running during a surprise inspection in May. The report noted that Iran had fed only 260 kilograms, or 575 pounds, of uranium hexafluoride into the machines for enrichment over the past few months, suggesting that the centrifuges were running slowly, perhaps to keep from failing.

But U.S. officials have nonetheless called the report "alarming" because Iran is closing in on the 3,000 centrifuges that are needed to make a nuclear bomb.

Traveling in Europe this week, Rice declined to say where her own "red lines" were on Iran and said she intended to continue to pursue diplomacy with Iran. In Madrid for a brief stop to try to mend the Bush administration's tattered relations with Spain's Socialist government, Rice was asked whether she could assure that Cheney did not want to use military action against Iran.

"The most powerful set of disincentives that we have now are the collateral effects of Iran being under a Security Council resolution, which has made the private sector think twice about the investment and reputational risk of getting involve with Iran," she said.

"I will tell you what will help to get us to a place where we don't have an unpalatable choice," she added. "We do have a choice, we have a diplomatic choice."

Separately, Iran took a small step toward allaying Western concerns about its nuclear program, offering to come clean to the IAEA about its past nuclear-related activities.

During a meeting with the European Union foreign policy chief, Javier Solana, Iran's top nuclear negotiator, Ari Larjani, pledged to end years of stonewalling about what Iran's nuclear program entails.

The offer was short of the concession that the United States and Europe have demanded — suspension of uranium enrichment — and it was unlikely to be enough to break the impasse.

Gates Warns Turkey Not to Invade Iraq

AP Associated Press

By ROBERT BURNS AP Military Writer Jun 3, 2007

SINGAPORE (AP) -- Defense Secretary Robert Gates on Sunday cautioned Turkey against sending troops into northern Iraq, as it has threatened, to hunt down Kurdish rebels it accuses of carrying out terrorist raids inside Turkey.

"We hope there would not be a unilateral military action across the border into Iraq," Gates told a news conference after meetings here with Asian government officials. Turkey and Iraq were not represented.

Gates said he sympathized with the Turks' concern about cross-border raids by Kurdish rebels.

"The Turks have a genuine concern with Kurdish terrorism that takes place on Turkish soil," he said. "So one can understand their frustration and unhappiness over this. Several hundred Turks lose their lives each year, and we have been working with the Turks to try to help them get control of this problem on Turkish soil."

Tensions have heightened in recent weeks in northern Iraq as Turkey has built up its military forces on Iraq's border, a move clearly meant to pressure Iraq to rein in the rebels of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, separatists who launch raids into southeast Turkey's Kurdish region from hideouts in Iraq.

Turkey's political and military leaders have been debating whether to try to root out those bases, and perhaps set up a buffer zone across the frontier as the Turkish army has done in the past. Turkey's military chief said

Thursday the army was ready and only awaiting orders for a cross-border offensive.

Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki on Saturday urged Turkey not to stage a new incursion, saying his government will not allow the relatively peaceful area of northern Iraq to be turned into a battleground.

Turks accuse Iraqi Kurds, who once fought alongside the Turkish soldiers against the PKK in Iraq, of supporting the separatist rebels and worry that the war in Iraq could lead to the country's disintegration and the creation of a Kurdish state in the north.

At the Singapore news conference Gates was asked about a reported U.S. naval bombardment on Friday of terrorist targets in northern Somalia.

"That's possibly an ongoing operation," he said, adding that as a result he would not comment on it.

Gates was in Singapore to attend an international security conference known as the Shangri-la Dialogue, where he reassured Asian nations that the United States remains committed to being a Pacific power and is not distracted by the Iraq war.

He said he did not ask any Asian government representatives to make new commitments to help in Iraq, but he did discuss with them at length the prospect of providing more assistance in Afghanistan. He said some countries, which he did not name, told him they were open to considering new commitments in Afghanistan

US WARNS TURKEY

SPiegel

Tensions Rise as Turkey Shells Iraq

June 04, 2007

Turkish patience is running out over the cross-border raids by Kurdish militants based in northern Iraq. US Defense Secretary Robert Gates has urged caution, but Ankara is openly debating an incursion to root out the rebels. And it plans to take its case for action to the UN this week.

The signs have become increasingly ominous. For weeks, Turkey has been building up its military presence on its south-eastern border with Iraq in response to cross-border raids by Kurdish rebels. Potentially more concerning, Ankara has been openly considering an incursion into Kurdish-dominated northern Iraq in an attempt to root out members of the Kurdistan Workers Party (PKK) based there.

On Sunday, US Secretary of Defense Robert Gates saw the situation as sufficiently heated to issue a warning to Ankara. "We hope there would not be a unilateral military action across the border into Iraq," Gates told reporters on Sunday.

Speaking after meeting with Asian government officials in Singapore, Gates said he sympathized with the Turkish frustration over the raids launched by Kurdish rebels

from across the border. "The Turks have a genuine concern with Kurdish terrorism that takes place on Turkish soil," he said. "So one can understand their frustration and unhappiness over this."

But Ankara is unlikely to be placated by US sympathy. Indeed, the Turkish military shelled Kurdish positions on the Iraqi side of the border on both Sunday and Monday, according to the Belgium-based Firat news agency. Furthermore, the Dogan news agency reported that a suicide bombing had killed three soldiers at a military outpost in south-eastern Turkey on Monday.

Turkish Foreign Minister Abdullah Gül asserted his country's right to act on Monday, telling visiting European Union officials: "We have every right to take measures against terrorist activities directed at us from northern Iraq."

And in an attempt to further highlight the issue, Ankara is to deliver a report to the United Nations this week, setting out its legal right to take action against the rebels. A Turkish foreign ministry official told Reuters on Monday that the country's UN representative Baki Ilkin would hold talks with UN Secretary-General Ban Ki-moon this week. "More cooperation from the United Nations is requested on this matter."

Ankara has long been urging US and Iraqi forces to crack down on the estimated 4,000 PKK guerrillas based in northern Iraq. But bogged down coping with the ongoing violence in the center of the country, they have been happy for the Kurds to run things themselves in the north.

Shelling rebel positions

The leader of the autonomous Kurdish region

in northern Iraq, Massoud Barzani, condemned the Turkish military action. "We reject any interference in Iraqi affairs and we do not accept any presence of Turkish forces on Iraqi lands," he said at a press conference on Sunday after meeting with the Iraqi president, Jalal Talabani, a fellow Kurd.

On Saturday Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki, who was visiting the Kurdish north, had urged Turkey not to take any military action in the region. He told reporters that his government would not allow the relatively peaceful area to be turned into a battleground. "If there are some problems, we should not rely on weapons or threats, or use violence and power because this will increase tension and deepen problems."

As the December deadline looms closer

Kurdish leaders reluctant to compromise on article 140

The Globe- Erbil
By Kawa Cham and
Qassim Khidhir

Barzani and Talabani hold meeting in Dukan.

Kurdish leaders Jalal Talabani and Massoud Barzani say that they would not accept the postponement of the implementation of Article 140 of Iraq's Constitution, which deals with the issue of Kirkuk.

"We are determined to implement Article 140, which requires normalizing the Kirkuk situation," said Talabani during a joint press conference with Massoud Barzani, President of Kurdistan region on May 3. The press conference came after a meeting between the two Kurdish leaders in Dukan in Sulaimaniya province, attended by Kurdistan Prime Minister Nechirvan Barzani and the region's Parliament speaker, Adnan Mufti.

"We reject any interference in Iraqi affairs and we do not accept any presence of Turkish forces on Iraqi soil. There was shelling by the Turkish troops on Kurdish areas, but the Turkish army did not enter Iraqi territory. But if they do, we would consult the Iraqi government and deal with it as an Iraqi issue," said Barzani regarding Turkey's military build-up in the border areas of Kurdistan Region.

Turkish troops have occasionally launched brief raids in pursuit of guerrillas in Kurdistan Region,

and have sometimes shelled suspected rebel positions across the border. Lately, Turkey has been building up its military forces on the border with Iraqi Kurdistan Region.

On June 4, the National Council of Kurdistan Region in its regular session,

attended by PM Nechirvan Barzani, decided to form four committees to follow up on the topic of Article 140 and the law of oil, gas and water issues.

Barzani shed light on his latest visit to Baghdad. "We have completed the oil law, but it needs other accessories, and Kurdistan Region suggested that all these files, need to be sent to Iraqi Parliament, including the distribution of oil income," said Barzani.

Last week, Kurdistan Premier Nechirvan Barzani completed a visit to Baghdad where he discussed with the central government issues to do with Kirkuk city's status according to Article 140; relations between Baghdad's government and the Kurdistan administration; the status of the Peshmerga (Kurdish local fighters) and the draft oil and gas law.

Maliki pays a surprise visit to Kurdistan

Talabani and Barzani's meeting came after Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki's surprise three-day visit to Kurdistan. Maliki arrived in Erbil city last week, accompanied by Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari.

Barzani pointed out that the implementation of Article 140 was the most important issue during the meeting with Maliki.

"There is no doubt that Article 140 was part of our discussion, and we (Kurdistan and Baghdad) agree that it should be implemented and there is no disagreement on this point," said Barzani during a joint press conference with Maliki on May 2.

Maliki confirmed that the majority of the Iraqi peo-

ple voted on Article 140, and Baghdad is obliged to implement the article without amending it.

"Yes. There may be difficulties in implementing the article, but this does not justify the failure to move the process of application, and I do not think that there is disagreement of views on this issue be-

tween political parties that participated in the drafting of the Constitution. We will implement the article according to its scheduled time," said Maliki.

Article 140 stipulates that the normalization of the situation in Kirkuk can only be achieved through the return of Arabs to their hometowns after offering them compensation, as well as the return of expelled Kurds. Arabs settled in Kirkuk during the former Iraqi regime. A census will follow the referendum, and the people of Kirkuk will decide whether to stay as part of the Iraqi federal government or to join Iraq's Kurdistan Region.

Barzani belittled Turkish threats to Kurdistan, describing them as Turkey's internal political game. Maliki rejected the interference by any coun-

try into Iraq's affairs. "We do not accept any hand to intervene in the internal affairs of Iraq."

"We hope that these statements by Turkish authorities are not serious; we hope that they do not use the language of threat anymore because war can't solve the problems. We would like to explain the issues in friendship and dialogue, but threatening language is unacceptable," said Barzani.

The Peshmerga issue was also discussed during Maliki's visit to Kurdistan. Barzani mentioned that both sides agreed on Peshmerga's budget and a committee was formed between them to work on this issue. Regarding the draft oil law, Barzani pointed out that the committee for the draft law is working very hard and they are expecting positive results.

Barzani described Maliki's visit to Kurdistan Region as successful and expressed Kurdistan Region's support to Maliki's government. "We decided to increase cooperation and coordination between the two sides and we confirm our support to Maliki," he said.



The Iraqi president Jalal Talabani and the Iraqi Kurdistan Region President Massoud Barzani met in Dukan northeast of Sulaimaniya Sunday to announce their common view of Article 140.

Kurdish leaders to KIU: "You should be on one side"

At the press conference in Dukan, Talabani and Barzani told the Kurdistan Islamic Union (KIU) to be on one side, either with the Kurdistan government or with the new political front.

A political front was recently formed by the Sunni Front National Dialogue, headed by Saleh Mutlaq; the Sunni Accord Front, which is the biggest Sunni group in Iraqi Parliament; the party of former Iraqi Prime Minister Iyad Allawi, a secular Shiite; Kurdistan Islamic Union; and some small national Sunni parties as well as Saddam loyalists.

Analysts and politicians believe that the new political front was formed to overthrow the current Iraqi government, Maliki's government, which is impossible without the support of Kurdistan Region.

Dr. Fuad Hussein, chief of the Kurdistan President's office, said that the new front is not in the interests of the Kurdish people and that the party seeks to deny Kurdish demands in Iraq.

LE FIGARO

5 juin 2007

La « troïka » européenne à Ankara sur fond de violences

TURQUIE

Les trois représentants de l'UE sont arrivés hier dans la capitale, alors que le processus des réformes est paralysé.

Istanbul

LA « TROÏKA » européenne, chargée d'évaluer les progrès de la Turquie dans ses négociations d'adhésion, est arrivée lundi à Ankara dans un contexte tendu, dominé par l'escalade de la violence dans le sud-est de la Turquie et l'accroissement de la tension avec le nord de l'Irak. Ce même jour, huit gendarmes ont trouvé la mort et six autres ont été blessés dans une caserne de la province de Tunceli. Les autorités ont attribué cette attaque à la grenade, au cours de laquelle un des trois assaillants a été tué, aux séparatistes kurdes du PKK.

L'attentat s'est produit peu de temps après les avertissements d'Abdullah Gül, le ministre turc des Affaires étrangères, adressés à Washington, Bagdad et aux rebelles kurdes repliés de l'autre côté de la frontière, en Irak. « Nous avons tous les droits de prendre des mesures contre les activités terroristes dirigées contre (la Turquie) depuis le nord de l'Irak », a-t-il insisté, s'adressant aux trois représentants européens, le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, le sous-secrétaire d'État portugais aux Affaires étrangères, João Cravinho, et le commissaire européen à l'Élargissement, Olli Rehn. « L'Union européenne est du côté de la Turquie dans la lutte contre la terreur », a sobrement garanti ce dernier.

Des tirs d'artillerie turcs contre les camps du PKK dans les montagnes irakiennes sont rapportés

depuis dimanche, des troupes sont massées le long de la frontière, et l'état-major réclame une intervention de grande ampleur dans la région du Kurdistan autonome, en dépit de l'opposition des États-Unis. Depuis l'attentat suicide qui fit sept morts sur un marché d'Ankara le 22 mai, les accrochages entre soldats et séparatistes sont quotidiens.

« Crises politiques »

Concernant la feuille de route d'Ankara pour rejoindre l'Union européenne, la « troïka » s'est voulue rassurante en réaffirmant que trois nouveaux chapitres de négociations (économie et politique monétaire, statistiques et contrôle financier) s'ouvriront bien le 26 juin, à la date prévue. Au-delà de ces aspects purement techniques, « il est désormais important d'avoir un nouveau gouvernement

capable de renforcer le processus de réformes et de rapprocher la Turquie de l'Union européenne », a souligné Olli Rehn. Et João Cravinho, dont le pays prendra la présidence tournante de l'UE le 1^{er} juillet prochain, a espéré que le rythme « s'accélère après les élections » législatives programmées le 22 juillet. Abdullah Gül leur a répondu que malgré « les crises politiques (...) le processus de réformes se poursuivra avec toute sa vigueur ».

Depuis l'intervention de l'armée dans l'élection présidentielle le 27 avril, le pays est plongé dans la tourmente, et sa mise aux normes des standards démocratiques européens, paralysée : les améliorations réclamées par Bruxelles à propos de la liberté d'expression, des droits syndicaux ou des minorités sont au point mort.

LAURE MARCHAND

Les Kurdes, laissés-pour-compte des prochaines législatives turques

Par divers subterfuges, le pouvoir turc tente de disqualifier les candidats de la minorité kurde aux élections de l'été.

De notre envoyée spéciale à Kiziltepe

« NOS DÉPUTÉS iront au Parlement, ils diront que les Kurdes existent ! » s'enflamme Cemil Emen, un vieillard qui prend le frais au bord de la fontaine de la place de Kiziltepe, ville turque à majorité kurde, à la frontière syrienne. Ce paysan, torturé par les militaires au plus fort de la guerre civile avec les séparatistes kurdes du PKK dans les années 1980-1990 et chassé de son village, ne va « surtout pas manquer » les élections législatives anticipées du 22 juillet. Cemil Emen votera pour le représentant du Parti pour une société démocratique (DTP), la vitrine politique du PKK, et ce n'est pas la dernière trouvaille des députés turcs qui va décourager cet analphabète de 74 ans.

Un amendement constitutionnel vient d'être adopté pour inscrire tous les candidats indépendants sur un même bulletin

de vote. La mesure a été perçue comme une manœuvre anti-DTP : le parti pro-kurde a décidé de participer aux élections en présentant des candidats sans étiquette afin de contourner la barre électorale des 10 % nécessaires à un parti turc pour entrer au Parlement. Avec cette astuce, le DTP espère envoyer une vingtaine de députés à Ankara. Ses supporters auront des difficultés à repérer le nom adéquat au milieu de la liste des indépendants.

« Juste pour le symbole »

« Au moins 30 % des habitants de Kiziltepe sont illettrés et la majorité des personnes âgées, estime la très militante maire, Cihan Sincar. Une fois de plus, on cherche à empêcher les Kurdes d'emprunter la voie politique. » Pour cette veuve d'un député d'origine kurde assassiné en pleine rue en 1993 à Batman, « les partis se battent violemment entre eux » – elle fait allusion à la bataille pour l'élection présidentielle entre le parti islam-conservateur et la gauche nationaliste –, mais « dès qu'il s'agit du problème kurde, c'est le consensus national ».

Bien loin d'Ankara, à Kiziltepe, un parfum d'orient flotte sur les

rues défoncées, et les anciens de la minorité arabe portent le traditionnel keffieh blanc. Dans ce fief DTP où la plupart des familles ont été touchées directement par la guerre, cette « magouille » parlementaire conforte le sentiment général d'être « un sous-citoyen ». « Notre identité kurde est rejetée », estime Xeyn Akansel. Le prénom de ce gérant du jardin de thé est d'ailleurs interdit par la justice turque : le « X » est assimilé à une lettre kurde, comme le « Q » ou le « W ». « On ne se fait aucune illusion, nos députés n'apporteront pas d'usine dans la région, renchérit un jeune qui prépare le concours d'entrée à l'université. C'est juste pour le symbole, pour l'honneur kurde. »

Sous l'effet du processus d'adhésion à l'Union européenne, de timides droits culturels sont apparus en Turquie pour les 15 millions de citoyens d'origine kurde. Ils restent très limités et sous étroite surveillance : une demi-heure de programme folklorique hebdomadaire en kurde sur la TRT, la chaîne publique, ou l'autorisation de cours privés pour l'apprentissage de la langue...

« En 2002, j'ai voté AKP (le Parti de la justice et du développement, au pouvoir, NDLR) mais on

ne m'y reprendra pas, rouspète Ahmet Demir, retraité. Ils n'ont tenu aucune de leurs promesses. »

Déception généralisée

Abdurrahim Aksoy, propriétaire d'une clinique, fait le même constat : « Aucun parti n'a de projet pour nous, alors, va pour le DTP, même s'ils prennent leurs ordres des montagnes » où sont réfugiés les combattants du PKK.

Le harcèlement judiciaire subi par les élus locaux du parti pro-kurde renforce le repli communautaire. Dernière mesure de rétorsion : 56 maires DTP de la région seront jugés au mois de juin, ils risquent jusqu'à quinze ans de prison à cause d'une lettre envoyée au premier ministre danois demandant qu'on ne ferme pas une télévision kurde, Roj TV, qui est dans la ligne de mire d'Ankara.

Malgré cette déception généralisée, l'AKP au pouvoir gagne également du terrain dans les provinces sinistrées à majorité kurde de l'est du pays. Le parti du premier ministre Erdogan a remporté quelques grandes villes de la région, comme Bingöl, Siirt, Van, Mardin... « La construction d'une université à Mardin, de nouvelles

routes, des villages raccordés à l'eau potable... Notre contribution économique dans la région est visible », s'enorgueillit Mehmet Baki Tek, vice-président de la section locale de l'AKP, à Mardin. Mais c'est surtout la lutte de l'AKP

contre l'establishment kémaliste qui suscite un intérêt. Pour Dagistan Toprak, bijoutier au bazar de Diyarbakir et ex-maire adjoint de cette « capitale » des Kurdes de Turquie, « il faut éviter d'affaiblir l'AKP, car il s'agit de l'unique parti

qui s'oppose à l'armée », et donc capable de démocratiser le pays. Un processus dont la minorité kurde profite en ricochet. « Bien sûr, l'AKP a voté l'amendement contre les candidats indépendants, mais il leur a été imposé par la

bureaucratie d'État, il ne faut pas s'arrêter à ça. Comme pour l'enquête sur l'assassinat de Hrant Dink (le journaliste d'origine arménienne, NDLR), leur pouvoir est limité. »

L.M.

IRAK DOCUMENT DU PENTAGONE

L'armée américaine ne contrôle qu'un tiers de Bagdad

L'ARMÉE américaine a reconnu, mardi 5 juin, que la mise en place de son « plan de sécurité » pour Bagdad, initié en février, se heurte à des difficultés, après la publication, lundi, par le *New York Times* d'un document du Pentagone qui en faisait état.

« C'est une lutte acharnée », a reconnu le lieutenant-colonel Scott Bleichwehl. « Il y a des quartiers dans lesquels nous sommes obligés de retourner pour les sécuriser de nouveau et cela est difficile », a ajouté le porte-parole de l'armée américaine, qui s'est voulu malgré tout

optimiste. « Il y a des progrès, ils sont lents, mais il y a des progrès », a-t-il affirmé.

Le *New York Times* a rapporté lundi que, selon une évaluation du commandement militaire, l'armée américaine et les forces irakiennes ne contrôlent que 146 des 457 quartiers de Bagdad. D'après ce document, soit les soldats n'ont pas commencé les opérations, soit ils continuent à se heurter à une résistance dans les 311 quartiers restants.

Près de 85 000 hommes sont mobilisés dans le cadre du plan de

sécurisation de Bagdad, en proie à des violences en grande partie d'origine confessionnelle, qui ont fait plus de 16 000 morts en 2006 selon les Nations unies.

Evaluation des résultats

En septembre, le commandant des forces américaines en Irak, le général David Petraeus, doit présenter au Congrès une évaluation des résultats que la nouvelle stratégie américaine a permis d'obtenir.

Le Congrès à majorité démocrate s'oppose à la politique du président George Bush en Irak. Cette politique est également désavouée par l'opinion publique américaine, dont 64 % estiment que les Etats-Unis ne font pas de progrès significatifs pour restaurer l'ordre, selon une étude publiée mardi par le *Washington Post*. ■ - (AFP, Reuters.)

La Turquie menace d'intervenir en Irak contre les bases des séparatistes kurdes du PKK

« La Turquie est à bout de patience », affirme Ankara. La rumeur d'une incursion limitée au Kurdistan, mercredi, serait une façon de « tâter le terrain », accuse le PKK

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

Washington « n'a rien vu ». Et les ministres des affaires étrangères turc et irakien ont démenti, mercredi 6 juin, toute intervention des troupes turques en Irak. « Pour l'instant, il n'y a eu aucune incursion dans un autre pays », a déclaré Abdullah Gül, selon l'agence Anadolu. Certaines sources assurent toutefois que plusieurs centaines d'hommes ont poursuivi des rebelles sur quelques kilomètres en territoire irakien.

Pendant plusieurs heures, la rumeur a couru que des milliers de soldats turcs avaient franchi la frontière pour une « opération limitée » contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Si la grande offensive n'a pas été lancée, la menace se fait plus pesante. « Une façon de tâter le terrain », a réagi Bahoz Erdal,

chef de la branche militaire du PKK.

« En tant que soldats, nous sommes prêts », avait lancé, le 31 mai, le général Yasar Büyükanit, chef d'état-major turc, renouvelant sa menace d'une intervention transfrontalière. Selon Ankara, 3 500 séparatistes kurdes seraient réfugiés au Kurdistan irakien, d'où ils mènent des attaques contre des cibles militaires turques. Au moins 50 000 hommes ont été déployés, ces dernières semaines, dans le sud-est de la Turquie.

Une éventualité qui inquiète Washington, qui peine à maintenir le Kurdistan irakien à l'abri de la violence. « Nous espérons qu'il n'y aura pas d'opération unilatérale », a dit Robert Gates, le secrétaire d'Etat à la défense. Mais, depuis l'attentat qui a fait 7 morts le 21 mai à Ankara et qui a été attribué au PKK, « la Turquie est à bout de patience », selon Abdullah Gül. Ankara estime que la situation n'a que trop duré et que « l'organisation terroriste » n'est prise au sérieux ni par les Irakiens, ni par les Américains.

De quoi irriter le général Büyükanit : « Il y a parmi nos alliés des pays qui soutiennent directement et indirectement le PKK. »

Une critique qui visait clairement Washington. De possibles affrontements avec les peshmergas kurdes irakiens, accusés de complicité avec le PKK, ont été également évoqués. « Les autorités politiques détermineront si, une fois entrés en Irak, l'action sera dirigée aussi contre Barzani. »

Le Parti républicain du peuple (CHP, gauche nationaliste) suit la ligne de l'armée, à l'approche des élections législatives

du 22 juillet. « Il faut envoyer les troupes en Irak, soutient Onur Öymen, l'un de ses chefs de file. Nous avons soutenu Washington après le 11-Septembre. Personne ne peut nous empêcher d'assurer notre sécurité. On est avec nous ou contre nous. Le peuple turc développe un antiaméricanisme à cause du PKK. »

Le ressentiment contre l'allié au sein de l'OTAN était palpable lors des manifestations laïques du printemps, où l'on reprochait à la Maison Blanche de soutenir le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. L'ex-général de la gendarmerie Sener Eruygur, président de l'Association pour la pensée d'Atatürk, l'un des organisateurs des rassemblements laïques, a même estimé que la Turquie

« Nous espérons qu'il n'y aura pas d'opération unilatérale »

Robert Gates, secrétaire d'Etat à la défense

devait « quitter l'OTAN pour se défaire du joug de l'Occident ». Une ligne dure influente au sein de la hiérarchie militaire, selon Soli Özel, professeur de relations internationales à l'université Bilgi d'Istanbul, pour qui le souverainisme du CHP s'apparente à un « parti Baas à la turque » : « Le sentiment antiaméricain monte chez les kémalistes car les intérêts divergent. Washington veut soigner son alliance

avec les Kurdes d'Irak. Mais ils devraient lâcher du lest, par exemple en livrant un ou deux chefs du PKK. »

Mais, derrière les menaces d'invasion, se cachent d'autres enjeux et les militaires turcs « sont avant tout des pragmatiques », estime le sociologue Levent Ünsaldı, pour qui « une entrée en Irak sans l'accord des Américains est inimaginable ». L'armée chercherait à affirmer sa fermeté et à met-

tre en porte-à-faux le gouvernement Erdogan en médiatisant une intervention à minima. « Ce n'est pas nouveau. Depuis 1984, il y a eu une trentaine d'interventions en territoire irakien. Mais à quoi servirait une nouvelle opération ? Viser le PKK ? Empêcher la création d'un Etat kurde en Irak ? Ou retarder les élections législatives ? », se demande M. Ünsaldı. ■

GUILAUME PERRIER

Turquie-Irak Face aux séparatistes du PKK réfugiés au Kurdistan, l'armée d'Ankara intensifie ses bombardements

L'Irak s'inquiète des opérations turques à sa frontière

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

L'imam chiïte Moqtada Al-Sadr a ajouté, dimanche 10 juin, sa voix au concert de protestations et de menaces de représailles contre la Turquie après les bombardements qui ont frappé, ces derniers jours, les régions frontalières du Kurdistan irakien. « Nous ne resterons pas silencieux face à cette menace. Le peuple kurde fait partie de l'Irak et il est de notre devoir de le défendre », a-t-il déclaré.

Samedi, le ministère irakien des affaires étrangères avait protesté auprès de l'ambassade turque à Bagdad contre la série de bombardements aériens qui auraient provoqué d'importants dégâts dans des zones rurales de la région de Dohouk, et demandé l'arrêt immédiat des tirs. « Nous sommes contre toute intervention militaire ou toute violation des frontières, a rappelé le chef de la diplomatie, Hoshiyar Zebari, et tous les problèmes peuvent être résolus par le dialogue. »

Au moins 3 500 séparatistes kurdes sont réfugiés dans des camps disséminés dans les montagnes du Kurdistan irakien. Des bases arrière d'où partiraient des attaques contre des cibles militaires dans le Sud-Est anatolien, avec le consentement voire le soutien, selon Ankara, des autorités kurdes irakiennes et de Massoud Barzani. « Nous avons besoin de signaux positifs (...), sinon il est sans intérêt de mener un dialogue juste pour le plaisir de le faire », avait observé Levent Bilman, porte-parole du ministère des affaires étrangères turc.

Cette escalade verbale inquiète Washington au plus haut point. « Une guerre en Irak entre les Turcs et le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste] doit être évitée à tout prix », écrit l'ancien secré-

taire d'Etat à la défense, Peter Brookes, dans le *New York Post*. Il faut dire que, depuis plus d'un an, l'émissaire spécial pour la lutte contre le PKK, l'ancien général Joseph Ralston, n'a obtenu aucun résultat sérieux.

« Coup de massue »

Mais l'état-major turc ne croit plus guère aux vertus du dialogue pour régler la question du PKK. Près de 100 000 soldats ont été massés dans les régions proches de la frontière irakienne et la menace d'une opération transfrontalière s'est considérablement accrue, à l'approche des élections législatives, prévues le 22 juillet. L'opération a même déjà un nom : « Coup de massue ». Les affrontements quotidiens, les obsèques déchirantes et médiatisées de jeunes soldats turcs tombés en « martyrs » renforcent un peu plus chaque jour ces velléités belliqueuses. Dimanche, cinq rebelles et un « gardien de village » ont été tués dans des accrochages. Dans les grandes villes, la tension est également palpable. Une explosion, dimanche, dans un quartier d'Istanbul, a fait 14 blessés.

Dans un nouveau communiqué publié, vendredi, sur le site Internet de l'état-major, le chef des armées turques a répété sa détermination à lutter contre « l'organisation terroriste, séparatiste et raciste » et a souligné qu'il avait prédit « une recrudescence du terrorisme à partir de mai ».

Ces derniers jours, les deux attaques de convois militaires qui ont tué respectivement 4 et 3 soldats, dans la région de Sirtak, ont ravivé le ressentiment. C'est dans cette ville, un fief kurde situé à 50 km de la frontière irakienne, que plusieurs milliers de personnes ont défilé, samedi, contre le PKK, brandissant des drapeaux turcs. Ces

manifestants ont scandé « Vous ne diviserez pas la nation turque ! » à l'appel de l'Association pour la pensée d'Atatürk, déjà à l'origine des grands rassemblements « laïques » du mois d'avril. Cette organisation ultranationaliste, dirigée par un ancien général de gendarmerie, s'est imposée comme le levier civil des militaires qui réclament que « la grande nation turque exprime en masse son opposition face aux actions terroristes ». Et donc son soutien à une intervention militaire en Irak.

Depuis samedi, les habitants des provinces de Siirt, Sirtak et Hakkari voient resurgir le spectre de l'état d'urgence, en vigueur de 1980 à 2002 dans le Sud-Est turc. L'armée évoque cette fois des « zones de sécurité temporaires », mises en place pour trois mois. Les entrées et les sorties sont strictement contrôlées.

Certains observateurs estiment que les militaires cherchent à dessiner une zone tampon, à cheval sur la Turquie et l'Irak, pour endiguer les tentatives d'intrusion du PKK. Ces derniers jours, les troupes turques ont fait quelques incursions limitées en territoire irakien, qui peuvent être perçues comme des préparatifs. ■

GUILAUME PERRIER

Le Monde
Mardi 12 juin 2007

L'armée turque en Irak du nord, comme prévu



L'armée turque fait une incursion en territoire kurde, dans le nord de l'Irak, en prévision, peut-être, d'une intervention plus massive.

RFI 7 Juin 2007 De notre correspondant à Istanbul par Jérôme Bastion

Mêmes maux, mêmes remèdes: comme en 1995, 4 ans après le début de l'opération «Tempête du désert» contre l'Irak, c'est aussi 4 ans après

contingents stationnés ici, comme en d'autres points de passage de cette frontière montagneuse, avant l'assaut dont la menace était brandie depuis des semaines, trouvait d'ailleurs sa confirmation avec une note d'information des Forces armées turques, publiées sur le site officiel de l'état-major. Dans les deux provinces frontalières de l'Irak, Sirnak et Hakkari, ainsi que dans la province voisine de Siirt, qui permet d'organiser un soutien logistique direct, une vingtaine de délimitations géographiques précises ont été décrétées «zones de sécurité» et interdites à toute circulation pendant trois mois à compter de samedi prochain, 9 juin. Sans doute, la date où quelques dizaines de milliers de militaires turcs prendront véritablement pied sur le sol irakien, avec tous les blindés et l'artillerie acheminée dans la région depuis la fin mars.

soupçonné non seulement de fermer les yeux sur la présence des rebelles kurdes de Turquie mais aussi et surtout de l'aider dans sa guerre contre Ankara.

Il faut dire qu'il n'a pas manqué, cette seule dernière semaine, de bonnes raisons à l'armée turque pour estimer que «trop, c'est trop»: mercredi, au lendemain d'une violente attaque suicide contre un poste avancé de gendarmerie, tuant 7 militaires dans la région de Tunceli, l'explosion de mines anti-personnel blessait 12 soldats et tuait 2 gardiens de village. Cela une semaine après un attentat à la bombe dans le centre d'Ankara censé cibler personnellement le général Büyükanit et qui faisait 8 morts (dont le kamikaze).

Dans l'intervalle, deux incidents dans le nord de l'Irak contre la présence militaire turque, confirmaient les généraux turcs, qu'il fallait sévir également contre les «parrains» des rebelles kurdes: la mise en joue jeudi d'officiers de renseignement turcs dans la ville de Souleymaniye par les peshmergas kurdes (l'état-major promettant «la réponse la plus élevée»), puis la saisie mardi dans la même région d'un camion turc transportant des pièces d'hélicoptère étaient des indices suffisants de ce que la remise des pouvoirs de sécurité par l'armée américaine et aux milices kurdes ne profiterait en rien au bon voisinage: Le seul mécanisme de coopération entre la Turquie, les Etats-Unis et accessoirement l'Irak en matière de lutte anti-terroriste avait perdu, le 22 mai, son représentant turc, le général à la retraite Edip Baser. Il avait été limogé au moment où il annonçait sa démission faute de résultat. C'était le premier signal de ce qu'un verrou sautait: les généraux turcs n'avaient plus de compte à rendre à l'allié américain, plutôt vu comme un faux ami. Douze ans après la «Force du marteau», la région se prépare au «Coup de massue».



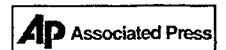
l'intervention américaine contre le régime de Saddam Hussein que l'Armée turque, à bout de patience, choisit d'employer les grands moyens contre les sanctuaires du Parti des travailleurs du Kurdistan du côté irakien de la frontière. Si l'agence Associated Press a annoncé mercredi un peu prématurément le déploiement de «quelques milliers de soldats» en Irak du nord, l'hélicoptage dans 10 appareils militaires d'éclairage venus reconnaître la sécurité dans la région de Behdinan était cependant confirmé par le site électronique de l'Union patriotique du Kurdistan. La zone avait été préalablement bombardée par l'artillerie turque 48 heures auparavant, indiquait la même source. Cette petite intrusion ressemblait alors beaucoup à une mission de sécurisation du lieu dit Horki û Serferpi û Swilê, inhabité, avant d'envoyer la troupe.

Pendant ce temps, la visite du général Sükrü Sarişik, commandant de la seconde armée (sud-est) au cantonnement du lieu dit Üzümlü, au point «0» de la frontière près de Çukurca, sonnait comme le véritable coup d'envoi de l'opération «Balyoz» (Coup de massue). Cette ultime inspection de

Juste une incursion

«Il n'y a pas d'entrée (de l'Armée turque) dans un pays (voisin), juste des préparatifs», commentait en début de soirée le vice-Premier ministre, Abdullah Gül, comme une quasi-confirmation du doigt mis dans un engrenage irréversible. Jusqu'au bout, le gouvernement aura tenté de trouver une solution non militaire à la dégradation de la situation sécuritaire dans le sud-est du pays - et en Irak du nord, où sont stationnées régulièrement plusieurs bataillons en fonction d'accords signés il y a 10 ans - mais l'option diplomatique a fait long feu. «Nous ne nous opposerons pas à l'armée», précisait hier soir le Premier ministre Tayyip Erdogan, qui qualifiait de «chef de tribu», avec qui il n'entendait pas prendre langue, le leader kurde Massoud Barzani, alors qu'il y a quelques semaines encore «tous les interlocuteurs étaient fréquentables pour régler les questions de sécurité du pays». Un jugement sans appel qui fait écho aux propos du chef d'état-major, Yasar Büyükanit lui-même, pour qui de l'autre côté de la frontière, «il y a le problème de l'organisation séparatiste terroriste du PKK et celui de Barzani»,

La Turquie décrète des "zones de sécurité" près de sa frontière avec l'Irak



ANKARA (AP) jeudi 7 juin 2007

La Turquie a déclaré plusieurs secteurs proches de sa frontière avec l'Irak "zones de sécurité temporaires", sur fond de regain d'activité de l'armée turque contre les rebelles kurdes.

Cette annonce, faite mercredi soir, survient alors que, selon des responsables de la sécurité turque et un responsable kurde irakien, le même jour, des centaines de soldats turcs ont pénétré dans le nord de l'Irak pour pourchasser des rebelles kurdes basés dans cette région. Ankara a toutefois démenti toute incursion de ses troupes en Irak.

L'armée turque n'a pas précisé ce qu'elle entendait par le terme "zones de sécurité temporaires". Certains médias turcs croyaient savoir jeudi qu'elles seraient interdites de survol pour les vols commerciaux. Selon d'autres, elles signifient l'instauration de mesures de sécurité supplémentaires et que l'accès à ces régions sera restreint et étroitement contrôlé.

Dans un communiqué diffusé sur son site Internet, l'armée turque précise les coordonnées des lieux concernés et indique que ces zones seront en place

jusqu'au 9 septembre, sans donner d'autres détails.

Selon la presse, ces coordonnées renvoient à des zones dans les provinces de Sirnak et d'Hakkari, frontalières avec l'Irak, et de Siirt, qui se trouve plus au nord. Les trois provinces ont été le théâtre de combats avec les rebelles kurdes.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a précisé mercredi soir qu'une incursion militaire dans le nord de l'Irak nécessiterait le feu vert du Parlement. "Une décision parlementaire est nécessaire", a-t-il déclaré à la chaîne de télévision Kanal 24. "Si nous devons prendre une mesure transfrontalière, nous la négocierons avec nos forces de sécurité et (...) nous la présenterons au Parlement."

Selon M. Erdogan et d'autres responsables turcs, Ankara envisage une opération militaire transfrontalière et a envoyé des renforts en troupes et en matériel le long de sa frontière avec l'Irak. La Turquie demande aux Etats-Unis et aux Kurdes irakiens de réprimer les rebelles kurdes basés dans le nord de l'Irak, qui lancent régulièrement des attaques dans le sud-est de la Turquie. AP

gamê 08-juin-2007

Zoom sur la presse Turquie.



Irak : la Turquie face à un choix crucial.

Irak : la Turquie perd patience, mais hésite à franchir le rubicon. La Turquie hausse le ton sur l'Irak, face aux attaques de plus en plus nombreuses du PKK en provenance de son sanctuaire d'Irak du Nord. Lundi 4 juin, le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, a fait savoir aux dirigeants de l'Union européenne que la Turquie avait « le droit de prendre toutes les mesures nécessaires contre les activités terroristes dirigées contre elle depuis le nord de l'Irak ». Interrogé par les journalistes sur la concentration actuelle de troupes turques à la frontière turco-irakienne, Abdullah Gül a précisé selon le Turkish Daily News qu'il s'agissait de mesures de routine visant à sécuriser la frontière, et a souligné que le gouvernement n'avait toujours pas arrêté de décision quant à la conduite d'une opération transfrontalière en Irak du Nord.

La tension est encore montée d'un cran cette semaine, après un incident survenu le week-end dernier en Irak du Nord. Vendredi 1er juin, des peshmergas (des combattants kurdes) de l'Union Patriotique du Kurdistan arrêtaient à Süleymanieh, en Irak du Nord, une équipe des forces spéciales turques habillées en civil, et leur demandait des documents prouvant leur identité. Les choses n'ont pas dégénéré, mais cet incident a irrité un peu plus Ankara, dont la patience est presque à bout.

Les militaires turcs ont demandé aux Kurdes irakiens d'éviter la répétition de tels incidents à l'avenir, laissant entendre que cela pourrait déboucher sur un conflit armé. Selon Hürriyet, le ministère turc des Affaires étrangères a abordé cette question avec l'ambassadeur américain en Turquie, Ross Wilson, qui a été prié de presser les organisations kurdes d'Irak du Nord « d'arrêter de jouer à ce jeu ». « Ce sont des jeux dangereux. Dites-leur d'être intelligent ! », aurait déclaré le ministre.

Dans un souci d'apaisement,

des officiels de l'Union Patriotique du Kurdistan soulignaient samedi 2 juin, au lendemain de l'incident, que les membres des forces turques étaient habillés en civil, et que de ce fait, les peshmergas kurdes ne pouvaient les identifier. Le représentant de l'Union Patriotique du Kurdistan à Ankara, Bahruz Galali, a présenté ses excuses aux officiels turcs, ajoutant que des mesures seraient prises pour prévenir la répétition de ce type d'incidents à l'avenir.

Un incident qui venait parachever une semaine plutôt agitée, durant laquelle le chef d'état-major des forces armées turques, le général Yashar Büyükanit, avait laissé entendre que des combats pourraient avoir lieu entre les forces d'Ankara et celles du leader nord-irakien Massoud Barzani, si la Turquie décidait de lancer une opération transfrontalière. « Allons-nous combattre uniquement le PKK si nous entrons en Irak du Nord, ou affronterons-nous également Barzani ? », s'était interrogé le général Büyükanit, en marge d'un symposium international organisé à Istanbul par les forces armées turques.

Rappelons que Massoud Barzani avait provoqué la colère d'Ankara, lorsqu'il avait menacé de provoquer des troubles dans les villes du sud-est de la Turquie en cas d'intervention militaire turque à Kirkouk. C'est la première fois avec cette intervention du général Büyükanit que l'armée turque insinue qu'une action pourrait être déclenchée contre Massoud Barzani.

Préoccupés par la tournure des événements, les Etats-Unis sont intervenus dimanche 3 juin auprès de la Turquie, pour la dissuader de s'aventurer dans une action militaire unilatérale. Le Secrétaire à la Défense, Robert Gates, puis la chef de la diplomatie Condoleezza Rice ont rappelé que Washington et Ankara restaient en contact étroit, pour éviter de basculer dans un conflit armé qui risquerait de déstabiliser l'Irak.

Dans Milliyet, Yasemin Congar analyse la manière dont les Etats-Unis ont accueilli la déclaration du général Büyükanit. Elle estime que l'administration américaine a abouti à une triple conclusion. En premier lieu, l'interrogation du chef d'état-major turc sur l'affrontement avec le seul PKK ou avec également Barzani marque « un pas en arrière » par rapport à ses déclarations du 12 avril dernier, lorsqu'il avait souligné la nécessité d'une opération transfrontalière.

Deuxièmement, Büyükanit utilise les problèmes de l'Irak du Nord et du PKK à des fins de politique intérieure, pour souligner le fait que le gouvernement de l'AKP ne fait rien sur ces questions. Troisième enseignement tiré par les Américains, selon Yasemin Congar : « L'armée turque considère le nord de l'Irak comme une région tribale, et Barzani comme un chef tribal, rien de plus. »

Pour la chroniqueuse de Milliyet, il est possible de régler le problème de l'Irak du Nord en négociant avec l'administration kurde de la région. Cette option est recommandée « non seulement par les Etats-Unis et les Kurdes », note-t-elle, « mais aussi par le Premier ministre irakien ».

Un Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, qui a demandé à la Turquie, lors d'une conférence de presse donnée à Arbil en compagnie de Massoud Barzani, « de ne pas recourir aux menaces et à la force, car cela aggrave les problèmes ». « Nous ne voulons pas porter préjudice aux pays voisins, mais nous ne voulons pas non plus que ces derniers s'ingèrent dans nos affaires en lançant des raids militaires », a-t-il ajouté selon le Turkish Daily News.

Massoud Barzani, pour sa part, a également pressé la Turquie de changer de ton. « J'espère qu'il s'agit là d'une rhétorique à usage interne, et qu'ils ne sont pas en train d'étudier la possibilité de régler leurs problèmes par la force, car la guerre n'a jamais résolu le moindre problème », a-t-il dit.

Un avis partagé par Gülay Gökçürk, dans Bugün, qui dit carrément « Non à une guerre en Irak du Nord ! ». La journaliste ne veut pas d'une opération transfrontalière, qui « entraînerait la Turquie dans le borbier du Moyen-Orient et provoquerait sur place la résistance des Américains et des Kurdes ». Elle refuse l'idée de cette confrontation, qui « perturberait nos concitoyens kurdes et plongerait le processus d'adhésion à l'Union européenne dans une impasse ».

La journaliste de Bugün prône le règlement de cette question par la voie diplomatique à l'extérieur et la lutte contre le terrorisme par les forces de sécurité à l'intérieur. Dans ce contexte, elle attend de chacun qu'il fasse son travail de son mieux : « de l'armée qu'elle protège les frontières et prévienne les infiltrations, et des forces de sécurité qu'elles garantissent le respect de la loi et l'ordre dans le pays ».

Dans le quotidien islamiste Vakit, Abdurrahman Dilipak souligne qu'une administration kurde est sur le point de se former en Irak du Nord, et que de nombreux pays occidentaux ainsi que la Russie envisagent d'ouvrir des missions diplomatiques dans la région. « La Turquie est confrontée à un très grand défi en Irak du Nord, car la ligne rouge a été franchie, note le chroniqueur turc. Notre présence militaire dans la région pourrait créer une sérieuse controverse dans les jours qui viennent, et certains événements fâcheux pourraient avoir lieu. »

Dans Zaman, Ali Aslan, correspondant du quotidien à Washington, se demande pourquoi la Turquie n'emploie pas « le langage d'Incirlik » pour forcer la main des Etats-Unis sur l'Irak, comme elle le fait pour bloquer les résolutions sur le génocide arménien. Autrement dit, le chroniqueur turc souhaiterait voir Ankara faire du chantage à la fermeture de la base d'Incirlik. Ali Aslan se pose la question de savoir si l'establishment des forces de sécurité hésite à utiliser la

carte Incirlik pour obtenir des résultats dans la lutte contre le PKK, de peur que cela rejaillisse favorablement sur la popularité de l'AKP.

Dans un article intitulé " Dans quelle mesure la Turquie est-elle prête à mener une opération transfrontalière ? ",

le Pr Melih Can, toujours dans Zaman, estime que les militaires turcs sont prêts à risquer des affrontements avec les forces américaines en Irak du Nord. Selon lui, il y a incompatibilité entre l'ordre du jour des Etats-Unis en Irak et les objectifs de la Turquie, au

point que cela pourrait causer « un profond désaccord » dans les relations bilatérales. Il affirme que certains groupes au sein de l'armée turque commencent à sympathiser avec la Russie, et que la Turquie est « en train de jouer son propre jeu » dans la

région. Du coup, conclut-il, Washington n'est pas loin de percevoir Ankara comme une menace pour les intérêts américains.

(www.gamkonline.com)



Turquie-Irak ; Gesticulations militaires à la frontière

RFI 08 Juin 2007 par Monique Mas

Vendredi, l'état-major turc a jugé utile de monter au créneau du «terrorisme» kurde, réaffirmant le droit de poursuite «inaliénable» d'Ankara et sa «détermination inébranlable» en la matière. Mercredi, la Turquie avait décrété plusieurs «zones de sécurité temporaires» (du 9 juin au 9 septembre) dans trois provinces limitrophes de la frontière irakienne. Ce ne serait pas la première fois que des soldats turcs enjambreraient celle-ci pour donner la chasse aux séparatistes kurdes repliés dans leurs bases du nord de l'Irak. Mais cette fois, Ankara met la pression diplomatique sur Bagdad et Washington, l'armée turque sonnait la mobilisation générale après avoir renforcé ses troupes à la frontière irakienne. Des manœuvres en forme de répétition pourraient préfigurer un assaut lancé à partir des fameuses zones de sécurité.

Certains médias turcs suggèrent que les «zones de sécurité temporaires» pourraient être interdites de survol commercial, le temps d'une opération militaire qui verrait le bouclage des provinces de Sirnak et d'Hakkari, frontalières avec l'Irak, et de Siirt, plus au nord, qui ont par le passé connu des

turc, Massoud Barzani s'est ému jeudi de ces bruits de bottes assourdissants qui accompagnent les appels pressants lancés par Ankara à Washington et à Bagdad pour qu'ils l'aident à neutraliser le PKK. «Une invasion turque constituerait une attaque contre la souveraineté irakienne avant d'être une attaque contre les Kurdes», réplique Barzani, fort de la marge de manœuvre laissée aux Kurdes irakiens. Ceux-ci sont en effet représentés au plus haut niveau du semblant d'Etat irakien présidé par le Kurde Jalal Talabani. Il est vrai aussi que le Kurdistan pétrolier fait figure d'exception dans le chaos irakien et que l'entrée en scène de l'armée turque ne ferait guère l'affaire des Etats-Unis. Ceux-ci ont inscrit le PKK sur leurs listes d'organisations terroristes. Mais ils répugneraient à voir une opération transfrontalière ruiner un peu plus leur édifice irakien.

La déclaration de guerre de George Bush à Bagdad en 2003 et la chute de Saddam Hussein qui s'est ensuivie avait vu Ankara trépigner d'impatience à l'idée d'entrer en Irak régler un compte militaire définitif aux séparatistes kurdes du sud-est anatolien. Depuis toujours, ces derniers trouvent en effet un abri naturel dans les montagnes du nord irakien. Mais la Turquie a dû ronger son frein. Compte tenu de l'allégeance et de la bonne tenue des territoires autonomes du Kurdistan irakien, Washington s'est efforcé de retenir le bras de son obligé turc, fermant les yeux toutefois sur les quelque 1 500 soldats turcs qui quadrillent les rochers escarpés de la frontière, s'enfonçant à quelques kilomètres de profondeur à l'intérieur de l'Irak.

Dialogue de sourds

Depuis 1984, le conflit a déjà fait plus de 37 000 morts côté turc. Et, si elle conforte Washington, la prospérité kurde côté irakien, est plutôt de nature à inquiéter Ankara, soucieuse de contenir d'éventuels effets de contagion. Pour sa part, le chef du Kurdistan autonome, Barzani, rejette bien sûr la solution militaire que préconise Ankara. La

diplomatie turque lui propose en effet de faire «des pas en direction du dialogue», tout en lui demandant d'engager au préalable «des actions sérieuses contre les terroristes du PKK», comme le répète le porte-parole du ministère des Affaires étrangères turc, Levent Bilman. En clair : frapper d'abord et discuter ensuite, mais aussi donner des gages de bonne volonté à Ankara qui soupçonne les Kurdes irakiens de protéger, voire de soutenir activement les Kurdes turcs. Un dialogue de sourds qui menace de se prolonger, le président irakien, Jalal Talabani, suggérant que «le comité tripartite formé des Etats-Unis, de la Turquie et de l'Irak traite cette question» de manière négociée.

Selon Ankara, quelque 3 500 combattants du PKK seraient basés en Irak et 1 500 en Turquie. Au milieu des années 1990, des opérations turques d'envergure lancées par delà la frontière irakienne ne les avaient nullement délogés. Un cessez-le-feu décrété en octobre 2006 a vu les séparatistes relancer l'offensive au printemps 2007. L'armée turque avait vivement répliqué, en avril dernier. Mais jusqu'à aujourd'hui, embuscades et attentats se multiplient. Ils ont fait huit morts en mai dans un centre commercial d'Ankara. 7 gendarmes ont été tués lundi dans la province de Tunceli, à l'est, et 5 militaires ce vendredi par une mine actionnée à distance, sur une route de l'Est. De fait, la question kurde est un thème électoral en Turquie, sous l'angle sécuritaire surtout. C'est aussi une question diplomatique.

Comme l'indiquait récemment le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, espérant «qu'il n'y aura pas d'action militaire unilatérale», Washington sait bien que «les Turcs ont un problème avec le terrorisme kurde» mais estime prudent de les «aider à juguler ce problème sur leur propre sol». En attendant une éventuelle opération militaire qui dépasse en amplitude les incursions habituelles, Ankara fait monter les enchères. Et pour la valider, il faudrait que le Parlement tienne une session extraordinaire avant les législatives de juillet.



Des exercices militaires ont lieu dans la province turque de Sirnak, à quelque 50 km de la frontière irakienne.(Photo : Reuters)

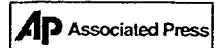
combats entre soldats turcs et rebelles kurdes se réclamant ou non du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En tout cas, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a en quelque sorte pris les devants en indiquant que si le gouvernement est amené à «prendre une mesure transfrontalière, il la négociera avec les forces de sécurité et la présentera au Parlement» fort occupé en ce moment par la campagne électorale des législatives du 22 juillet. Des renforts en effectifs et en matériel sont déjà sur place et les mouvements de troupes ne sont pas passés inaperçus dans la région autonome

du Kurdistan irakien de Massoud Barzani.

Barzani : «une attaque contre la souveraineté irakienne»

Qualifié de «chef de tribu» par le Premier ministre

Moqtada al-Sadr dit entretenir de "bonnes relations" avec l'Iran, mais refuse toute ingérence



BAGDAD (AP) 8 juin 2007 - L'imam radical irakien Moqtada al-Sadr a affirmé jeudi qu'il entretenait de "bonnes relations" avec l'Iran, tout en rejetant toute ingérence de Téhéran en Irak.

"Je (...) refuse totalement toute ingérence dans les affaires irakiennes, que ce soit de l'Iran ou autre. Mais j'ai pour politique de conserver de bonnes relations avec tous, y compris l'Iran", a-t-il expliqué sur la chaîne publique Iraqiya. "Je dois entretenir de bonnes relations et une amitié avec la République islamique d'Iran. Mais pas davantage", a-t-il ajouté.

L'imam radical est réapparu en public pour la première fois depuis des mois le 25 mai. Il y a quatre mois, il avait pris la fuite pour se réfugier en Iran au début

des opérations de nettoyage lancées par l'armée américaine pour tenter de sécuriser le pays.

Moqtada al-Sadr a imputé aux Etats-Unis les souffrances actuelles des Irakiens, plaidant pour une "résistance culturelle" contre l'influence de l'Occident. "Nous sommes aujourd'hui confrontés à une attaque brutale de l'Occident contre l'Islam", a-t-il affirmé.

Il a également prévenu les pays sunnites que les violences en Irak pourraient s'étendre à leur pays s'ils "ne coopèrent pas autant qu'ils le peuvent pour mettre fin aux souffrances des Irakiens". Il a toutefois dit n'avoir aucune intention de se rendre dans les pays arabes pour solliciter leur aide. AP

Irak: les violences font près de 50 morts en deux jours



BAGDAD (AFP) 8 juin 2007 Par Benoît FINCK

- Près de 50 personnes ont péri ces deux derniers jours dans les violences en Irak, où l'armée américaine, qui a perdu près de 3.500 soldats depuis le début du conflit en 2003, déploie des renforts.

Vendredi matin, deux attentats suicide aux véhicules piégés ont frappé presque simultanément et à une heure de grande affluence la localité d'Al-Qurnah, près de Bassorah (sud), faisant 16 morts et 32 blessés. "Un minibus a d'abord explosé dans une gare routière et une voiture piégée a explosé sur un marché de la ville", a indiqué le lieutenant Imad Abdel Wahid, de la police.

La veille, au moins 19 personnes ont péri dans cinq attentats à travers le pays, dont neuf dans une attaque suicide au camion piégé contre un poste de police dans une localité du nord proche de la frontière syrienne.

Le même jour, des hommes armés ont attaqué le domicile d'un haut gradé de la police près de Baaqouba (nord-est), tuant 14 personnes, dont son épouse et son frère, a annoncé ce gradé, le colonel Ali al-Jourani, qui ne se trouvait pas chez lui au moment des faits. Les 12 autres morts sont des gardes, tandis que trois des enfants du colonel ont été enlevés par les assaillants durant l'attaque survenue au sud de Baaqouba, la capitale de la province de Diyala.

Cette province, un Irak en miniature où vivent sunnites, chiites et Kurdes, est le théâtre de violences confessionnelles sanglantes. Les forces de sécurité américaines et irakiennes y combattent aussi quasi quotidiennement des insurgés de la branche irakienne d'Al-Qaïda, bien implantée dans à Diyala. Les pertes humaines, notamment de soldats américains, s'y sont accentuées depuis début 2007.

Depuis le 1er juin, 21 GI's sont morts en Irak, ce qui porte à au moins 3.494 le nombre de soldats ou personnels assimilés américains tués depuis l'invasion de mars 2003, selon un décompte de l'AFP basé sur les chiffres du Pentagone.

Le mois de mai a été le plus meurtrier pour l'armée américaine depuis novembre 2004, avec la mort de 123 soldats. L'armée explique ce bilan sanglant par la stratégie adoptée en début d'année, dont la priorité est de mettre fin à l'escalade de violences à Bagdad avec l'aide de renforts.

"Nous allons dans des endroits où nous n'allions pas forcément auparavant. Nous nous heurtons davantage à l'ennemi", a déclaré fin mai le général Perry Wiggins, directeur adjoint des opérations régionales à l'état-major interarmées. Pour tenter de lutter contre la violence endémique, l'armée américaine poursuit le déploiement de renforts concentrés pour l'essentiel à Bagdad. Près de 85.000 soldats américains et irakiens y sont mobilisés dans le cadre d'un plan de sécurisation lancé il y a près de quatre mois.

"Dans les prochaines semaines, toutes les cinq brigades (en renfort) seront arrivées dans leur secteur", a déclaré mercredi le général Kevin J. Bergner, porte-parole américain. "Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions". Avec ces renforts, 160.000 GI's seront déployées en Irak.

Mais le plan de sécurisation de Bagdad est soumis à rude épreuve, obligeant les forces américaines à retourner dans des quartiers qui avaient pourtant été sécurisés, selon les responsables militaires.

L'armée américaine poursuit par ailleurs ses recherches pour retrouver cinq Britanniques enlevés le 29 mai à Bagdad par des hommes armés portant l'uniforme des commandos de la police irakienne, ainsi que deux soldats américains enlevés le 12 mai au sud de la capitale par Al-Qaïda qui affirme les avoir tués.

Et Entretemps, les Irakiens continuent de fuir sans discontinuer les violences, le nombre total de réfugiés et déplacés étant désormais estimé à 4,4 millions de personnes, selon le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés.

Turquie : quatre soldats tués par une mine



DIYARBAKIR (Turquie) AFP / 08 juin 2007 Le bilan de l'explosion d'une mine survenue jeudi soir dans le sud-est de la Turquie et attribuée aux séparatistes kurdes s'est alourdi à quatre soldats tués avec le décès à l'hôpital d'un militaire blessé, a-t-on annoncé vendredi de sources de sécurité locales.

La mine a été activée à distance par des rebelles à Sirvan, dans la province de Siirt, au moment où un véhicule militaire circulait sur la route, a-t-on précisé de mêmes sources.

Deux autres soldats ont été blessés dans cette dernière attaque en date du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit).

Par ailleurs, un rebelle du PKK a été abattu par l'armée à Bingöl (est), près du village de Dallitepe, a précisé un communiqué du gouvernorat local.

L'armée a déclenché des opérations d'envergure dans plusieurs provinces pour traquer des membres du PKK à un moment où le dégel printanier favorise leur infiltration en Turquie à partir de leurs bases dans le nord de l'Irak.

Siirt figure parmi les trois provinces du sud-est où l'armée a annoncé jeudi, cinq ans après avoir levé l'état d'urgence dans les zones de combat, l'instauration de zones de sécurité pour combattre le PKK, qui a multiplié ses opérations en territoire turc.

Depuis 1984, date du début de l'insurrection séparatiste du PKK, le conflit a fait plus de 37.000 morts.

L'intensification des accrochages entre l'armée et le PKK a relancé en Turquie le débat sur l'opportunité de frapper les bases arrière du PKK situées en Irak du nord.

L'Irak accuse la Turquie de bombarder des provinces kurdes du nord



BAGDAD, 9 juin 2007 (AFP) - - Les autorités irakiennes ont accusé samedi, dans une note de protestation officielle, la Turquie d'avoir bombardé des provinces kurdes du nord de l'Irak, où sont repliés des rebelles kurdes turcs.

Dans un communiqué à Bagdad, le ministère des Affaires étrangères affirme avoir "envoyé une lettre au chargé d'affaires turc pour protester contre des bombardements dans les provinces de Dohouk et d'Erbil, qui ont causé des dégâts importants, un incendie et la panique parmi la population".

A Ankara, le ministère turc des Affaires étrangères a confirmé avoir reçu un

courrier de Bagdad évoquant la chute d'obus turcs en territoire irakien, mais n'a pu fournir d'informations sur la réalité de ces allégations.

"Les autorités irakiennes ont convoqué notre chargé d'affaires à Bagdad et lui ont remis une note", a déclaré à l'AFP un diplomate de haut rang parlant sous le couvert de l'anonymat, insistant sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'une lettre de protestation.

"Elles constatent dans cette note que la Turquie a mis en oeuvre certaines dispositions contre le terrorisme à la frontière irakienne et expriment leur inquiétude après que des obus sont tombés du côté irakien, semant la panique dans la population", a-t-il poursuivi. Interrogé sur la réalité de ces allégations, le diplomate a dit ne pas être en mesure de répondre.

Selon Jabar Yawar, porte-parole des forces de sécurité kurdes irakiennes (peshmergas), "l'artillerie turque a bombardé samedi à l'aube pendant 45 minutes à proximité des villages de la province de Dohouk".

"Les bombes sont tombées à proximité des villages de Kashan, Batuwa, Mullakantili, Nzuri and Kisti", situés près de Zakho, non loin de la frontière turque, a-t-il précisé sans faire état de victime.

Les autorités irakiennes ne précisaient pas, dans leur communiqué, la date de ces bombardements ni s'ils avaient été effectués depuis la Turquie ou par les forces turques stationnées dans le nord de l'Irak.

L'armée turque dispose d'un contingent de 1.500 soldats à quelques km de profondeur en territoire irakien, dans la province de Dohouk, pour empêcher les infiltrations des rebelles séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan

(PKK) dans une zone escarpée sur une longue frontière poreuse de 384 km.

"De telles activités doivent cesser immédiatement" car elles "vont éroder la confiance entre les deux pays et conduire à l'instabilité dans la région", insistent les autorités irakiennes, qui appellent au "dialogue", selon des extraits de leur note.

La Turquie accuse les Kurdes d'Irak de tolérer, voire de soutenir, le PKK et estime à plusieurs milliers le nombre de rebelles établis dans le nord irakien.

Après avoir longtemps fait pression sur les Etats-Unis et l'Irak pour qu'ils interviennent contre le PKK, elle menace depuis plusieurs semaines de lancer des opérations transfrontalières contre les bases des rebelles. Dans les années 1990, l'armée turque avait lancé plusieurs opérations contre le PKK en Irak mais sans jamais réussir à déloger les rebelles.

"L'Irak rejettera toutes les guerres par procuration menées sur son territoire, contrairement à l'ancien régime", ont affirmé les autorités dans la lettre. "La position du gouvernement à l'égard du PKK est claire, ils sont illégitimes et nous les rejetons".

Mercredi, l'Irak, la Turquie, les Etats-Unis et même le PKK avaient démenti des informations selon lesquelles plusieurs milliers de soldats turcs avaient pénétré dans le Kurdistan irakien, afin de neutraliser le PKK.

Le débat sur une intervention en Irak s'est intensifié en Turquie depuis plusieurs mois avec la recrudescence des activités du PKK dans le sud-est et un attentat à la bombe imputé aux rebelles, qui a fait sept morts et 121 blessés en mai à Ankara.

Turquie: trois soldats tués, quatre blessés par l'explosion d'une mine



DIYARBAKIR (Turquie), 9 juin 2007 (AFP) - Trois soldats, dont deux officiers supérieurs, ont été tués, et quatre soldats ont été blessés par l'explosion d'une mine samedi soir dans le sud-est de la Turquie, ont annoncé des sources locales de sécurité.

L'engin a été actionné à distance par des rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) au moment du passage d'un convoi militaire dans la province de Sirnak, frontalière de l'Irak, ont indiqué ces sources.

Un lieutenant-colonel et un major figurent parmi les victimes, ont-elles précisé. L'armée a déclenché des opérations d'envergure dans plusieurs provinces du Sud-Est anatolien à la population majoritairement kurde pour traquer des membres du PKK à un moment où le dégel printanier favorise leur infiltration en Turquie à partir de leurs bases situées dans le nord de l'Irak.

Sirnak figure parmi les trois provinces du Sud-Est où l'armée a annoncé jeudi l'instauration de zones de sécurité pour combattre le PKK.

Quatre soldats ont été tués jeudi par l'explosion d'une mine posée, selon les autorités, par le PKK dans la province de Siirt, voisine de Sirnak. La multiplication des accrochages entre l'armée et le PKK a relancé en Turquie le débat sur l'opportunité de frapper les bases arrière du PKK situées dans le nord de l'Irak.

Les autorités irakiennes ont accusé samedi dans une note de protestation la Turquie d'avoir bombardé des provinces kurdes du nord de l'Irak, où sont repliés les rebelles du PKK.

Turquie: cinq rebelles kurdes, un supplétif de l'armée tués lors de combats



ANKARA, 10 juin 2007 (AFP) - Cinq rebelles séparatistes kurdes et un supplétif de l'armée turque ont été tués samedi soir et dimanche lors de combats dans l'est de la Turquie, ont affirmé des sources locales.

Un premier accrochage a eu lieu dans le village de montagne de Kayalisu, dans la province de Mus (sud-est), où les forces de sécurité s'étaient positionnées après avoir été informées du passage prévu de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon des sources des forces de sécurité.

Deux habitantes du hameau ont été blessées dans la fusillade, ont indiqué ces sources, qui ajoutent que deux rebelles ont été arrêtés au terme de l'opération.

Le deuxième incident a eu lieu dans la province de Bingöl (est), où un contrôle de véhicules par les forces de sécurité a conduit à un échange de coups de feu avec des rebelles, ont affirmé dans un communiqué les services du gouverneur de la province.

Le rebelle abattu, de nationalité syrienne, était un chef régional du PKK et avait participé lundi à l'assaut d'une caserne de gendarmerie dans la province voisine de Tunceli, qui avait coûté la vie à sept gendarmes, indique le communiqué.

Dans la journée de dimanche, des combats dans la province de Diyarbakir (sud-est) ont fait trois morts du côté du PKK et une victime, appartenant à une milice supplétive de l'armée, du côté des forces de sécurité, ont indiqué des sources locales.

L'armée a déclenché des opérations d'envergure pour traquer les membres du PKK dans le sud-est anatolien à la population en majorité kurde, où ils

multiplient leurs actions depuis le début du printemps, le dégel favorisant leur infiltration en Turquie à partir de leurs bases du nord de l'Irak.

Trois soldats, dont deux officiers supérieurs, ont été tués, et quatre par l'explosion d'une mine samedi soir dans la province de Sirnak (sud-est), voisine de l'Irak.

Ces incidents ont suscité des réactions acerbes des dirigeants turcs.

"Nous poursuivrons avec détermination notre guerre juste contre le terrorisme séparatiste (...) jusqu'à l'anéantissement du dernier terroriste", a déclaré le président Ahmet Necdet Sezer dans un communiqué cité dimanche par l'agence de presse Anatolie.

Alors que des élections législatives doivent avoir lieu le 22 juillet, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, cible des critiques de l'opposition sur le dossier du terrorisme, a pour sa part appelé les partis politiques à ne pas utiliser la récente recrudescence de violences à des fins politiques.

"Les martyrs ne doivent pas être utilisés comme une rente politique, c'est leur manquer de respect", a déclaré M. Erdogan, cité par Anatolie, lors d'une inauguration à Burdur (sud-ouest). "Ces funérailles doivent nous unir, pas nous diviser".

L'agence a par ailleurs rapporté dimanche l'arrestation dans la province d'Osmaniye (sud) d'un camionneur qui transportait dans son véhicule 10 kilos de plastic C-4, un explosif fréquemment utilisé par le PKK, selon les autorités turques

Kurd rebels kill 7 troops in attack on Turkish base

The Associated Press

ANKARA: Kurdish rebels fired rockets and grenades at a Turkish military outpost Monday, killing seven soldiers in a bold attack that heightened tension at a time when Ankara has threatened military action against Kurdish rebels in northern Iraq.

The army sent helicopter gunships and reinforcements to Tunceli Province in southeastern Turkey after guerrillas rammed a vehicle into the military post and opened fire with automatic weapons and rockets, local media reported.

Soldiers returned fire, killing the vehicle driver, the military said.

The attack came as Foreign Minister Abdullah Gul told European Union of-

ficials visiting Ankara that "we have every right to take measures against terrorist activities directed at us from northern Iraq."

But Foreign Minister Frank-Walter Steinmeier of Germany, which holds the EU presidency, said he "did not get the impression that Turkey would stage an incursion."

Abdul-Rahman al-Chadarchi, a spokesman for the Kurdish rebel group PKK, said by telephone that there had been artillery shelling from Turkey into Iraqi territory at dawn, and that there had been simultaneous shelling from the Turkish and Iranian sides on Sunday night.

"There were no casualties," Chadarchi said. "Most of the shells landed in empty areas, valleys and farms. Turkish helicopters are conducting surveillance flights over Iraqi border lands."

The report could not immediately be confirmed.

The leader of the autonomous Kurdish region in northern Iraq, Massoud Barzani, confirmed shelling by Turkish troops on Kurdish areas early Sunday but said there had been no Turkish incursion.

The pro-Kurdish Fırat press agency, citing Iraqi Kurdish sources, said Monday that Turkish artillery had targeted

an area close to the border town of Zakho. On Sunday, the press agency, which is based in Belgium, said the troops had shelled the Hakurk area, farther east.

The Turkish authorities, who have called the Fırat agency a mouthpiece of the PKK, were not immediately available to comment.

Kurdish guerrillas have long had camps in the Hakurk area, 15 kilometers, or 9 miles, from the Turkish border.

Turkish troops have occasionally launched brief raids in pursuit of guerrillas in northern Iraq and have sometimes shelled suspected rebel positions across the border. The Turkish authorities rarely acknowledge such military operations, which were more frequent before the U.S.-led invasion of Iraq in 2003.

Turkey has been building up its military forces on the Iraqi border in recent weeks.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

June 5, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

June 6, 2007

Iraq ■ Peter W. Rodman and William Shawcross

An American defeat is not an option

Some opponents of the Iraq war are toying with the idea of American defeat. A number of them are simply predicting it; others advocate measures that would make it more likely.

Lending intellectual respectability to all this is an argument that takes a strange comfort from the outcome of the Vietnam War: The defeat of the American enterprise in Indochina, it is said, turned out not to be as bad as expected. The United States recovered from it, and no lasting price was paid.

We beg to differ.

Many years ago, the two of us clashed sharply over the wisdom and morality of American policy in Indochina, especially in Cambodia. One of us (Shawcross) published a book that bitterly criticized Nixon administration policy. The other (Rodman), a long-time associate of Henry Kissinger, issued a rebuttal in *The American Spectator*, defending American policy.

Decades later, we have not changed our views. But we agreed even then that the outcome in Indochina was indeed disastrous, both in human and geopolitical terms, for the United States and the region. Today we agree equally strongly that the consequences of defeat in Iraq would be even more serious and lasting.

The 1975 Communist victory in Indochina led to horrors that engulfed the region. Pol Pot's victorious Khmer Rouge killed up to two million of their fellow Cambodians in an ideological rampage. In Vietnam and Laos, millions of people fled, mostly by boat, with thousands dying in the attempt.

The defeat had a lasting and significant strategic impact. Leonid Brezhnev trumpeted that the global "correlation of forces" had shifted in favor of "socialism," and the Soviets went on a geopolitical offensive

in the Third World for a decade. Their invasion of Afghanistan was one result. Demoralized European leaders publicly lamented Soviet aggressiveness and American paralysis.

True, the consequences of defeat were mitigated by various factors. The Nixon-Kissinger breakthrough with China contributed to China's role as a counterweight to Moscow's and Hanoi's new power in Southeast Asia. And despite the defeat in 1975, America's 10 years in Indochina had positive effects. Lee Kuan Yew, then prime minister of Singapore, has argued that had there been no U.S. intervention, the will of non-Communist countries to resist Communist revolution in the 1960s "would have melted and Southeast Asia would most likely have gone Communist."

The domino theory would have been proven correct.

Today, in Iraq, there should be no illusion that defeat would come at an acceptable price. Anyone who thinks an American defeat in Iraq will bring a merciful end to this conflict is in a state of denial.

On the contrary, defeat would produce an explosion of euphoria among all the forces of Islamist extremism, throwing the entire Middle East into even greater upheaval. The likely human and strategic costs are appalling to contemplate. Perhaps that is why so much of the current debate seeks to ignore these consequences.

As in Indochina more than 30 years ago, millions of Iraqis today see the only hope for their country in the United States helping them defeat their murderous opponents. Hundreds of thousands of Iraqis have committed themselves to working with us and with their democratically elected government to enable their country to rejoin the world as a peaceful, mod-

erate state that is a partner to its neighbors, instead of a threat to them. If we accept defeat, these Iraqis will be at terrible risk. Thousands upon thousands of them will flee, as so many Vietnamese did after 1975.

The new strategy of the coalition and the Iraqis, ably implemented by General David Petraeus, offers the best prospect of reversing the direction of events — provided that we show staying power.

Osama bin Laden said, a few months after 9/11, that "when people see a strong horse and a weak horse, by nature they will like the strong horse." The United States, in his mind, is the weak horse. American defeat in Iraq would embolden the extremists in the Muslim world, demoralize and perhaps destabilize many moderate friendly governments, and accelerate the radicalization of every conflict in the Middle East.

Our conduct in Iraq is a crucial test of our credibility, especially with regard to the looming threat from revolutionary Iran. Our Arab and Israeli friends view Iraq in that wider context. They worry about our domestic debate, which had such a devastating impact on the outcome of the Vietnam War, and they want reassurance.

When government officials argued that American credibility was at stake in Indochina, critics ridiculed the notion. But when Saddam Hussein invaded Kuwait in 1990, he and his colleagues invoked Vietnam as a reason not to take American warnings seriously. The United States cannot be strong against Iran — or anywhere — if we accept defeat in Iraq.

William Shawcross is the author of *"Sideshow: Nixon, Kissinger, and the Destruction of Cambodia"* (1979) and of *"Allies: Why the West Had to Remove Saddam"* (2005). Peter W. Rodman, a senior fellow at the Brookings Institution, served until March as Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs.

Iraq rejects Turkish call to curb PKK



(AFP) Jun 7, 2007 SALAHEDDIN, Iraq - The president of Iraq's Kurdish region on Thursday rejected Ankara's declaration that it was ready for dialogue with Iraqi Kurds provided they took measures against Turkish Kurd rebels holed up in the autonomous enclave.

"We do not accept the conditions laid down to deal with the PKK. We have always said that we would help Turkey if it chooses the path of dialogue and we confirm this," Massoud Barzani told a news conference alongside Iraqi President Jalal Talabani, also a Kurd. "If Turkey's aim is war, we are not prepared to accept these conditions," Barzani added.

The PKK or Kurdistan Workers' Party, branded as a terrorist group by Ankara and much of the international community, has fought for self-rule in Turkey's mainly Kurdish southeast since 1984 in a conflict that has claimed more than 37,000 lives.

Turkey charges that thousands of PKK rebels have found refuge in northern Iraq where they are able to obtain weapons and explosives to launch attacks across the border. Ankara accuses Iraqi Kurds of tolerating and even supporting the

rebels.

"A Turkish invasion would be first of all an attack on Iraqi sovereignty and then an attack on the Kurds," said Barzani.

Turkish foreign ministry spokesman Levent Bilman said on Wednesday that "we need to see positive signals in order to take steps for dialogue, and by positive signals we mean serious steps against the terrorist Kurdistan Workers' Party.

"Otherwise, there is no point in holding a dialogue just for the sake of it," Bilman added. Turkey has long pressed the United States and Iraq to stamp out the PKK presence in the region and has even threatened to carry out a cross-border operation if they fail to do so.

The debate over a possible Turkish military operation into northern Iraq has intensified since a suicide bomb attack last month in Ankara, blamed on the PKK, killed six people and wounded more than 100.

The Washington Post

Turkey, Kurds and Paris Hilton

June 6, 2007 | By Tony Blankley

Yesterday I googled "Turkey and the Kurds" and got 1,310,000 hits. Then I googled "Paris Hilton" and got 45,800,000 hits. That seems about right.

Who wouldn't prefer to reflect on the soft-porn potential of the spoiled, slinky, sexually incontinent, blonde heiress facing down the various titillating menaces of the prison shadows, rather than thinking about the prospect of yet another war in the Middle East.

Although, if Paris had been sentenced to a Turkish prison we could have merged the two stories in a sort of updated "Thousand and One Nights" adventure with Paris in the part of Scheherazade, telling fascinating tales to stop her husband King Shahryar from killing her. In the updated version Paris would obviously sell her fascinating tales afterward for publicity and profits, rather than for her life -- as in the original.

But, alas, the two stories have not merged, and it is a sad reflection on my misspent mental life that right now I'm one of the guys who actually does care more about the Turks and the Kurds than I do about Paris and her prisoners of love. But a bloody mess is on the cusp of getting bloodier in Iraq, and while events are not entirely within our control, we may be able to influence them.

To summarize the situation: The terrorist Kurdish Workers' Party (PKK), has been harassing Turkey for decades allegedly on behalf of the approximately 15 million Kurds living in Turkey (about 20 percent of the Turkish population -- and with the highest birthrate of any ethnic group in Turkey).

Currently, the Turks suspect (perhaps with justification) that some of the approximately 5 million Kurds living in northern Iraq are giving cover and help to the PKK terrorists. The Turks very plausibly fear that the Kurds (living more or less contiguously in Southern Turkey, northern Iraq, northeast Syria and northwestern Iran, as well as in Armenia and environs) want to form an independent state -- which state would

strip Turkey of a fifth of its land and population.

Thus, Turkey has strongly opposed a division or federalization of Iraq into a Kurd north, Sunni middle and Shi'ite south -- preferring a unitary Iraqi state.

But the Kurds have been the United States' strongest ally in Iraq. Their Peshmerga military has kept their part of Iraq relatively peaceful. It is also the most prosperous. They are claiming their rights to the oil-rich city of Kirkuk (from where they had been forcibly removed by Saddam Hussein). The Turks fear that a richer, separatist or independent Iraqi Kurdish population helping the PKK commit terror against Turkish government and civilian targets is a strategic threat to Turkey.

As a result, as Turkey has been reinforcing its troops along the border with Iraq and the powerful Turkish Army general staff stresses its readiness for a cross-border operation to crush the PKK, the Turkish foreign minister told a European Union meeting a few days ago that Turkey has every right to take measures against Kurdish guerrillas in northern Iraq. Thus the crisis approaches.

Both Turkey and the Kurds have been our historic allies. Since the Iraqi war started we have constantly asked Turkey to be patient with the Kurds and not to intervene in Iraqi Kurdish territory over the PKK (even though they are killing Turks in their terrorist attacks). So far they have complied. Meanwhile, we have asked the Iraqi Kurds not to assert any independence claims. So far they have complied.

But events are unfolding dangerously. The Turkish Army -- as the ultimate defender of a secular Turkish culture and state -- is in an increasingly strategic public struggle with revanchist Islamist forces in Turkey. It is a real possibility that there may be a showdown or coup d'etat against the

Islamist government by the Turkish Army this fall.

Fighting the secular PKK is very popular in Turkey -- especially amongst religious Turkish people living outside the big cities. The PKK has recently drawn blood again. The army believes it could strengthen its domestic political position by crossing over the border and (they believe) "crush" the PKK. Thus the Turkish army has both a legitimate national-security concern and a political calculation for taking military action imminently.

If they take such action, it might be a quick and successful suppression of the terrorist PKK. But there is a big risk that it will either fail in that regard, or will induce a broader Kurdish military response (or will fail because it will induce a broader Kurdish response). In that event the Turkish army will discover the "pleasures" of a Kurdish insurgency similar to our experience with the Sunni insurgency in Baghdad and environs.

Moreover, if fighting and instability breaks out in the Kurdish north, it will have major negative economic effects on all of Iraq.

So, the United States and the Europeans are again calling for Turkey to restrain itself. This time, that may not be enough. Just about the last thing we want to see is a Turkish/Kurd war to break out.

We can no longer just ask Turkey to restrain itself. It is time to flop down on the side of American action to really pressure our Kurdish friends and allies to take such actions as will convince Turkey that military invasion is not necessary to stop the PKK terrorists from using Iraq as a base of operation. Whether U.S. troop movements up to the Iraqi-Turkish border are wise or foolish should be decided promptly by our smartest military and diplomatic people on the ground there -- and acted on promptly. We could easily get overtaken by dangerous events very sudden!

Los Angeles Times

June 7, 2007

DON'T DELAY DEMOCRACY IN KIRKUK

Postponing a vote on making the city part of Kurdistan could imperil the U.S. mission in Iraq.

By Najmaldin O. Karim, is the president of the Washington Kurdish Institute

EVEN AS THE battle for Baghdad continues to rage, the United States must begin considering the future of another Iraqi city: Kirkuk.

Here are two critical things to know about Kirkuk: First, it is surrounded by Kurdish towns and villages and has a population that is majority Kurdish — yet it lies just outside the boundaries of the autonomous region of Kurdistan to the north. Second, although it is a poor city, Kirkuk is built close to one of Iraq's largest oil fields.

At the moment, there is a planned referendum on the future status of the city (and the province in which it is located). The referendum is scheduled to take place before the end of 2007 and will determine whether the province should be made a part of autonomous Kurdistan.

However, there is a rising call for a postponement of the vote. If this happens, as many outsiders would like, then the entire U.S. mission in Iraq, and the fundamental justification for the war of liberation, could be fatally damaged.

The nub of the Kirkuk issue is how to reverse Saddam Hussein's appalling legacy of ethnic cleansing and genocide. During the 1980s, the Baathist regime expelled huge numbers of Kurds (as well as some ethnic Turkomen) from the city. It replaced them with Arab colonists from southern Iraq, generously subsidized by the government.

At the same time, hundreds of Kurdish villages in the province were razed, with farms and orchards burned to prevent Kurds from returning. During the genocidal Anfal campaign of 1987-'88, thousands were "processed" through the military camp of Topzawa just

outside of Kirkuk, the men mostly taken away to be shot en masse and buried in unmarked graves.

The murders and ethnic cleansing continued after the 1991 Persian Gulf War; according to Human Rights Watch, an estimated 120,000 non-Arabs were expelled from the Kirkuk area during the 1990s. These crimes were part of what justified the U.S.-led liberation of Iraq.

In the years since Hussein's government was toppled, the Kurds have been exemplary in their restraint and in their adherence to the democratic process. Although they have ample historical claim to Kirkuk, they have put aside the usual bickering and have refrained from the familiar, never-ending squabble about whose ancestors were there first.

The Kurds have not made oil a factor in the discussion either. Although Hussein and many others since he lost power have viewed control of Kirkuk as crucial because they hoped it would mean control of the lucrative oilfields in the area, the Kurds have been very clear that they would like to see the profits from the Kirkuk oilfields distributed throughout the whole of Iraq on a per-capita basis, no matter what the future of the city.

Kurds have also pushed for a legal mechanism to reverse Hussein's crimes. Indeed, it is the democratically ratified Iraqi constitution, backed by 79% of Iraqis in October 2005, that mandated a citywide census followed by a provincewide referendum before the end of this year.

Sadly, the prospect of such a democratic resolution is opposed by much of the diplomatic community and the policy world. Parroting the

flawed recommendations of the Iraq Study Group, also known as the Baker-Hamilton commission, their proposed solution is a non-solution: to postpone the Kirkuk referendum because, as the Iraq Study Group argued, not all the groups in the city agree on what the future of Kirkuk should be and because a referendum could prove "explosive" and lead to violence.

Such an approach is a moral and policy mistake. To put off the referendum would insult Iraq's young democracy.

Delay regarding Kirkuk would have the further consequence of alienating Washington's best allies in Iraq: the Kurds. In today's Iraq, the Kurds are the only community united in their support of the U.S. The best units of the Iraqi army are from Iraqi Kurdistan, and two brigades have recently been deployed to Baghdad as part of the "surge." Kurdish politicians are keeping Prime Minister Nouri Maliki's fractious government intact. Unlike the Iraqi Arabs — Sunni and Shiite alike — who are deeply ambivalent in their views of the U.S., the Kurds are overwhelmingly pro-American. Not one U.S. soldier has been killed in Iraqi Kurdistan.

By putting off a resolution of the Kirkuk issue, the United States would be telling Kurds that it may betray them again, as it did when it encouraged them to fight the Baathists and then failed to support them in 1975 and 1991. At a time when Americans are already skeptical of the war in Iraq, a demonstrable success is exactly what is required. Reversing Hussein's crimes of ethnic cleansing and genocide in Kirkuk through a democratic political process will demonstrate the fundamental justice of this war and solidify a vital base of American support.

Iraq: Kurds, Shi'a Lash Out At National-Unity Project



(RFE/RL) By Kathleen Ridolfo June 7, 2007

-- Attempts by Sunni Arab leaders and former Prime Minister Iyad Allawi to reorganize the Iraqi political landscape received a bitter response from the country's Shi'ite and Kurdish leaderships this week.

After months of back-room talks and promises by Allawi supporters to establish a new alliance -- and with it a national-salvation government, the Kurds and Shi'a went on the defensive in an effort to maintain their hold on power.

The Kurdistan Alliance issued a statement on June 4 on behalf of its leading parties, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party, saying it was astonished at

reports that the Islamic Party and Allawi's Iraqi National Accord (a constituent of the Iraqiyah List) established a new political front on April 29 that includes "Saddam [Hussein's] thugs and hangmen who are staunch traitors of the Kurdish nation and are chauvinist figures standing against the aspirations" of Kurds and Arabs.

According to reports, the new front was formed during an April meeting in Cairo organized at the

behest of the Egyptian government to bring together representatives from the Iraqi Islamic Party, Allawi's Iraqi National Accord, and smaller Iraqi parties with former Ba'athists from the Hussein regime.

The Kurdish Reproof

The Kurdistan Alliance contended the front was formed through the assistance and urging of foreign intelligence services. The alliance

implied in its statement that the Islamic Party had been duped by Iraq's Sunni Arab neighbors.

"How does this stance relate to previous calls for independence and rejection of foreign intervention in Iraq's affairs?" the statement said. "Isn't this an exercise of odious sectarianism and chauvinism, when they ignore the majority Shi'a and Kurdish forces?"

The Kurds also asked why the Sunnis would cooperate with "representatives of the traitors, ...the racist and chauvinist Turani people," in a reference to Turkey.

The Islamic Party issued a rebuttal on June 5 denying that a front was announced on April 29.

"What took place were talks among Iraqi parties and forces at the Council of Representatives on the principles and policies related to the formation of an Iraqi political front," the party contended. The party added that it was surprised by the Kurdish reaction, which came more than a month after the meeting, and questioned the timing of the Kurdish statement.

It also criticized the Kurds for the tone of their statement, saying: "They had better turn a new leaf with all their Iraqi brothers."

The party said that although it was concerned about the state of affairs in Iraq, it would not conspire, but rather "work under the umbrella of the law in broad daylight. We have nothing to hide...and our plan is open to all Iraqis," the party asserted.

As for its plan, the party said: "We are working to establish a broad alliance in the parliament based on national unity and rejecting sectarian and ethnic positions."

Shi'a Parties Object

It claimed the Shi'a-led United Iraqi Alliance (UIA) and the Kurdistan Coalition, as well as Prime Minister Nuri al-Maliki and President Jalal Talabani were aware of the Islamic Party's efforts.

The Supreme Islamic Iraqi Council (SIIC), led by Abd al-Aziz al-Hakim, said in a statement posted to its website that it was also "astonished" at the announcement because the front was formed by "names and forces that have been participating in the government" since the fall of the Hussein regime. It denounced calls to reinstate "Saddamists" and their supporters from the former "regime of oppression" into state institutions.

"While we exert feverish efforts to activate the issue of participation and give it tangible and genuine dimensions, ...we find out that the parties that participate in the government and support...the establishment of a national-unity government have made unilateral decisions in a secret document" on matters of interest to all Iraqis," the SIIC statement declared.

The SIIC called on parties to distinguish between the forces that "stood against the former regime and those that supported it," adding that national reconciliation should be tackled pragmatically.

The Kurdistan Islamic Union, which apparently attended the Cairo meeting, issued a statement saying that although it took part in the meeting, it did not endorse or join the front, nor had it followed any of the front's activities. The union, in an apparent attempt to save face, said it opposed "any attempt directed against the political process and conducted outside the framework of the parliament and the constitution."

No Place For Foreigners

Al-Maliki also weighed in, saying that any interference by Iraq's neighbors would meet a swift reaction. During a speech to a conference of military commanders on June 6, he cautioned that regional Arab states were supporting terrorists and trying to destabilize Iraq.

The prime minister called on commanders to retaliate with an iron fist.

"There will never be any room for plots that are hatched in this or that Arab capital," he said.

Al-Maliki contended that states that back terrorists in Iraq believe a weak Iraq "is an opportunity for their survival in the region, an opportunity that allows certain states to emerge on the regional scene."

He called on Iraqis to reject sectarianism and urged them to move toward unity and equality. The prime minister also criticized Iraqi politicians who support Arab interference in Iraq, without identifying the parties by name.

'Arab Identity'

Meanwhile, Vice President Tariq al-Hashimi, who heads the Iraqi Islamic Party, wrapped up a three-day visit to Cairo by claiming Iraq's "Arab identity" is in danger. The Sunni Arab community, as well as secular and nationalist Shi'ite Iraqis, believe their Arab compatriots are

increasingly falling under Iran's influence. At the same time, the view Kurds as an entity unto themselves, given their political and ethnic status.

Al-Hashimi said in a statement following a meeting with Egyptian President Hosni Mubarak on June 6 that regional Arab leaders should help protect endangered Arab identity by opening embassies in Baghdad. The vice president said Mubarak gave a "favorable response" to his request.

Allawi has long claimed to have the support of regional Arab states for his national-salvation government, and with the apparent support of the Iraqi Accordance Front, can now claim to have at least 69 seats out of the 275 in parliament. Should he gain the support of the nationalist Shi'ite party, Al-Fadilah -- which pulled out of the UIA in March -- the new front would have 84 seats.

If supporters of Shi'ite cleric Muqtada al-Sadr join the front, the front would have about 30 additional seats, or 114 total.

By contrast, the UIA and the Kurds would be left with 138 parliamentary seats. It's unclear which way the other 23 seats would align, but the salvation front could gain 19 additional seats through the support of the National Dialogue Front (11 seats), the National Reconciliation and Liberation Bloc (five), and the Kurdistan Islamic Union (three), bringing the front's bloc to 125.

According to the Iraqi Constitution, parliament can withdraw its confidence in the prime minister through an absolute majority vote, or 138 ballots.

It remains unclear to what degree Kurdish and Shi'ite leaders would be willing to compromise on a restructuring of the national-unity government. Despite their rhetoric, both groups recognize the need to end sectarianism and allow for greater Sunni Arab participation in the political process. But the level and shape of that participation remains under dispute.

Until all sides can overcome their distrust of one another, it will be difficult to achieve real and lasting progress and resolve key outstanding constitutional issues. In the end, the issues must be decided by Iraqis, as more foreign interference -- on any side -- is a recipe for continued violence. For now, it appears it will be up to individual Iraqis to take the lead in bringing all three parties together.

Turkish Force of 250,000 Set for Kurds

The  Sun

By ELI LAKE - The New York Sun - June 7, 2007

WASHINGTON — American diplomats are quietly urging the Kurdistan Regional Government in Iraq to take steps that would help ease the alarm over the Turkish troops amassed on Iraq's border.

Ankara, Washington, and Baghdad all rushed yesterday to deny an Associated Press dispatch that the Turks had begun an invasion of northern Iraq in pursuit of the Kurdistan

Workers' Party, or PKK, a group listed as a terrorist organization by the State Department and blamed by the Turks for suicide blasts in their capital this year.

An Iraqi official who spoke on condition of anonymity explained the delicate American diplomacy as follows: "The Americans want the Kurds to make their lives easier. They need the Kurdish

government to show they are willing to do something to tackle terrorism in the north. They are asking for them to be creative. They don't expect them to go after every cell, but maybe alert Turkey of a threat, act on intelligence, arrest some people, make an effort."

A State Department spokesman, Sean McCormack, said America's ambassador to

Ankara met with the Turkish General Staff, who confirmed that the initial reports of the invasion were not accurate. Later, wire reports said the activity amounted to cross-border raids. Nonetheless, the director of the Turkish research program at the Washington Institute for Near East Policy, Soner Cagaptay, estimates that there are now 250,000 soldiers, most of whom have

gathered in the last four weeks, massed at the Qandil mountain range on the border with northern Iraq. Those troops, according to Mr. Cagaptay, include heavy artillery and tanks, the most significant troop buildup by the Turks since they nearly invaded Syria in 1998 while accusing Damascus of harboring the PKK leader, Abdullah Ocalan. The Iraqi official yesterday said the figure of Turkish troops was closer to 100,000.

Should Turkey invade Iraqi Kurdistan, it would pit two American allies in the wider war against Islamic terror against each other. The troop buildup on the Iraqi border has worried the highest levels of the Bush administration, prompting Defense Secretary Gates over the weekend to

warn the Turks not to go through with an invasion.

Yesterday Mr. McCormack reiterated that view from the podium at the State Department. After stating that America supports the Turks in their own battle against terrorism and that it considers the PKK a terrorist entity, Mr. McCormack said, "Turkey and Iraq are neighbors, that's not going to change. And we don't think it is in the interest of either state that there would be a military incursion into Iraq."

A representative of the Kurdistan Regional Government, Qubad Talabani, who is the son of Iraq's president, yesterday said he was worried about the rising tensions. "Of course we are concerned the tensions are

rising between Turkey and the Iraqi Kurdistan region. We have constantly sought to deal with our issues through political and diplomatic channels," he said. "We feel the current build up of Turkish troops on our border is not helping either side reach a peaceful and political settlement." Mr. Talabani also said that no border posts on the Iraqi side had reported any Turkish incursions, and said the Turkish raids were confined to Turkish territory.

Mr. Cagaptay yesterday said that since 2002 the PKK has had an effective safe haven inside Iraqi Kurdistan, noting that 2002 when was when the Turks stopped most of their raids into northern Iraq against the PKK.

"Most of its members are in

bases outside of Qandil and they have gone into Turkey, this is something I confirmed with Turkish military," he said. "When the PKK attacked Turkey from Iraq, the Turks would strike back, what is important about today's incursion, is that it tells us the relationship and that the restraint might be coming to an end." Mr. Cagaptay said that he predicted the Turks would be sending more soldiers into the area in the near future.

For America, the high tensions on Iraq's border with Turkey is a testament to how the current process headed by a former Air Force General, Joseph Ralston, to ease these tensions has not been working.

Bomb Kills 4 Turkish Soldiers In 1 Of Military's Newly Declared 'Security Zones' Near Iraq

AP Associated Press

By CHRISTOPHER TORCHIA ASSOCIATED PRESS WRITER ; ISTANBUL, Turkey, Jun. 8, 2007

A Turkish soldier died Friday of wounds from a roadside bomb that was blamed on Kurdish separatists, raising the military death toll in the attack to four.

Turkey's military command, meanwhile, declared its "unshakable determination" to defeat the rebels, who cross the border from Iraq to assault Turkish targets.

The attack Thursday evening occurred in one of several "temporary security zones" that the military had just declared along the Iraq border during its campaign against the guerrillas.

The blast came amid increasing activity by Turkish troops along the frontier that has fed concerns the army might stage a large-scale offensive against rebel bases in the predominantly Kurdish region of northern Iraq.

Turkish leaders say guerrillas cross into Turkey to stage attacks in their recently escalated fight to win autonomy for southeastern Turkey, where ethnic Kurds make up much of the population.

In a statement on its Web site, the military's General Staff vowed to fight the rebels and called on all Turks to stand together "to resist in the face of these terrorist actions."

"The Turkish Armed Forces has an unshakable determination in fighting terrorism and it is a solid truth that it will give the necessary answer to such attacks," it said.

Turkey's private Dogan news agency said gunfire was heard for about 45 minutes toward midnight Thursday in the Turkish border town of Cukurca, and that Iraqi Kurds claimed Turkish shells were fired at Kurdish rebel camps in northern Iraq, along the Hezil river and near the town of Derkar. Dogan quoted Turkish military officials as denying the allegation, and saying their activity was only a drill.

The roadside bomb targeted a Turkish military vehicle near Siirt, a city 45 miles north of the Iraq border, the governor's office said. It killed four soldiers and wounded five other security personnel, including pro-government village guards, the office said.

Turkey has grown increasingly frustrated with the rise in attacks by the PKK rebel movement, and its leaders have sent more troops to the frontier while publicly raising the possibility of sending the army into northern Iraq.

On Wednesday, the military said it was establishing "temporary security zones" near the border. The declaration came the same day that Turkish security officials and an Iraqi Kurdish official said hundreds of Turkish soldiers crossed the border pursuing guerrillas.

Turkey's foreign minister denied there was a cross-border operation. Turkey is an ally of the United States, and U.S. officials have argued against an attack into Iraq, fearing that might drag its Iraqi Kurdish allies into the conflict.

Some think Turkey may hope its military buildup will push the United States and Iraqi Kurds to crack down on the separatists and head off a Turkish offensive.

The military did not say what it meant by "temporary security zones." Some Turkish media said the areas would be closed to civilian plane flights, but others said additional security measures would be implemented in the zones and entry would be restricted.

In a statement posted on its Web site, the military said the zones would be in place until Sept. 9, but gave no other information.

Newspapers said the areas are in Sirnak, Siirt and Hakkari provinces. Sirnak and Hakkari are next to the border, while Siirt is north of the frontier. All three provinces have been the scene of fighting with Kurdish rebels.

Some Turkish officials have said that if troops stage a major incursion into Iraq, they might set up a buffer zone inside Iraq to try to stop rebel infiltration.

Iraqi President Jalal Talabani, a Kurd, cautioned Turkey against such an operation and urged cooperation.

"We ask almighty God to lead all of us to the way of dialogue and negotiation to solve all questions," Talabani told reporters Thursday. "There is a tripartite, American-Iraqi-urkish committee that is responsible for solving these matters."

Turk lira falls 1.9 pct on N Iraq, global weakness

REUTERS

ISTANBUL, (Reuters) June 8, 2007 - Turkey's lira fell 1.9 percent on Friday to 1.3520 against the dollar as concerns over a possible Turkish military operation in northern Iraq exacerbated the effects of a global sell-off. At 0937 GMT the lira traded at 1.3520 to the dollar on the interbank market

Analysts said Turkey was underperforming other emerging markets because of political uncertainty at home. Amid speculation that troops may launch an operation against Kurdish guerrillas in northern Iraq, Turkey's General Staff vowed on Friday to respond as it saw fit to Kurdish separatist attacks on civilian and military targets in Turkey.

Iraq entry by Turkey is reported

But Ankara and U.S. both deny incursion in pursuit of Kurds

From news reports

ANKARA: Amid high tension along the common border, thousands of Turkish troops were reported to have crossed into Iraq on Wednesday to pursue Kurdish guerrillas who shelter there.

But Turkey, which has greatly reinforced its troop presence along the border, denied any major operation, and American officials in Germany for the Group of 8 summit meeting said there had been "no new activity" in the area.

"Both the Turkish government and U.S. officials on the ground say it's not occurring," said a White House spokesman, Gordon Johndroe, in Heiligendamm, Germany. "There's been no new activity to lead to these press reports."

Foreign Minister Hoshyar Zebari of Iraq also said that his government had not detected major operations in the area. "We are aware of this Turkish troop buildup on the border and the Iraqi government position has been that we will not accept or tolerate any military incursion," Zebari said.

There were unconfirmed reports that several dozen Turkish special forces fighters had been carried by helicopter into an Iraqi village.

The Turkish troop buildup had raised fears of an imminent attack. It followed an increase in violence attributed to the Kurdish rebel group PKK, or Kurdistan Workers Party.

A major Turkish-Kurdish clash — particularly if it were to mobilize broader resistance on the part of the Kurds — would pose a nightmarish challenge for the United States, a NATO ally of Turkey's.

The Kurdish north has been the most stable and pro-American part of Iraq. And Turkey supports coalition forces in Afghanistan and allows air access to U.S. planes supplying troops in Iraq.

The Turkish government has repeatedly asserted its right to attack the PKK, although doing so would most likely harm its already embattled application for membership in the European Union. Foreign Minister Abdullah Gul recently told EU officials, "We have every right to take measures against terrorist activities directed at us from northern Iraq."

There are some fears that the governing party of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan might see military action as a way to shore up waning public support before elections.

The report of the incursion came from two Turkish security officials cited by The Associated Press. These officials said the raid had been limited in scope; one said a few thousand troops had moved no more than a short distance into Iraq.

"The number of troops is not in the tens of thousands," said one of the officials, who is based in the southeast, where the military has been fighting Kurdish separatists since the early 1980s.

Turkish troops have entered north-

ern Iraq before, usually saying they were in pursuit of PKK rebels.

In Washington, the State Department spokesman, Sean McCormack, reminded reporters that Secretary of State Robert Gates had cautioned Turkey last weekend against sending troops into Iraq. He noted that the United States, like Turkey, considers PKK a terrorist organization. But a cross-border military operation, he said, was not "in the interest of either state."

Peter Brookes, a former U.S. deputy assistant secretary of defense, wrote Monday that a Turkish incursion looked increasingly likely. "This is the last thing we — or the Iraqis — need," he said. (AP, Reuters)

Turkey poses a new danger in Iraq

Absolutely the last thing Iraq needs right now is to have thousands of Turkish troops pour across the border into the country's one relatively peaceful region — the Kurdish-administered northeast. Turkey's government needs to know that it will reap nothing but disaster if that happens.

A huge military buildup is already under way on the Turkish side of the border, and Ankara has been issuing a flurry of angry charges that the Iraqi Kurds are providing sanctuary to murderous anti-Turkish guerrillas.

The Bush administration has rightly stepped up its warnings to Turkey not to attack. A Turkish invasion would not only embarrass the United States, which numbers the Kurds among its few allies in

Iraq. It would add a whole new and even more dangerous dimension to the mess in Iraq.

It would infuriate Arabs, who would resent any Turkish return to areas once ruled by the Ottoman Empire. It would finish off any remaining hope of Turkey joining the European Union. And it would put a huge strain on Turkey's fragile democratic politics. In short, it would be a disaster.

Turkey does have a real problem. Guerrillas of the Kurdistan Workers' Party, or the PKK, have been striking into Turkey from their

bases in Iraqi Kurdistan with growing impunity and effect, using plastic explosives, mines and arms that are readily accessible in Iraq. These strikes have roused powerful passions in Turkey, stoked by generals eager to regain their primacy over the civilian government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, which military leaders loathe for its roots in Islamic politics. So far, Turkish forces have occasionally chased PKK rebels into Iraq, but they have always withdrawn.

Turkey's feud with the PKK is inextricably tied to other conflicts and rivalries inside Iraq. The most directly relevant is the tug of war

A Turkish invasion of Iraq would create an even bigger mess there.

between the Kurds, Arabs and Turkmens over the oil-rich region of Kirkuk. Ankara's fear of fears is that a quasi-independent, Kurdish state-

let on its borders could embolden Turkey's 15 million-strong Kurdish minority to demand autonomy or independence.

Reining in the Turkish Army will take more than the warnings already issued by Secretary of State Condoleezza Rice and Defense Secretary Robert Gates. Turkey's leaders must understand that a major military operation in Iraq could touch off a series of regional wars and realignments that would harm Turkey far more than anything the PKK could possibly cook up.

June 9-10, 2007
INTERNATIONAL
Herald Tribune
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

Turkish Military Leaders Pushing For Invasion of Northern Iraq

SPiegel

June 8, 2007 By Jürgen Gottschlich in Istanbul

The threat of an invasion didn't materialize, and yet the Turkish army's activities in northern Iraq Wednesday revealed that it is only waiting for the right opportunity to launch strikes against the Kurdish separatist organization PKK in northern Iraq. Emotions are running dangerously high.

For several minutes every television channel in Turkey carried the same images: weeping mothers desperately throwing themselves onto flag-draped coffins, huge crowds waving flags and chanting slogans against the Kurdish separatist organization, the PKK, and officers offering their condolences to the grieving mothers.

The funerals of seven young recruits killed earlier in the week in a PKK suicide bombing at a police station in Tunceli turned into mass demonstrations against the PKK and at least indirect support for the military, which for weeks has been asking the government for permission to finally march into northern Iraq and "deal with" the PKK.

For a few hours on Wednesday afternoon, it seemed as if General Yasar Büyükanit, the chief of staff of the Turkish army, had already given Turkish troops their marching orders. Kurdish sources reported that large numbers of troops had already crossed the border into northern Iraq. Amid denials from the Turkish military, the Kurdish regional government in the northern Iraqi city of Erbil later also announced that the reports were false. According to a military spokesman, there had been no invasion. Instead, the army had only conducted a limited operation on the Iraqi side of the border to pursue "terrorists." But the campaign shows that the Turkish military is armed and ready, and is only waiting for an excuse to finally take action.

Emotions Are Running High

It won't take more than one or two further attacks by the PKK, such as Tuesday's attack in Tunceli or the suicide bombing (more...) in downtown Ankara two weeks ago, and Prime Minister Tayyip Erdogan will have trouble holding back the military. The people's soul is already at boiling point. A recent headline in Turkey's biggest-selling newspaper, *Hürriyet*, "Don't Forget our Martyrs," is hardly necessary. Emotions are already running dangerously high. Shortly after the attack on the police station, an angry mob in the western Turkish city of Zarkaya attacked two Kurdish construction workers who were wearing T-shirts depicting Kurdish singer Ahmet Kaya and were thus seen as PKK sympathizers. Only at the last minute did the police manage to rescue them and avert a lynching.

On the other hand, the Kurdish population in southeastern Turkey feels increasingly under pressure. As part of the effort to pursue and prosecute the PKK, Turkey's Kurdish minority faces increasing repression by the military and the intelligence services. It now seems like years have passed since democratic reforms and more cultural rights for Kurds were on the agenda. On Wednesday evening, three provinces along the Iraqi border were declared "security zones," a measure that is tantamount to declaring a state of emergency.

The three provinces, Hakkari, Siirt and Sirnak, also happen to be the regions where the military buildup has been taking place in recent weeks, and from which an invasion into

northern Iraq would be launched.

In an effort to calm things down, especially abroad, Erdogan reiterated Thursday that a decision regarding an Iraq intervention would not be reached without the parliament, and that there are currently no plans for a special parliamentary session. In preparation for the elections on July 22, the parliament went into recess last week, which means that it would have to be reconvened. Erdogan is under heavy pressure from the European Union and the United States not to further complicate the already disastrous situation in Iraq with a Turkish invasion of the Kurdish north. In a worst-case scenario, this could even result in clashes between Turkish and US troops.

Warnings Against Entering the 'Iraqi Quagmire'

So far the Turkish military has been unable to provide a convincing explanation of what action it would in fact take against the PKK's camps in northern Iraq. If there were in an invasion, the PKK militants would disappear into the Kurdish-Iraqi population and certainly would not wait in their camps for the Turkish army. For this reason, General Büyükanit has already threatened the Kurdish regional government of Massoud Barzani that it would be seen as a supporter of the PKK and thus partly responsible for the terrorists attacks in Turkey. Whether this means that the Turkish military is threatening to occupy northern Iraq remains unclear. Many commentators warn against Turkish forces entering the "Iraqi

quagmire." This, they argue, would only mean more bloodshed, without actually eliminating the PKK.

There is another possibility: That the Turkish military buildup is an effort to intimidate Barzani and convince him to cooperate with the Turks against the PKK. But Barzani has shown little inclination so far to turn over his "Kurdish friends" to the Turkish military. However, Barzani has also demonstrated in the past that he can be very flexible when dealing with his allies.

Citizens of Kirkuk, an oil-producing center in northern Iraq, will vote in an referendum at the end of the year over whether the city should become part of the Kurdish Autonomous Region or should remain under mixed Kurdish, Arab and Turkmen administration. Kirkuk is the ultimate goal for Iraqi Kurds, who hope to use the region's oil wealth to establish the financial basis for an independent Kurdish state in the future. It is precisely for this reason that the Turkish government is firmly opposed to Kirkuk becoming part of the Kurdish territory and sees itself as a kind of spokesman for the region's Turkmen minority.

If Barzani were to abandon his support for the PKK in return for Turkey rethinking its reservations on the issue of Kirkuk, it could provide a possible solution to the impasse. The saber-rattling is likely to continue for the time being, and the start of the election campaign in Turkey is hardly likely to calm things down.

Turkey Rattles Its Sabers at Militant Kurds in Iraq

The New York Times

By **SABRINA TAVERNISE** June 8, 2007

CIZRE, Turkey, June 7 — Turkey is stepping up its presence along its border with Iraq to levels not seen in years in an effort to root out Kurdish separatist guerrillas who take refuge in northern Iraq.

That means that as the American military struggles to control the violence in central Iraq, a second conflict could spill across its northern border.

And while reports this week of a large Turkish military push into Iraq seem to be untrue, the army is acting with greater urgency here in the southeast, home to a large part of the Kurdish minority, which accounts for one-fifth of Turkey's population.

On Wednesday the military announced that it was establishing "security zones" in three districts, including Sirnak, east of here, a step reminiscent of emergency rule imposed on this area until 2002 in an effort to destroy a militant group of Kurdish separatists.

That group, the Kurdistan Workers' Party, has carried out violent attacks in Turkey since the 1980s, fighting for a separate Kurdish state. It has recently stepped up attacks against Turkish soldiers. Militants killed seven on Monday by hiding in a food delivery vehicle. Three forest rangers were killed Thursday in a land-mine attack.

"Every day they are attacking our soldiers," said an official in Sirnak, a town north of the Iraqi border with several military bases nearby. "Somebody has to do something. Mr. Bush, you have to give permission: Let Turkish soldiers into northern Iraq."

Both Secretary of State Condoleezza Rice and Defense Secretary Robert M. Gates have warned Turkey against military action, and Turkey is unlikely to buck its American ally. That would embarrass the United States and be seen as a broad indictment of its Iraq policy. Since the early 1990s, Turkey has entered northern Iraq three times, with tens of thousands of troops, and it is clearly debating a repeat.

The threat puts the United States in a tight position between allies. Kurds are the Americans' most trusted partners in Iraq. Turkey, a NATO ally, allows the United States use of an air base that supplies a large portion of central Iraq. "Now the U.S. has to choose," the official in Sirnak said, "Turkish people or Kurdish people."

The Turkish military says that its presence along the border is simply part of regular spring exercises and that any move into Iraq would require Parliament's approval.

The Turkish military is pressing the United States and the Kurdish leader in northern Iraq, Massoud Barzani, to take action against the militants. A Western diplomat said the primary difference from past years was how public the military was about its concerns.

"The general staff is playing a really dangerous game on the border," said Mahmut Vefa, a lawyer in Diyarbakir, the provincial capital, and a former member of a Kurdish political party. "This is a message for northern Iraq, U.S.A. and the Kurdish people in Turkey." The prospect of military action grew after a suicide bombing killed eight people in Ankara in May. The government blamed Kurdish militants. They denied it.

Shortly after the bombing, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan remarked sharply that Turkey "does not need to take permission from anywhere" when deciding whether to enter Iraq. "Turkey at this point is capable of determining its own future."

Mr. Erdogan's government long promoted a political solution to the Kurdish conflict, but for some time now has been trying to appeal to nationalist Turks.

"Now, anything can happen," said Mehmet Ali Kislali, a columnist with the newspaper *Radikal* who has close sources in the military, "maybe not a massive military operation into Iraq, but anything else is possible."

Over the years, Turkey has staged brief, small-scale incursions into Iraq to chase Kurdish militants, and keeps a small contingent of Special Forces troops at an outpost there, but the army has not entered since the American invasion in 2003.

So a recent increase in training exercises and patrols here near Cizre, close to the borders of Syria and Iraq, came as something of a surprise. Tanks clanked across mown grass, occasionally firing. An American-made helicopter flew above. Farther west, near the Tigris River, a line of hot, exhausted Turkish soldiers trudged up a ribbon of road through yellow wheat fields, apparently returning from a patrol in the Turkish mountains.

"It is the most I've seen in the last 10 years," said a lentil farmer leaning on his scythe in a field near a highway, where trucks carrying Turkish tanks were passing nearby.

On the Iraqi side of the border, Kurdish militia members near Karavela village said they had been watching tanks and soldiers on the Turkish side for about a month.

"In the name of God, they never came like this before," said Khalid Sindi, a captain in the Kurdish militia force, the *peş merge*. "If they say it's normal training, why are they doing it so close to the border? Turkey is threatening us. It's obvious to everyone."

However amplified the oratory, the militants pose a serious threat. In April and May alone, 30 Turkish soldiers were killed in attacks, and in the first nine months of last year, about 600 people were killed in militant-related violence, according to official Turkish figures. Turkey is trying to become a member of the European Union,

and navigating a violent fight with armed separatists has proved difficult.

"Imagine Mexico is a part of the U.S. and it wants to separate," the Sirnak official said. "They are assaulting Miami, killing American people. It's not easy to solve this problem."

Kurds argue that Turkey simply does not like the thought of a nearly independent Kurdish state in Iraq, a product of the American invasion. Though Kurds in Turkey have more rights than they did during the worst of the fighting in the mid-1990s, the state has yet to grant full equality, and the idea of a Kurdish state along its southern border is deeply unsettling.

Gen. Yasar Buyukanit, Turkey's military chief and one of its most powerful officials, remarked tartly in April that the flags that greet one upon entering northern Iraq were Kurdish, not Iraqi, as was the anthem in the welcome ceremony.

On the Iraqi side of the windswept Habur border crossing, Rafi Gorogisian, a passport officer, said a giant Turkish flag had been raised over the Turkish side not long ago, as if to compete with the Kurdish flag to the south. It was even lighted at night, he said angrily. Now Iraqi Kurds are having a bigger one made.

"They hate the Kurdistan flag," Mr. Gorogisian said, squinting in the sun at the giant patch of Turkish red. "Let them hate it. I will hate more than them." But the deteriorating situation in Iraq, and the political pressure to withdraw American troops altogether, is a frightening prospect for Turkey.

"They don't know what comes next," a Western diplomat said. "They have to live here. Talk about pulling troops out? Turkey can't pull out. They are stuck. And they are very concerned about that."

For many here, war has been a lifelong torment that no longer makes any sense. In a funeral tent in Sirnak on Thursday, Yusuf Yalcin mourned his 21-year-old son, who was killed by Kurdish militants in the food delivery ambush. He was a Kurd. "The killers are Kurdish, and the killed are Kurdish," said a retired farmer who sat in a central square in Sirnak, drinking tea with friends.

A particularly cynical moment came in 2005, when Turkish soldiers were caught red-handed in a bomb attack on a Kurdish bookstore in Semdinli in which one person was killed. Several soldiers were sentenced to jail terms, but all of the convictions were overturned this year by an appeals court, a decision that was particularly depressing for people here.

Residents who have little to do with politics are afraid of the newly announced security measures. "It's going to be hard," said a shepherd gathering hay in a field near where the Turkish soldiers were returning. "People will investigate and stop us. If we go to the bathroom, they'll write down our names."

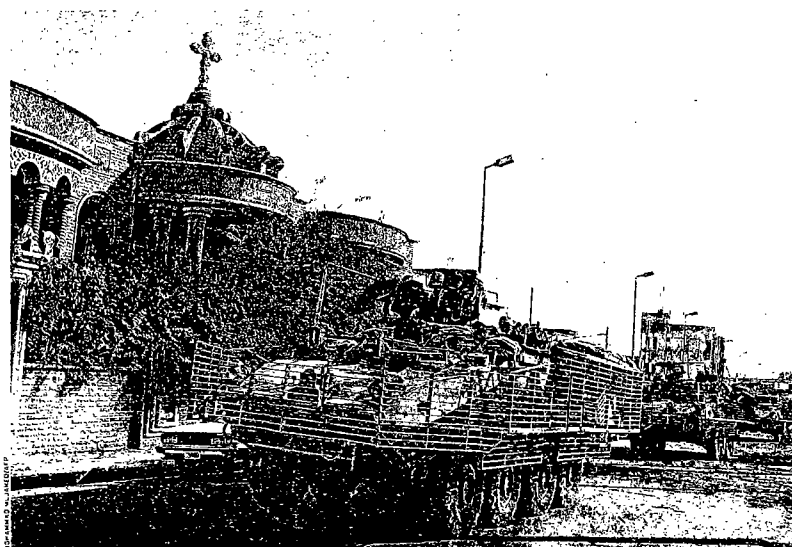
La violence touche de plein fouet les chrétiens d'Irak

Après les meurtres et les enlèvements récents de prêtres et de fidèles, les chrétiens de Bagdad et Mossoul sont eux aussi victimes de la violence

BAGDAD
Correspondance particulière

Bassem a fui Bagdad. Comme tant d'autres chrétiens, ce mécanicien de formation vivait dans le quartier de Karrada avec sa famille. Père de deux enfants, il ne peut plus risquer la vie de ses proches dans un quartier contrôlé par l'Armée de Mehdi, la milice du chef religieux chiite Moqtada Sadr. «*Au départ, les menaces étaient rares. Ensuite, nous avons eu la surprise de devoir payer une taxe pour être "protégés" et avoir le droit de rester. Ce n'est pas sérieux, les gangs contrôlent tout et ils font du chantage à tout le monde*, raconte Bassem. Puis un jour, nous avons reçu une lettre accompagnée d'une balle. Quand on a décidé de plier bagage, nos voisins musulmans pleuraient. Nous vivions avec eux depuis toujours. Et je pense malheureusement que je ne rentrerai jamais», déplore-t-il.

Depuis l'attentat contre le mausolée chiite de Samarra le 22 février 2006, la violence en Irak se concentrait surtout entre sunnites et chiites, les chrétiens restant spectateurs inquiets et impuissants. Des événements internationaux, comme la loi sur les signes religieux à l'école adoptée en France, l'affaire des caricatures ou la polémique née autour du discours du pape Benoît XVI à Ratisbonne, ont provoqué des moments de vive tension entre musulmans et chrétiens. Ces derniers étaient ensuite utilisés par les extrémistes pour transmettre des messages politiques à l'Occident.



Des véhicules blindés passent devant une église de Mossoul. Un prêtre et trois diacres ont récemment été assassinés dans cette ville du nord de l'Irak.

Tarek, un jeune chaldéen de Mossoul réfugié récemment à Karakoch, ville à majorité chrétienne dans le nord de l'Irak, a été témoin d'une scène dramatique, juste après la conférence du

pape Benoît XVI. «*En réponse, des miliciens ont tué trois chrétiens. L'assassinat a eu lieu en pleine rue à titre d'exemple. D'autres ont été kidnappés. Même des prêtres. Et tout cela pour obtenir des excuses officielles du pape*», se remémore-t-il.

Mais depuis longtemps déjà, les chrétiens subissent la violence des extrémistes liés à Al-Qaïda. Des attentats à la voiture piégée sont commis devant des églises. Les messes de Noël doivent être avancées à cinq heures de l'après-midi pour des raisons de sécurité. Des évêques sont enlevés puis assassinés; parfois le cadavre repose au pied d'une chapelle durant quelques jours. La communauté chrétienne est ouvertement visée. Il y a quelques jours, des hommes armés ont tué le prêtre catholique chaldéen Raghid Aziz Kani et trois

de ses diacres à Mossoul, ville du nord de l'Irak. Trois jours après le meurtre, c'est un autre prêtre catholique et cinq jeunes chrétiens qui auraient été enlevés à Bagdad.

« Un jour, il faudra reconstruire le dialogue qui existait entre les communautés », estime Mgr Rabban.

Des sources non confirmées affirment qu'une demande de rançon aurait été faite auprès du patriarche de l'Église chaldéenne, Emmanuel Delly, qui réside à Bagdad. Le message est clair. Les chrétiens ont rejoint le flot des victimes de

la violence. «*C'est à nous, Irakiens, d'approfondir la liberté, rendue esclave par notre étroitesse de religion*», ainsi s'exprime – en français – Mgr Rabban, l'évêque chaldéen d'Amadiyah (nord du Kurdistan). Il préconise l'unité pour empêcher le massacre des Irakiens de toutes confessions. Le visage grave, il ajoute d'une voix triste: «*Mais des chrétiens meurent à Mossoul.*»

Depuis la chute de Bagdad, le 9 avril 2003, en effet, la vie des chrétiens dans la troisième ville d'Irak a bien changé. D'abord plutôt épargnés par la violence, ils ont vu leur situation se dégrader au fil du temps. Aujourd'hui, Al-Qaïda étant très bien implanté

à Mossoul, les chrétiens ne sont plus ignorés par ses activistes qui, souvent, n'ont même pas 20 ans. Au contraire. Assimilés aux «croisés», terme constamment utilisé par les idéologues d'Al-Qaïda, ils sont nombreux à fuir l'anarchie qui règne dans les faubourgs de Mossoul.

La plupart trouvent refuge dans le nord de l'Irak, à Erbil, capitale du Kurdistan irakien. Rassemblés dans le quartier Einkawa, ils tentent de se construire une nouvelle vie, à l'abri de la guerre. D'autres ont les moyens de s'installer en Jordanie ou en Syrie. Pour Mgr Rabban, la violence est un cercle vicieux: «Il faut oublier et

pardonner, sinon cela ne s'arrêtera jamais. Un jour, il faudra reconstruire le dialogue qui existait entre les communautés», explique-t-il. Et «l'Irakien que je suis avant tout» d'ajouter: «Le malheur en Irak est que chacun ne pense qu'à sa propre communauté.»

FEURAT ALANI

INTERNATIONAL
Herald Tribune June 8, 2007

Moktada al-Sadr of Iraq ■ Bartle Breese Bull

An enemy Americans can work with

WHEN the populist Shiite cleric Moktada al-Sadr emerged from 14 weeks of invisibility on May 25, it was hard not to focus on his typically passionate anti-Coalition rhetoric: "No, no to America; no, no to occupation," he thundered from the mosque at Kufa, Iraq, a ragged town a few miles north of rich holy city of Najaf.

It reminded me of my first visit to the Kufa mosque, in August 2004. I had just walked and driven up from Najaf, where Sadr's second great uprising against Coalition troops was in its dying stages after more than three weeks. I was the only visible foreigner in the mosque for an unusually packed and angry Friday prayers.

The mosque, which Sadr's Mahdi Army was using as a hospital of sorts, had just been hit by something that everyone said was an American rocket. The shoes of dead fighters lay in piles inside the entrance. Outside, thick, angry crowds milled around.

That was almost three years ago. Sadr's re-emergence — U.S. officials say he had been hiding in Iran, while his followers say he was lying low around Najaf — in such a suggestive place was undoubtedly meant to be a reminder of the young cleric's disruptive potential. But I think the real lesson about Sadr's return is subtler, and far more positive.

It is no accident that he preaches from the Kufa mosque rather than the more prestigious one at Najaf. As the site of the tomb of Imam Ali, the great martyr of Shiism, Najaf is the center of the Shiite clerical hierarchy, a Vatican of sorts for the faith. It is a rich city.

But Moktada al-Sadr leads a movement of the poor, inherited from his father, who inherited it from an uncle. His singsong exhortation in Kufa last week was a direct reference to the most famous cry from his father's epic, and ultimately suicidal, sermons under Saddam Hussein in the 1980s: "Yes, yes, to electricity. Yes, yes, to water." Young Sadr speaks not for the elites but for the biggest and most deprived group of people in Iraq: the Shiite lower orders.

And this is why if he really wanted the Americans to leave tomorrow, we would know about it. He is the only Iraqi religious leader to have militarily stood up to the Coalition in the four years since the invasion (he did so twice, first in the spring and then in the late summer of 2004). When Sadr fights, he fights. His followers may continue to participate in a few freelance kidnappings and homemade bomb attacks, but a true Sadrism uprising is more like an earthquake.

Fortunately, Sadr is supporting what remains of hope in Iraq far more actively than it appears. For example, when the current security plan began in Baghdad in January, one of the first moves was the setting up of a joint U.S.-Iraqi outpost in the slum of Sadr City, the young cleric's "back yard."

I remember being in Sadr City during one of the 2004 uprisings. I watched as Iraqis tied an Ameri-

can soldier's boot to a balcony, a gruesome trophy. A year later I saw the same boot in the same place.

It was a warning symbol: The area was essentially no-go for the Americans. During the long spells of relative peace American platoons would roll through on quick patrols or stop on a street corner to oversee distribution of gasoline for maybe half a day. But they wouldn't linger.

Sadr City is Moktada al-Sadr's place, and the Americans have never come close to subduing it. There would not be an American forward outpost permanently stationed there, with patrols going out every day, if Sadr didn't want it. The fact is that back in January, the whole thing was closely and specifically negotiated between the Americans, the Iraqi government and Sadr's people.

Likewise, when Sadr withdrew all six ministers of his party from the Cabinet in April, it was greeted by the press as a prelude to Iraq's next great cataclysm. Few recalled that he had done more or less the same last fall, in protest at Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki's meeting in

firming that the Iraqi army was there and keeping the Shiite families safe, and went home.

There is also much concern in Washington and elsewhere that Sadr may be a pawn of the Iranians. This notion ignores the history of his movement and the essential nationalism underlying his project. By allying themselves with and speaking for the Shiite poor, Sadr and his father have long differentiated themselves from the traditional Shiite hierarchy in Najaf, with its great wealth and its ties to Iran.

The Sadrism movement has always been about Iraq for the Iraqis.

They might accept help from Iran — and I saw Iranian supplies in their compounds in Najaf in 2004 — but the movement is not for sale. Sadr gets his strength from the street. And the Arabs of the Iraqi street have no time for Persian bosses.

Nor do they seem to want to foment an all-out civil war. For all the time I have spent with Sadrism death-squad leaders who focus on killing former Baathists and Al Qaeda's supporters (Sunnis all), I have spent just as much time with Mahdi men who have been sent by their leaders to protect Sunni mosques after Sunni provocations, lest Shiites retaliate too broadly.

It was no coincidence that in February, a few weeks after the Baghdad security plan started, a Sunni mosque was reopened in Sadr City. Nor is it a coincidence that the current plan, while it has largely failed to stop car bombs, which are primarily a Sunni phenomenon, has for the moment more or less ended the type of violence in which the Mahdi Army participated most: roving death squads.

Why would Sadr cooperate with the Americans and Maliki's government? While he runs the biggest popular movement in the country, his followers are far from a majority. He is doing exactly what any other rational actor would do: He keeps up the angry rhetoric, and he plays ball with the democratic project.

For proof, look back to the key political event in post-invasion Iraq: the December 2005 elections. For months beforehand, Sadr railed against the legitimacy of elections held under foreign occupation. The press salivated over the coming apocalypse. But I spent several weeks at that time living with the Mahdi Army in Sadr City. Behind the scenes; they were committed to full, active and peaceful participation. Eventually Sadr joined the main Shiite coalition, the United Iraqi Alliance, and placed 29 of his candidates in parliament, the second-largest among the Shiite bloc.

The real story about Moktada al-Sadr is not his exciting sermons but his broad underwriting, both passive and active, of the official project in Iraq.

Since he stood down his forces in August 2004, he has provided the same narrative time and again. It is what we should expect from the canniest politician in Iraq: the rhetoric of the dispossessed, and the actions of an heir to power.

Bartle Breese Bull is the foreign editor of Prospect magazine.



By Stavro in Ad-Dabbour (Beirut). CWS/ Cartoonarts International

Jordan with President George W. Bush. That gesture, greeted with similar alarmism, was followed two months later, as this one will be, by a return of the Sadrists to their posts.

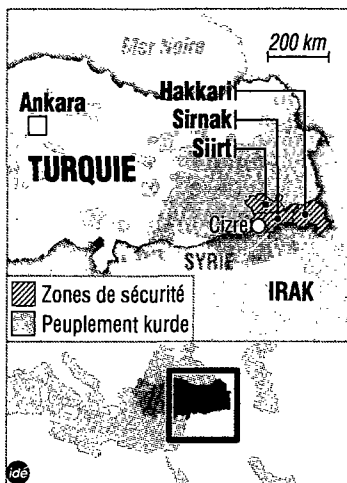
Nor did most commentators note that even as he pulled out of the Cabinet, Sadr was keeping his 30 members in parliament, or that the ministries he was given sway over in the power-sharing agreement were still being run by their Sadrism appointees.

The Sadrists' cooperation with their own government gets ever deeper. An Iraqi friend of mine in Baghdad recently tagged along with a Mahdi Army element on a mission to Baghdad's Dora neighborhood, a particularly bloody place where the Mahdi Army used to play an active role in protecting Shiites from Sunni "cleansing." My friend and the Sadrists drove to Dora at midnight, con-

Les militaires turcs piétinent à la frontière irakienne

MOYEN-ORIENT

La rumeur d'une incursion de l'armée turque, mercredi, dans la province kurde au nord de l'Irak, démentie par Ankara, fait monter la pression dans la région.



Istanbul

DES MILLIERS de soldats pénétrant, mercredi, dans le nord de l'Irak pour traquer les séparatistes kurdes du PKK : l'annonce d'un déploiement de troupes turques de l'autre côté de la frontière a mis toute la région en alerte. Les démentis se sont succédé à Ankara, Bagdad et Washington. Mais hier, des sources militaires s'exprimant sous le couvert de l'anonymat dans la presse turque, faisaient état de 600 soldats lancés à la poursuite de rebelles dans les montagnes irakiennes. Y a-t-il vraiment eu une opération de l'armée ou s'agit-il d'un ballon-sonde lancé pour « tâter le terrain » et tester la réaction de la communauté internationale, comme l'a suggéré l'un des chefs de la guérilla kurde retranché en Irak, Bahoz Erdal ?

Cette rumeur renforce dans tous les cas la menace d'une

action militaire, brandie depuis des semaines, côté turc. « En tant que soldats, nous sommes prêts », avait annoncé le chef de l'état-major, Yasar Büyükanit, le 31 mai. L'armée, soutenue par le Parti républicain du peuple (CHP), la gauche nationaliste, veut s'engager dans la région autonome du Kurdistan irakien. Et le moindre mouvement de troupes à la frontière est interprété comme des préparatifs ou comme le moyen de faire pression sur l'Irak et les États-Unis, l'hypothèse la plus probable.

Mercredi, trois commandants des forces armées, appuyés par des hélicoptères, ont effectué une revue des effectifs postés à la frontière irakienne, détaillait par exemple le quotidien *Hürriyet*.

Depuis le début de la guerre engagée contre le PKK, les opérations d'envergure de l'armée turque sur le territoire irakien ne sont pas rares. Plus d'une vingtaine ont été recensées depuis 1984, et la dernière de grande ampleur remonte à 1997, quand 50 000 hommes avaient été déployés. Mais traditionnellement l'état-major se garde de médiatiser ces mouvements dans le pays voisin.

L'armée est à cran

Contrairement à l'habitude, le scénario actuel a été fortement médiatisé, ce qui n'empêche point le flou sur les motivations de

l'opération, sujettes à diverses interprétations : en finir avec les 3 500 rebelles du PKK retranchés dans les montagnes du nord irakien et qui s'infiltrent en Turquie dès la fonte des neiges du printemps, empêcher la création d'un Kurdistan indépendant, sa hantise, ou déstabiliser le gouvernement d'Erdogan à un mois et demi des élections législatives...

Depuis l'attentat suicide à Ankara le mois dernier, qui a fait huit morts et qui a été attribué au PKK, l'armée est à cran. Lundi, l'attaque à la grenade dans une caserne dans la province de Tunceli qui a coûté la vie à sept gendarmes lui a donné un argument supplémentaire pour passer

à l'offensive. Hier, trois soldats turcs ont été tués par l'explosion d'une mine.

Ankara, exaspéré par l'absence de résultats dans la lutte contre le PKK, promise par Bagdad et Washington, menace donc de passer outre le veto américain, qui cherche à ménager ses alliés kurdes en Irak. Les militaires et le gouvernement turcs, déjà engagés dans un bras de fer électoral, s'affrontent maintenant sur le terrain du terrorisme kurde. Mercredi soir, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a rappelé l'armée à l'ordre : « Une décision du Parlement est nécessaire au déclenchement d'une opération transfrontalière. » Tout en ajoutant que toute incursion ne serait pas obligatoirement rendue publique. Dans la matinée, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères avait marqué la différence du gouvernement avec la revendication des militaires, en jouant la carte de l'apaisement. Levent Bilman avait fait part d'un dialogue possible avec les responsables du Kurdistan autonome s'ils acceptaient de mener « des actions sérieuses contre les terroristes » du PKK.

En revanche, dans le sud-est du pays, à majorité kurde, les militaires sont déjà entrés en action. 50 000 hommes y pourchassent le PKK et ont déjà tué 67 de ses membres depuis avril. Et le spectre de l'état d'urgence, levé en 2002, a fait sa réapparition : près de la frontière, dans les régions d'Hakkari, Siirt et Sirtak, des zones viennent d'être bouclées par l'armée et interdites d'accès.

LAURE MARCHAND



Des chars turcs en manœuvre à Cizre, mardi dernier, à une dizaine de kilomètres de la frontière avec l'Irak. Depuis plusieurs semaines, l'armée brandit la menace d'une action militaire contre le PKK. Mustafa Ozer/AFP.



Turquie : Violence à la une

10 juin 2007 Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

En Turquie, c'est toujours la violence terroriste et la mobilisation contre la rébellion kurde qui font la une de la presse, avec des bilans qui s'alourdissent de jour en jour et la réaction de plus en plus vive de l'opinion publique contre le parti des travailleurs du Kurdistan, contre les factions Kurdes d'Irak aussi censé protéger le PKK, alors qu'une opération militaire transfrontalière semble toujours en préparation.

«Pas un jour sans martyr», titre *Cumhuriyet*, avec une large photo des

obsèques quasi nationales réservées hier, à Ankara, à l'une des dernières victimes du PKK ; beaucoup de haut gradés y assistaient, et en médaillon, le chef d'état-major Yasar Büyükanit, écrase une larme. En une de *Tercüman*, encadrée de noir, les photos des 29 morts du seul mois écoulé, pour ne comptabiliser que les militaires.

Mais avec la nouvelle des trois nouveaux soldats tombés hier soir, «c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase», rajoute le journal en dernière minute. Un lieutenant-colonel, un commandant et un sergent, énumère le journal *Hürriyet*, fauchés par une bombe télécommandée alors qu'ils rentraient de mission dans la province de Shirnak, une

des zones provisoires de sécurité décrétées hier, à la frontière irakienne. Le journal *Milliyet*, revient lui sur les manifestations dénonçant le terrorisme, tenues hier à l'initiative – bien qu'elle s'en défende – de l'armée, et spécifiquement dans la région kurde, à Diyarbakir et à Shirnak, justement, où 10 000 personnes sur une population de 50 000 étaient dans la rue. Une mobilisation visible aussi dans la multiplication des débats télévisés consacrés à ce problème et dont les téléspectateurs expriment massivement leur penchant pour une réponse forte, justifiant toute action de l'armée.

Turquie: Le gouvernement hué aux obsèques d'un officier tué par le PKK



ANKARA, 11 juin 2007 (AFP) - Des milliers de Turcs ont assisté lundi à Ankara aux obsèques d'un officier turc tué dans une attaque des rebelles kurdes qui a tourné en manifestation de protestation contre le gouvernement accusé de ne pas en faire assez pour combattre les séparatistes armés.

Le major a été tué avec deux autres compagnons d'armes, un lieutenant-colonel, et un simple soldat dans une attaque des membres du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) samedi à Sirnak (sud-est).

Il est rare que des officiers de ce grade soient tués dans les combats qui se poursuivent dans le sud-est turc, depuis que le PKK, considérée comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union Européenne et les Etats-Unis, y ait lancé une rébellion armée en 1984.

"Le gouvernement dehors, le Premier ministre dehors", a hué et scandé la foule à l'arrivée des ministres à la mosquée pour la prière, selon les images retransmis par les chaînes de télévision. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan n'a pas assisté aux obsèques.

Le chef d'état-major des armées, le général Yasar Büyükanit, et le chef de l'Etat Ahmet Necdet Sezer ont en revanche été ovationnés. La veuve du major a refusé de serrer la main des ministres, selon la chaîne d'information NTV.

Plusieurs centaines d'officiers étaient également présents à la mosquée de Kocatepe, au centre-ville. Arborant des drapeaux turcs, la foule a crié: "A bas le PKK" où "les martyrs ne meurent pas, la patrie ne se divise pas".

Le président du Parlement, Bülent Arınç, membre du parti de la justice et du développement (AKP, issue de la mouvance islamiste), au pouvoir, a lui aussi été hué par la foule lors des obsèques du deuxième officier qui se sont déroulés à Manisa (ouest), selon les médias. L'armée mène actuellement de vastes opérations contre le PKK qui a multiplié ses attaques profitant du dégel printanier.

49 soldats et 78 rebelles ont été tués dans les combats depuis le début de l'année. Un dernier soldat a été tué dimanche soir à Kemah (est).

L'armée turque demande depuis avril une autorisation politique pour lancer une opération transfrontalière afin de neutraliser les camps du PKK en Irak du nord. Le gouvernement semble privilégier la diplomatie à l'approche des élections générales prévues le 22 juillet.

Washington et les factions kurdes d'Irak, accusé par Ankara de tolérer le PKK, s'opposent à une telle incursion.

Irak: le nombre de soldats américains morts dépasse les 3.500



BAGDAD (AFP) Par Mathieu GORSE 11 juin 2007.

- Le nombre de militaires américains tués en Irak depuis l'invasion de mars 2003 a dépassé les 3.500, après la mort de trois soldats dans un attentat suicide au sud de Bagdad, alors que des renforts américains continuent à être déployés dans le pays

"Trois soldats de la coalition ont été tués et six blessés quand leur barrage a été attaqué par un kamikaze au volant d'une voiture piégée, près de Mahmoudiyah, au sud de Bagdad dimanche", a annoncé lundi l'armée américaine dans un communiqué. "Un interprète irakien a également été blessé dans cette attaque, qui a détruit une partie d'un pont autoroutier", a ajouté l'armée.

Ces décès portent à au moins 3.501 le nombre de soldats ou personnels assimilés américains morts en Irak depuis l'invasion du pays en mars 2003, selon un décompte de l'AFP basé sur les chiffres du Pentagone. Depuis début juin, 28 militaires américains ont été tués en Irak, après un mois de mai qui avait été le plus meurtrier pour l'armée américaine dans le pays depuis novembre 2004, avec la mort de 123 soldats.

La plupart des soldats ont été tués dans des attentats et des affrontements avec les insurgés à Bagdad et au nord de la capitale, notamment dans la province de Diyala.

L'armée explique ce bilan sanglant par la stratégie adoptée en début d'année,

dont la priorité est de mettre fin à l'escalade de violences, en particulier à Bagdad, avec l'aide de renforts. Près de 85.000 soldats américains et irakiens sont mobilisés dans le cadre du plan de sécurisation de Bagdad, lancé il y a près de quatre mois.

"Nous allons dans des endroits où nous n'allions pas forcément auparavant. Nous nous heurtons davantage à l'ennemi", a déclaré fin mai le général Perry Wiggins, directeur adjoint des opérations régionales à l'état-major interarmées.

Le président américain George W. Bush avait dit de son côté le 24 mai s'attendre "à d'intenses combats dans les semaines et les mois à venir". Après l'arrivée prochaine des derniers renforts, 160.000 soldats américains seront déployés en Irak.

Mais jeudi, un nouveau conseiller du président George W. Bush, le général Douglas Lute, avait émis des doutes sur cette stratégie. Les renforts n'auront que "des conséquences localisées et limitées dans le temps" s'ils ne sont pas accompagnés parallèlement d'efforts de l'armée irakienne et de ministères civils américains, a-t-il dit.

Par ailleurs, le responsable de la Banque Centrale irakienne pour la province de Ninive et ses deux gardes du corps ont été abattus lundi matin par des hommes armés à Mossoul (370 km au nord de Bagdad), selon la police locale.

"Khair al-Din Sabri Ahmed, directeur général de la Banque Centrale irakienne, pour la province de Ninive, et ses deux gardes du corps, ont été abattus ce

matin dans le quartier d'al-Hadbaa à Mossoul, alors qu'il se rendait à son travail en voiture", a annoncé le général Mohammed al-Waggaa de la police de Mossoul, capitale de la province de Ninive.

Enfin, l'armée américaine a annoncé le ralliement de responsables tribaux sunnites de la province de Salaheddine (nord de Bagdad) aux autorités provinciales dans la lutte contre Al-Qaïda. Le ralliement de coalitions tribales,

formées en partie d'anciens insurgés, à la lutte contre Al-Qaïda, fait désormais partie de la stratégie américaine en Irak.

Dans la province d'Anbar, bastion de l'insurrection sunnite dans l'ouest de l'Irak, une alliance de chefs tribaux, "Le Réveil d'Anbar", épaula les forces de sécurité irakiennes et les militaires américains dans leur lutte contre Al-Qaïda.



Courier International -11 Juin 2007

IRAK • Les Etats-Unis tentent de diviser pour mieux sécuriser

Dernière stratégie en date du Pentagone pour lutter contre l'insurrection : fournir des armes à des groupes sunnites proches d'Al-Qaïda pour mieux lutter contre.... Al-Qaïda. Un pari risqué, estime *The New York Times*.

Alors que les renforts de soldats américains déployés en Irak au cours des quatre derniers mois n'ont pas réussi à réduire le nombre d'attaques terroristes, l'état-major américain opte consciemment pour une stratégie particulièrement dangereuse : armer des groupes sunnites qui s'engagent à combattre les militants liés à Al-Qaïda, leurs alliés d'autrefois.

L'état-major américain dit avoir testé avec succès cette stratégie dans la province d'Anbar et se serait entretenu avec des groupes sunnites dans au moins quatre régions du centre et du nord de l'Irak, où l'insurrection est la plus forte. Il reconnaît que, dans certains cas, ces groupes sunnites sont soupçonnés d'avoir participé à des attaques contre les troupes américaines ou d'avoir eu partie liée avec leurs auteurs. Ce qui n'a pas empêché certains de ces groupes de se voir fournir par l'armée américaine des armes, des munitions, de l'argent, du carburant et du ravitaillement.

Les officiers américains qui ont été chargés de négocier avec ces groupes sunnites affirment que beaucoup d'entre eux ont eu des liens avec l'organisation terroriste Al-Qaïda en Mésopotamie, mais qu'ils ont été dégoûtés par les méthodes radicales des militants islamistes, notamment par les attaques suicides qui ont coûté la vie à plusieurs milliers de civils irakiens. En contrepartie du soutien apporté par les Américains, ceux-ci ont accepté de combattre Al-Qaïda et de

mettre fin à leurs attaques contre les soldats américains. Certains groupes sunnites auraient même accepté d'informer l'armée américaine de la présence sur les routes de bombes ou d'autres pièges mortels.

Pourtant, les opposants à cette nouvelle stratégie, dont certains officiers, avancent que cela revient à armer les deux parties d'une future guerre civile. Les Etats-Unis ont dépensé plus de 15 milliards de dollars pour remettre sur pied l'armée et la police irakienne, dont les 350 000 hommes sont très majoritairement chiïtes. Avec la perspective d'une réduction des troupes américaines en Irak dès l'année prochaine, et toujours aucun signe d'entente politique entre chiïtes et sunnites à Bagdad, les critiques arguent que toute arme donnée à un sunnite risque de se retourner contre les chiïtes. Sans oublier que ces armes pourraient aussi servir contre les soldats américains eux-mêmes.

Des officiers américains reconnaissent d'ailleurs que fournir des armes à des groupes rebelles n'est pas une nouveauté en matière de lutte contre-insurrectionnelle. Ils reconnaissent également que, dans les pays où elle a déjà été pratiquée, notamment en Algérie par le pouvoir colonial français, en Malaisie par les Britanniques au début des années 1950, et enfin au Vietnam, ces efforts ont eu des effets contraires au but recherché, les rebelles ayant retourné ces

armes contre ceux qui les leur avaient fournies.

Côté irakien, un membre du gouvernement, contacté par le New York Times, se dit inquiet des négociations engagées par les officiers américains avec des groupes sunnites. D'après lui, rien n'indique que ceux-ci tiendront parole envers quiconque d'autre que le commandant américain de leur zone. "Le but du gouvernement irakien, c'est justement de désarmer et de démobiliser les milices en Irak, rappelle Sadiq Al-Rikabi, conseiller politique de Premier ministre Nouri Al-Maliki. Et nous avons déjà suffisamment de milices à combattre en Irak. Alors, pourquoi en créer de nouvelles ?"

Le général Lynch, commandant de la 3e division d'infanterie, estime pour sa part que les groupes sunnites prêts à lutter contre Al-Qaïda et à cesser leurs attaques contre les forces américaines et irakiennes remplissent une condition essentielle : leur enracinement dans les zones insurrectionnelles où ils opèrent, qui devrait permettre de rétablir la sécurité à partir de la base. Le général évoque en particulier des zones "où il n'y a pas de forces de sécurité, rien, que dalle". Et d'ajouter : "Quand vous avez des gens qui vous disent : 'Je veux protéger mes voisins', il n'y a pas à hésiter une seconde."

***The New York Times* John F. Burns & Alissa J. Rubin**

L'OTAN demande à la Turquie une "retenue maximale" face aux rebelles kurdes



EuroNews 12 juin 2007

Jaap de Hoop Scheffer, le secrétaire général de l'organisation atlantiste, a rencontré ce matin à Ankara Abdullah Gül, le ministre turc des Affaires étrangères, il a précisé que l'OTAN ne pouvait rien directement contre les rebelles du PKK

"Vous ne pouvez pas aider la Turquie, alors cela veut-il dire que vous soutenez le PKK", demande un journaliste... Réponse de Jaap de Hoop Scheffer : "Non, les alliés de l'OTAN n'apportent aucun soutien au PKK, que nous considérons clairement comme une organisation terroriste". On observe depuis une dizaine de jours d'importants mouvements de troupes de l'armée turque...

C'est là, à la frontière entre l'Irak et la Turquie, que les rebelles du PKK ont intensifié leurs attaques contre des positions turques depuis plusieurs semaines. Les Etats-Unis se sont fortement inquiétés dernièrement d'éventuelles incursions de l'armée turque en territoire irakien.

Dans la région, la population est de plus en plus inquiète. Une majorité de la population turque demande pourtant au gouvernement d'en finir avec le PKK. Plus de dix-mille personnes ont suivi hier le cortège funéraire de deux officiers de l'armée tués dans des combats avec les rebelles.

Bagdad accuse Ankara de bombarder des provinces kurdes du Nord

Moqtada Sadr ne restera pas « silencieux » face aux agressions turques

L'Orient
LE JOUR

L'Orient-Le Jour (Beyrouth) , 11 Juin 2007

Le religieux radical chiite Moqtada Sadr a averti hier qu'il ne resterait pas « silencieux » face aux bombardements turcs au Kurdistan irakien et que son « devoir » était de défendre les Kurdes. Alors que Bagdad protestait officiellement auprès d'Ankara, Washington a affiché son inquiétude face à l'agitation turque à la frontière irakienne.

« Nous ne resterons pas silencieux face à cette menace », a averti Moqtada Sadr, dans un communiqué publié par son bureau à Najaf (Sud). « Le peuple kurde fait partie de l'Irak et notre devoir est de le défendre », a poursuivi Sadr. « J'espère que la Turquie ne recommencera pas à bombarder le territoire irakien. Elle n'a pas le droit de faire cela », a-t-il ajouté.

Les autorités irakiennes ont accusé samedi, dans une note de protestation officielle, la Turquie d'avoir bombardé des provinces kurdes du nord de l'Irak, où sont repliés les rebelles kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Turquie n'a pas confirmé avoir procédé à des bombardements, mais, selon les forces de sécurité kurdes irakiennes (peshmergas), l'artillerie turque a bombardé samedi à l'aube pendant 45 minutes des zones de la province de Dohouk. La Turquie accuse les Kurdes d'Irak de tolérer, voire de soutenir le PKK

et estime à plusieurs milliers le nombre de rebelles établis dans le Nord irakien. À noter que cinq rebelles séparatistes kurdes et un supplétif de l'armée turque ont été tués samedi soir et hier lors de combats dans l'est de la Turquie, ont affirmé des sources locales.

Inquiets de l'agitation turque à la frontière de l'Irak, les États-Unis ont publiquement mis en garde Ankara ces derniers jours contre une opération militaire d'envergure dans ce pays pour traquer les rebelles kurdes. « Nous espérons qu'il n'y aura pas d'action militaire unilatérale de l'autre côté de la frontière en Irak », a déclaré le 3 juin le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, alors qu'il se trouvait à Singapour. Malgré tout, les risques d'une action militaire turque semblent limités pour l'instant. « Il est peu probable que la Turquie se rebiffe contre son allié américain. Cela embarrasserait les États-Unis et serait considéré comme une condamnation de leur politique en Irak », écrivait la semaine dernière le New York Times.

S'agissant de l'Irak, l'armée américaine envisage de réduire fortement à partir de mi-2008 son contingent (actuellement 150 000 soldats) et de conserver une forte présence d'environ 50 000 militaires pendant plusieurs années, affirmait le

Washington Post d'hier. Le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow, n'a ni confirmé ni démenti hier ces informations, soulignant que cela dépendait des conditions sur le terrain et de la capacité des responsables politiques irakiens à mettre fin à leurs désaccords. Selon lui, dans le cas d'une forte réduction du contingent, les soldats américains pourraient être en force de réaction rapide pour aider les forces irakiennes qui seraient en première ligne. Selon le Washington Post, la réduction du contingent militaire américain commencerait à partir de mi-2008 pour atteindre sa configuration « post-occupation » d'ici à fin 2008 ou début 2009, c'est-à-dire au moment où le président George W. Bush quittera ses fonctions.

Parallèlement, le chef des opérations militaires américaines au Moyen-Orient, l'amiral William Fallon, a réaffirmé hier à Bagdad au Premier ministre irakien le soutien de l'Administration américaine, selon un communiqué publié par les services de Nouri al-Maliki. « Nous nous battons sur de nombreux fronts. Mais notre volonté est ferme et elle n'est pas ébranlée par le terrorisme et les milices. Nous réussissons d'une belle manière et nous ne serons pas cléments avec ceux qui violent la loi », lui a affirmé M. Maliki.

la libre .be

La Libre Belgique - 13 juin 2007

Le PKK prêt à un cessez-le-feu

Les séparatistes kurdes annoncent l'arrêt de leurs opérations contre des objectifs turcs. Le Premier ministre turc pas favorable à une action en Irak.

Les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont annoncé mardi l'arrêt de leurs opérations contre des objectifs turcs, tout en se réservant le droit de riposter aux attaques de l'armée.

"Nous renouvelons notre déclaration de cesser les attaques contre l'armée turque", a déclaré Abdel Rahman Chaderchi, responsable du PKK en charge des Affaires étrangères. Il s'exprimait dans le nord de l'Irak, où le mouvement séparatiste dispose de plusieurs bases. "Nous souhaitons la paix et sommes prêts à des négociations. Mais si la Turquie décide d'attaquer nos bases en Turquie ou au Kurdistan irakien, ce cessez-le-feu unilatéral n'aura plus de signification. Si nous sommes attaqués, nous riposterons", a-t-il ajouté.

L'armée a intensifié ses opérations contre les séparatistes dans le sud-est de la Turquie, où le PKK lutte pour l'autonomie depuis plus de 20 ans. Et les manoeuvres de l'armée turque qui masse des troupes près de la frontière irakienne suscitent des craintes croissantes.

Cependant, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est clairement opposé mardi à une incursion militaire dans le nord de l'Irak. Il a déclaré privilégier la lutte en Turquie plutôt qu'en Irak. Il s'exprimait juste avant une réunion des dirigeants civils et militaires du pays, qui n'a débouché sur aucune mesure concrète contre les séparatistes kurdes du PKK. (AP et AFP)

Iran: cinq militaires tués en zone kurde



TEHERAN, 13 juin 2007 (AFP) - Cinq militaires iraniens ont été tués lors d'affrontements avec des rebelles armés ou en sautant sur des mines dans des zones à majorité kurde du nord-ouest de l'Iran, a rapporté mercredi la presse.

Deux militaires ont été tués dimanche par des rebelles près de Makou, située dans la province d'Azerbaïdjan occidentale, non loin de la frontière turque.

Deux autres militaires ont été tués par des inconnus près de Mahabad, ville

kurde située dans la même province. Enfin, un cinquième militaire a été tué près de Piranshahr (Azerbaïdjan occidental) en sautant sur une mine posée par des rebelles.

Fin mai déjà, sept militaires et dix rebelles avaient été tués lors d'affrontements armés dans cette région. Ces derniers mois, des affrontements armés ont opposé militaires iraniens et rebelles kurdes, membres du Pejak, un parti séparatiste kurde iranien proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie).

L'armée turque prépare l'opinion à une intervention contre les Kurdes

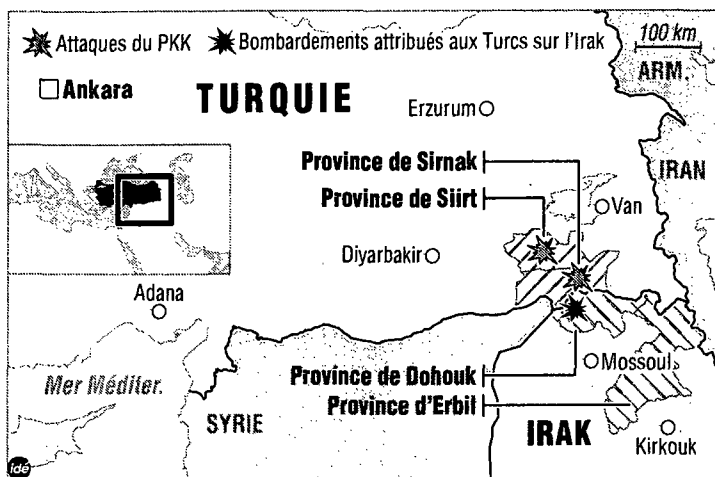
TURQUIE

Les appels à une opération militaire dans le Kurdistan irakien et à la vengeance contre le PKK se multiplient.

Istanbul

DES MÈRES serrant le cercueil de leur fils recouvert d'un drapeau, des familles en larmes, la foule le poing levé appelant à venger les « martyrs » : les chaînes de télévision ont retransmis samedi les funérailles de quatre soldats tués par l'explosion d'une mine sur une route de montagne, près de la frontière irakienne. Le général Yasar Büyükanit, le chef de l'état-major, Abdullah Gül, le ministre des Affaires étrangères, et Deniz Baykal, le leader du Parti républicain du peuple (CHP, gauche nationaliste) étaient au premier rang de cette cérémonie, médiatiquement orchestrée pour frapper les esprits.

Les enterrements des jeunes appelés se transforment en vaste



manifestation contre le parti séparatiste kurde du PKK. Le bilan de ce week-end va contribuer à attiser les sentiments nationalistes au sein de la population et renforcer la position de l'armée, qui réclame une intervention dans le nord de l'Irak : trois militaires, dont deux officiers, ont trouvé la mort samedi soir. Une mine,

posée par les rebelles selon les autorités, a été actionnée au passage de leur convoi dans la province de Sirnak, dans le Sud-Est.

Cette dernière attaque s'est produite quelques heures après une manifestation anti-PKK qui a rassemblé des milliers de personnes à Sirnak. Un meeting se déroulait aussi à Diyarbakir, la grande ville kurde voisine, contre « les forces extérieures qui cherchent à détruire l'unité nationale ».

Tentative de lynchage

Ces rassemblements ont lieu alors que l'escalade militaire s'accroît : l'armée mène une opération d'envergure pour traquer les séparatistes kurdes dans l'Est, trois provinces frontalières ont été placées sous état d'urgence et les rumeurs d'une intervention en Irak contre les camps des rebelles, la semaine dernière, ont accru les craintes de déstabilisation des pays voisins.

« Nous poursuivrons avec détermination notre guerre juste contre le terrorisme séparatiste, jusqu'à l'anéantissement du dernier terroriste », a assuré le président de la République, Ahmet Necdet Sezer. Sa déclaration faisait écho à l'appel patriotique lancé par l'état-major : « L'attente des forces armées turques est que la grande nation turque exprime en masse son opposition face à ces actes terroristes », peut-on lire sur son site Internet. « L'armée travaille l'opinion

directement en vue d'une intervention », analyse Jean-François Pérouse. Pour ce spécialiste de la question kurde, ces incitations à la vindicte populaire sont « un jeu très dangereux, car de la ratonnade au pogrom il n'y a qu'un pas ». Mardi, deux travailleurs qui portaient un t-shirt avec le portrait du chanteur kurde Ahmet Kaya ont échappé à une tentative de lynchage par une foule nationaliste à Sakarya, une ville du Nord-Ouest, foyer des milices des Loups gris.

« Le tableau général donne l'impression que l'état-major cherche à forcer le gouvernement à décider d'une opération », selon le journaliste Mehmet Ali Birand. À quelques semaines des élections législatives, le 22 juillet, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan se retrouve dans une situation de plus en plus inconfortable. Les pressions se multiplient pour qu'il convoque le Parlement afin d'obtenir le feu vert nécessaire à une entrée en Irak. Une explosion qui a fait six blessés à Istanbul dimanche a ajouté à la tension. De son côté, la Maison-Blanche, soucieuse de préserver le Kurdistan d'Irak, met en garde son allié dans l'Otan. Bagdad hausse également le ton. Ce week-end, le ministère des Affaires étrangères a transmis une lettre officielle à Ankara pour protester contre des bombardements « dans les provinces de Dohouk et d'Erbil, qui ont causé des dégâts importants, un incendie et la panique parmi la population ». Et le religieux chiite Moqtada al-Sadr est intervenu à son tour, via un communiqué : « Nous ne resterons pas silencieux face à cette menace. Le peuple kurde fait partie de l'Irak et notre devoir est de le défendre. »

LAURE MARCHAND



Les funérailles de quatre soldats tués par l'explosion d'une mine sur une route de montagne, près de la frontière irakienne, se sont transformées en vaste manifestation anti-PKK. Bozoglu/Sipa.

TURQUIE

La question kurde, du pain bénit pour l'armée

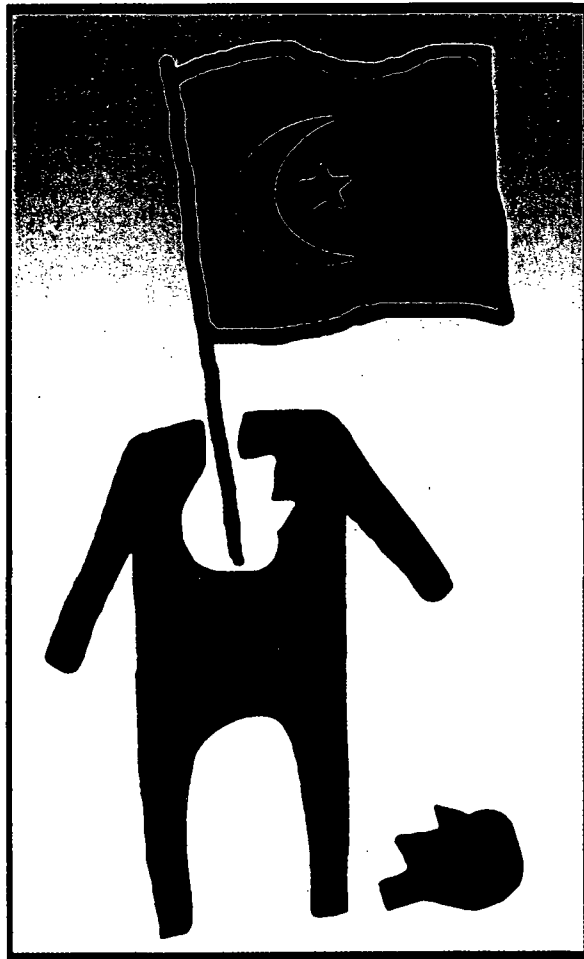
L'armée turque ne cesse d'alimenter la tension entre Turcs et Kurdes. Une situation qui lui permet d'accroître son pouvoir, au détriment des autorités politiques.

YENI SAFAK
Istanbul

Le 27 avril dernier, en publiant sa mise en garde vis-à-vis de l'AKP [le Parti islamique au pouvoir], l'état-major de l'armée turque lançait la première phase d'une stratégie visant à renforcer sa tutelle sur la vie politique turque. La deuxième phase de cette entreprise a pour objet la question kurde. Tout indique en effet que ce sujet va devenir de plus en plus sensible. Ainsi, l'attitude qu'adopteront les députés kurdes élus sur une base indépendante [pour éviter le barrage des 10 %] qui devraient ensuite se regrouper au sein d'un groupe parlementaire sous la bannière du DTP [Parti pour une société démocratique, pro-kurde, proche du PKK], suscite des interrogations.

En effet, autant le DTP est en mesure de contribuer à une solution à la question kurde, autant il pourrait aussi, en jouant la stratégie de la tension, rendre cette question insoluble. Certaines informations alimentent d'ailleurs cette inquiétude. Le DTP, qui avait annoncé ne pas vouloir présenter de candidat dans la deuxième circonscription d'Istanbul pour soutenir la candidature indépendante de Baskin Oran, intellectuel socialiste et politologue, s'est rétracté lorsque ce dernier a déclaré sur plusieurs chaînes de télévision que le PKK était une organisation terroriste... Dans le contexte d'un appareil d'Etat qui va vers plus d'autoritarisme et d'une société turque travaillée par des relents nationalistes, la question kurde est en train de devenir le principal thème d'affrontement dans le pays. De son côté, l'armée turque fait aussi monter la

tension en concentrant tout d'abord des troupes le long de la frontière avec l'Irak. Le chef d'état-major a déclaré que Massoud Barzani [leader kurde irakien] était l'une de ses cibles. Ensuite, sous le couvert de manœuvres, l'artillerie a pilonné le nord de l'Irak. La frontière avec cette région de l'Irak a été fermée et plusieurs provinces [du sud-est de la



▲ Dessin de
Kopelnitsky,
Etats-Unis.

Turquie] ont été placées dans une sorte d'état d'urgence qui voit désormais l'armée contrôler les entrées et les sorties dans cette zone. L'état-major, en jouant le rôle à la fois du législateur et de l'exécutif, a désormais outrepassé toutes ses prérogatives légales.

LE GOUVERNEMENT N'A D'AUTRE CHOIX QUE DE SUIVRE L'ARMÉE

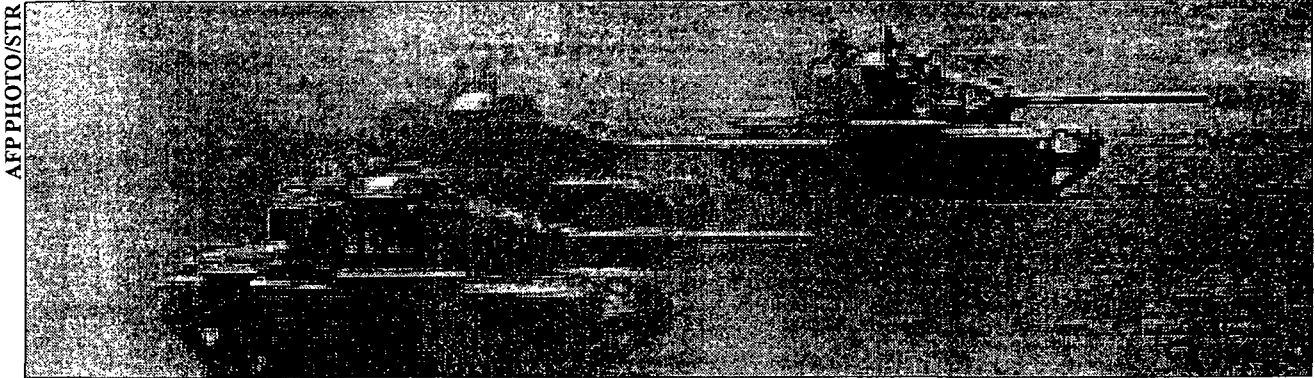
L'armée a ainsi décidé d'élargir sa sphère d'influence en utilisant la question kurde. En décrétant la mise en place d'une zone de sécurité et la fermeture de la frontière avec l'Irak, elle ne fait rien d'autre que de prendre des décisions politiques et, partant, discrédite le gouvernement en se proclamant seul et unique décideur. Tout cela s'inscrit dans le cadre

d'une campagne psychologique à destination de l'opinion, du gouvernement, de la classe politique et des habitants des régions kurdes. Le gouvernement, écarté du processus de décision, n'a d'autre choix que de suivre l'armée. S'il émet des objections quant à cette répartition des rôles, il s'expose à l'accusation de vouloir minimiser le terrorisme. En revanche, s'il avalise cet état de fait, il risque de tomber dans un piège qui

peut conduire la Turquie vers le chaos. Comme sur la question de l'islam, l'absence de solution par rapport à la problématique kurde débouche sur davantage d'autoritarisme, ce qui se reflète dans les pratiques de l'appareil d'Etat et renforce le pouvoir de l'armée.

En outre, la question kurde a changé de forme dans le contexte de la présence américaine en Irak qui a modifié de façon substantielle les équilibres régionaux – en particulier avec le développement, dans le nord du pays, d'une entité politique kurde autonome qui prend petit à petit la forme d'un Etat et qui devient pour les Kurdes de Turquie un pôle d'attraction social, culturel et politique. Les rapports entre les Kurdes de Turquie et l'entité kurde du nord de l'Irak ont maintenant dépassé le simple cadre identitaire pour s'inscrire dans le registre de l'appartenance politique. Dans ces conditions, le mouvement kurde en Turquie ne peut plus être réduit uniquement au PKK et à Abdullah Öcalan [leader du PKK emprisonné en Turquie]. Massoud Barzani, Djalal Talabani [leaders kurdes irakiens] et les peshmergas [combattants kurdes d'Irak] ne sont plus seulement des symboles réduits à être utilisés par l'Etat turc contre Öcalan, mais sont devenus des acteurs à part entière de la scène politique intérieure turque dans le contexte d'une question kurde qui s'est désormais internationalisée. C'est aussi un peu pour cette raison que l'armée veut intervenir dans le nord de l'Irak.

Ali Bayramoglu



AFP PHOTO/STR

Turkish soldiers take part in a military exercise, in the town of Cizre, some 10 km far from the Turkish-Iraqi border, 05 June 2007.

Unspoken Realities

Globe Editorial

Kurdistan Parliament must address the Turkish incursion at once.

A clear and coherent policy concerning the PKK issue has yet to be addressed by southern Kurdistan's political establishment.

Turkey's military incursion into southern Kurdistan (Iraqi Kurdistan) is an extremely serious matter that, unfortunately, has yet to be seriously contemplated by the Kurdistan government or the public at large.

The common denominator of diverse opinion about the Turkish incursion is that it would create chaos, further uncertainty and more confusion about Iraq's future. There is also a shared view that such an operation might ignite a military confrontation between the Turkish military and the Kurdish Peshmarga, who are allied with U.S. forces in Iraq. As a result, most believe that a large-scale Turkish military operation into southern Kurdistan is very unlikely.

Such views aren't considering a crucial fact about the nature of the Turkish establishment when it comes to the Kurdish issue. The Turkish Republic has artificially constructed a Turkish identity formed by anti-Kurdism. Thus the Turkish Republic thus has an intimate relation with the Kurds, as the other, feverishly denied, is assumed nonexistent but has always been there as a constant reminder of the fragility of the assumed Turkish identity and Republic.

The eight-decades-long

Turkish venture to assimilate millions of Kurds into a main ethnic Turkish identity failed. Despite some erosion of Kurdish language in urban Kurdish cities, the Kurds managed to preserve and protect their distinct cultural and national values. This resilience, combined with the rise of strong Kurdish nationalism in the south, has caused a sense of danger in the Turkish establishment.

The accommodation of the Kurdish national question within the existing political structure in Turkey is impossible. Recent Turkish military ultimatums and declarations suggest that the outdated Turkish policy with regard to the Kurds is in full swing.

The likely prospect of Iraq's division into three separate states, including a Kurdish one, is a nightmare for the Turkish establishment. Regardless of consequences, they are determined and committed to destroy a fledgling Kurdish state in its infancy.

The question is whether the determination of the Kurdish nation and its political institutions and organizations would be up to the Turkish state. This is not clear at all. Political development in Kurdistan and political maneuvering by northern and southern Kurdish political parties portray a confused state of affairs.

The Kurdish political establishment in southern Kurdistan failed to develop clear and coherent policies with regard to the PKK issue. Kurdistan President Massoud Barzani rightly refused a military solution to the PKK question, and

proposed a political solution.

The Kurdish national question is a political one and requires political solutions. However, this is not enough, mainly due to the contradiction between political discourse and practical actions of the PKK. While emphasizing a unitary-state solution within the political boundaries of Turkey and reducing the Kurdish national question to an individual-cultural issue within the paradigm of the democratization of Turkey, the PKK resorts to hit-and-run guerrilla warfare mostly in border areas. This evident discrepancy serves only two purposes: It reduces the legitimate Kurdish national question to terrorism, and it strengthens the Turkish military's hand to involve itself in southern Kurdistan's political affairs. It's no secret that the main objective of the Turkish military is not destroying PKK guerrilla camps but the whole Kurdish political development in southern Kurdistan. Turkish General Yasar Buyukanit expressed this very clearly in a press briefing.

The recent escalation of PKK-Turkish military clashes in northern Kurdistan near the border region at such a sensitive period suggests that the PKK's political and military activities are at the service of the Turkish military for the purpose of pressurizing southern Kurds to step back from their demands of incorporating Kirkuk into Kurdistan and federalism.

What can be done? As has been previously suggested in this column, the prima-

ry responsibility is that of Kurdistan Parliament, which must hold a special session to address the issue. Now that the Kurdistan Assembly has sovereignty over the Iraqi Kurdistan Region, it must declare all military forces in southern Kurdistan, apart from the Kurdistan Peshmarga and coalition forces, illegal, including small Turkish military detachments and PKK guerrillas. It must declare that they leave southern Kurdistan in a specified period. Kurdistan Parliament must provide refugee status to PKK sympathizers and guerrillas under the condition that they disarm.

As for northern Kurds, they must overcome the PKK impasse. They should force legal, pro-Kurdish parties, such as the Democratic Society Party (DTP), to promote basic Kurdish national rights rather than being the mouthpiece of the PKK or Turkish establishment (as the statement of DTP chairman Aysel Tugluk, published in the *Radikal* indicates). The forthcoming general election will be a good opportunity for northern Kurds to express their genuine intention. DTP members enter the election as independent candidates. People in Diyarbakir, where Aysel Tugluk is a candidate, should not vote for her in order to indicate that they are not pro-Kemalists and to prove that they do not stand for the unitary Turkish state.

Azad Aslan
Political Editor

Barzani rejects call to arms against PKK

The President reiterates his call for a peaceful solution to the PKK issue



Iraqi Kurdistan Region President Massoud Barzani and Iraq's President Jalal Talabani speak to reporters after a meeting they held in Salahaddin, Erbil in June 7, 2007.

The Globe-Salahaddin

Iraqi Kurdistan Region President Massoud Barzani on Thursday rejected calls for direct involvement in military operations against the Kurdistan Workers' Party (PKK) in order to satisfy Ankara.

"We cannot accept conditions (laid down for negotiations) to fight against the PKK; we always said we are ready to cooperate with Turkey if peaceful solutions were taken and now we confirm this," Barzani told reporters at a press

conference in Salahaddin. The conference was held with Iraqi President Jalal Talabani after a meeting of their respective politburos for discussions on Kurdistan's internal and external issues.

"If they (Turkey) want to set off a war, we are not ready to accept that condition," Barzani added.

A day before that, Turkish Foreign Ministry spokesman Levent Bilman said serious steps need to be taken by Iraqi Kurds

against PKK fighters in order to promote dialogue. Barzani also denied reports

that Turkish forces crossed the border onto Kurdistan land, and added, "If Turkey commits such an action, it will threaten Iraq's sovereignty."

Talabani also hoped such an invasion would not take place and called for negotiations to find solutions within the framework of the American-Turkish-Iraqi committee responsible for solving issues regarding the PKK.

The Iraqi Foreign Ministry on Saturday issued a formal protest to Turkey over cross-border shelling in northern Iraq, directed

at separatist Kurdish fighters reportedly found near the borders between both countries.

A statement said Deputy Foreign Minister Mohammed al-Haj Mahmoud called for an immediate halt to the shelling, saying such actions "undermine confidence between the two nations and negatively affect their friendship." The minister summoned the Turk-

ish charge d'affaires in the ambassador's absence from Baghdad.

Several internal issues were debated in the meeting held between Talabani's

Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) politburos.

"I can say that today was a historical day; it was a historical and very successful meeting," Barzani said, pointing out that important decrees were issued for both parties' political alliances and that committees will be formed to deal with current issues.

A segment of the meeting was dedicated for discussions about Kirkuk and the possibilities of a referendum at the end of 2007 to decide on its fate through Article 140 of the Iraqi Constitution.

In a statement, both parties' politburos announced the formation of a joint commandship of the PUK and the KDP, meant to solve the government's problems and reform its establishments. The committee would be

Kurds says they will not take part in military operations that will force them to enter into a protracted war against PKK guerrillas.

responsible for approving strategic projects of both parties.

Meanwhile, the Iraqi Parliament is preparing amendments on articles in the Constitution and the

Kurds show no flexibilities regarding article 140 within the amendments.

President Talabani said that Article 140 is an essential part of the Iraqi Constitution, and he added, "Our agreement about any amendment within the Constitution includes keeping this article. This is an issue we do not compromise on."

Recent violence against Kurds has increased in places outside the control of the Kurdistan Regional Government, and the Kurdistan president asserted that he will defend Kurds.

"We cannot wait just as watchers toward those terrorist actions carried out against Kurds in the origins outside the region," Barzani said while addressing President Talabani and the Iraqi government. He added, "All must cooperate to remove that phenomenon. We as Kurds don't want any Arab-Kurd war, but we, without any reservations, have fought and continue fighting the terrorists and their supporters."

U.S. arms Sunni militias in Iraq

Goal is for them to fight Al Qaeda; idea failed in other wars

By John F. Burns and Alissa J. Rubin

BAGHDAD: With the four-month-old "surge" in troops showing only modest success in curbing insurgent attacks, U.S. commanders are turning to another strategy they acknowledge is fraught with risk: arming Sunni Arab groups that have promised to fight Al Qaeda-linked militants who have been their allies in the past.

The commanders said they had successfully tested the strategy in Anbar Province and had met with Sunni groups suspected of assaults on U.S. units, or of links to groups that have attacked Americans, in at least four other areas where the insurgency has been strong.

In some cases, the commanders said, the groups have been provided with arms, ammunition, cash, fuel and other supplies, usually through Iraqi military units allied with the Americans.

Critics of the strategy, including some U.S. officers, say it could amount to the Americans' arming both sides in a future civil war. With a U.S. troop drawdown increasingly likely in the next year and little sign of a political accommodation between Shiite and Sunni politicians in Baghdad, the critics said, there was a strong prospect that any weapons given to Sunni groups would eventually be used against Shiites. The United States has spent more than \$15 billion building up Iraq's new army and police, whose manpower of 350,000 is heavily Shiite.

U.S. officials who have engaged in what they call "outreach" to the Sunni groups said the groups were mostly ones with links to Al Qaeda but disillusioned with Al Qaeda's extremist tactics, particularly suicide bombings that have killed thousands of civilians. In exchange for U.S. backing, the officials said, the Sunni groups have agreed to fight Al Qaeda and halt attacks on U.S. units.

U.S. officers acknowledged that providing weapons to breakaway rebel groups was not new in counterinsurgency warfare and that in places where it has been tried before, including the French colonial war in Algeria, the British-led fight against insurgents in Malaya in the early 1950s, and in Vietnam, the effort often backfired, with weapons given to the rebels being turned against those providing them.

Commanders who have undertaken the negotiations said that in some cases Sunni groups have agreed to alert U.S. troops to the location of roadside bombs and other booby traps.

U.S. field commanders met this month in Baghdad with General David Petraeus, the top U.S. commander in Iraq, to discuss the conditions Sunni groups would have to meet to win assistance. Senior of-

ficers who attended the meeting said Petraeus and the operational commander who is the second-ranking U.S. officer here, Lieutenant General Raymond Odierno, gave cautious approval to field commanders to negotiate with Sunni groups in their areas.

A commander who attended the meeting said that despite the risks entailed in arming groups that have until now fought against Americans, the potential

gains against Al Qaeda were too great to be missed. He said the strategy held out the prospect, after three years of largely fruitless efforts by the Americans, of finally driving a wedge between two wings of the Sunni insurgency that have previously worked in a devastating alliance: diehard loyalists of Saddam Hussein's formerly dominant Baath Party and Islamic militants belonging to a constellation of groups linked to Al Qaeda.

Even if only partly successful, the officers said, the strategy could do as much or more to stabilize Iraq, and to speed U.S. troops on their way home, as the escalation of force ordered by President George W. Bush late last year, which has moved nearly 30,000 additional U.S. troops into the war but failed so far to fulfill a stated aim of bringing enhanced stability to Baghdad.

A decline in sectarian killings in Baghdad in the first two months has reversed, with growing numbers of bodies showing up each day on the capital's streets and wastelands. Suicide bombings have continued at an undiminished rate, killing scores of civilians.

The strategy of arming Sunni groups was first tested this year in Anbar Province, the desert hinterland west of Baghdad, and attacks on U.S. troops plunged after tribal sheiks angered by Al Qaeda strikes that killed large numbers of Sunni civilians recruited thousands of men to join government security forces and tribal police officers.

With Al Qaeda groups quitting the province for Sunni havens elsewhere, Anbar has lost its long-held reputation as the most dangerous place in Iraq for U.S. troops. Now, the Americans are testing the "Anbar model" across wide areas of central and north-central Iraq, where the Sunni insurgency is concentrated.

The areas include parts of Baghdad, notably the Sunni stronghold of Amir-iyah, a district in the city's western sector that flanks the highway leading to Baghdad's international airport; the area south of the capital in Babil Province known as the Triangle of Death, site of an ambush in which four U.S. soldiers were killed last month and three others abducted; Diyala Province north and east of Baghdad, an area of lush palm groves and orchards which has replaced Anbar as Al Qaeda's main sanctuary in Iraq; and Salahuddin



Province, also north of Baghdad, the home area of Saddam.

Although the U.S. engagement with the Sunni groups has brought some early successes against Al Qaeda, particularly in Anbar, many of the problems that hampered earlier efforts to reach out to insurgents remain unchanged. U.S. commanders said the Sunni groups they are negotiating with showed few signs of wanting to work with the Shiite-led government of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, describing it as illegitimate.

For their part, Shiite leaders are deeply suspicious of any U.S. move to co-opt groups that are wedded to a return to Sunni political dominance.

With the agreement to arm some Sunni groups, the Americans also appear to have made a tacit recognition that earlier demands for disarming of

Shiite militia groups are politically unachievable given the refusal of powerful Shiite political parties to go along. In effect, the Americans seem to have concluded that as long as the Shiites maintain their militias, Shiite leaders are in a poor position to protest the arming of Sunni groups whose activities they say will be under close U.S. scrutiny.

Officials of Maliki's government have placed strict limits on the Sunni groups they are willing to countenance as allies in the fight against Al Qaeda. One leading Shiite politician, Sheik Khalid al-Attiya, the deputy Parliament speaker, said in an interview that he would rule out any discussion of a blanket amnesty for Sunni Arab insurgents.

Similarly, many U.S. commanders oppose rewarding Sunni Arab groups who have been responsible, even tangentially, for any of the more than 29,000 U.S. casualties in the war.

Equally daunting for U.S. commanders is the risk that Sunni groups receiving backing could effectively double-

June 12, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

cross the Americans, taking weapons and turning them against American and Iraq's Shiite-dominated government forces.

Major General Rick Lynch, commander of the 3rd Infantry Division of the U.S. Army and leader of a U.S. task force fighting in a wide area between the Tigris and Euphrates rivers immediately south of Baghdad, said at a briefing Sunday that no U.S. support would

be given to any Sunni group that has attacked Americans.

One of the conditions set by the U.S. commanders who met in Baghdad was that any group receiving weapons would have to submit its fighters for biometric tests that would include taking fingerprints and retinal scans.

The requirement that no support be given to insurgent groups that have attacked Americans appears to have been

set aside or only loosely enforced in negotiations with the Sunni groups elsewhere, including Amiriya, where U.S. units that have supported Sunni groups fighting to oust Al Qaeda from the area have said they believe that the Sunni groups include insurgents who had fought the Americans.

Damien Cave and Richard A. Oppel Jr. contributed reporting.

Parliament in Baghdad removes its speaker

By Alissa J. Rubin

BAGHDAD: A majority in Parliament voted Monday in favor of a resolution to remove their speaker, Mahmoud Mashadani, in the coming days, underscoring widespread discontent with a Sunni Arab politician who has done little to build consensus among Iraq's political blocs.

Of the 168 Parliament members present at the session, 113 voted in favor of the resolution, which accepted a pledge from the Sunni Arab coalition that had backed Mashadani that he would submit his resignation when a replacement was found. In the meantime, Mashadani, who is known for his violent outbursts, will be on leave.

Among those who voted to remove the speaker were Sunnis, Shiites and Kurds.

"What happened today made obvious the dynamic of democracy in Iraq," said Hassan Sinead, a member of Parliament from the Shiite Dawa party. "The Parliament today had a peaceful, impartial, a democratic operation" to remove the speaker.

"The view of all the blocs in the Parliament was that Mashadani made the process complicated and decreased the harmony," he added.

Although the situation was relatively quiet in Baghdad on Monday, in nearby Diyala Province insurgents destroyed a key bridge that links the provincial capital to the Baghdad road and is used by U.S. and Iraqi Army convoys.

Bridges are the latest infrastructure target of the insurgents and a crucial one in the central part of the country, which is fissured by the Tigris and Euphrates rivers and their tributaries. This was the fifth successful attack on a bridge. Previous attacks targeted a major bridge over the Tigris in Baghdad, another bridge in Diyala and a bridge to the south of the capital in Mahmudiya.

Mashadani was not present during

the vote. The agreement on his resignation came after repeated episodes when he or one of his guards physically intimidated different members of Parliament, in at least two cases striking them.

The move opens the way for the Sunni Arab political bloc known as Tawaffuk to nominate a new person for the post. Since the entire Parliament must vote on the speaker, there is a tacit understanding that the Tawaffuk coalition, while it would nominate a Sunni Arab, would first get the main Shiite and Kurdish blocs to sign off on the nominee.

Tawaffuk is the largest of the Sunni blocs in Parliament, with 44 members. But there are two other Sunni political parties in Parliament that are not part of the Tawaffuk bloc.

Under the political bargain struck among the different religious and ethnic groups in Iraq, Sunni Arabs hold three of the leadership positions in the government: one of the two vice presidential slots, one of the two deputy prime minister slots and the speakership.

Mashadani would remain as a member of the Parliament.

Funerals become protests against Turkey's leaders

The Associated Press

ANKARA: Funerals for three soldiers killed in a roadside bombing set up by Kurdish rebels turned into anti-government protests Monday as thousands of mourners called on Turkey's leaders to resign over their failure to rein in the violence.

Many Turks are becoming increasingly angry over the mounting military death toll from attacks by Kurdish rebels, some of whom are believed to be entering the country from northern Iraq.

The three soldiers were killed Saturday in Sirnak, a southeastern province, and were buried in separate funerals in Istanbul, Ankara and Manisa. Thousands attended the ceremonies, carrying Turkish flags, shouting anti-government slogans and booing ministers and other government officials who were present. Military officials were greeted with applause.

In Ankara, about 10,000 people gathered at the city's largest mosque, shouting "Government resign!" as Foreign Minister Abdullah Gul and other officials arrived.

In Manisa, protesters booed the speaker of Parliament, Bulent Arinc, and denounced the United States and Kurdish separatists.

Turkey has been building up its forces along the border with Iraq, and its leaders are debating whether to stage a major incursion to pursue Kurdish rebels at their bases. Such an operation could ignite a wider conflict involving Iraqi Kurds and draw in Turkey's NATO ally, the United States.

Relations between the Islamic-lean-

ing government and the military, the self-declared guardian of Turkey's secular ideals, are already tense over the decision to run for president by Gul, who is pro-Islamic and is a close ally of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

Opposition groups fear such a move would allow Erdogan's party to increase the influence of religion on politics in Turkey, a predominantly Muslim country with a secular government. The government called general elections for July 22 to reduce tensions in the dispute.

Many in the country are also frustrated with the government's perceived inability to persuade the United States and Iraq to crack down on Kurdish rebels. The United States appears to be reluctant to engage the rebels because northern Iraq is relatively stable.

Guerrillas of the Kurdistan Workers Party, or PKK, have killed at least two dozen soldiers or pro-government village guards in several attacks since May 24. More than a dozen soldiers have been wounded. The latest was a soldier killed in fighting late Sunday in Erzinjan Province.

Turkish troops have killed 25 guerrillas during the same period, according to the military. The military also established "temporary security zones" in several areas close to the Iraqi border last week amid the increasing rebel activity there.

The PKK has been fighting for autonomy in southeast Turkey since 1984 in a conflict that has killed tens of thousands of people. The United States and the European Union brand the PKK a terrorist organization.

PM says fight against PKK is in Turkey and not Iraq

REUTERS

ANKARA (Reuters) June 12, 2007 - Prime Minister Tayyip Erdogan signalled on Tuesday Turkey should focus on battling Kurdish guerrillas at home rather than in northern Iraq, while NATO urged Ankara to show restraint.

"Has the fight with the 5,000 terrorists finished domestically, that we should now be talking about Iraq?" Erdogan said when reporters asked him about a possible cross-border operation against separatist Kurdistan Workers Party (PKK) rebels based in neighbouring Iraq.

The powerful armed forces have called for an operation in northern Iraq, where 4,000 PKK rebels are believed to be based and from where they stage attacks into Turkey. Erdogan's government has said it backs the armed forces but has not reconvened parliament to approve such a controversial move.

The AK Party government, facing general elections in July, has come under intense pressure to crack down on the PKK following a mounting military death toll from attacks by Kurdish rebels in recent weeks.

NATO-member Turkey's foreign minister, Abdullah Gul, on Tuesday met NATO Secretary General Jaap de Hoop Scheffer, who called for restraint. The United States opposes any Turkish operation in relatively stable northern Iraq.

"NATO cannot play a direct role there but it shows its solidarity and is involved in the fight against terrorism. NATO hopes a solution can be found with a maximum of restraint," de Hoop Scheffer told reporters.

Erdogan told reporters he would invite Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki to discuss the issue of militants.

Turkish Study: Military Operation Into Southern Kurdistan would Spur Kurdish Nationalism

SUNDAYS ZAMAN

Turkish Zaman - June 11, 2007

A Turkish military operation into northern Iraq (Southern Kurdistan) would heighten Kurdish nationalism, and it is a mistake to view the issue only in terms of "security" and "terrorism," suggested the International Political and Strategic Research Center (UPSAM), an Ankara-based think tank, in a recent report on terrorism, elections and an incursion into northern Iraq.

The report highlighted that holding Turkey's Kurdish problem as equal to a security issue was oversimplifying the matter, a concrete stumbling block on the way to resolving the issue. The report also asserted that northern Iraq's "mental harmony" with the US and the West in general was better than that of Turkey.

The report, prepared by a large number of domestic and international academics and security experts, emphasized that Turkey was mostly concerned about the economic and military aspects of a

possible incursion into northern Iraq, without regard for the influence of such an operation on Kurdish nationalism.

In northern Iraq an Islamist Kurdish opposition to Iraq's Kurdish leaders Massoud Barzani and Jalal Talabani is emerging, the report observed. "These Kurdish elitists that pose a threat, particularly to Barzani's throne, are forcing him to adopt a nationalist discourse," observed the report.

According to UPSAM a military operation in northern Iraq would create the risk of bringing Kurds in the region against the Turkish army, which could in turn easily become a milestone in the history of Kurdish nationalism. "The issue is well beyond being a security problem. It is a problem of the future," the report said.

The report strongly emphasized that Turkey should not allow a return of martial law -- known as OHAL (Emergency Rule Region) -- to any cities of the

Southeast, no matter what the circumstances might be. Highlights of the report:

- * Decisions regarding northern Iraq should be openly shared with the general public;

- * A relationship of confidence and trust between the US and Iraq's neighbors should be firmly established;

- * If Turkey has to decide on an incursion, explaining this to the international arena and particularly to our Kurdish citizens in a proper manner is necessary. It should be made very clear that the operation is not being conducted against the Kurdish nation; and

- * An operation might lead to a Turco-Kurdish conflict if there are provocations, particularly in bigger cities. Authorities should be alert at all times about this possibility.

Kurds See Moment of Nationhood ahead, While Enjoying Autonomy

The Associated Press Tuesday, June 12, 2007

AP Associated Press

ERBIL, (Southern Kurdistan) The sign at the arrival lounge proclaims "Welcome to Hawler International Airport." To most Iraqis, the name of this city is Erbil, the capital of Iraq's self-governing Kurdish region. But in the Kurdish language, the city is Hawler, and the use of that name is but one example of the Kurds carving an identity for themselves distinct from the rest of Iraq.

The issue of Kurdish separateness has come into sharper focus in recent weeks since Turkey massed troops along the Iraqi border to stop attacks by Kurdish guerrillas operating from bases in Kurdish-controlled areas of Iraq. Turkish officials have threatened to send their army across the border if the U.S. and Iraqis do not move against guerrillas of the Kurdistan Workers Party, or PKK, who have killed at least two dozen Turkish soldiers or village guards since May 24.

To the Turks, the stepped-up guerrilla attacks appear to vindicate Turkey's longtime fears that a Kurdish-ruled territory in Iraq would only serve to inspire Kurdish guerrillas fighting the Turkish government. The new tension also comes amid a debate in Iraq's parliament about defining the borders of the Kurdish

area, its share of national wealth and the powers of its local government.

Iraqi Kurds in the north have enjoyed self-rule since the end of the Gulf War in 1991, when the U.S. and Britain established a sanctuary for Kurds after their rose up against Saddam Hussein after his army was driven from Kuwait. Kurdish politicians won legal recognition for their self-ruled state in the 2005 Iraqi constitution. The Americans endorsed Kurdish aspirations to prevent the Kurds from declaring independence, a move that could have led to the breakup of Iraq and armed intervention by Turkey and Iran, which have their own restive Kurdish populations.

Meanwhile, although Kurdistan remains part of Iraq, it has all the trappings of a land unto itself. At the airport, foreigners receive visas allowing them to visit the three provinces of Kurdistan -- but not the rest of Iraq. Iraqi Arabs must receive a special security permit to live in Kurdistan. Iraq's red, white and black national flag is rarely seen in the Kurdish territories. Instead, government buildings fly the Kurdish flag -- red, white and green with a yellow sunburst. It was the banner of

Kurdish fiefdoms in Turkey in the 1920s and of a short-lived ministate that the Kurds proclaimed in Iran during World War II. Along the main road from the airport into town, neon signs in the shape of the Kurdish flag flash from lamp posts.

Although Arabic is the principal language of Iraq, students in Kurdistan study English as a second language. Many Kurds are calling for using the Latin rather than Arabic alphabet for their language, which is related to Farsi. This growing sense of national identity has followed a long struggle for Kurdish self-rule that began after World War I, when Britain took control of Iraq after the collapse of the Ottoman empire.

To many Kurds, the self-ruled area of Iraq is "southern Kurdistan," while the rest remains in Turkey, Iran and Syria. That is the source of concern for those three countries, which fear Kurds in their territory may agitate for similar rights or try to unite with the Iraqi Kurds.

"Now that Kurds in southern Kurdistan have their own parliament, government and president, and the Iraqi constitution recognizes the Kurds as a nation, alongside the Arabs, Kurds aspire to undo the past injustice forced upon them," wrote Azad Aslan, political editor of the Irbil-based Kurdish Globe.

For the time being, most Iraqi Kurds seem content to maintain their self-governing area within a federal Iraq rather than declare full independence. Iraq's president, a deputy prime minister, the foreign minister and the army chief of the army's staff are all Kurds. That's a significant share of power for a minority that numbers 15 to 20 percent of the population. But it is a small price to pay for keeping the Kurds at least nominally within a united Iraq.

"Their larger ambition is to establish a greater Kurdistan, but for the time being they see federalism as best option," said Ragaei Fayed, an Egyptian expert on Kurdish affairs. A recent survey by the Irbil-based Point Organization for Opinion Poll and Strategic Studies found that 85.3 percent of those who were surveyed believe Kurds have a right to their own independent country.

But 48.8 percent also thought the time was not right to declare independence. "The people feel like they want to secede but Kurdish politicians don't," said Farid Asasard, head of the Kurdistan Center for Strategic Studies. "If the Kurds secede and end up with a Kurdish state, it will face major economic difficulties, and politicians know that."

PKK group to stop attacks on Turkey

FINANCIAL TIMES

June 13, 2007 By Steve Negus

The Kurdish PKK guerrilla movement yesterday declared it would cease attacks on Turkey and called on Ankara to suspend a massive counter-insurgency operation that has threatened to spill over Turkey's border with Iraq.

It is unlikely that the announcement will stop the ongoing offensive. Turkey has previously ignored PKK ceasefires and refuses to negotiate with a group it characterises as terrorists.

Turkey's army chief last month said an incursion into northern Iraq was necessary to stop PKK attacks. "We will not carry out attacks other than for self-defence," the Kurdish rebel group said in a statement carried by the Firat news agency.

The announcement came as the Turkish government met military leaders to smooth out differences over how to deal with the PKK in northern Iraq

Kurdish Rebels Kill Turkish Officer

AP Associated Press

CIZRE, Turkey (AP) June 13, 2007 -- Kurdish guerrillas killed a Turkish army major and injured two other soldiers Wednesday in a roadside bomb attack in southeastern Turkey, the governor's office said.

The attack near the town of Yuksekova in Hakkari province, bordering Iraq and Iran, came a day after the Kurdish separatist group PKK declared a "unilateral cease-fire" in attacks against Turkey. The rebel group, however, insisted on the right to defend itself. Turkey ignored the rebel statement.

The rebels detonated a remote-controlled plastic bomb as the troops patrolled the area near the town of Yuksekova, the governor's office said.

The Turkish military has intensified anti-rebel operations against the guerrillas in the country's southeast, on the border with Iraq. On Wednesday, the soldiers were seen manning several checkpoints as part of the security measures on the road between the towns of Cizre and Sirnak, close to the Iraqi border. The rebels have been fighting more than two decades for autonomy in Turkey.

Barzani: Turkey's problem not PKK but Kurd

TURKISH DAILY NEWS

(Ankara) Thursday, June 14, 2007

Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani, head of the semi-autonomous Kurdish administration in northern Iraq, accused Turkey of approaching the Kurds in an aggressive manner, reported the Doğan News Agency (DHA) yesterday citing Kurdish reports.

"Turkey's problem is not the (outlawed Kurdistan Workers' Party) PKK or (northern Iraqi city of) Kirkuk but the presence of the Kurds," Barzani claimed at his Iraqi Kurdistan Democratic Party's (KDP) central committee meeting, said the DHA based on a report by the "Kurdistan For News" Web site.

central committee and representatives of provincial branches in the northern Iraqi town of Salahaddin.

"Before the toppling of the dictatorial Baath regime, we had bilateral ties with Turkey on a number of issues but after the Iraq war, Ankara's diplomacy toward here has shifted. We always wished for friendly ties between the two sides without any interference in domestic affairs of one another but this does not mean that we will accept aggressive approaches," Barzani said, according to the report.

His remarks came at a time amid calls in Turkey for a cross-border military

incursion into northern Iraq in the face of increasingly deadly attacks by PKK terrorists. Barzani drew ire here when he threatened to stir up Turkey's southeastern Anatolia region in the event of Ankara intervening in the matter of oil-rich Kirkuk.

On Kirkuk, Barzani said, the Kirkuk problem can only be resolved under the Iraqi Constitution, repeating that any amendments to or delay of Article 140 can in no way be accepted. The constitution foresees a referendum on the status of Kirkuk due this year. Ankara wants a delay in the planned referendum.

L'idée d'une intervention turque en Irak inquiète les habitants de Sirnak

L'armée turque mène depuis quelques jours des incursions dans la partie kurde de l'Irak contre le PKK. Reportage à la frontière turco-irakienne

SIRNAK
(frontière turco-irakienne)
De notre envoyée spéciale

Atteindre Sirnak a toujours été délicat. Quelle que soit la route empruntée, impossible d'éviter les contrôles de police. Car cette ville turque de 60 000 habitants, poussiéreuse et montagneuse, à une heure de la frontière irakienne, entourée de plusieurs bases militaires, est depuis des années connue pour ses affrontements entre soldats et membres du PKK, le mouvement séparatiste kurde. Depuis samedi, la tension y a grimpé d'un cran. Sirnak est passée en « zone de sécurité », avec les provinces de Siirt et Hakkari. La police y multiplie les contrôles et ne laisse rien au hasard, allant jusqu'à enlever les sièges de certaines voitures.

L'annonce, assez soudaine, de cette mesure a créé un choc dans cette petite ville kurde. « Les gens attendent des explications, lance le maire, Ahmet Ertak, membre du parti prokurde DTP. Que le gouvernement nous dise pourquoi de telles

mesures sont prises. La population est inquiète, elle se demande si nous ne retournons pas en arrière, à l'époque de l'état d'urgence. » Le manque d'information est en effet flagrant au sujet de ces zones de sécurité. « Peut-on sortir de la ville ? se demande Koray, 17 ans, installé dans un café Internet. On dit qu'elle est fermée aux étrangers et aux journalistes ! » À la station de taxi voisine, la nouvelle est commentée avec colère. « Nous sommes inquiets, les gens ne vont plus oser se déplacer, explique Tekin. Pour les affaires, cette mesure est très mauvaise. Il y a 11 contrôles d'identité pour aller à Hakkari. Il y en aura peut-être 30 demain ! »

Avec la mort de 15 soldats et de deux civils, le bilan de la semaine est lourd.

Le gouverneur de la province est l'un des rares à relativiser les faits. « Non, ce n'est pas le retour de l'état d'urgence » levé en 2002, explique Selehatin Apari. « C'est une simple officialisation d'interdiction de circuler dans certaines zones dangereuses situées en dehors des villes, et qui étaient déjà officiellement interdites d'accès. » Pour le représentant de l'État, ces mesures n'annoncent en rien une éventuelle intervention turque en Irak, évoquée avec insistance par les médias nationaux et la classe politique. D'après Ankara,

3 500 membres du PKK seraient implantés dans les monts Kandil.

Que ces rumeurs d'intervention soient fondées ou non, les signes de préparatifs militaires sont perceptibles à Sirnak. Mais ils ne sont pas nouveaux, puisqu'ils ont commencé en avril avec la fin de la trêve du PKK. Sur la route venant de Cizre, les convois militaires sont nombreux et les survols d'hélicoptères plus intensifs que l'an dernier à la même époque. « Sirnak n'a jamais manqué de soldats, mais, depuis deux mois, les mouvements de troupes sont plus évidents, constate Firat Bilir, président de l'association des jeunes de Sirnak. La tension est montée à un niveau impressionnant. La guerre n'a pas commencé, mais chaque jour apporte de nouvelles victimes. »

Le bilan de la semaine écoulée est en effet lourd, avec la mort de 15 soldats et de deux civils. Ainsi, samedi soir, dans des montagnes proches de Sirnak, trois officiers sont morts dans l'explosion d'une mine déclenchée à distance, d'après les autorités. « Chaque mort nous attriste, ajoute Firat Bilir. Qu'il soit turc, kurde, militaire ou non. La violence n'est pas une solution. » À Sirnak, l'idée d'une intervention turque en Irak est largement critiquée. « Le gouvernement ne peut rien faire sans l'aval des Américains, de Talabani et de Barzani, explique Ibrahim Kartal, 17 ans. Et même s'ils passent la frontière, cela ne changera

rien. Les affrontements ont aussi lieu à Tunceli, bien loin de l'Irak ! Il faut donc résoudre le problème ici, en Turquie. »

Tandis qu'à Ankara le débat fait rage, Sirnak, elle, est devenue la proie de « provocations ». Samedi, 2 000 personnes (bien loin des 15 000 revendiqués par la police) ont manifesté pour dénoncer le terrorisme et le PKK. Un défilé soutenu par l'armée et composé de fonctionnaires – contraints de participer – et de vigiles de villages. Durant deux heures, un hélicoptère militaire a joué les acrobates, à la recherche d'applaudissements et quelques pierres ont été lancées contre le local du parti DTP. Si les médias nationaux y ont vu la preuve du retournement de la population locale contre le PKK, la majorité des habitants n'y a toutefois pas participé, préférant une neutralité... de façade.

DELPHINE NERBOLIER

Protestation à Ankara

Des milliers de Turcs ont assisté hier à Ankara aux obsèques d'un officier turc tué dans une attaque des rebelles kurdes qui a tourné en manifestation de protestation contre le gouvernement, accusé de ne pas en faire assez pour combattre les séparatistes armés. Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, n'a pas assisté aux obsèques.

Quand l'état-major en appelle au peuple

En appelant sur Internet les masses à se « mobiliser » contre le terrorisme kurde, l'armée turque prend le risque de déstabiliser le pays, regrette le quotidien islamiste d'Istanbul.

Alors que le fameux communiqué de l'armée [qui menaçait en termes à peine voilés le gouvernement AKP] posté sur Internet dans la nuit du 27 avril dernier continue de susciter la polémique, voilà qu'un nouveau communiqué disponible également sur le site web de l'armée turque devrait aussi faire grand bruit. Soulignant « les dangers de la situation dans laquelle nous nous trouvons », ce communiqué explique que « les forces armées turques attendent désormais de la noble nation turque qu'elle réagisse aux actes de terrorisme [kurde] par un réflexe de mobilisation de masse ». Auparavant, en période d'instabilité politique, lorsqu'on voulait mesurer la gravité de la situation, on regardait si la lumière était restée allumée au siège de l'état-major. Aujourd'hui, pour

évaluer la situation, il suffit de visiter le site Internet dudit état-major.

Désormais, ses communiqués se distinguent parce qu'ils sont publiés de nuit, mais aussi par les expressions tranchantes qui y sont employées, telles que cette « nécessité d'une réaction de masse » utilisée dans le dernier communiqué ou encore cette autre phrase expliquant que « tous ceux qui s'opposent à l'idée d'être fier de pouvoir se dire turc seront désormais considérés comme des ennemis de la République ».

Cela fait des années que la Turquie lutte contre le terrorisme. Dans ce domaine, les gouvernements successifs ont toujours fait ce que l'armée attendait d'eux. Le soutien exemplaire de la nation turque à cette lutte antiterroriste restera gravé dans l'Histoire. Personne en Turquie n'a jamais remis en question les capacités de son armée face au grand nombre de soldats tués, de crainte que ce genre d'interrogation ne sape le moral de nos troupes combattant le terrorisme.

Dans ce contexte, le communiqué nocturne de l'état-major appelant à une « réaction de masse contre le terrorisme » suscite de sérieuses interrogations. En effet, comment en pleine période électorale, les partis politiques doivent-ils encadrer une mobilisation antiterroriste de masse ? Qui doit l'organiser ? Il n'est déjà pas facile de diriger des foules « normales » ; comment fera-t-on pour canaliser des masses affectées par le chagrin et la rage ? Quelle garantie avons-nous que les organisateurs d'une telle mobilisation soient vraiment des civils et qu'ils incarnent vraiment la société dans son ensemble ? Si cette mobilisation doit prendre la forme des manifestations [anti-AKP] des mois d'avril et mai, cela risque de poser problème. En effet, il faut savoir qu'il y avait à la tribune, lors de ces manifestations, des personnes qui en leur temps ont offert des fleurs au leader du PKK et participé à des concerts en faveur de cette organisation terroriste [allusion à des militants d'extrême gauche devenus ultranationalistes, qui

étaient très présents lors de ces manifestations]. Ces personnes ont montré leur capacité à manipuler les foules. Qui pourrait arrêter une organisation comme Türk Solu ["Gauche turque", qui diffuse un discours nationaliste ouvertement raciste à l'égard des Kurdes] lors d'un rassemblement qui serait censé traduire la détermi-

nation de la population turque face au terrorisme du PKK ?

Ce principe de "réaction de masse" me rappelle ce qui s'est passé en octobre 1993 à Erzurum [dans le Nord-Est] lorsqu'une foule en colère participant aux obsèques de soldats tués au combat contre le PKK a voulu se venger sur les habitants d'origine kurde

d'un quartier de la ville. Un lynchage collectif ne fut alors évité que grâce à l'intervention salvatrice d'une personnalité religieuse très respectée de cette ville. C'est donc à l'aune de ce type d'événement qu'il convient d'apprécier le dernier communiqué de l'état-major.

Ali Akkus, Zaman, Istanbul

Quand Washington arme ses ennemis

Pour mettre fin à l'insurrection irakienne, le Pentagone a choisi de donner des armes à des groupes sunnites proches d'Al-Qaïda. Un pari pour le moins risqué, estime *The New York Times*.

THE NEW YORK TIMES
New York

A lors que les renforts de soldats américains déployés en Irak au cours des quatre derniers mois n'ont pas réussi à réduire le nombre d'attaques terroristes, l'état-major américain opte pour une stratégie particulièrement dangereuse. Celle-ci consiste à armer des groupes sunnites qui s'engagent à combattre les militants liés à Al-Qaïda, leurs alliés d'autrefois. Les militaires américains affirment avoir testé avec succès cette stratégie dans la province d'Anbar. Ils se seraient entretenus avec des groupes sunnites dans au moins quatre régions du centre et du nord de l'Irak, où l'insurrection est la plus forte. Ils reconnaissent que, dans certains cas, ces groupes sunnites sont soupçonnés d'avoir participé à des attaques contre les troupes américaines ou d'avoir partie liée avec leurs auteurs. Ce qui n'a pas empêché certains de ces groupes de se voir fournir par l'armée américaine des armes, des munitions, de l'argent et du carburant.

Les officiers américains chargés de négocier avec les groupes sunnites assurent que beaucoup d'entre eux ont eu des liens avec l'organisation terroriste Al-Qaïda en Irak, mais qu'ils ont été dégoûtés par les méthodes des militants islamistes, notamment par les attaques suicides qui ont coûté la vie à plusieurs milliers de civils irakiens. En contrepartie du soutien apporté par les Etats-Unis, les groupes sunnites ont accepté de combattre Al-Qaïda et de mettre fin à leurs attaques contre les soldats américains. Certains auraient même accepté d'informer l'armée américaine de la présence de bombes sur les routes ou d'autres pièges mortels.

Pourtant, les opposants à cette nouvelle stratégie, dont certains officiers, avancent que cela revient à armer

► Dessin de Bertrams paru dans Het Parool, Amsterdam.



■ **Décompte**
Depuis le début de la guerre en Irak, 3 512 soldats américains ont perdu la vie et 25 349 ont été blessés. Avec 126 soldats tués, le mois de mai dernier a été le mois le plus meurtrier pour l'armée américaine depuis le début de l'insurrection, en novembre 2004. Une hécatombe qui se poursuit puisque 35 militaires américains ont été tués au front pendant les seules deux premières semaines du mois de juin.

les deux parties d'une future guerre civile. Les Etats-Unis ont dépensé plus de 15 milliards de dollars [11,2 milliards d'euros] pour remettre sur pied l'armée et la police irakiennes, dont les 350 000 hommes sont très majoritairement chiites. Avec la perspective d'une réduction des troupes américaines en Irak dès 2008, et toujours sans le moindre signe d'entente politique entre chiites et sunnites à Bagdad, les critiques arguent que toute arme donnée à un sunnite risque de se

retourner contre les chiites. Sans oublier que ces armes pourraient aussi servir contre les soldats américains eux-mêmes. Certains officiers reconnaissent que la fourniture d'armes à des groupes rebelles n'est pas une nouveauté en matière de lutte anti-insurrectionnelle. Ils sont également conscients que, dans les pays où elle a déjà été pratiquée, notamment en Algérie par le pouvoir colonial français, en Malaisie par les Britanniques au début des années 1950, et enfin au Vietnam, cette stratégie a eu des effets contraires au but recherché, les rebelles ayant retourné ces armes contre ceux qui les

leur avaient fournies. L'une des conditions fixées par les commandants américains pour limiter ce risque est que tout groupe recevant des armes doit soumettre ses combattants à des tests biométriques, notamment la prise d'empreintes digitales et rétinienne. Les Etats-Unis exigent également d'enregistrer les numéros de série de toutes les armes, ce qui permettra de remonter la piste de ceux qui utiliseraient ces armes contre des soldats américains ou irakiens. Côté irakien, un membre du gouvernement se dit inquiet des négociations engagées par les officiers américains avec des groupes sunnites. D'après lui, rien n'indique que ceux-ci tiendront parole envers quelqu'un d'autre que le commandant américain de leur zone. "Le but du gouvernement irakien, c'est justement de désarmer et de démobiliser les milices en Irak", rappelle Sadiq Al-Rikabi, conseiller politique du Premier ministre Nouri Al-Maliki. "Et nous avons déjà suffisamment de milices à combattre en Irak. Pourquoi en créer de nouvelles ?"

Le général Lynch, commandant de la 3^e division d'infanterie, estime pour sa part que les groupes sunnites prêts à lutter contre Al-Qaïda et à cesser leurs attaques contre les forces américaines et irakiennes remplissent une condition essentielle : leur enracinement dans les zones insurrectionnelles où ils opèrent, qui devrait permettre de rétablir la sécurité à partir de la base. Le général évoque en particulier des zones "où il n'existe aucune force de sécurité, rien, que dalle". "Quand vous avez des gens qui vous disent : 'Je veux protéger mes voisins', il n'y a pas à hésiter une seconde", ajoute-t-il en guise de conclusion.

John Burns et Alissa Rubin

Courier
INTERNATIONAL

DU 14 AU 20 JUIN 2007

Le Monde
13 juin 2007

Irak Des chefs sunnites se lèvent contre le mouvement djihadiste, sans renoncer à la guérilla anti-américaine

Le chaotique virage des tribus sunnites contre Al-Qaïda

AMMAN

ENVOYÉE SPÉCIALE

L'effet escompté par les Américains s'apparente à la théorie des dominos : pousser le premier pion pour qu'il bascule sur le deuxième, qui basculera sur le suivant, jusqu'à ce que la file s'écroule. Mais, quand le terrain est aussi hasardeux que l'Irak et que les « dominos » sont les tribus sunnites liées à la guérilla, et censées lutter désormais contre Al-Qaïda, l'exercice se heurte forcément, après quatre années de guerre, à des obstacles.

Depuis la formation, le 17 septembre 2006, à Ramadi, d'un « Conseil de salut d'Al-Anbar », l'armée américaine loue cette initiative, qui est à l'origine, selon elle, de la diminution des attaques contre ses soldats dans cette province qui fut le noyau dur de l'insurrection. Une extension politique du Conseil, le « Réveil d'Al-Anbar », dirigé par Abdoul Satar Abou Richa, a installé ses bureaux dans la « zone verte », à Bagdad.

Un conseil similaire tente de s'organiser à Baaqouba, dans la province de Diyala. Le 10 juin, l'armée américaine s'est félicitée après que « des responsables tribaux [eurent] signé un accord historique dans la ville de naissance de Saddam Hussein », Tikrit, dans la province de Salaheddine. Plus d'une centaine de cheikhs y ont « donné leur accord » pour « défendre la province contre Al-Qaïda ».

Le Parlement irakien révoque son président

Le Parlement irakien a révoqué son président, le sunnite Mahmoud Mashhadani, après qu'il ait fait appel à ses gardes du corps pour frapper un député, a annoncé, lundi 11 juin, le vice-président de l'Assemblée, le chiite Khalid Al-Attiya. Par ailleurs, le futur premier ministre britannique, Gordon Brown, en visite en Irak, a justifié son déplacement, lundi, pour venir en aide au pays. Au cours de son passage à Bagdad, il a rencontré le président irakien Jalal Talabani, auprès duquel il a « insisté sur le soutien continu de son pays à l'Irak », selon un communiqué de la présidence publié à l'issue de l'entretien. La visite de M. Brown intervient alors qu'à Londres, le Parti conservateur devait appeler, lundi, à une nouvelle enquête sur la politique du gouvernement travailliste de Tony Blair en Irak. - (AFP.)



Dans la province d'Al-Anbar, des habitants ont rejoint la police à la demande des chefs tribaux. EROS HOAGLAND/THE NEW YORK TIMES

Le défilé, à Ramadi, le 15 octobre 2006, d'hommes armés et cagoules proclamant la naissance d'un « Etat islamique d'Irak » dirigé par Al-Qaïda a été perçue comme une souveraineté imposée et inacceptable par les groupes armés de la guérilla nationaliste irakienne.

Mais l'exécution d'Al-Qaïda ne signifie pas pour autant que les groupes insurgés ou les tribus acceptent de « collaborer » avec les autorités irakiennes, encore moins avec l'armée américaine, perçue comme une force d'occupation.

Le récit de l'« accord historique » de Tikrit, rapporté par des sources souhaitant conserver l'anonymat, chefs de tribus ou observateurs irakiens contactés par *Le Monde* à Amman ou par téléphone en Irak, diffère de la version américaine.

Les tentatives du chef du nouveau Conseil, cheikh Hamed Ibrahim Salem Al-Joubouri, « qui n'est pas de Tikrit mais d'un village proche de Biji » précisent ces sources, se sont heurtées à de nombreux refus, notamment celui de la tribu de Saddam Hussein, les Abou Nasser dit Beigat. Le 26 mai, une conférence réunissant de nombreux chefs tribaux s'est déroulée, selon ces sources, dans la mosquée Saddam Al-Kebir, dans le centre de Tikrit, à l'issue de laquelle un communiqué a exprimé « le refus catégorique de participer à ce Conseil ». Quelques jours plus tard, selon un chef de tribu, « des combattants de la résistances ont attaqué la maison de cheikh Hamed Ibrahim al-Joubouri, ont détruit sa maison avec et ont kidnappé quatre de ses fils ».

« Arrêter le gâchis »

Le chef du « Conseil de salut d'Al-

3 501 MORTS AMÉRICAINS

Armée américaine : plus de 3 500 soldats américains ou personnels assimilés sont morts en Irak depuis l'invasion du pays en mars 2003, selon un décompte de l'Agence France-Presse basé sur les chiffres du Pentagone. L'armée américaine a annoncé, lundi 11 juin, la mort de trois militaires dans un attentat la veille au sud de Bagdad, ce qui porte le bilan à 3 501 morts. Mai a été le mois le plus meurtrier pour l'armée américaine depuis novembre 2004, qui avait été marqué par la violente bataille de Fallouja. 116 soldats ont été tués en mai 2007.

Armée britannique : elle annonce avoir perdu 150 hommes.

Anbar », cheikh Ali Al-Hatem Al-Douleimi, brosse un tableau effarant des problèmes auxquels ils doit faire face. « Nous avons réuni 32 000 combattants issus de toutes les tribus d'Al-Anbar, affirme-t-il, de Ramadi, lors d'un entretien téléphonique le 8 juin. Le gouvernement n'aide pas notre Conseil. Il intervient directement auprès des tribus, ce qui produit des résultats catastrophiques. Les tribus utilisent ces armes pour se battre les unes contre les autres. La moitié de l'argent est volé, les armes sont revendues sur les marchés. Les tribus peuvent limoger n'importe quel policier ou fonctionnaire. La seule aide que nous réclamons, c'est la nomination d'un officier assez costaud pour arrêter ce gâchis. »

Plus grave encore, selon lui, beaucoup de combattants d'Al-Qaïda sont irakiens, parfois issus des mêmes tribus qui les

combattent. « Certains ont été arrêtés par les bataillons du Conseil d'Al-Anbar. Quant à ce qui suit leur arrestation... »
 « Si nous possédons des preuves de leurs crimes, nous les jugeons selon la charia [loi islamique], raconte-t-il. Nous les tuons et nous débarrassons des corps. Sinon, nous les transmettons à la police nationale pour enquête. Le plus souvent, nous les jugeons nous-mêmes car nous savons qu'ils sont des meurtriers. »

Concernant « la résistance honnête, poursuit cheikh Ali Al-Hatem Al-Doulemi, nous ne nous battons pas contre eux car ils sont les fils de nos tribus. Nous leur avons demandé de ne pas tuer les Irakiens, mais les Américains, Al-Qaida, l'Armée du Mahdi [la milice chiite de Moqtada Al-Sadr] et toutes les milices ».

Selon cheikh Hatem, « beaucoup de zones d'Al-Anbar demeurent sous contrôle d'Al-Qaida, y compris le centre-ville de

Ramadi, Fallouja, les villes de Haditha et Kaem à la frontière syrienne et, plus généralement, toute la région comprise entre Ramadi et Samarra. »

La lutte contre Al-Qaida, à laquelle des tribus sunnites prennent désormais part, semble loin d'être gagnée. ■

CÉCILE HENNION

ENTRETIEN AVEC HARETH AL-DARI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU COMITÉ DES OULÉMAS MUSULMANS « Al-Qaida a exigé l'allégeance des moudjahidins irakiens. Cela a mené à des combats »

AMMAN

ENVOYÉE SPÉCIALE

Comment décririez-vous la situation des sunnites en Irak, dont vous êtes le principal représentant religieux ?

Les sunnites sont marginalisés car le processus politique mis en place par l'occupant [américain] est fondé sur des bases communautaires. Les centres de pouvoir ont été légués à quelques hommes politiques chiïtes et kurdes, qui ont plongé le pays dans un état tragique.

Un mandat d'arrêt a été émis contre vous. Vous êtes réfugié en Jordanie...

Ils n'ont pas seulement émis un mandat d'arrêt. [Les autorités irakiennes] ont envoyé une lettre secrète à toutes les ambassades à l'étranger leur demandant de surveiller mes activités. Beaucoup de frères et moi-même avons été menacés physiquement. Cela ne me fait pas peur car notre destin est tracé par Allah.

Le pouvoir irakien vous accuse d'inciter à la violence communautaire.

Ce sont eux qui ont appelé les Etats-

Unis et les Britanniques à envahir l'Irak en inventant des mensonges sur l'existence d'armes de destruction massive. Les Américains ont finalement découvert leurs mensonges et sont en colère d'avoir été entraînés dans ce bourbier. Ce gouvernement dénigre les opposants et tous ceux qui dénoncent sa politique confessionnelle et raciste.
Des tribus sunnites ont formé un « Réveil d'Al-Anbar » pour chasser Al-Qaida de cette province. Est-ce un revirement stratégique de la part de l'insurrection sunnite ?

La résistance poursuit la tâche qu'elle s'est fixée dès les premiers jours de l'occupation, et ne cesse de prouver sa puissance. Les forces d'occupation déclarent un nombre de pertes plus élevé chaque jour.

Le « Réveil d'Al-Anbar », lui, est dirigé par Abdul Sattar Abou Richa, qui ne représente ni les tribus d'Al-Anbar ni

aucune tribu irakienne. Il est à la tête d'un ramassis de bandits et de chômeurs soutenus par les Américains et Maliki afin qu'ils accompagnent les forces d'occupation dans ce qu'ils appellent la « guerre contre le terrorisme ». Abou Richa est un parvenu qui a exploité les erreurs d'Al-Qaida.

« Le « Réveil d'Al-Anbar » est un ramassis de bandits, et Abou Richa un parvenu qui exploite les erreurs d'Al-Qaida »

Votre neveu et homonyme, Hareth Al-Dari, considéré comme le commandant des Brigades de la révolution 1920 (un groupe de l'insurrection sunnite), n'a-t-il pas été assassiné en février à Abou Ghraïb par Al-Qaida ?

Hareth a en effet été tué par Al-Qaida. Il appartenait aux Brigades de la révolution 1920,

mais j'ignore s'il en était le chef. Quand Al-Qaida a annoncé la création d'un « Etat islamique en Irak », cela a provoqué des problèmes avec la résistance. Al-Qaida a exigé des moudjahidins qu'ils lui prêtent allégeance. Les résistants ira-

kiens se sont vus contraints de choisir entre remettre les armes ou être attaqués. Des factions ne l'ont pas accepté. Ce différend a mené à des combats. Mon neveu est mort en martyr.

Vous aviez critiqué Abou Moussab Al-Zarqawi (le chef d'Al-Qaida en Irak tué en 2006) sur les décapitations d'otages. Quelle est aujourd'hui votre opinion sur Al-Qaida ?

Nous faisons une distinction entre la résistance et le terrorisme. La résistance s'attaque aux occupants et à leurs collaborateurs irakiens. Le terrorisme, lui, vise les fils innocents du peuple irakien. Nous avons émis plus de 400 fatwas condamnant les actes criminels visant les civils.

Quelles relations entretenez-vous avec les dirigeants arabes ?

Les relations avec les pays arabes sont meilleures que jamais, mais leur soutien n'est que moral. Nous espérons davantage sur le plan diplomatique.

Avez-vous des contacts avec la France ?

Malheureusement, il n'y a pas de relations directes avec le gouvernement français, mais j'ai de très bonnes relations avec l'ex-ambassadeur de France à Bagdad, Bernard Bajolet, en poste en Algérie. Je suis allé lui rendre visite à Alger.

Vous aviez été en contact avec les Américains en 2004. Y a-t-il des négociations en cours entre les Etats-Unis et le Comité des oulémas ?

J'ai effectivement parlé à un chargé d'affaires américain en 2004, grâce à l'entremise de M. Bajolet. Il était question des premières élections irakiennes [du 31 janvier 2005]. Ces élections ont porté au pouvoir un gouvernement sectaire et rancunier. J'ai dit à l'Américain : « La seule chose capable de ramener le calme est votre départ. Faites un communiqué établissant un agenda de retrait de vos troupes. » L'Américain a répondu : « Nous ne sommes pas d'accord. » Je n'ai pas revu d'Américains depuis. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
 CÉCILE HENNION

Le Monde

Mercredi 13 juin 2007

Erdogan : combattre le PKK en Turquie, pas en Irak

REUTERS

ANKARA, 12 juin 2007 (Reuters) - Le Premier ministre turc Tayyip Erdogan a fait remarquer mardi que la Turquie ferait mieux de lutter contre les séparatistes kurdes à l'intérieur de ses frontières plutôt que dans le nord de l'Irak.

L'armée turque avait auparavant recommandé de lancer une attaque transfrontalière sur le nord de l'Irak, où sont basés quelque 4.000 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et d'où ils préparent selon Ankara des attaques sur la Turquie.

Le gouvernement turc a fait savoir qu'il soutenait l'armée, très influente dans ce pays, mais qu'une telle opération militaire n'avait pas été avalisée par le Parlement.

"Avons-nous donc fini de lutter contre les 5.000 terroristes qui se trouvent en Turquie, pour désormais parler de l'Irak ?", a répondu Erdogan aux journalistes qui l'interrogeaient à ce sujet.

Les services du Premier ministre ont toutefois publié un communiqué assurant qu'il n'y avait aucun désaccord entre le parti au pouvoir, issu de la mouvance islamiste, et l'armée, attachée à la laïcité de l'Etat turc.

"Notre gouvernement et les forces armées turques mènent la bataille contre le terrorisme en totale harmonie et dans la coordination", affirmait le texte, publié à l'issue d'une rencontre entre Erdogan et des officiers d'Etat-major.

Plus tôt dans la journée, le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer avait

demandé à la Turquie de faire preuve d'une "retenue maximale" face au PKK, et avait précisé que l'Alliance atlantique, dont fait partie la Turquie, ne pouvait jouer un rôle direct contre les rebelles.

Irak: plus de 2.000 peshmergas vont être déployés dans la province de Diyala

AFP

SOULEIMANIYAH (Irak), 13 juin 2007 (AFP) - Plus de 2.000 peshmergas, les forces de sécurité kurdes, vont être déployés dans la province de Diyala, au nord-est de Bagdad, en proie à des violences endémiques, a-t-on appris mercredi auprès de leur porte-parole.

"Quatre régiments de 560 peshmergas vont être déployés (dans la province de Diyala) au cours des prochains jours pour aider les forces américaines et irakiennes", a déclaré le général Jabbar Yawar, porte-parole des peshmergas.

Ces forces seront envoyées dans des zones du nord de la province, peuplées en grand nombre de Kurdes chiites, comme les villes de Mandeli et de Khamkin.

La province de Diyala, un Irak en miniature où vivent des sunnites, des chiites et des Kurdes, est le théâtre de violences confessionnelles quotidiennes et la branche irakienne d'Al-Qaïda y est bien implantée.

Les pertes infligées aux soldats américains et aux forces de sécurité irakiennes s'y sont accentuées depuis quelques mois. Mercredi, un attentat suicide contre un poste de police de Mandeli a fait cinq morts parmi les policiers Kurdes.

Diyala est frontalière de la province de Souleimaniyeh, l'une des trois provinces avec Erbil et Dohouk, à être sous la responsabilité du gouvernement autonome kurde.

Ce déploiement est la première mission confiée aux peshmergas à l'extérieur du Kurdistan depuis le transfert de la responsabilité de la sécurité de cette région aux forces de sécurité kurdes fin mai.

Des brigades kurdes de l'armée irakienne avaient déjà été envoyées à Bagdad pour participer au plan de sécurité lancé en février pour tenter de juguler les violences, en grande partie confessionnelles, dans la capitale irakienne.

Bombe à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, six blessés

REUTERS

DIYARBAKIR, Turquie (Reuters) 15 juin 2007, - L'explosion d'une bombe a fait six blessés, cinq civils et un militaire, vendredi dans une gare routière de Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, apprend-on auprès des services de sécurité. L'un des blessés est grièvement atteint.

La région est le théâtre depuis plus de vingt ans d'une rébellion séparatiste kurde. L'attentat s'est produit dans la rue principale de Diyarbakir et la police a aussitôt bouclé le quartier. On précise de source autorisée que l'engin a explosé plus tôt que prévu, ce qui a permis d'éviter un désastre.

Un officier et un soldat turcs ont été tués en milieu de semaine dans la région par des membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ces attaques pourraient fournir des arguments supplémentaires aux militaires turcs qui exhortent le gouvernement à lancer une offensive dans le nord de l'Irak, où seraient réfugiés 4.000 militants du groupe séparatiste.

Le Premier ministre Tayyip Erdogan a jusqu'ici résisté à ces pressions. "Avons-nous donc fini de lutter contre les 5.000 terroristes qui se trouvent en Turquie pour désormais parler de l'Irak ?", a-t-il dit mardi. Ankara impute au PKK la mort de plus de 30.000 personnes depuis 1984, quand ont débuté les opérations armées du mouvement séparatiste.



L'explosion d'une bombe dans une gare routière de Diyarbakir, dans le sud est de la Turquie, a fait six blessés, cinq civils et un militaire. L'un des blessés est grièvement atteint. /Photo prise le 15 juin 2007/REUTERS/Anatolian

Irak: deux morts dans un attentat près du local d'un parti kurde à Kirkouk

AFP

KIRKOUK (Irak), 17 juin 2007 (AFP) - L'explosion d'une voiture piégée près d'un local du parti kurde de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), à Kirkouk (nord), a tué deux gardes dimanche, a-t-on appris de source policière et médicale.

"Les insurgés ont laissé la voiture bourrée d'explosifs sur la route près du local dans le quartier d'al-Askari dans l'est de Kirkouk et se sont enfuis", a affirmé le capitaine Sharzad Mahmoud, de la police de Kirkouk.

"Deux membres de l'équipe de sécurité de l'UPK sont allés vérifier la voiture lorsque celle-ci a explosé vers 09H20 (05H20 GMT), tuant les deux gardes et blessant quatre personnes, dont deux autres gardes", a-t-il ajouté.

L'attaque et le bilan ont été confirmés par le Docteur Mohammed Abdallah du

service d'urgences de l'hôpital Azadi de Kirkouk. Les attentats se sont multipliés ces derniers mois contre les partis kurdes dans la ville, notamment contre l'UPK, le parti du président irakien Jalal Talabani.

Capitale d'une région dotée d'importantes ressources et installations pétrolières, Kirkouk, située à 250 km au nord-est de Bagdad et juste au sud de la région autonome du Kurdistan, est une ville particulièrement instable, où cohabitent difficilement sunnites, chiites, Kurdes et Turcomans.

Un référendum sur son statut doit être organisé d'ici la fin de l'année. Les Kurdes sont redevenus majoritaires dans la ville victime d'une politique d'arabisation forcée sous le régime de Saddam Hussein

gamk 15-06-2007

Zoom sur la presse Turque.

Irak du Nord : pas d'intervention turque pour le moment.



Irak du Nord : pas d'intervention turque pour le moment. Recep Tayyip Erdogan a dit non ! A quelques heures d'une réunion entre le gouvernement et l'armée sur les problèmes de sécurité, le Premier ministre turc a démenti toute intention de déclencher une opération militaire en Irak du Nord, pour donner l'assaut contre les militants kurdes du PKK.

Pour le chef du gouvernement, il convient d'abord de focaliser les efforts de la lutte antiterroriste sur le territoire de la Turquie. « Il y a 500 terroristes en Irak, et 5 000 à l'intérieur de la Turquie. Est-ce que le terrorisme a pris fin en Turquie pour que nous nous permettions le luxe de nous occuper de 500 personnes en Irak du Nord ? », a-t-il déclaré, selon Zaman.

Pour éviter tout malentendu, le Premier ministre s'est empressé de préciser que ces chiffres n'étaient pas les données officielles, mais qu'il les citait juste pour prendre un exemple. En effet, il est communément admis que le nombre de militants du PKK réfugiés dans les monts du Kandil, en Irak du Nord, avoisinerait les 5 000 ; et sur ces 5 000, environ 1 000 seraient actifs sur le territoire turc, selon les responsables de l'armée.

Recep Tayyip Erdogan s'est plaint de la couverture des médias sur cette question de l'opération transfrontalière en Irak du Nord, soulignant que le foisonnement des articles parus dans la presse avait créé une attente au sein de la population, et une certaine inquiétude dans les milieux financiers. « Nous devons penser les choses de façon multidimensionnelle, soit politiquement, militairement et économiquement, a-t-il dit selon le Turkish Daily News. Dans quelle mesure tout cela va-t-il affecter nos marchés ? Pouvez-vous dire " Non, l'économie nous importe peu, mais la sécurité oui " ? ». Des mots qui résonnent comme une réponse aux propos du TÜSIAD (l'Association des Industriels et Hommes d'Affaires turcs), qui avait déclaré que la sécurité devait être une priorité.

M. Erdogan a également fustigé « ces généraux à la retraite, ces pachas qui vont d'une télévision à l'autre pour créer un climat négatif par l'utilisation d'expressions irrespectueuses ». Il en a profité pour démentir les rumeurs faisant état de désaccords avec l'armée et le président.

Quasiment au même moment, soit quelques heures seulement avant la tenue de cette réunion sur la sécurité, on apprenait que le PKK déclarait un cessez-le-feu unilatéral, qui ne pourrait être

rompu que pour mener des opérations d'autodéfense.

Une réunion sur les questions de sécurité, qui a confirmé selon Zaman que la lutte antiterroriste était la priorité des priorités pour la Turquie. Dans le communiqué faisant le bilan de leur réunion, les participants (soit les principaux ministres et les hauts responsables de l'armée) ont souligné que cette lutte contre le terrorisme serait menée « sur des bases démocratiques et conformément au principe de suprématie de la loi ».

La Turquie n'a donc toujours pas cédé à la tentation de lancer une incursion de grande envergure en Irak du Nord, face à l'actuelle flambée de violence généralement attribuée au PKK. Au lieu de cela, l'état-major des forces armées turques a décrété la semaine dernière que trois provinces du sud-est de la Turquie seront désormais déclarées pour une durée de trois mois zones de sécurité provisoires, afin de prévenir les infiltrations croissantes de militants du PKK. Il s'agit des provinces de Siirt, Hakkari et Sirnak, qui créeront ainsi une sorte de zone tampon autour de la frontière irakienne.

Si Siirt se situe assez loin au nord de cette dernière, Hakkari et Sirnak, en revanche, sont frontalières de l'Irak. Mais les trois provinces ont une caractéristique commune, celle d'être le théâtre d'affrontements entre les forces de sécurité turques et les militants du PKK. Interrogé par le Turkish Daily News, Sedat Laçiner, directeur du Centre de Recherches internationales stratégiques d'Ankara, a précisé que les forces armées turques étaient en train de créer, des deux côtés de la frontière irakienne, une zone tampon d'environ 120 km de long et 15 km de profondeur.

Dans une interview télévisée, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a indiqué que les militaires turcs ont déjà déclaré de nombreuses régions "zones de sécurité" avec l'autorisation du gouvernement. A la question de savoir si ces zones seront étendues dans un avenir proche, il a répondu qu'il ne s'agissait pas d'un état d'urgence, mais a laissé entendre qu'il fallait s'attendre à une concentration de troupes dans les zones frontalières.

Il n'en fallait pas plus pour que certains journaux évoquent justement l'état d'urgence. L'armée a donc dû réagir dans un communiqué, publié sur son site Internet, dans lequel elle souligne que la décision de créer ces zones de sécurité relève de mesures de routine destinées

simplement à endiguer les attaques du PKK.

Du côté des chroniqueurs de la presse turque, les commentaires vont bon train, et ils ne sont pas toujours tendres pour le gouvernement. « Malgré l'appel de plus en plus fort de la nation – ou du moins de larges couches de la société – qui presse la Turquie d'agir comme un grand Etat' et de punir les terroristes et leurs collaborateurs dans leur antre d'Irak du Nord, l'AKP au pouvoir, écrit Yusuf Kanli dans le Turkish Daily News, est opposé à une incursion en Irak du Nord au moment où le pays s'apprête à organiser les élections législatives du 22 juillet prochain. » Pour l'éditorialiste, qui souligne pourtant la montée de la « frustration » et de la « colère » à Ankara, « il est clair que plus l'AKP résiste aux appels des militaires et de larges couches de la société à pénétrer en Irak du Nord, plus il pourrait en souffrir lors des prochaines élections ».

Les élections générales du 22 juillet : un rendez-vous que l'AKP va tout faire pour ne pas manquer. Pour Mehmet Ali Birand, « il est clair que [jusque-là], [le gouvernement] ne veut pas prendre de mesures susceptibles de provoquer une crise ». « Cependant, estime-t-il, il laisse l'impression qu'il évite d'agir de manière décisive. »

Et le chroniqueur exprime une pointe d'amertume : « Nous avons passé sept années en vain », écrit-il. Il reproche aux autorités de ne pas avoir pu mettre à profit la trêve décrétée par le PKK, en 1999, après la capture de son chef Abdullah Öcalan, pour résoudre les problèmes liés à la question kurde. Du coup, en 2006, le PKK a « de nouveau eu recours au terrorisme », même si sa manière d'agir est différente cette fois-ci. « La Turquie, prise aujourd'hui au dépourvu, souffre d'avoir gaspillé sept années », déplore Birand.

Dans le journal Referans, Cengiz Çandar fait observer que le gouvernement est confronté à un dilemme : soit succomber à la pression de l'intérieur et mener une opération transfrontalière contre les militants du PKK, soit subir les critiques pour avoir été indifférent à la menace du PKK. Le journaliste presse le gouvernement de ne pas céder à un « populisme électoraliste », et de considérer « l'option d'une occupation du nord de l'Irak » à partir d'une perspective plus large. www.gamkonline.com

LEFIGARO

Avec le parc Pank, l'Irak redécouvre le loisir

16 juin 2007

Un Kurde revenu au pays a construit un complexe touristique de grande envergure avec hôtels cinq étoiles et autres toboggans géants.

Dysney aurait probablement jugé l'investissement trop risqué. Seul un local pouvait relever le défi. L'ancien exilé kurde Hazem Kurda, revenu au pays après la chute du régime de Saddam Hussein en 2003, s'est lancé dans un projet fou : développer une industrie du tourisme dans le Kurdistan irakien. Dans un pays où les attentats-suicides ensanglantent chaque jour les rues des villes, le projet fait figure de véritable curiosité.

«Certains pensent que je suis fou mais je suis convaincu que le développement du tourisme au Kurdistan peut profiter à

l'ensemble de l'Irak», explique-t-il dans The Guardian. Le site baptisé Pank a été implanté près de la ville de Rowanduz à 1000 mètres d'altitude avec canyons et falaises à pic en guise de décor. Après avoir retiré les mines anti-personnelles posées par l'armée de Saddam, Hazem Kurda a fait de Pank un véritable lieu de villégiature.

Les autorités se réjouissent

Le projet de Kurda n'en est qu'à ses balbutiements. Le complexe Pank n'est qu'une partie d'un vaste plan de développement qui devrait

accoucher dans les prochaines années d'un «village vacances» autour de la source de Bekhal. Les premières pierres de ce projet très ambitieux ont été posées en 2002. 240 chalets, 6 hôtels de luxe, un camping et un parc d'attraction devraient sortir de terre.

«Nous aimerions voir davantage d'investisseurs de son genre», explique le ministre du Tourisme Nimrud Beito. D'ailleurs les autorités kurdes sont bien décidées à inciter la venue de nouveaux créanciers dans cette région du nord de l'Irak. Une réduction de taxes est offerte à tous

ceux qui veulent faire le grand saut et investir dans la zone. «La région a beaucoup à offrir», explique-t-il. Escalade, rafting, randonnées découverte de la faune, le Kurdistan irakien dispose d'un vaste potentiel pour attirer les amateurs de tourisme «vert».

Mais au-delà des investissements financiers, le plus grand pari, c'est certainement celui de réussir à changer l'image d'un pays dévasté par la guerre où, pas plus tard qu'en avril dernier, un attentat suicide a encore tué de nombreux civils dans la ville d'Irbil.

Maliki demande aux forces US de ne pas armer les tribus

L'armée américaine estime qu'elle pourrait avoir à rester dix ans en Irak

**L'Orient
LE JOUR**

18 Juin 2007 - Beyrouth

Les troupes américaines pourraient être nécessaires encore une décennie en Irak afin de combattre les insurgés, selon le commandant des forces américaines dans ce pays, qui promet pour septembre une évaluation franche et honnête de la situation.

Le général David Petraeus, commandant des forces américaines en Irak, a jugé hier que, de l'avis général, l'Irak aurait du mal à atteindre les objectifs fixés d'ici à « un an ou même deux ans ». « En fait, je pense qu'historiquement, les opérations de contre-insurrection durent au moins neuf ou dix ans », a-t-il dit sur la chaîne de télévision Fox, interrogé sur l'éventualité d'un engagement de longue durée des Américains en Irak, comme ce fut le cas en Corée. Il a souligné que tout déploiement de longue durée dépendrait cependant de la volonté du gouvernement souverain de Bagdad. « Leur souveraineté est primordiale », a-t-il dit. Le général américain a ajouté qu'il présenterait en septembre une « évaluation franche » de l'impact qu'a eu l'augmentation du nombre

de soldats américains en Irak ordonnée par le président américain George W. Bush pour combattre les insurgés. Samedi, Robert Gates, secrétaire américain à la Défense, qui rencontrait à Bagdad les dirigeants irakiens, les a exhortés à s'impliquer davantage dans la réconciliation intercommunautaire, en leur faisant part de la déception de Washington à cet égard.

Dans le même temps, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a estimé hier dans une interview publiée sur le site du magazine Newsweek que les États-Unis risquent de créer de nouvelles milices en fournissant des armes à des tribus irakiennes. Selon lui, l'armement de ces groupes devrait se faire sous le contrôle de l'État (irakien) qui « devrait avoir des garanties que cela n'entraînerait pas la formation de nouvelles milices ». « Il s'agit là d'inquiétudes légitimes et nous avons les mêmes », a répondu hier le général Petraeus.

Parallèlement, le Premier ministre britannique Tony Blair a regretté que les

États-Unis n'aient pas eu de plan pour la période suivant l'invasion de l'Irak. C'est ce qu'ont affirmé plusieurs de ses plus proches collaborateurs de l'époque lors d'un documentaire télévisé intitulé « Ascension et chute de Tony Blair », dont la 1re partie doit être diffusée samedi prochain par la chaîne Channel 4. Dans des commentaires publiés à l'avance hier par le journal l'Observer, des membres du cercle rapproché de Tony Blair ont affirmé notamment que ce dernier a décidé d'envoyer des troupes en Irak en mars 2003 tout en estimant que Washington n'avait pas préparé de « manière adéquate » la période de reconstruction d'après-guerre une fois que le dictateur Saddam Hussein aurait été renversé.

Sur le terrain, hier, huit personnes ont été tuées dans des violences à travers le pays et un attentat-suicide a visé une mosquée sunnite, faisant six blessés, a-t-on appris auprès de l'armée américaine et de source policière.

Turquie: Trois rebelles kurdes et un soldat tués dans des combats

ANKARA, 19 juin 2007 (AFP) - Trois rebelles séparatistes kurdes et un soldat turc ont été tués mardi dans des accrochages dans l'est et le nord-ouest de la Turquie, a-t-on indiqué de source officielle.

Les trois rebelles ont été abattus à Erzincan (est). Une opération de l'armée avait été lancée lundi soir après que des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) eurent ouvert le feu sur une patrouille, blessant 4 soldats, a précisé à l'agence Anatolie le gouverneur d'Erzincan, Ali Güngör.

Deux autres militants du PKK ont été capturés lors de cette opération, a-t-il ajouté. Un militaire a été tué et un autre blessé par ailleurs mardi matin lorsque des rebelles du PKK ont ouvert le feu sur une patrouille militaire qui rentrait d'une mission de ratissage dans la province de Gümüşhane (nord-est), ont indiqué les autorités locales cités par Anatolie.

Cette province n'est pourtant pas l'un des théâtres traditionnels de combats entre les rebelles et les forces de sécurité. L'armée a déclenché des opérations d'envergure pour traquer les membres du PKK dans le sud-est anatolien à la population en majorité kurde, où ils multiplient leurs actions depuis le début du printemps, le dégel favorisant leur infiltration en Turquie à partir de leurs bases du nord de l'Irak.



La Turquie au bord de l'implosion

La référence aux valeurs européennes peut, quelles que soient les forces en présence, relancer un projet démocratique et consensuel

La Turquie se dirige vers un grand règlement de comptes final. Cette situation n'est pas due, comme on pourrait le craindre, à un conflit de race ou de religion. Le pays est traversé d'une fracture plus fondamentale et plus dangereuse.

Nous avons aujourd'hui d'un côté une grande masse de gens qui ôtent leurs chaussures avant d'entrer dans une maison, des femmes qui se couvrent la tête, des garçons qui fréquentent les cafés pendant que les filles sont soumises à des règles extrêmement oppressives, des gens dont les foyers sont éclairés par des ampoules nues, qui apprécient une musique à mi-chemin entre la chanson populaire et l'arabesque, qui n'ont peut-être jamais lu un livre, n'ont jamais dansé, des hommes qui ne sont jamais allés au restaurant avec leur femme, n'ont jamais été au théâtre, ont très peu d'éducation et professent de forts sentiments religieux.

De l'autre côté, il y a ceux – et celles, puisque l'établissement comporte un



Si la Turquie connaît un coup d'Etat, elle cherchera à établir un partenariat avec la Russie et l'Iran



lycée de filles – qui ont fait leurs études au prestigieux Robert College d'Istanbul, qui y ont dansé à l'occasion de mariages ou de soirées, qui vont au cinéma, lisent – parfois – des livres, ont un assez bon niveau d'éducation, des goûts musicaux qui vont de la pop au classique, des maisons décorées avec un certain goût et des femmes qui ne se couvrent pas la tête. Ce sont des gens qui n'autorisent peut-être pas leur fille à fréquenter un garçon, mais qui détournent la tête quand cela se produit. Ils croient en Dieu mais prient rarement, boivent de l'alcool dans des soirées mixtes,

Ahmet Altan

Commentateur politique au quotidien « Hurriyet », auteur de fictions

suivent la presse, regardent les *talk-shows* et vivent plus ou moins selon les normes occidentales.

Les styles de vie de ces deux groupes ne se ressemblent en rien. A la différence de ce qui se passe en Occident, où des éléments tels que la musique d'église, l'iconographie religieuse et les histoires bibliques, adaptées y compris à l'écran, créent une sensibilité partagée par toutes les classes, il n'existe en Turquie aucun terrain culturel commun susceptible de les unir. Leurs existences, leurs goûts et leurs croyances sont totalement différents. Et même antagonistes.

Le premier groupe a été méprisé, discrédité et mal traité durant les années de la République. A présent, numériquement important, il s'est organisé politiquement et dispose d'une puissance politique lui permettant de gagner toutes les élections. Mais il ne parviendra au pouvoir qu'en acceptant certains critères occidentaux, il tente donc de s'approprier les valeurs démocratiques et d'améliorer ses rapports avec l'Occident.

Le second groupe est minoritaire et, parce qu'il sait qu'il ne reviendra jamais au pouvoir s'il respecte les règles politiques occidentales, il devient peu à peu hostile aux valeurs démocratiques de l'Occident.

L'armée joue un rôle important dans cette désagrégation culturelle. Elle est composée d'enfants du premier groupe qui coopèrent avec le second groupe, lequel lui est hostile. En un certain sens, l'armée trahit ses propres racines.

L'élection présidentielle a exposé au grand jour les intentions des deux parties et révélé à quel point leur conflit était aigu. Le second groupe, soutenu par l'armée, ne veut plus d'élection. Et chaque jour qui passe voit enfler les rumeurs d'un possible coup d'Etat. On reparle de junte. Or que se passerait-il en cas de coup d'Etat ?

Le groupe dont le style de vie se rapproche du mode de vie occidental accèdera au pouvoir avec le soutien de l'armée, mais perdra celui de l'Occident. L'Europe se prononcera résolument contre un coup militaire. Les Etats-Unis auraient pu

accepter un coup d'Etat en échange d'un soutien à sa politique dans le nord de l'Irak et dans l'ensemble du Moyen-Orient. Mais un pays qui a occupé l'Irak clamant qu'il voulait y apporter la « démocratie » serait bien en mal d'expliquer au monde et à son propre peuple qu'il soutient un putsch militaire en Turquie. Ils devront donc, bon gré mal gré, s'opposer à un coup d'Etat. Mais alors que fera ce pays qui bénéficie de financements occidentaux et dont l'armée est dotée d'armes fournies par l'Occident, s'il doit rompre ses liens avec celui-ci ?

Si la Turquie connaît un coup d'Etat, le monde assistera à un phénomène qui ne s'est encore jamais produit : la Turquie cherchera à établir un partenariat avec la Russie et l'Iran. Elle obtiendra de ces deux

pays armes, énergie et financements. Le gaz naturel, le pétrole et l'énergie nucléaire de la Russie et de l'Iran suffiront à maintenir la Turquie la tête hors de l'eau, même si ce n'est que pour une brève période. Et un bloc formé de la Russie, de la Turquie et de l'Iran ne manquera pas de modifier l'équilibre global. Il prendra le contrôle total du Moyen-Orient. Il emprisonnera l'Europe dans les frontières de son petit continent. Il attirera dans son orbite le Caucase, l'Afghanistan et le Pakistan. Il nouera des relations étroites avec le monde musulman. Il sera même en mesure de proposer un partenariat à la Chine. Ce nouveau bloc disposerait d'une puissance considérable sur les plans militaire, financier et énergétique. La fissure turque conduirait ainsi à une fracture globale.

Si une troisième guerre mondiale devait advenir, je pense qu'elle pourrait surgir de cette crevasse. J'aimerais que ce scénario soit étudié par les deux camps qui se font face en Turquie. Par l'Europe, qui se comporte de manière insolente avec un pays dont l'héritage impérial est à la fois magnifique et pathétique, et qui tente de repousser la Turquie hors de son aire, et par l'Amérique, qui croit jouer au plus malin en menant double jeu dans sa politique à l'égard de la Turquie.

Que le conflit sanglant qui semble se profiler en Turquie puisse mettre le feu au monde entier n'est pas une éventualité si éloignée que vous le pensez. La première guerre mondiale a bien commencé par deux coups de revolver. ■

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Iran : Ahmadinejad et l'inflation

La démarche est pour le moins inhabituelle. Cinquante-sept économistes iraniens mettent en garde, dans une lettre ouverte, le président conservateur, Mahmoud Ahmadinejad, contre les risques inflationnistes de sa politique économique. Ce texte, dont les journaux iraniens se sont fait l'écho, est signé, entre autres, par Mohammad Satari-far, ancien chef de l'Organisation du plan et du budget, et Hossein Abdeh Tabrizi, ex-responsable de la Bourse de Téhéran.

La hausse des prix a atteint – officiellement – plus de 17 % lors de l'année iranienne (qui s'est achevée le 20 mars), et tournerait même autour de 20 % et plus. « Les politiques monétaires et bancaires appliquées vont à l'encontre des objectifs de justice déclarés », affirment les économistes. Ils reprochent au gouvernement l'augmentation, annoncée fin mai, de 40 % des liquidités pour l'année en cours.

Les dérapages monétaires de la politique populiste du gouvernement, qui a augmenté les dépenses publiques en injectant, par exemple, l'argent du pétrole dans des projets régionaux pas toujours

« Les politiques monétaires et bancaires appliquées vont à l'encontre des objectifs de justice déclarés par le gouvernement »

nécessaires ou mal contrôlés, sont de plus en plus critiqués.

Les Iraniens les plus défavorisés, ceux auxquels M. Ahmadinejad affirme s'intéresser en priorité en leur promettant d'« apporter l'argent du pétrole à leur table », sont durement touchés par l'augmentation du prix des denrées de base (en dépit des subventions dont bénéficient certains produits) et par celui des loyers, qui, à Téhéran, ont été multipliés par sept en deux ans. « Le coût des décisions non scientifiques et précipitées est très lourd et sans retour (...), en particulier pour les couches ayant les revenus les plus bas », affir-

ment ainsi les économistes, qui évoquent une « augmentation de la pauvreté ».

Ces critiques interviennent au moment même où les autorités de Téhéran s'appêtent à lancer, jeudi 14 juin, un plan controversé de rationnement de l'essence, dont les prix ont fortement augmenté ces derniers mois. La première phase concerne seulement « les voitures utilisées par les services gouvernementaux », a déclaré Ali Akbar Mehrabian, responsable de ce plan : « elles auront droit chacune à un maximum de dix litres d'essence par jour à un prix subventionné ». Dans un second temps, le plan touchera les véhicules privés.

Les raffineries iraniennes ne produisent que 44,5 millions de litres d'essence par jour, alors que la consommation quotidienne est de 79 millions de litres. Quatrième producteur de pétrole mondial, l'Iran a pourtant dû importer pour 5 milliards de dollars d'essence l'année dernière, environ 40 % de sa consommation. Le gouvernement estime que, sans rationnement, les importations coûteront 9,5 milliards de dollars cette année. ■

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ÉLARGISSEMENT PRÉPARATION DE LA REPRISSE DES NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION LE 26 JUIN

Chypre menace de bloquer les négociations sur l'adhésion de la Turquie

CHYPRE a annoncé, mercredi 13 juin, être « prêt à mettre son veto » à un des trois chapitres de négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). Les consultations se multiplient entre les Vingt-Sept pour préparer la rencontre du 26 juin sur trois dossiers jugés jusqu'alors plutôt techniques. La menace de vetos à la Turquie pèse déjà sur 2 des 3 chapitres : celui de l'Union économique et monétaire de la part de la France et celui du contrôle financier de la part des Chypriotes.

« On est prêts à accepter l'ouverture de deux chapitres (...) mais on a des problèmes sur le chapitre du contrôle financier », et

« on est prêts à aller jusqu'au veto », déclare le ministre chypriote des affaires étrangères, Yiorgos Lillikas. Les Chypriotes, qui rappellent que « la Turquie n'a toujours pas répondu à la normalisation des relations avec Chypre et refuse de coopérer sur toutes questions », entendent obtenir des engagements de Paris et de Bruxelles en échange

de leurs voix. Après avoir rencontré le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, et son secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet, mercredi, « on doit poursuivre le dialogue avec la présidence et la Commission ces prochains jours », annonce M. Lillikas.

« Nous avons soutenu l'ouverture des négociations entre l'UE et la Turquie. Mais notre soutien n'est pas inconditionnel », souligne-t-il. « C'est sous réserve que la Turquie montre de la bonne volonté pour un consensus sur la question de la réunification de l'île. »

« Il faut faire comprendre à la Turquie, poursuit-il, qu'il n'y a qu'une façon de procéder à l'adhésion (...), c'est en respectant l'intégrité territoriale de tous les Etats membres. Et je compte bien sûr la France pour cela. » « Notre décision sur le chapitre 32 [finances] va dépendre de la position que le gouvernement français va prendre sur le chapitre 17 [Union économique et monétaire] », précise-t-il.

« Il n'y a pas, ni dans le cas de la Turquie ni dans d'autres cas, de difficulté majeure de la part de la commission » au sujet du chapitre sur l'Union monétaire, a indiqué, mercredi, le commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia. « C'est aux Etats membres de prendre leurs responsabilités, et d'expliquer leur position », a-t-il ajouté. Un diplomate bruxellois souligne que la présidence allemande espérait toujours « ouvrir les chapitres où il y a unanimité » le 26 juin. ■

ANNE RODIER

AVEC PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)

Holy shrine in Samarra is again attacked

Shiites call for calm; curfews are imposed

By John F. Burns

BAGHDAD: A bombing Wednesday that appeared to have been set by Sunni extremists with links to Al Qaeda toppled the twin golden minarets that were most of what remained of one of the most revered Shiite shrines in Iraq after a devastating bombing last year.

At that time, the country was engulfed in a wave of sectarian killing that pushed Sunnis and Shiites to the brink of outright civil war and prompted President George W. Bush to order nearly 30,000 additional American troops into Iraq in an effort to pull the country back from the abyss.

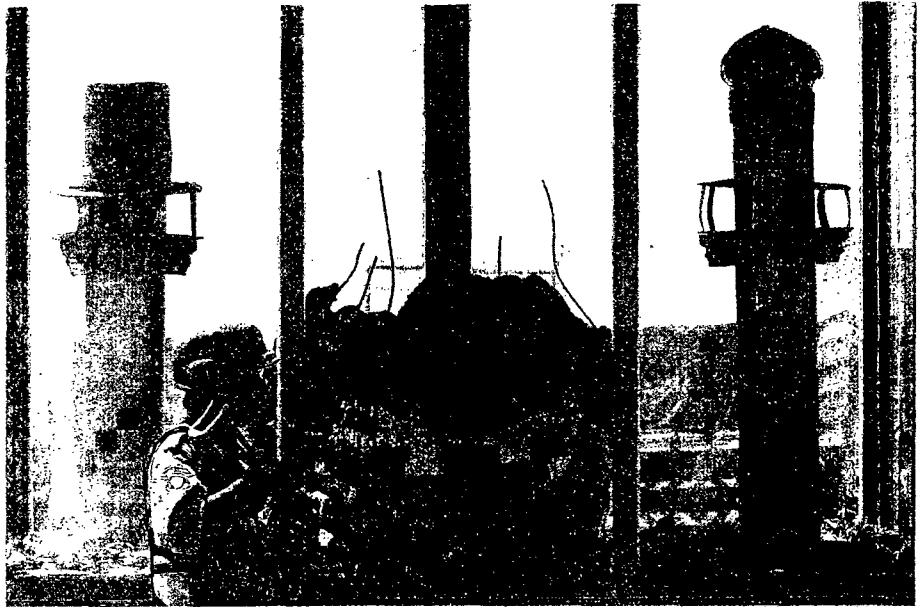
But this time, appeals for calm by the country's leading Shiite clerics and politicians, as well as by the top two American officials in Iraq, appeared to have headed off the risk of a new sectarian convulsion, at least in the immediate aftermath of the new bombing.

The two explosions that destroyed the 25-meter-high, or 80-foot-high, minarets of Al Askari shrine in Samarra, 120 kilometers, or 75 miles, north of Baghdad, occurred at about 9 a.m. and left the shrine, its soaring golden dome destroyed in the attack last year, with little to show for its former grandeur but a mound of rubble overlooked by a blue-tiled entrance archway and a golden clock tower.

Suspicion fell immediately on the relatively small guard force that had protected the shrine since the attack in February 2006, a unit composed almost of entirely of Sunnis and which American and Iraqi commanders had long suspected of harboring Al Qaeda sympathizers.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, a Shiite who heads a fractious and largely paralyzed coalition government of Shiites, Sunnis and Kurds, said he had ordered the arrest of "all officials who were responsible for guarding the holy shrine," and reports from Samarra said at least 15 members of the guard force were taken into custody.

A statement by Ambassador Ryan Crocker and General David Petraeus, the top U.S. officials in Iraq, described the attack as an attempt by Al Qaeda to provoke sectarian conflict. "It is an act of desperation by an increasingly beleaguered enemy seeking to obstruct the



An Iraqi police officer in a Shiite enclave of Baghdad passing a model of the shrine that was attacked in Samarra on Wednesday.

peaceful political and economic development of a peaceful Iraq," the statement said.

The new Samarra bombing was followed by the imposition of indefinite curfews in several major cities, including Baghdad, the southern oil hub of Basra and the two Shiite holy cities of Karbala and Najaf, the site of other major Shiite shrines that have survived repeated Al Qaeda bombing plots.

In Samarra, American troop reinforcements that were requested by Maliki effectively sealed the city, and Iraqi police officers fired in the air to disperse a small crowd of Shiite demonstrators from the area near the shrine. Witnesses reported American fighter jets roaring low over the city's rooftops, a tactic often used when U.S. commanders want to deter potential attacks.

Within hours of the Samarra explosions, there were reports of scattered attacks on Sunni mosques in Baghdad, Basra and other cities. In Baghdad, the police said Shiite gunmen set fire to a Sunni mosque in the Bayaa district and reported attacks on three other neighborhood mosques.

But while the new Samarra bombing set off a wave of anxiety across Iraq, particularly in areas of mixed Sunni and Shiite populations, there were few early signs of the tidal wave of violence that followed the initial attack on the shrine last year. The bombing then triggered an immediate wave of reprisals, with Shiite mobs attacking and partly destroying 27

Sunni mosques in Baghdad alone in the first hours after the bombing, along with sectarian attacks, mainly by Shiite death squads, that killed at least 140 people in the first 24 hours.

After the initial violence, the killing spiraled upward, poisoning the political atmosphere in Baghdad and contributing heavily to an Iraq-wide civilian

casualty toll in 2006 that a recent UN survey put at more than 70,000, of whom nearly 34,500, by the UN count, were killed.

After three years in which much of the killing in Iraq was caused by Sunni insurgent bombings aimed at Shiite civilians, the first Samarra attack was the trigger for Shiite militias to unleash death squads on Sunni civilians, killing them in numbers that approximated the casualties caused by Sunni bombings.

The attack Wednesday on the Samarra shrine came at a critical moment for U.S. commanders, who have reached what they acknowledge privately to be a now-or-never point in the war. The increased troop levels ordered into the war by Bush this year have only months, at best, to begin driving insurgent attacks down.

Without significant progress by September, when Petraeus is scheduled to report on the impact that the higher troop levels are having on the insurgency, the generals appear to have little prospect of relieving congressional and popular pressures at home for a withdrawal of American troops.

At bases across the main war zones, particularly in and around Baghdad and in the mixed Sunni-Shiite provinces like Babil, Wasit, Diyala and Salahuddin that straddle the main approaches to the capital, American formations bolstered by the troop increase are reaching full operational readiness ahead of what the commanders have described as a summer offensive against Al Qaeda and Shiite sectarian death squads.

But as they have refined their battle plans, the commanders have warned of the possibility that Al Qaeda would mount a "catastrophic" attack similar to the one at Samarra last year, launching a new round of mass sectarian killings

and driving a still deeper wedge between Sunnis and Shiites.

One early assessment of the latest bombing at Samarra was that it was intended to be just the kind of trigger for fresh sectarian violence that the American commanders had feared, but that it

had failed, for now, to replicate the disastrous impact of the first attack on the shrine.

By some estimates, the strike may even have been a next-best effort by the Islamic militants, a return to a target that was relatively accessible, given the

Sunni guard force protecting it, but less powerful in its potential impact on the majority Shiite population than a successful strike on one of the major Shiite shrines that had not already been devastated.

INTERNATIONAL
Herald Tribune June 14, 2007
THE WORLD'S DAILY NEWSPAPER

Turkey, the Kurds and Iraq ■ Thomas Seibert

The fatal attraction of invasion

ISTANBUL

Scenescenes of pain and sorrow have returned to everyday public life in cities across Turkey. Flag-draped coffins of soldiers killed in clashes with Kurdish rebels are carried through the streets on their way to their graves.

At least 19 people have died in attacks blamed on rebels of the PKK, the militant Kurdistan Workers Party, since late May. The Turkish army is calling for an incursion into neighboring Iraq to destroy the rebels' camps and supply lines there.

The government has so far resisted public and military pressure for a push over the border. But time is running out.

The war between the PKK and the Turkish state started in 1984; some soldiers killed in the latest attacks were not even born then. More than a quarter of a century and nearly 40,000 deaths after the first shots were fired, the fighting is still going on.

It is not as intense as it was in the 1990s, when victims' funerals first became commonplace in towns all over Turkey. But it is heating up again after a lull following the capture of PKK leader Abdullah Ocalan by Turkish agents in 1999.

Today, the PKK is no longer fighting for an independent Kurdish state in southeastern Turkey. Instead, the rebels demand Ocalan's release and an amnesty covering all their leaders and fighters — something Ankara refuses to contemplate.

Calling on the government and Parliament in Ankara to grant permission to invade northern Iraq, Turkey's generals argue that thousands of PKK fighters hide, train and buy weapons there.

For years, Turkey has been asking Iraqi Kurds, who govern the north of the country, and the United

States to do something about the PKK, but not much has happened. According to supporters of a Turkish incursion, military action by Ankara would therefore be an act of self-defense covered by international law.

The call to arms is, however, only partially driven by a genuine feeling of threat. A heavy dose of domestic politics is involved as well. The secularist Turkish army is ideologically opposed to the government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, whose AK-Party is a champion of a new Muslim middle class.

The generals, who recently warned of a military coup in case one of Erdogan's friends should become president, would not mind seeing the AK-Party's share of votes plummet in elections sched-

uled for July 22. Pushing Erdogan into a corner over the Iraq issue might be a way of bringing this about.

If the prime minister refuses to give the green light for the incursion, he will be branded soft on national security and an ally of America — a label every Turkish politician wants to avoid these days.

If Erdogan does send the army into Iraq, responsibility for the heavy cost — in casualties, in inevitable problems with Iraq, the United States and Europe, and in a possible economic downturn — would be his, too.

So far, Erdogan has been playing for time, hinting that he is prepared to move into Iraq if need be, but not taking any action to convene parliament for a vote on the issue. But it is doubtful that he can sit on the fence until election day, especially if the PKK's

attacks keep coming and Turkish losses keep rising. Meanwhile, the army is massing troops on the border and increasing pressure on Erdogan by continually repeating demands for a parliamentary go-ahead.

Even proponents of an incursion have to admit that the benefits of military action would be few. The PKK has had ample time to prepare for an attack and might even profit from it. There are reports that some rebels have retreated further into Iraq to avoid becoming targets for Turkish guns.

A Turkish move into Iraq could strengthen the PKK by allowing it to cast itself as a victim of Turkish aggression against all Kurds.

Several cross-border interventions by Turkey in the past have not succeeded in destroying the rebel group. Still, domestic pressure for

an incursion is growing, and options to avoid it are limited.

One would be for the Iraqi Kurds to put pressure on the PKK to end its attacks in Turkey. Another would be for American or Iraqi forces to capture one or more leaders of the PKK, which is labelled as a terrorist organization by Washington, and hand them over to Ankara.

Steps like these would not end the PKK presence in Iraq, let alone solve the Kurdish question in Turkey. But they could help to prevent a wounded, angry and divided Turkey from throwing the whole region into a new crisis.

Thomas Seibert has worked since 1997 as a freelance journalist in Istanbul.



IRAQI MOSQUE BOMBING A TEST FOR EMERGING POLITICAL CLIMATE

By Kathleen Ridolfo RFE/RL June 14, 2007

Sunni insurgents have once again attacked the Al-Askari (Golden) Mosque in an apparent attempt to goad Shi'a into launching retaliatory actions.

The attack comes just weeks after Shi'ite cleric Muqtada al-Sadr extended an olive branch to Sunni Arabs and called on his followers to protect and defend their Sunni brethren in the wake of Al-Qaeda's increasingly bitter attacks that target all Iraqis without distinction.

The February 22, 2006, bombing of the Al-Askari Mosque, which destroyed the shrine's famous golden dome, was a watershed moment in Iraq. It set off a firestorm of sectarian attacks and counterattacks between Sunni and Shi'ite Arabs in the country that continues to this day, pushing the country to the brink of civil war.

The shrine, which houses the tombs of the 10th and 11th Shi'ite imams -- Imam Ali al-Askari and his son, Imam Hasan al-Askari -- is immensely symbolic to Shi'a worldwide. Shi'a believe that the revered 12th Imam, al-Mahdi, went into hiding at the site and will only emerge on the day of judgment. The site is also immensely symbolic to all Iraqis as a historic artifact, and its destruction signifies a further degradation of Iraqi history and culture.

As Iraqis brace for more violence in the wake of the June 13 attack, which

toppled two minarets at the partially destroyed mosque, the Iraqi government imposed a curfew in the capital until further notice. A curfew is likely to be called in Samarra as well; the city has a majority Sunni population and is a base for several insurgent groups, including Al-Qaeda-affiliated Islamic State of Iraq.

Just how Iraqis respond to the bombing will reveal much about the emerging climate in the country. In recent weeks, homegrown Sunni insurgents have taken up arms against the Islamic State, which, due to its composition of foreign fighters, is viewed as an outside force that is doing more harm than good to the homegrown Sunni insurgency.

The Islamic Army in Iraq, one of the most powerful Sunni insurgent groups, has publicly chastised the Islamic State for its attacks on Iraqi civilians. The Islamic Army has also clarified its position on the Shi'a, saying Iraqi Shi'ite civilians should not be targeted; only those Shi'a working to support the so-called Iranian agenda in Iraq -- including the U.S.-supported Iraqi military and police -- should be seen as legitimate targets.

That position has cost the Islamic Army dearly in terms of wider support among Arab mujahedin and their supporters, though it is a position largely supported by other homegrown Sunni insurgent groups.

Such a position matters because it speaks to the extent that sectarianism in Iraq has largely been fomented by an outside force (Al-Qaeda) and implies that Muslim unity in Iraq, though it may take years to salvage, is not beyond repair.

While many of Iraq's most influential Shi'ite religious leaders have tried to maintain support for Muslim unity over the past two years, their message has largely been drowned out by sectarian hate speech of Sunni and Shi'ite politicians, and by the actions of Shi'ite militias, which have contributed to interecine violence through their actions and rhetoric.

The changing position of Shi'ite politicians like al-Sadr, who now purports to support and defend Sunni Arabs, is largely the result of the political climate surrounding Prime Minister Nuri al-Maliki's administration. Al-Sadr has always positioned himself as a "nationalist" Iraqi who, unlike many of Iraq's current leaders, never fled the country during Saddam Hussein's regime, but rather remained on Iraqi soil to defend his nation. The Iraqi opposition, he claims, returned to Iraq in 2003 as an outside force -- bent on exploiting Iraq's wealth with the help of the United States and with no knowledge of or interest in serving the needs of the Iraqi people. It is this position that enabled al-Sadr to emerge as a force to be reckoned with.

Despite al-Sadr's recent stand, reports indicate that Shi'ite militiamen have already begun to target Sunni institutions. On June 13, at least three Sunni mosques south of the capital were set ablaze in retaliatory attacks.

The retaliation is not surprising. Al-Sadr has increasingly lost control of his militia, the Imam Al-Mahdi Army, in recent months. Following the announcement of his intention to reconcile with Sunni Arabs, his militia continued to carry out attacks against the Sunni population, ignoring their leader's call to defend the Sunni community. Media reports from Sunni-dominated neighborhoods in Baghdad in recent days indicate the Al-Mahdi Army continues to try to intimidate and impose its will on the Sunni and minority Christian populations.

The attack is also a setback for the Iraqi government, which has come under increasing criticism in recent weeks from Sunni, Shi'ite, and Kurdish politicians. In the aftermath of the June 13 attack, Sunni and Shi'ite clerics and politicians have blamed the government for failing to secure the Al-Askari shrine. The government is in the midst of a fierce political battle to maintain its hold on the parliament, as discontented political parties jockey to form a front to bring down the administration of Prime Minister al-Maliki.

ASIA TIMES

The struggle for Kirkuk turns ugly

- June 14, 2007 - By Sami Moubayed

DAMASCUS - Over the weekend, the London daily Al-Hayat published a two-part interview with Jalal Talabani, the president of Iraq. Talabani, a seasoned Kurdish nationalist and Iraqi statesman, spoke of the current conditions in war-torn Iraq, hardships during his years in the underground, and made interesting references to Kirkuk, the oil-rich city that is currently witnessing much violence and which Iraqi Kurds want to be incorporated into Iraqi Kurdistan.

In 1986, as part of his Arabization process, Saddam Hussein called for the relocation of Arab families to Kirkuk, the center of Iraq's petroleum industry, to outnumber the Kurds living there. He also uprooted thousands of Kurds from Kirkuk. Since the downfall of Saddam's regime in 2003, the Kurds have been demanding Kirkuk, something that the Sunnis curtly refuse, and are returning to the city en masse.

Some observers point to the "struggle for Kirkuk" as the real reason why the

Turks are seemingly so serious about invading Iraqi Kurdistan. If given to the Kurds, the city would add tremendous political, geographical and financial wealth to Iraqi Kurds, which in turn threatens neighboring country's like Turkey, Iran and Syria.

Prime Minister Nuri al-Maliki, in a search for friends in Iraqi domestics, has allied himself with the Kurds and backed Article 140 which says that a referendum should be held in Kirkuk to see whether its inhabitants favor remaining part of Iraq, or being annexed to Kurdistan.

Given that authorities have started, under Maliki's instigation, to call on the 12,000 Arab families brought to Kirkuk by Saddam to return to their Arab districts, the referendum will almost certainly come out in favor of annexation to Kurdistan.

Kurdish aspirations are becoming serious - and dangerous - to Iraqi Arabs. The US is seemingly supportive of these aspirations,

complicating matters all the more for Turkey, Iraqi Arabs and neighboring Iran, which is also very worried about the future of Kirkuk.

In his interview, Talabani recalled that at one point, when he raised the issue of Kirkuk with former prime minister Tarek Aziz, the latter told him that in this regard, "You [the Kurds] have one right: to weep as you pass through Kirkuk [since it will never become a Kurdish city]." Talabani replied: "Thank you Abu Zayd. You are a generous man." Aziz snapped back: "Are you joking?" Talabani replied: "No. I am not. There are 15 million Shi'ites who are deprived the right to weep on Ashura [a holy Shi'ite day]; at least you give us the right to cry."

Kirkuk came to the world's attention during the era of Iraq's founder, King Faysal I, when an oil gusher was discovered in 1927. The oil field was put into operation by the Iraqi Petroleum Company in 1934 and has been producing oil ever since, currently making up to 1 millions

barrels per day (half of all Iraqi oil exports).

By 1998, Kirkuk still had reserves of 10 billion barrels. At the time of the downfall of Saddam's regime, the city (250 kilometers north of Baghdad) had a population of 755,700. In 1973, Kurdish leader Mullah Mustapha al-Barzani laid formal claim to Kirkuk, something that the regime of Ahmad Hasan al-Bakr considered a declaration of war.

By 1974, authorities in Baghdad had split the district in two, naming the area around it al-Ta'mim, and redrawing its borders to give it an Arab majority. According to Human Rights Watch, from 1991 until 2003, Saddam systematically expelled an estimated 120,000 Kurds from Kirkuk and other towns and villages, to increase their Arab population. Since coming to Iraq in 2003, the Americans have never concealed their interest in oil.

Due to numerous attacks on Iraqi

oilfields in 2003-04, including the country's 7,000-kilometer pipeline system, the US set up Task Force Shield to guard oilfields, particularly in the Kirkuk district. In January 2004, the Los Angeles Times quoted Kurdish politician Barham Salih as saying, "We have a claim to Kirkuk rooted in history, geography and demographics." If this claim is not acknowledged, he added, it would be a "recipe for civil war".

Watching all of the above - and taking sides - is Maliki. The Shi'ites of Iraq are generally in a dilemma with the Kurds. The Kurds are overwhelmingly pro-American, with an alliance with the United States that

dates to the 1970s under secretary of state Henry Kissinger.

The Shi'ites are not particularly pro-American. One thing that brings part of the Shi'ites closer to the Kurds is the issue of autonomy. Certain Shi'ite groups, headed by the Supreme Islamic Iraqi Council (SIIC) have repeatedly called for creating an autonomous Shi'ite district in southern Iraq, similar to the Kurdish one in the north.

This leaves the Iraqi Sunnis, who favor unity and Arab nationalism, stranded in the middle - where there is no oil. Maliki, who faces tremendous pressure for his repeated

failure to bring stability to Iraq and disarm the militias, has one of two choices. Either he has to reconcile with the Sunnis, which is difficult given his sectarian upbringing, or with the Kurds.

Making friends with both, or continuing to alienate both, is impossible. Relying on support within his Shi'ite community is no longer enough, especially since many parties in the all-Shi'ite United Iraqi Alliance have started to lose faith in his leadership. Reconciliation with the Sunnis - in as much as this is being called for by the Americans - is difficult for Maliki.

In his heart of hearts, he does not want it. He wants to punish the Sunnis collectively because Saddam was one of them and because they refused to recognize and support a new, Shi'ite-led post-Saddam Iraq.

His alliance with Shi'ite military groups, like the Mahdi Army of Muqtada al-Sadr, which has engaged in sectarian war with the Sunnis since 2004, makes a rapprochement with the Sunnis even more difficult. The friendship between Iraqi Sunnis and neighboring or regional Sunni Arab countries like Saudi Arabia, Jordan, Egypt and Syria is even more alarming to Maliki, who fears that they are

Turkey Hunts Rebels in Security Zones

By C. ONUR ANT - Associated Press Writer - Jun 15, 2007

DAGKONAK, Turkey (AP) -- The sign at the edge of one of Turkey's new security zones says trespassing poses a "danger to life," and the only vehicles that venture beyond it are armored ones ferrying soldiers into battle with Kurdish rebels.

Deep in the mountains of southeast Turkey, the military has declared what amount to free-fire zones in its fight against separatist guerrillas who infiltrate the region from havens in neighboring Iraq and stage bombings and ambushes.

Dozens of soldiers and village guards have died in recent weeks in an escalation of attacks by rebels from Turkey's Kurdish minority, who began their struggle more than two decades ago. The violence has intensified debate in Turkey about whether to stage a cross-border offensive against the rebels, a move that could destabilize the calmest area in Iraq.

The military last week imposed "security zones" in 23 areas in three southeastern Turkish provinces to keep civilians away from combat, and it has imposed similar limits in areas where it conducts live fire exercises. Some experts speculate that the latest announcement is one in a series of preparatory steps ahead of a possible Iraqi campaign.

"They want to clear an area near the region where they might launch a bigger operation," said Ersel Aydinli, an associate professor of international relations at Bilkent University in Ankara. A military spokesman in Ankara, the capital, declined to answer questions about the security zones. The military released coordinates of the areas, but did not say how big they are.

The military restricts civilian movement in the zones in Sirnak, Hakkari and Siirt provinces, where many people grow crops and raise livestock in remote areas. Some villagers are staying away from their farms for fear of being caught up in violence.

"People are afraid to go and pick up the fruits and vegetables they grow," said Tahir Agacat, a former governor of Askinlar village, which is inside a security zone.

Askinlar, 15 miles north of the border with Iraq, is deserted and the area is the scene of sporadic clashes between Turkish troops and rebels, according to residents of neighboring areas. They said they heard gunfire and saw helicopters flying over the mountains. Villagers said the military warned them against entering the zones because they could be shot by troops patrolling the area.

There are military checkpoints near some of the security zones. The road to Askinlar is dirt, and the driver of an Associated Press team refused to leave the paved road, saying it was easier for Kurdish rebels to plant bombs on or beside unpaved ones. The army has patched some asphalt roads to make it harder for rebels to place bombs in the path of its vehicles.

This month, two bombs in the newly designated security zones in Sirnak and Hakkari provinces killed four Turkish troops, including two majors and a lieutenant colonel. A Western diplomat, speaking on condition of anonymity because of the sensitivity of the issue, said the security zones do not affect cities, and had been imposed in places that were "relatively small" and lightly inhabited. "They're effectively free-fire zones," the diplomat said.

But areas outside the security zones also are prone to violence. On Friday, a bomb in the mainly Kurdish city of Diyarbakir injured seven people, including a noncommissioned army officer. The pipe bomb, hidden in newspapers and attached to a bicycle, exploded near bus stops used by army vehicles to pick up military personnel, said Durdu Kavak, the city's chief prosecutor.

The security zones don't appear to involve the kind of harsh military control that existed in southeast Turkey at the height of fighting against rebels in the 1980s and 1990s. At that time, provincial governors were given additional authority to take measures such as curfews. Tens of thousands of civilians fled their homes, and many never returned.

The army said the zones will be in place for three months. But a big military sign in Dagkonak village said the area beyond had been designated a "military security zone" in April and would remain so until May 2008.

Turkey has deployed tens of thousands of troops along its 238-mile-long border with Iraq, which has protested to Turkey about alleged shelling by its forces of suspected rebel positions on the Iraqi side.

Turkey has previously staged cross-border offensives into Iraq, and some analysts say it might try to set up a "buffer" area in Iraq to prevent rebels of the Kurdistan Workers' Party, known by its Kurdish acronym PKK, from crossing into Turkey.

By most accounts, few civilians move around freely in the security zones. But some say nothing has changed. "I take my sheep to those mountains every day," said Abdurrahman Ucar, pointing at a range of peaks near the border with Iraq.

AP Associated Press

TURKISH DAILY NEWS

ANKARA - Turkish Daily News - June 16, 2007

The Council of State dismisses the mayor of Sur and disbands the municipal assembly for deciding to provide services in Kurdish, Assyrian and English, in addition to Turkish

The country's top administrative court late on Thursday dismissed the mayor of Sur, Abdullah Demirbaş, in Diyarbakir and disbanded the municipal assembly over

deciding to provide their services in Kurdish, Assyrian and English languages in addition to Turkish - arguing that the municipality had violated the constitution by doing so.

The Council of State Eighth Bureau assessed the application lodged by the Interior Ministry and was unanimous in deciding the verdict. It argued that the municipality's decision violated the

constitution and Turkish law and that it could not be described as a right in the context of the European Local Governments Autonomy rule. The municipality's decision was a overstepping of its rights, the court stated.

The Diyarbakir Prosecutor's Office had filed a complaint against the Sur mayor, some assembly members and Diyarbakir Mayor Osman Baydemir, who approved

the municipality's decision. Twenty-one people, including the two mayors, are currently on trial facing charges that carry a prison term of up to three-and-a-half

years each.

In recent years, Turkey has passed several reform packages, allowing the teaching of Kurdish. However the

constitution states that no language apart from Turkish can be used in public services.

The NEW ANATOLIAN

Barzani and Maliki Deepen Their Alliance

Inur Cevik - The New Anatolian / Baghdad-Erbil June 16, 2007

The Iraqi Kurdish leadership and the Shiites dominating the government have agreed to deepen their alliance in Baghdad to facilitate American demands to improve the deteriorating security situation in Iraq and push ahead with reforms and the passage of the oil law that may appease the Sunni Arabs.

President George W. Bush has called Iraqi Kurdish Region President Massoud Barzani by phone on Thursday and thanked him for contributing to the Kurdish efforts to enhance security in Baghdad, The New Anatolian learnt from sources close to Barzani. Bush also said he appreciated the cooperation between the Kurds and the Baghdad government to solve political problems. He voiced solidarity with the Kurds. A U.S. delegation led by United Nations Permanent Representative John Negraponte visited Erbil and met with Barzani on Wednesday. Bush also said he appreciated the positive attitude displayed by Barzani at these talks.

Iraqi Kurdish sources who asked not to be named said Bush had also told Barzani that the U.S. will make every effort to

dissuade Turkey from launching a cross border operation against northern Iraq to fight PKK terrorists. The move to deepen their alliance between the Kurds and Maliki has angered the Sunni Arabs and radical Shiite cleric Muqtada al-Sadr whose militia forces have reportedly clashed with Kurdish peshmerga troops. It has also prompted moderate Shiite politician Iyad Alawi to rush to Erbil on Thursday to meet Barzani. Alawi a secular Shiite who was a former prime minister opposes Maliki. He reportedly told Barzani "we are still friends." Barzani has been angered because he feels Alawi is involved in a plot to undermine the Maliki government. Alawi attended a meeting in Egypt allegedly organized by Arab intelligence agencies to set up a joint front against Maliki.

The Sunnis in Baghdad claim Maliki has sold out Kirkuk to the Kurds. An Iraqi member of Parliament representing the Sunni-led Iraqi Accordance Front (al-Tawafuq) speaking on condition of strict anonymity inside the heavily fortified Green Zone of central Baghdad where the

Iraqi government meets, told Inter Press Service (IPS) that Prime Minister Nouri al-Maliki "sold Kirkuk in exchange for Kurdish support for his collapsing government, and other matters such as not being in the way of Shiite militias in Baghdad".

He explained that he believes Maliki made a pact with Kurdish leaders to relinquish plans for trying to have the central government in Baghdad control economic and oil issues in the Kurdish-controlled city of Kirkuk in northern Iraq, but did not express confidence that the deal would be honored. All political maneuverings these days are "about who is to take over power in the country", he added, "while people are getting killed by the hundreds every day." The New Anatolian was told in Erbil that Maliki has promised to ease Kurdish concerns in the new oil law that will give Kurds direct access to oil revenues and also loans for the Kurdish government to meet investment targets for 2007. Maliki has also assured the Kurds that the referendum for the future of Kirkuk will be held this year.

Turkey Opens Investigation Into Iraq's Barzani

REUTERS

DIYARBAKIR, Turkey (Reuters) June 18, 2007

Turkish state prosecutors opened an investigation on Monday into Masoud Barzani, head of the autonomous Kurdish region of northern Iraq, whom Ankara suspects of supporting Turkish Kurdish rebels.

The probe coincides with a buildup of Turkish troops and tanks in mainly Kurdish southeast Turkey amid speculation that they may stage a major incursion into northern Iraq to hit bases of the banned Kurdistan Workers Party (PKK) located there.

A Turkish nationalist organization asked prosecutors in Diyarbakir, the largest city of Turkey's southeast, to open the probe into the accusations over the PKK, and called for the seizure of any assets, including property and bank accounts, that Barzani may own in Turkey. Barzani once had good ties with Ankara, but these have deteriorated sharply in recent months after he used harsh language to criticize Turkey's approach to Iraq's Kurds and said there could be no question of his forces tackling the PKK.

Ankara is anxious to prevent the emergence of an Iraqi Kurdish state in northern Iraq, fearing this could fan separatism among its

own large Kurdish population in southeast Turkey and also destabilize the broader region. Turkey, which faces elections next month, says it has the right under international law to send troops into Iraq to crush the PKK if U.S. and Iraqi forces fail to act.

Ankara blames the PKK for the deaths of more than 30,000 people since the group launched its armed campaign for an ethnic homeland in southeast Turkey in 1984. On Monday, three PKK members were killed in a firefight with Turkish troops in Siirt province in southeast Turkey. Separately, three Turkish soldiers were hurt when their vehicle hit a landmine in nearby Tunceli province.

PKK attacks on civilian and security targets in Turkey have increased over the past few months, putting more pressure on Prime Minister Tayyip Erdogan to get tough with the rebels.

Turkish media said on Monday Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki would visit Ankara this month at Erdogan's request to discuss the security situation in northern Iraq.

Tourism

The Guardian June 16 2007

All the fun of the fair - it must be Iraq

Regional chiefs hope new resort will help kick-start holiday industry

Michael Howard Rowanduz

It is Friday afternoon, and the queue for the downhill toboggan run is getting longer. Sirwan Mohammed catches his breath as he hops off the luge with his grandfather in tow and joins the back of the line for another go. "It's great fun no matter how old you are," he enthuses. "Who says you can't have fun in Iraq?"

Welcome to the Pank resort, a multi-million-pound leisure complex that would be unremarkable in most parts of the world. But in a country riven by war the sight of alpine-style chalets, manicured lawns and a roller-coaster sledge ride comes as a shock. It is easy to forget that this is Iraq. Even more so when you take in the stunning backdrop of some of Kurdistan's highest peaks.

"Simply strap yourself in and let gravity do the rest," an attendant tells a pair of thrill-seekers as he gives the cart a gentle shove. "There's no need for any steering," he tells them as they slide forward, "you do have a brake handle."

Once complete the site will boast a five-star hotel, restaurants, swimming pools, saunas, tennis courts, helipads and mini golf. A cable car will be also constructed across the spectacular gorge where only eagles dare.

"It is the first such tourist investment in Iraq since the fall of Saddam Hussein," says its proud owner, Hazem Kurda, a former refugee from the Ba'athist regime, who made his fortune importing raw brown rice into the EU from his new home in Sweden. Like thousands in the Kurdish diaspora who left under Saddam he returned home after the "liberation" in 2003.

"I saw an opportunity. People may say I am crazy. But building a proper responsible tourist industry in Kurdistan could benefit Iraq as a whole," he says. "Tour-

ism could help wean us from our reliance on oil."

The site near the town of Rowanduz is situated 1,000 metres up, on a narrow tongue of rock that slopes down from Korek mountain between the deep canyons of two rivers, then narrows and ends in a small plateau. It is on this plateau that Mr Kurda chose to develop the resort. But first he had to remove the mines left behind by Saddam's army.

The new complex is just part of broader plans to develop the tourist sector elsewhere in Iraqi Kurdistan. Mr Kurda is just the kind of risk-taker the authorities are looking for.

"We would like to see more investors like him," says Nimrud Beito, the tourism minister, in the new tourism ministry in the regional capital, Irbil. The Kurdish regional government has introduced tax breaks for anyone who wants to take the plunge, he says.

An Assyrian from the northern city of Dohuk, Mr Beito says the region has much to offer: "ancient archaeological sites, cultural and religious locations, and splendid natural scenery."

He foresees a growth in activity tourism, rock climbing, white water rafting, and bird watching.

The tourism infrastructure is rudimentary at best. The few decent hotels are over-priced and are often full of visiting businessmen. There are no tour guides or information packs. Few taxi drivers speak a foreign language. And if you venture on to the roads by yourself, the Saddam-era maps will soon get you lost.

Frustrated with the image of Iraq in the outside world, the Kurdish authorities are trying to present another face. "The focus is on building a future rather than on simply trying to stay alive," says Mr Beito.

Much is made of the Kurds' friendliness to foreigners and the fact that not a single American soldier has been killed in the region since 2003.

The British Foreign Office also recently altered its travel advisory to northern Iraq to reflect its relative sta-

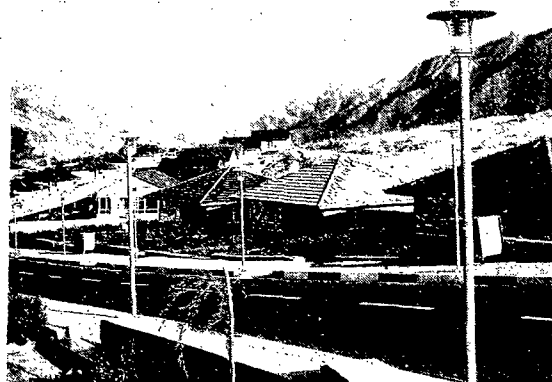


Ups and downs
The Pank resort in Iraqi Kurdistan represents the first tourist investment in the country since the fall of Saddam. Helipads, saunas and mini-golf are all planned
Photograph: Jamal Peujweny

bility. Despite the proximity to strife-torn cities such as Mosul and Kirkuk, and with the Turkish army camped on the northern borders, Iraqi Kurdistan remains remarkably calm.

The first British package tour to Kurdistan has just returned home. Geoff Hahn of Hinterland Travel, who has been organising Iraq tours for the best part of 30 years, took a group to Rowanduz, Yezidi villages, Irbil's ancient citadel - reputedly the world's oldest continuously inhabited place, and the site of the legendary battle of Arbella between Alexander the Great and the Persians. "We are an adventure travel firm and it was an adventure," he says. "But it was a good one and we already have plenty of interest for another tour in September."

For Mr Kurda the resort is the fulfilment of a childhood dream. As a 12-year-



old he would slip past the Iraqi guard posts keeping a watchful eye on his hometown and perch on the edge of the gorge to study his schoolbooks. "I made a promise to myself that if I worked hard enough one day that land, this magical place where I grew up, would no longer be a place of oppression but one of joy," he says. "I wanted to hear the sound of laughter in a land which has seen much

suffering."

Part of the project will reflect how different the Kurds are from the Arabs, he says. "Not better, just different, with our own history and culture. We Kurds have been here as long as the mountains themselves."

The Kurdish hope for a tourism influx may yet be disappointed. A bomb attack against the interior ministry in Irbil in May, which killed a number of civilians,

was a reminder of the terrorist threat. But with two international airports built since 2003 the once isolated region is now more accessible.

Last December Austrian Airlines became the first international scheduled airline to fly into Iraq. Occupancy is running at 80%, and the route is one of the best performing on the Austrian network, according to Peter Katzlberger, the country director in Iraq.

The Guardian June 18 2007

Kurdish rebel leader warns Turkey against Iraq incursion

Concern grows over army build-up on border

PKK man predicts political and military disaster

Michael Howard Qandil mountains

A Kurdish rebel leader has warned Turkey that it faces disaster if its troops and tanks cross into northern Iraq, amid growing concern of a big Turkish operation to hunt down Kurdish guerrillas holed up across the border.

The Turkish army faces "a political and military disaster" if its generals give orders for a cross-border offensive, Cemil Bayik, one of the two most powerful figures in the Kurdistan Workers party, or PKK, told the Guardian at a hideout in the Qandil mountains on the border with Iran. Mr Bayik said his units did not seek a fight, but "would defend ourselves if attacked". It could become "a quagmire for them [the Turkish army] and create space for Iran to interfere in Iraq also," he said.

Over the past month, tensions have been rising in Iraqi Kurdistan, with the Turkish army massing thousands of troops and tanks along the 238-mile border and its hawkish chief of staff, General Yasar Buyukanit, repeatedly pressing a reluctant government in Ankara for permission to go in after the PKK.

Turkey says the group, which is regarded as a terrorist organisation by the US, the EU and Turkey, is launching attacks from its mountain hideouts in Iraq. It accuses Iraqi Kurds of helping them. The rebel group is thought to have 2,000-3,000 well-trained but lightly armed fighters inside Iraqi territory, where its strategic leadership also resides. The bulk of its membership is on Turkish soil, many in poor city suburbs.

In the last few weeks, the Turkish army has shelled suspected rebel positions on the Iraqi side, and staged a number of small-scale incursions. Some observers believe it wants to set up a "buffer zone"



PKK leader Cemil Bayik says the party is no longer a separatist movement

in Iraq to prevent the fighters of the PKK crossing into Turkey.

The US and other Nato allies of Turkey have repeatedly warned Ankara against an incursion into Iraq, while calling on Baghdad and Iraq's Kurdish authorities to take action to resolve the PKK issue. The Iraqi foreign minister, Hoshiyar Zebari, a Kurd, said at the weekend that discussions should involve the Turkish and Iraqi governments, the US and the Kurdistan regional government. Turkey refuses to recognize the Kurdish regional government and says it will talk only to Baghdad and Washington on the issue.

Mr Bayik, who together with fellow rebel chief Murat Karyilan tops Turkey's list of most wanted, said the Turkish chief of staff was "playing a dangerous game" that threatened to undermine democratic politics in Turkey by ousting the prime minister Recep Tayyip Erdogan's AK party from power and at the same time destabilising Iraq's Kurdistan region. He said the

general was using the issue of the PKK's presence in Iraq as an excuse to "annihilate Kurdishness".

"Gen Buyukanit wants everyone to be a happy Turk. And those who don't agree he brands as a traitor. He wants first to smash the Kurdish regional government in Iraq. He wants second to ruin any chances of a referendum being held on Kirkuk, and the PKK issue is really only third on his list of priorities."

He said the PKK had announced no new ceasefires, as reported last week, but that the previous "unilateral" ceasefire, announced late last year, still held. "So far we have heard nothing positive from the Turkish side, which makes us wonder whether they really do want peace, or just continue into a destructive war to serve the military's own purposes," he said.

"We are not a terrorist movement, we condemn attacks on civilians. We are freedom fighters," Mr Bayik insisted, saying he would work to convince the international community of his group's commitment to peaceful resolution of the Kurdish question. "We are open to dialogue and we welcome it," he said.

Until recently the PKK's main camps lined the steep valleys and ravines near the group's headquarters on Qandil mountain. But now the camps have largely been abandoned, say PKK sources. The fighters are on the move, staying in the same place for barely more than a night.

Mr Bayik said the PKK, which began life 30 years ago advocating a pan-Kurdish Marxist-Leninist state, was no longer a separatist movement. "We are not looking for independence, we are not even looking for federalism like the Iraqi Kurds have. The solution lies in granting the Kurds of Turkey language and cultural rights and freedom of speech."

He also dismissed the idea of a general amnesty for PKK rebels in Turkey unless it was accompanied by genuine reform. In the past few years Turkey has granted its Kurdish population more cultural rights, but critics say the reforms are paper thin.

guardian.co.uk/turkey

Turquie . Avec le bras de fer entre islamistes et laïcs, le débat sur l'élection du président et la résurgence de la question kurde, les problèmes s'accroissent à l'approche des législatives de juillet prochain.

Grandes manœuvres internes

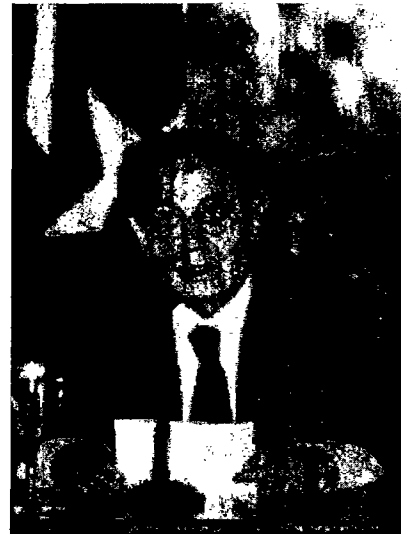
A quelques semaines des élections anticipées prévues le 22 juillet en Turquie, un nouvel épisode du bras de fer, qui oppose les laïcs aux islamistes, s'ouvre cette semaine avec la décision du président turc, Ahmet Necdet Sezer, de soumettre à référendum une réforme controversée du parti au pouvoir mettant en place le suffrage universel. Cette décision, qui intervient un mois après les grandes manifestations laïques contre la candidature de Abdullah Gul, ministre des Affaires étrangères, issu de la mouvance islamique (AKP), suscite de larges craintes chez les laïcs, pour qui le vote pourrait conduire un islamiste à la tête du pays et remettre en cause la tradition laïque de la Turquie. En effet, la décision du président ne constitue pas une surprise, car il avait rejeté la candidature de M. Gul et rejeté la réforme de la Constitution après une première adoption par les députés le 10 mai. La disposition la plus importante de la série d'amendements, déposée par l'AKP, parti au pouvoir, est l'élection du président au suffrage universel à deux tours pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois, au lieu d'un septennat unique actuellement. Le projet, qui modifie le mode d'élection, sans toucher aux fonctions honorifiques du président, prévoit aussi l'organisation des législatives tous les 4 ans au lieu de 5. Face à un deuxième vote du texte dans les mêmes termes le 31 mai, le président n'avait que deux options devant lui : soit le promulguer, soit appeler à un référendum. « Sezer n'avait pas de choix. Il était obligé d'appeler à un référendum. Sa dernière décision signifie qu'il a perdu sa guerre avec les islamistes. Le 22 juillet, le peuple pourrait bien choisir un président islamiste à la tête du pays, ce qui constituerait un coup dur pour les laïcs. En acceptant les élections du 22 juillet, le président et les forces laïques veulent se donner du temps pour faire une vague de mobilisation et une vaste campagne électorale pour tenter de

gagner le peuple à leur côté », analyse le Dr Hicham Ahmad, professeur à la faculté de sciences économiques et politiques de l'Université du Caire.

L'adhésion à l'UE, un rêve lointain

Outre les questions internes, la guerre qui oppose les laïcs aux islamistes pourrait avoir de graves répercussions sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, un rêve qui hante Ankara depuis longtemps. Cette nouvelle crise politique vient s'ajouter à une longue liste de facteurs qui achoppent toujours sur l'adhésion de ce pays au club européen. Parmi ces facteurs figurent le dossier des droits de l'homme, la crise chypriote et la rébellion kurde qui ne cesse de faire des victimes chaque jour dans le pays. Samedi, une bombe a explosé dans la région de Diyarkabir (sud-est), où sont regroupés les Kurdes depuis 20 ans, faisant 5 blessés et un mort. « Tous ces facteurs prouvent aux Européens que la Turquie n'est pas encore digne d'adhérer à l'UE. Aux yeux des Européens, la Turquie est un pays instable, où les droits de l'homme sont foulés aux pieds, et où les minorités sont écrasées. Cette dernière décision de M. Sezer vient mettre de l'huile sur le feu, car elle laisse la porte grande ouverte à la nomination d'un président islamiste à la tête du pays, ce que les Européens ne peuvent jamais accepter car ceci dirait que les islamistes domineraient toutes les institutions du pays. D'ores et déjà, le rêve d'une adhésion au club européen est devenu une illusion », explique le Dr Hicham.

L'un des premiers pays à s'opposer à la candidature de la Turquie à l'UE serait la France. Déjà, le gouvernement français a affirmé, cette semaine, qu'il pourrait bloquer, lors de la réunion des Européens le 26 juin,



l'ouverture des chapitres jalonnant les négociations d'adhésion avec Ankara. En effet, les 27 pays européens doivent se réunir le 26 juin à Bruxelles pour donner leur aval à l'ouverture, sur proposition de la Commission européenne, de nouveaux chapitres d'adhésion. Trente-cinq chapitres — traitant des sujets les plus divers, économiques fiscaux, sociaux et juridiques — doivent jalonner la longue préparation de l'entrée de la Turquie dans l'UE. Deux des trois chapitres, qui devraient être étudiés à la fin du mois, portent sur le contrôle financier, tandis que le troisième traite de l'union économique et monétaire. C'est ce dernier chapitre qui pose le plus de problème aux Français. Juste après son élection à la tête du pays, M. Sarkozy a affirmé qu'il « ne pense pas que la Turquie ait sa place dans l'Union ». Il propose pour ce pays un « partenariat privilégié » avec l'UE plutôt qu'une adhésion pleine et entière, ardemment défendue par des pays comme la Grande-Bretagne, la Suède ou l'Espagne. Outre la France, Chypre a annoncé, cette semaine, être prête à mettre son veto à l'adhésion de la Turquie, rappelant toujours le refus d'Ankara de normaliser ses relations avec Chypre.

Maha Al-Cherbini



Le PM turc réactive l'idée d'une opération militaire contre le PKK

EuroNews - 20 juin 2007, 20h27



Recep Tayyip Erdogan n'exclut pas une offensive armée dans le nord de l'Irak, destinée à neutraliser les militants kurdes du PKK

Il affirme qu'il sollicitera l'avis du Parlement. Mais il laisse entendre que l'armée est prête à intervenir. Ces dernières semaines, les membres du PKK, basés dans les montagnes irakiennes, ont mené plusieurs attaques côté turc. Et les troupes d'Ankara veulent réagir. Depuis des décennies, les nationalistes kurdes mènent une lutte armée en Turquie. Ils réclament la création d'un territoire autonome, par-delà les frontières régionales. Ils sont réunis au sein du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, une organisation "terroriste", aux yeux des autorités turques. "Si la Turquie veut parvenir à une solution avec nous, prévient ce leader du PKK, elle devra d'abord reconnaître notre spécificité. Le problème ne se règlera pas en nous faisant la guerre". Les autorités turques estiment à 4000, le nombre de rebelles du PKK basés dans le nord de l'Irak.

Quinze morts dans un attentat suicide au camion-citerne à Kirkouk



KIRKOUK (AFP) 21 juin 2007, Par Marwan IBRAHIM

Un attentat suicide au camion-citerne contre un bâtiment abritant des autorités locales et un quartier général de la police près de Kirkouk, au nord de Bagdad, a fait jeudi au moins 15 morts et 66 blessés, parmi lesquels des policiers et des membres du conseil municipal.

Par ailleurs, au moins 41 insurgés ont été tués dans des bastions d'Al-Qaïda au nord-est de Bagdad, où les forces américaines et irakiennes soutenues par des hélicoptères ont intensifié une importante offensive lancée mardi.

Dans l'attentat perpétré à Souleiman Beg, localité à 90 km au nord de la ville pétrolière de Kirkouk, "plusieurs membres du conseil local et plusieurs policiers, y compris le chef de la police, figurent parmi les blessés", a affirmé le colonel de police, Abbas Mohammed Amin. Outre le siège de la police et le conseil local, le bâtiment visé abrite deux administrations locales.

Dans la province de Diyala, au nord-est de Bagdad, "les forces alliées ont commencé à éliminer des agents d'Al-Qaïda et leurs ressources", a déclaré le général de brigade américain Mick Bednarek, au troisième jour de l'opération mobilisant quelque 7.500 soldats américains et 2.500 militaires et policiers irakiens.

Quatre suspects qui cachaient des engins explosifs au bord d'une route -- à l'origine d'importantes pertes militaires américaines en Irak -- ont été tués dans un raid aérien. "Cinq caches d'armes et 25 engins explosifs ont été détruits depuis le lancement de l'opération "Arrowhead Ripper", a affirmé l'armée américaine, qui a perdu un soldat depuis mardi.

"Des forces terrestres ont aussi découvert une maison remplie d'explosifs dans le district près de Baqouba (la capitale de Diyala). Le bâtiment a été détruit par un tir de roquette d'hélicoptère", a précisé l'armée américaine. "Les citoyens de Diyala ont déjà exprimé leurs désirs de débarrasser cette province et le pays d'Al-Qaïda et de tous ceux qui veulent entraver les progrès", a affirmé le général dans un communiqué.

Diyala, un Irak en miniature où vivent des sunnites, des chiites et des Kurdes, est le théâtre de violences interconfessionnelles quotidiennes. La branche irakienne d'Al-Qaïda y est bien implantée et les pertes infligées en particulier aux soldats américains s'y sont accentuées depuis quelques mois.

Nombre d'insurgés se sont repliés dans cette province depuis l'instauration du plan de sécurisation de Bagdad à la mi-février, qui a entraîné le déploiement de renforts supplémentaires dans la capitale irakienne.



Cependant, les Etats-Unis redoutent qu'Al-Qaïda ne lance une grande "offensive à sa manière", en réponse à celle des forces américaines et irakiennes à Diyala, a déclaré au Times depuis Bagdad, le général David Petraeus, commandant des forces américaines en Irak.

Il a cité en exemple l'explosion au camion piégé près d'une mosquée chiite mardi à Bagdad, attentat le plus sanglant depuis deux mois dans la capitale irakienne, qui a fait 87 morts et 242 blessés.

Jeudi, au moins trois obus de mortier se sont abattus dans la zone verte, secteur ultra-protégé dans le centre de la capitale irakienne abritant les principaux ministères irakiens et l'ambassade des Etats-Unis. Par ailleurs, deux soldats américains ont été tués mercredi par l'explosion d'un engin artisanal près de leur véhicule au sud-ouest de Bagdad, a annoncé l'armée jeudi.

Ces décès portent à 47 le nombre de GI's morts depuis début juin en Irak et à au moins 3.524 soldats ou personnels assimilés américains tués dans le pays depuis l'invasion en mars 2003, selon un décompte de l'AFP basé sur les chiffres du Pentagone.

Gank 22-06-2007

Zoom sur la presse Turquie.



Irak : le mécanisme tripartite au point mort.

Irak : le mécanisme tripartite au point mort. Le projet des militaires turcs de créer une zone tampon autour de la frontière turco-irakienne pour prévenir les infiltrations de militants du PKK en Turquie ne soulève pas l'enthousiasme à Washington. « Je ne suis pas sûr que nous soutiendrons cette idée », a déclaré Sean McCormack, le porte-parole du Département d'Etat, sans la rejeter toutefois catégoriquement. A Washington, on fait la distinction entre une incursion de troupes turques en Irak du Nord, à laquelle l'administration Bush s'oppose fermement, et la création d'une zone tampon, qui revêtirait un caractère beaucoup plus défensif.

Plus clairement, la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a fait savoir que les Etats-Unis, le gouvernement irakien et l'administration régionale kurde d'Irak du Nord réclament la réactivation du mécanisme tripartite turco-irako-américain pour résoudre le problème posé

par la présence de militants du PKK en Irak du Nord. Des conclusions qui rejoignent celles du ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, que Mme Rice a rencontré cette semaine à Washington. M. Zebari, qui est d'origine kurde, est un proche de Massoud Barzani, le leader du gouvernement kurde d'Irak du Nord.

Ce mécanisme tripartite, qui n'a pas brillé jusqu'à présent par son efficacité, suscite les critiques d'Ankara, qui reproche aux Etats-Unis, à l'Irak et aux Kurdes d'Irak du Nord de chercher à placer au moins un officiel kurde irakien dans la commission tripartite au nom de l'Irak. Les autorités d'Ankara s'opposent à cette nomination, tant qu'elles estimeront que les Kurdes d'Irak apportent un soutien au PKK. Elles sont également réticentes à l'idée de voir dans cette commission un représentant du gouvernement régional kurde, qu'elles ne reconnaissent toujours pas, comme interlocuteur au nom de l'Irak.

Ce mécanisme tripartite, créé il y a près d'un an, a du mal à retrouver une raison d'être, s'il n'en a jamais eu ! Le 21 mai dernier, le gouvernement turc limogeait Edip Baser, le représentant d'Ankara au sein de cette commission, qui reprochait au mécanisme son inefficacité patente, pour le remplacer par Rafet Akgünay, le sous-secrétaire adjoint aux Affaires étrangères. Joseph Ralston, l'homologue américain de M. Akgünay, a félicité ce dernier pour sa nomination, mais les deux hommes n'ont toujours pas pu se rencontrer à ce jour, et nul n'est en mesure de dire quand cette première entrevue aura lieu.

Un bilan peu encourageant, qui suscite le commentaire plutôt pessimiste de Bülent Aliriza, directeur du Projet Turquie au Centre d'Etudes internationales stratégiques de Washington : « Le mécanisme tripartite est effectivement mort, et il sera très dur au stade actuel de le réactiver.

An Iraqi city resists violence

A referendum on the status of ethnically diverse and oil-rich Kirkuk will test its peaceful resolve.

KIRKUK, IRAQ - When a truck bomb blew off the front of the Quoria district police station here and killed seven people in January, fear raced through this ethnically and religiously mixed northern city that it, too, would face the sectarian strife tearing apart Baghdad.

But on a recent afternoon, Police Chief Abdullah Taja Salahudin showed US soldiers the progress in rebuilding the station, presenting it as a sign of Kirkuk's determination to reestablish peace.

"Kirkuk is in better condition than most cities in Iraq, and that is because for so long we have all these religions and populations in this one place," he says. "People have known for a long time how to live together, and now they refuse to give in to any trouble."

It's this resistance to provocation that has kept Kirkuk from descending into the kind of vengeful violence that has flared elsewhere, Kirkuki and US military officials say.

A Muslim Turkoman, Chief Taja has demonstrated this resolve while promoting the security of this city of Kurds, Turkomans, Chaldean and Assyrian Christians, and Sunni and Shiite Arabs. Aside from that January truck bomb, he has survived four improvised explosive device (IED) attacks. And in June 2006, a car bomb destroyed his house.

As encouraging as that

determination has been, all agree that Kirkuk remains one of the biggest tests of Iraq's future. A major hurdle will be the resolution on its status – either as an Iraqi province linked with Baghdad or joined to the adjacent autonomous Kurdish Regional Government.

Iraq's Constitution calls for this issue to be resolved by a referendum among Kirkuk's population by the end of 2007. Most observers agree that sticking to the constitutional calendar is problematic at least – a census is supposed to be taken first and boundaries redrawn – and disastrous at worst. A referendum, which the Kurds would expect to win, could open the door to deeper strife and even the breakup of Iraq.

Underlying all this is Kirkuk's vast oil wealth and the struggle for its control. Who controls the oil, people here say, will determine who controls Kirkuk.

And as if that were not enough, the crucial national reconciliation issues being debated in Baghdad – from a law that is to set oil revenue-sharing among Iraq's sectarian and ethnic communities to revision of deBaathification law that could allow thousands of ex-Baathists to return to their jobs – will play a key role in setting Kirkuk's course.

The end result of those issues may be out of local hands, but in the meantime US officials here and some local security and political

authorities are working to encourage intercommunity cooperation – and to see that the general refusal to take the bait of extremist provocations continues.

And the bait is continuous. Over the weekend in Kirkuk, car bombs killed a US soldier on Saturday and two Kurdish security agents on Sunday morning.

"We spend a lot of time trying to gauge ... what it would take to set off the kind of sectarian violence we haven't seen yet – and then working to avoid it," says Col. Patrick Stackpole, commander of the 3rd Brigade Combat Team in Kirkuk. If not pursued carefully, the process of settling Kirkuk's status "surely has the potential to be a spark around here."

History plays a major role in the tensions that roil the city. For most Kurds, establishing Kirkuk's status as a part of the Kurdish north is the only way to redress the wrongs of Saddam Hussein. Under that regime, nearly 1,000 Kurdish villages were razed and a program of "Arabization" – wholesale import of Arab families – was implemented to destroy the Kurdish influence. Now as part of the constitutional process, Kurds who were forced out are being allowed to return, while Arabs who arrived under "Arabization" are offered land elsewhere and compensation for homes they choose to leave.

All of this has led some communities to openly question whether redressing old sins is resulting in a repeat of the past. "There is a fear that what the previous regime did to so many may be about to happen again to others," says Tahsin al-Kahia, a Turkoman member of the Kirkuk Provincial Council.

For some, another facet of Kirkuk's history holds the solution to its tranquility. "These communities have a long tradition of living and working together that goes back way before Saddam Hussein, and that's the history and tradition they need to call on now," says Howard Keegan, chief of the State Department's Provincial Reconstruction Team (PRT) in Kirkuk.

He says that he believes the negative examples elsewhere in Iraq is also having an impact here. "We don't have the Shia-Sunni

divide here," Mr. Keegan adds, "but we do have TV, so people see the images of communities tearing each other apart."

US military and civilian officials say they can't alter a constitutional process, but they say they can encourage steps to ease the transition to whatever future Kirkuk chooses. One of those steps is simple education. "Some decision on Kirkuk's status is inevitable, but the key to easing tensions about it is education on the process," says Lt. Col. Michael Browder. "There's a lot of fear of being pushed out, of denied rights and services, but if people know that participation in the compensation aspects is voluntary, for example, that usually calms them down."

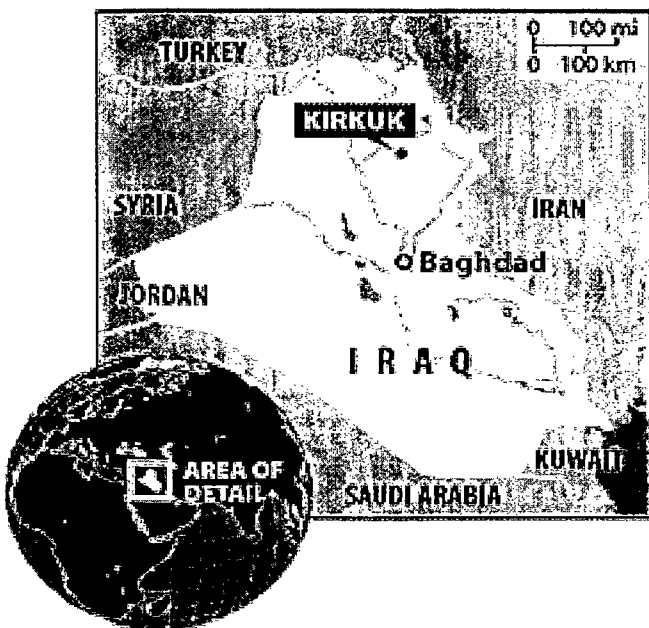
One problem is that many political leaders from the different communities continue to spout uncompromising rhetoric about Kirkuk's status.

"These issues from the Constitution are like a minefield, they are going to explode if pursued," says Mohammed Khalil al-Jabouri, a Sunni Arab member of the provincial council. "Already the power positions of this government are in Kurdish hands, they are not multiethnic, so we see what a referendum would bring."

The view is the polar opposite in the expansive office of Provincial Council Chairman Rizgar Ali. "We only have one solution, and that is Article 140," the section of the Constitution dealing with Kirkuk, he says. "What is the problem if Kirkuk becomes part of Kurdistan – do they forget Kurdistan is part of Iraq?"

Mr. Kahia, the Turkoman council member, says there are plenty of "problems" with that eventuality, including the impact it would have beyond Iraq's borders. "Neither Turkey nor Iran would accept Kirkuk being united with the KRG [Kurdish Regional Government], and both could cause huge problems we can't even imagine now."

The solution, he says, is to put off the referendum and focus on completing the other measures, such as resettlement and a census. "We have to take time," Kahia says, "we have to lay the foundation of democracy first."



Unrest overtakes Shiite heartland

Rival militias sow confusion and fear as government weakens

By Alissa J. Rubin

DIWANIYA, Iraq: The Shiite heartland of southern Iraq has generally been an oasis of calm, in contrast to Baghdad and the central part of the country, but now violence is convulsing this city.

Shiites are killing and kidnapping other Shiites; the police force is made up of competing militias; and the inner city is a web of impoverished streets, where idealized portraits of young men, killed in recent gun battles with Iraqi and American troops, hang from signposts above empty lots.

The unrest in Diwaniya, which is mirrored in neighboring Nasiriya, suggests the emergence of a poisonous political landscape in which competing Shiite groups no longer look to the political system to allocate power.

The government's authority appears to have all but broken down, with the governor this spring calling for Iraqi Army units, backed by American troops, to restore order. Civilians, not sure who to look to for protection, are caught in a deepening spiral of fear and uncertainty.

Even now, with a large Iraqi Army force and American troops in the area, the violence has continued. In early June, two police officers were shot and killed and an American soldier was killed by a roadside bomb. On Wednesday, the brother and nephew of a prominent militia official were shot.

While still less dangerous than central Iraq, where militant Sunni Arabs and Shiites battle for control, the situation has worsened since violence first broke out here last August.

In a visit this month to Diwaniya, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki warned: "We cannot build a state that has another state inside it; we cannot build an army that has armies inside it," referring to the militias within the province that answer to their leaders rather than to elected officials.

Diwaniya is the capital of the almost completely Shiite farming province of Qadissiya, known for its marshy fields where farmers grow aromatic ambar rice, similar to India's basmati. Even in town, many people patch together a livelihood with seasonal jobs working the rice fields or tending date palms.

It is a poor province, and poorer now because of a recent decline in the farming sector, making it fertile ground for groups allied with the anti-American cleric Moktada al-Sadr. The cleric, whose legendary father was beloved here, has reached out to the poor, both in town and in the country.

"Diwaniya was never really quiet, never really peaceful, it was only sleeping," said Abu Faris, a senior official who works with the provincial council. "There were always troubles below the surface, and now they are coming out."

The city has a history of rebellion, the first city in southern Iraq to rise against Saddam Hussein in the wake of the 1991 Gulf war, when Shiite residents killed local Baathists in the central square.

But when the rebellion failed, Saddam exacted a deadly retribution, arresting hundreds of men and boys and executing many of them. People here still blame President George W. Bush's father for failing to help them at that time.

Underlying Diwaniya's troubles is a fight between factions allied with rival Shiite clerics, Sadr and Abdul Aziz al-Hakim, who leads the Supreme Islamic Iraqi Council.

Hakim and his senior officials have close links with the Americans, and Hakim has met with the current President Bush. Hakim's ties are to an older generation of middle class, more educated Shiites, many of whom spent some of the Saddam era in Iran or Syria.

By contrast, Sadr never loses an opportunity to blame the Americans for the havoc in Iraq and refuses to meet with any representatives of the Bush administration. Sadr is linked more closely with the young, impoverished Shiites who stayed in Iraq during the years of Saddam's rule. Sadr's movement has only five members on the 33-

'Diwaniya was never really quiet, never really peaceful, it was only sleeping.'

member provincial council, but enjoys wide local popularity.

Both clerics have ties to armed militias, which local residents said had infiltrated the local police and security forces.

Although Hakim's Supreme Islamic Iraqi Council is known for its tightly run political arm, that has not always translated into grass-roots support. Diwaniya's governor is from the party, but lived in Iran for many years, returning only after the American invasion, and many local people have criticized his performance. The party also holds the majority on the provincial council.

The result is a governor with little ability to control his territory and a split provincial council.

"When problems emerge, assassinations, kidnappings, and when the Sadrists began to move on their own, the governor did not deal with it because he did not know the area, and the problems snowballed," said Hussein Ali al-Shaalan, a Shiite sheik who represents the province in the Iraqi Parliament and comes from the more secular and moderate Iraqiya party.

Maliki conceded that the local government was broken and promised to flood the area with services, especially in the agricultural sector. "It looks to me as if the security problems are a result of the bad services and the lack of jobs from which the city is suffering," he said.

In March more than 50 people were killed in the province. Now, hardly a day goes by when there is not an attempt to shoot some official. Roadside bombs, unseen in most of southern Iraq, have targeted Iraqi and American forces operating in the area.

With no sign of improvement, the governor called in Iraqi Army troops, backed by Americans. In early April the soldiers entered the inner city's impoverished warrens, the stronghold of the Sadr loyalists. The area is crushingly poor. The low houses, made of crumbling mud bricks, look as if they would melt in the rain; they have such small doors that men sometimes must stoop to enter them.

Heavy fighting raged for several days, as young men, hiding behind low walls, fired rocket-propelled grenades and AK-47s before running away only to pop up again a few streets away, according to accounts by residents. At least 10 men were killed and 50 wounded in the fighting.

More than a month later the area still looked like a war zone, with dangling electrical wires and a wary air. The neighborhood is surrounded by Iraqi Army checkpoints, the soldiers tense and unsmiling as they check identification cards and open car trunks to search for guns. The units were not from Diwaniya.

The head of Sadr's Diwaniya office, Sheik Haider al-Nadir fled to Najaf. "I was afraid of being arrested," he said. "Some times they arrest people with no excuse."

A softspoken cleric, Nadir said that Sadr's organization was being wrongly accused of fomenting the troubles in Diwaniya, but granted that many groups involved in "bad activities" were using Sadr's name.

Others agree that some criminal gangs are trying to burnish their image by claiming a connection to Sadr.

With provincial elections approaching, the Sadr movement believes that the Supreme Iraqi Islamic Council and the governor want to weaken them by accusing those aligned with Sadr of causing the problems in the city. The election has been delayed, and Sadr's supporters say they believe the reason was to give the Supreme Islamic Iraqi Council time to reduce his appeal.

For people here, the competing rivalries breed confusion and fear. They do not know whom to trust. "You couldn't tell which side was responsible for kidnappings, for killings," said Abu Faris, the senior Diwaniya official who works with the provincial council.

Mosque bombing sends powerful message

As troops begin assault outside capital, a suicide attack kills scores at mosque

By Alissa J. Rubin

BAGHDAD: A suicide bomber barreled a truck filled with cooking gas and explosives into a large Shiite mosque in the heart of Baghdad on Tuesday, killing dozens and sending a potent message about the ability of insurgents to strike even as the American "surge" of troops has just reached its peak.

The forceful blast destroyed a part of the mosque and engulfed a line of minivans and an adjacent parking area in flames just as worshippers were finishing midday prayers.

The Interior Ministry said at least 61 people were killed and 133 wounded in the blast, which blind-sided the American-Iraqi security crackdown in Baghdad and came just as the Americans were beginning a massive assault on strongholds of Al Qaeda outside the capital where, they say, many of these vehicle bombs are manufactured.

The number of victims was expected to climb as people counted the bodies and some of the wounded died from the severity of their wounds.

The timing and target of the bombing seemed intended to aggravate sectarian strife, hitting a mixed working-class neighborhood known for relatively harmonious relations among the Sunni Arabs, Shiites and Kurds who live there.

The blast also showed that insurgents in Iraq still have the ability to strike with near impunity, despite aggressive American efforts to stop such acts.

The explosion was the latest in a series of attacks on mosques that began last week when insurgents destroyed the two remaining minarets of a Shiite shrine in Samarra. Several Sunni mosques in southern Iraq were destroyed in retaliation.

Many Iraqis said they saw the bomb as one more piece of evidence that the Americans could not protect them from extremists. Some of those who live near the site of the destruction said

they had concluded that the Americans must be helping the suicide bombers

"The Americans know everything, they can do everything, they can repair the space shuttle without touching it — why do they let these things happen here in Iraq?" said Abu Mohammed, 55, one of the custodians of the Khillani mosque.

"We think the Americans want these things to happen in Iraq, to keep things like this," he said, gesturing to the office of the mosque's imam, in which the walls and ceiling had collapsed, raining hundreds of bricks into the room and crushing the imam's desk and chairs. The imam survived because he had already left the building when the



The attack on the Shiite Khillani mosque, in the middle of the capital, also wounded at least 130 people and came after a five-day curfew in the area was lifted Sunday.

bomb detonated.

Baghdad has suffered many ghastly suicide bombs, but this one struck at the soul of a working-class neighborhood where, for as long as anyone can remember, Shiites, Sunnis and Kurds,

have lived side by side, worshipped at each other's mosques and mourned one another's losses.

Worried about the growing sectarianism around them, the imams of the nearby Sunni Arab Ghilani mosque and the Khillani mosque, which was bombed Tuesday, started encouraging people last week to attend each other's mosques for the weekly Friday prayer.

Jalal Jaff, a Sunni Kurd who lives just behind the street where the explosion happened, raced to the scene.

He turned his head away as he passed a parking lot with more than a dozen destroyed cars, only their charred frames left, the rubber completely burned off their tires.

"He is a paid terrorist, not a human being," he said. "The families will never know which body belongs to their relatives. They were mutilated. They had no faces."

Like most of the people in the neighborhood, Jaff blamed Al Qaeda, a term used by Iraqis to refer to terrorists. The

group operating in Iraq, known as Al Qaeda in Mesopotamia, includes many Iraqis but has some foreign leadership.

"Al Qaeda is like an octopus with many arms and hands," Jaff said. "This bombing was a challenge to the Americans and Iraqi Army. They cannot get rid of these terrorists."

Others in the neighborhood went further, accusing the Americans of helping Al Qaeda, which most people believe is responsible for the majority of the suicide bombings.

A man named Qassim, whose friends were killed in a large open parking lot across from the mosque, shouted: "The Americans finance Al Qaeda. They se-

cure places and routes for them to do this."

"People here realize that there is a

conspiracy to sow hatred between us," Jaff said.

Elsewhere in Baghdad, 21 bodies were found Tuesday, and mortars killed people in at least three neighborhoods. A barrage of mortar shells struck the fortified Green Zone at sunset, setting off high-pitched sirens. There were no immediate reports of casualties, but typically they are not announced right away.

The coalition offensive, which began Monday night, is aimed at blunting the persistent car and suicide bombings that have terrorized Iraqis and thwarted political reconciliation.

The fighting is expected to be hard. By daylight Tuesday, attack helicopters and ground forces had killed 22 suspected insurgents in and around Baquba, the capital of Diyala Province, the military said in a statement. Lieutenant Colonel Christopher Garver, a

military spokesman, said Tuesday afternoon that he had received no reports of American casualties so far.

In the initial attack early Tuesday, American forces cut off the western portion of Baquba, where the commander of the brigade, Colonel Steve Townsend, said 300 to 500 fighters from Al Qaeda were believed to have been operating. Helicopters took part in the assault to cut off escape routes, and tank fire could be heard down the streets.

In the next phase, American forces will begin the dangerous and painstaking process of clearing the city, which is still occupied by thousands of civilians.

Michael R. Gordon reported from Baquba and Damien Cave, Ali Adeeb and Karim Hilmi contributed from Baghdad. Iraqi employees of The New York Times contributed from Basra and Baquba.

JUNE 20, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Peace on hold in the PKK's Iraq hideouts

At the crest of a winding gorge, beneath the crags of northern Iraq's Qandil mountain range, stand two flagpoles marking the entrance to territory controlled by the Kurdistan Workers' party, or PKK. Keeping watch from a hillside above is a concrete portrait of Abdullah Ocalan, the rebel leader now imprisoned by the Turkish government.

Farther up the valley, a cinderblock village house contains the PKK's improvised public relations bureau, where officials occasionally meet the foreign press. This is as far as outsiders are allowed to go – for the time being.

The PKK guerrillas apologise that they cannot take a visiting FT correspondent on the usual press tour of their mountain encampments. With Turkish forces threatening to attack, "security concerns" make such a trip impossible.

Their Qandil base, and two smaller enclaves closer to Turkey, have for the past two months been drawing world attention, with the Turkish military saying it is ready to strike across the border at the PKK as soon as it gets the green light from Ankara's civilian leaders.

Dozens of Turkish soldiers have been killed in recent months in clashes with the PKK inside Turkey, and the Kurdish guerrillas have been blamed for bombings that have caused civilian casualties, prompting the

calls for a military assault. Both the Iraqi government and the US have urged Ankara not to attack.

Qandil is close to the Iranian border, whose highly defensible mountain valleys have traditionally been used as strongholds by Kurdish dissident groups. On the other side of these mountains are the bases of the PJAK, an Iranian Kurdish guerrilla group, linked to the PKK, which many Kurds suspect receives US backing to put pressure on the regime in Tehran.

Rustem Cudi, a soft-spoken Syrian Kurd who sits on the PKK's executive committee, denies that the movement – which declared the latest in a series of a unilateral ceasefires last week – stages military operations from its Iraq bases, maintaining that they were used only for political and media work. Iraqi Kurdish officials also deny there are cross-border incursions, but say privately that they have no love for the PKK which, during its hardline Marxist days, condemned them as traitors.

They urge Ankara to pursue a political solution – to what they characterise as a Turkish domestic problem – with the PKK by offering an amnesty to combatants and generally improving Turkey's record on Kurdish human rights. For its part, the PKK says it will require more than an amnesty to get its fighters to lay down their weapons. "We didn't go to the mountains [just] to

be forgiven," says Mr Cudi. Kurds in Iraq say that while Turkey's civilian government – particularly under the current prime minister, Recep Tayyip Erdogan – has made considerable strides towards solving that country's "Kurdish problem", many people still face harassment from a military and security apparatus that considers any manifestation of Kurdish identity to be treasonous against the Turkish state.

Mr Cudi says a real breakthrough would probably require some "fundamental changes" in the Turkish state, in which a highly nationalist military that is traditionally hostile to Kurdish identity is still largely unaccountable to the civilian government.

But the PKK is, none the less, trying to change its image from the hardline separatist organisation of the 1980s and 1990s, when its reputation for brutality, including attacks on fellow Kurds, resulted in it being designated a terrorist organisation by the US and the European Union.

Shortly after Mr Ocalan's capture by Turkish intelligence in 1999, the movement dropped its call for separatism and said it would strive for Kurdish rights through peaceful politics. The PKK is believed to have ties with letting Kurdish parties in Turkey, and says it would welcome dialogue with other Turkish groups.



A Kurdish PKK militiaman, who did not wish to be identified, patrols an area, 11 June 2007 which was targeted by Turkish artillery, 09 June 2007 near the Kurdish city of Zakho. Prime Minister Recep Tayyip Erdogan Tuesday indicated he would resist calls from the influential military for an incursion into neighbouring northern Iraq to pursue Turkish Kurd rebels taking refuge there.(AFP/File/Safin Hamid)

However, it has not relinquished its armed forces. Mr Cudi says they will stand by to defend the organisation.

And while the movement may have renounced an "ethnic-based state" – an independent Kurdistan – it may yet return to its separatist roots.

"If other states [with a Kurdish minority] continue to solve the problem through violence, then we will rethink this," he says. "We still have the possibility, and we have the power, in order to establish such an ethnic-based state." For the time being there is little likelihood that the PKK will be able to achieve the entry into peaceful Turkish politics that it claims to seek.

Mr Erdogan may not be enthusiastic about the army's calls for an attack into Iraq, but he has backed the military campaign to "dissolve the shelter of terrorism inside Turkey".

The prime minister is facing a landmark parliamentary election on July 22, in which his Islamist-leaning Justice and Development party faces a strong challenge to its nationalist credentials. Few Turkish politicians would risk looking soft on an organisation that most Turks still view as irredeemably terrorist.

The PKK and its guerrillas will probably not be forced out of their mountain stronghold by military action, but they will also probably not be coming down peaceably any time soon.

Iraqi politicians agree deal on sharing oil, says Kurd minister

Guardian

The Guardian Michael Howard in Sulaymaniya - June 21, 2007

Iraq's Kurdish leaders said last night they had struck an important deal with the central government in Baghdad over a law to divide up Iraq's oil revenues, which is seen by the Bush administration as one of the benchmarks in attempts to foster

national reconciliation.

Ashti Hawrami, the minister for natural resources in the Kurdistan regional government, told the Guardian the text had been finalised late last night after 48 hours of "tough bargaining" with Baghdad. The deal represented "a

genuine revenue sharing agreement" that was transparent and would benefit all the people of Iraq and help pull the country together, he said.

Iraq's oil revenue accounted for 93% of the federal budget last year. Iraq sells about 1.6m barrels a day.

Mr Hawrami said the law provided for the setting up of two "regulated and monitored" accounts into which external and internal revenues would be deposited. The external account would include items such as oil export earnings and foreign donor money, while the internal fund would consist largely of customs and taxes. The federal government in Baghdad would take what it needed, and the rest would be automatically distributed to the Kurdistan regional government, which would get 17%, and to Iraq's governorates "according to their entitlement".

Revenues would be distributed monthly, he said.

Mr Hawrami said the system would better enable Iraqis to track how and where the oil funds were being spent. The Kurds, for example, have complained that remittances to their self-rule region have been being held back by up to six months in Baghdad. Iraq's Sunni Arabs had also expressed concerns that they might miss out on their share.

Iraq's finance minister, Bayan Jabr, and the oil minister, Hussein Sharistani, were accompanying the president, Jalal

Talabani, on a state visit to China and could not be contacted for comment.

The new deal came days after a visit to Iraq by the US defence secretary, Robert Gates, during which he rebuked politicians for failing to reach consensus on sharing oil revenues. The US sees the deal as a benchmark of progress toward reconciliation.

A western diplomat in Baghdad said last night: "Fair-sharing of Iraq's oil revenue is important to finding a sustainable political solution in Iraq. But on its own it will not halt the sectarianism."

ASIA TIMES

Turkey flirts with the Iraq quagmire

- Jun 21, 2007 - By Hilmi Toros

ISTANBUL - Turkey is beefing up military preparedness against Iraq-based Kurdish rebels as a prelude to a possible cross-border incursion that is opposed by the United States, the European Union and the Iraqi government.

Three Turkish provinces bordering Iraq have already been declared «special security» zones, limiting civilian access in the wake of an increase in bomb blasts in urban areas, including the capital Ankara and Istanbul, and attacks on the military. Although no one has claimed responsibility, official and public condemnation goes to Kurdistan Workers Party (PKK) insurgents slipping in from Iraq.

In addition, troops and military hardware are being amassed in Turkey's rugged and impoverished southeast, in the country's Kurdish-populated areas. The daily newspaper Milliyet reported on Saturday that Turkish troops were already shelling PKK rebels in frontier areas within Iraq.

So far, despite public outcry for a decisive move against an estimated 3,000 secessionist PKK rebels holed up in Iraq, there has been no major incursion. But it has not been ruled out. And if it happens, it may have serious consequences for Turkey, Iraq and beyond.

General Yasar Buyukanit, chief of staff of Turkey's powerful military, announced publicly in April that a cross-border operation is feasible - even advisable - if the government gives the go-ahead.

The government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, facing opposition from allies abroad and with national elections on July 22, took a softer line and said decisive action is needed against Kurdish rebels within Turkey before venturing into those holed up in Iraq. He did not exclude an

eventual military expedition into northern Iraq.

But the government of the Islamic-rooted Justice and Development Party (AKP) may not have its way even if it has 353 members in the 550-seat Parliament. «Extra-parliamentary» power - particularly the military and public opinion - has its say too, as evidenced recently. Erdogan, once a firebrand Islamist, withdrew his possible candidacy for the presidency after mass protests against the move, organized by the secular establishment.

Then, when the ruling AKP nominated Foreign Minister Abdullah Gul, also a former Islamist, for the presidency, the military weighed in with a sudden midnight announcement seen as opposing Gul's candidacy. It warned against the encroachment of Islamic values in a secular republic.

Gul's candidacy failed to obtain the required parliamentary majority, and a constitutional amendment is pending to have the people, rather than Parliament, elect the next president. This time, despite moderation by the prime minister, retired generals and opposition parties are appearing on television talk shows urging tough military action against PKK rebels, including a foray into Iraq.

Funerals for fallen soldiers often turn into protests against the government for its perceived soft stand. In another move independent from the government, the military has urged «mass reaction» by the public against PKK terrorism. A series of public demonstrations are scheduled in coming days.

What is at stake?

While incursion into Iraq to chase PKK rebels will certainly calm the Turkish public, it may also backfire - and any apparent success may be

more damaging in the long run, according to some analysts.

Professor Sedat Laciner, head of the independent International Strategic Research Organization, a Turkish think-tank, questioned the wisdom of a large-scale move into Iraq in a report that has become the subject of national debate.

«It may irreversibly push Turkey away from its domestic and foreign objectives [economic growth and EU membership] and events could get out of hand once they begin,» Laciner told Inter Press Service. He said a cross-border operation could result in the death of a «few hundred terrorists», but could also pave the way for recruitment of many more insurgents.

Laciner does not rule out the possibility that Turkish troops chasing PKK rebels would be opposed by Iraqi Kurds and even the US military. The Kurds in Iraq are the main allies of the United States in a splintered Iraq: they sided with the US invasion, while the Turkish Parliament refused to let the US open a front from its territory in the war against Saddam Hussein.

Turkey is irked that the United States, its erstwhile North Atlantic Treaty Organization ally for more than 50 years and now with a dominant voice in Iraq, is not firm enough in pushing the central Iraqi government or the local Kurdish administration to move against PKK rebels.

Professor Ilter Turan, former rector of Istanbul's Bilgi University and a vice president of the International Political Science Association, said Turkey and the US will find a way that could satisfy both parties, such as a limited military operation by Turkey.

According to Laciner, a full-scale Turkish military action in Iraq before the July 22 election is unlikely, but he expects Turkey to move in to establish a «buffer zone» before the

summer is out, even if opposed by the US.

The EU and the Iraqi government have also come out against any Turkish military involvement in Iraq beyond what is already known: the presence of some 2,000 Turkish troops on the Iraqi side of the border in an arrangement made with Saddam in 1997.

While the current focus is on the PKK (listed by Turkey, the US and the EU as a terrorist organization), there exists a larger «Kurdish problem». Turkey, Syria and Iran also have sizable Kurdish minorities and have experienced occasional flare-ups of ethnic tensions.

The Laciner report also says that if any Turkish military action goes beyond flushing out PKK rebels to involve fighting with Iraqi Kurds, it may lead to pan-Kurdish solidarity that could spell trouble for Turkey, Syria and Iran, as well as Iraq. The main Turkish concern is that a strong Kurdish entity in northern Iraq, including an independent one in case of an Iraqi meltdown, could embolden its own Kurds to seek similar status.

The Kurdish population in the region is estimated at 24 million, with 12 million in Turkey, 4 million in Iran and 2 million in Syria. Iraqi Kurds claim a population of 5 million. If there is a Turkish military foray into Iraq, Turkey's powerful Business and Industry Association warned of serious economic consequences, while Moody's Corporation said the country's credit rating could take a tumble.

Laciner estimates that financial losses from a large-scale military operation, apart from military expenditure, could range from US\$1 billion to \$10 billion, depending on the flight of foreign capital from Turkey.



Iraq: Plan To Arm Additional Sunni Groups Poses Risks

(RFE/RL) --- June 22, 2007 --- By Sumedha Senanayake

As the U.S. troop surge in Iraq moves into its fifth month and shows only slight improvement reducing insurgent attacks, the U.S. military has announced a new approach. On June 11, "The New York Times" reported Washington is planning to arm some Sunni militant groups who said they would be willing to fight alongside coalition and Iraqi forces against Al-Qaeda in Iraq.

This tactic has been employed before in Iraq with a great degree of success, but the unpredictability of arming Sunni groups that have in the past opposed the Iraqi

commander of U.S. forces in Iraq, is violence in the Al-Anbar governorate has declined precipitously.

"What's taken place in Al-Anbar is almost breathtaking," Petraeus told CNN on June 8. "In the last several months, tribes that turned a blind eye to what Al-Qaeda was doing in that province are now opposing Al-Qaeda very vigorously. And the level of violence in Al-Anbar has plummeted, although there clearly is still work to be done."

The U.S. military now plans to arm other Sunni groups, primarily in the Diyala and Salah Al-Din governorates where Washington believes Al-Qaeda has taken root, in the hopes that the same results will follow.

Undermining The Iraqi



U.S. soldiers carry out searches in Diyala Governorate on June 19 (epa)

government and even attacked U.S. forces is filled with risks.

Success In Al-Anbar

U.S. military commanders have argued that they tested the tactic of arming Sunni Arab groups in the once-restive Al-Anbar Governorate where Al-Qaeda in Iraq had a firm foothold in the region. The governorate was considered the most dangerous place in Iraq. However, Sunni tribal groups that once considered Al-Qaeda in Iraq an ally have turned on the group because of its indiscriminate killings and its imposition of an austere repressive version of Islam.

Sunni tribal leaders, given weapons and money by the Iraqi Army, recruited thousands of men to fight alongside Iraqi government forces against Al-Qaeda in Iraq. The result says General David Petraeus,

Government

While this tactic might be successful in thwarting Al-Qaeda in Iraq, it has the potential to undercut the Iraqi government and its armed forces. The tacit message that this approach sends is that after four years U.S.-trained Iraqi forces are incapable of controlling the country.

The tactic could also undermine Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki who has opposed arming Sunni groups. In a June 16 "Newsweek" interview he said it might be destabilizing and the responsibility of arming any group should lay with the Iraqi government, not the United States.

"They [the U.S. military] make mistakes by arming tribes sometimes, and this is dangerous because this will create new militias," al-Maliki said. "We want to arm some tribes that want to

side with us, but on the condition that we should be well aware of the tribe's background and sure that it is not connected with terror. It should be under the control of the [Iraqi] state and we should have guarantees that it will not turn into a militia."

Moreover, for years the United States has stressed that one of the main impediments to establishing security in Iraq has been the presence of illegally armed militias. Arming Sunni groups, essentially creating militias, completely undercuts the aforementioned objective and undermines the legitimacy of the Iraqi government forces.

Washington has repeatedly stated that only Iraqi government forces should be allowed to carry weapons. Therefore, this approach endorses illegally armed groups and gives justification for the likes of radical Shi'ite cleric Muqtada al-Sadr to maintain their militias.

Short-Term Gains, Long-Term Risks

There are certainly obvious benefits of arming Sunni Arab groups to combat Al-Qaeda in Iraq, as the Al-Anbar model has shown. In fact, this tactic is currently being employed in Operation Arrowhead Ripper, the offensive against Al-Qaeda in Iraq launched on June 19 in the Diyala Governorate. "The Washington Post" reported on June 21 that several Sunni groups that in the past have fought against U.S. forces -- including the 1920

overshadowed by rising ethnic and sectarian tensions among the Shi'a, Sunnis, and Kurds. In Al-Anbar Governorate, the population is exclusively Sunni, so the issues of sectarianism inherent in arming Sunni groups were largely absent. The intense dissatisfaction and animosity the Sunni tribes felt toward Al-Qaeda in the region was easily co-opted by the United States and a partnership of convenience resulted without significant risk of blowback.

However, Diyala Governorate -- with its sizable Shi'ite and Kurdish populations -- presents an altogether different set of issues. Armed Sunni groups may be perceived as a threat by the Shi'a and Kurds, who may in turn acquire arms of their own, increasing the likelihood of Iraqi-on-Iraqi violence.

Moreover, if Al-Qaeda in Iraq is removed from the theater, how will the Sunnis then be disarmed? It is highly unlikely these groups will voluntarily lay down their weapons. Indeed, with Al-Qaeda in Iraq out of the way, the Sunni groups may realize that their relationship of convenience with the coalition has run its course and resume their battle of liberation against the U.S.-led "occupation," only perhaps this time with better arms and tactics.

Finally, given the spiraling sectarian violence, providing arms to Sunni Arab groups that have in the past viewed the Iraqi government as illegitimate could be seen as a step toward an all-out

Prime Minister al

Maliki has said the tactic might be destabilizing and the responsibility of arming any group should lay with the Iraqi government, not the United States.

Revolution Brigades, the Mujahedin Army and the Islamic Army -- were now working alongside Iraqi and U.S. forces against Al-Qaeda in Iraq in Diyala.

The groups are now under an umbrella organization called the United Jihad Factions Council and have been issued special insignias to distinguish them from Al-Qaeda in Iraq fighters. Preliminary signs indicate the operation as being a success as more than 40 suspected Al-Qaeda in Iraq fighters have been killed in the first two days of the offensive.

However, the tactic is fraught with risks and the short-term gains that may come with vanquishing Al-Qaeda in Iraq may in time be

civil war that could ultimately lead to the partitioning of the nation. While the Sunni groups may have changed their position and turned on Al-Qaeda in Iraq, they have steadfastly maintained their opposition to the Iraqi government and the presence of foreign troops in the country.

Mahmud Uthman, a Kurdish legislator, warned of this in an interview with "The Washington Post" on June 18. "They [Sunnis] take arms, they take money, and in the future they will be a problem," he said. "Politically, they are still against the Americans and the Iraqi government."

A Hakkari, près de la frontière irakienne, l'armée turque traque les rebelles kurdes

A un mois des élections législatives, les militaires mettent en œuvre, dans le sud-est de la Turquie, les « mesures spéciales de sécurité »

HAKKARI (Sud-Est)

ENVOYÉ SPÉCIAL

Le temps de la démocratie est venu. Pour vos droits, pour l'avenir de vos enfants, votez AKP (Parti de la justice et du développement) », hurle le haut-parleur. Une file de 4 x 4 et de minibus traverse bruyamment la petite ville d'Hakkari. La caravane du parti ex-islamiste lance sa campagne pour les élections législatives du 22 juillet, sous étroite surveillance. Deux hélicoptères militaires rasant les toits. Des blindés sont ostensiblement postés aux carrefours et dans sa tourelle, un soldat turc pointe nerveusement la mitrailleuse sur les passants.

Perché dans la montagne, à 50 km de la frontière irakienne, le fief kurde d'Hakkari est le chef-lieu de l'une des trois provinces concernées par les « mesures spéciales de sécurité » décrétées le 9 juin par l'état-major pour trois mois. Dans la région, l'armée turque fait la chasse aux rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK) qui mènent des incursions meurtrières depuis le Kurdistan irakien voisin. Des troupes massées à la frontière maintiennent la menace d'une intervention transfrontalière, réclamée depuis avril par l'armée. Une atmosphère de conflit larvé qui replonge les habitants du sud-est de la Turquie dans l'ambiance des années de plomb.

« Ces opérations ne résoudre rien, estime Esat Canan, un puissant chef de clan, candidat indépendant aux élections législatives. Cela ne sert qu'à faire monter le nationalisme dans le pays et à punir la population qui n'a pas besoin de cela. » L'omniprésence des uniformes et des officiers de renseignement, les pâturages interdits aux bergers



Un garde-frontière turc devant les montagnes de Cudi, frontalières avec l'Irak. SERKAN SENTURK/AP

« Cela ne sert qu'à faire monter le nationalisme dans le pays, estime un candidat indépendant aux législatives, et à punir la population »

attisent l'hostilité naturelle envers le pouvoir d'Ankara. « Ici, 80 % des gens vont voter pour le Parti pour une société démocratique (DTP, vitrine légale du PKK), chuchote Halit, dans le fond d'une boutique. Chaque famille a un fils dans la guérilla. »

A la sortie de la ville, la route se faufile dans une vallée encaissée, le long de la rivière Zap. Après 10 km, premier poste de contrôle. Trois jeunes appelés inspectent les véhicules et les papiers d'identité. Les passagers d'un minibus attendent, crispés sur leur siège. Treize barrages surgissent sur les 180 km qui longent la frontière ira-

kienne et conduisent à Sirnak. Les opérations se sont multipliées dans cette zone. En chemin, on croise des tanks, le canon tourné vers la montagne où se cachent les combattants du PKK. Sur le bord de l'asphalte, des soldats, la peur au ventre, passent le détecteur de métal à la recherche des mines télécommandées qui explosent régulièrement au passage des convois. La hantise des militaires.

A Serbest, une voiture se gare devant la caserne, camp retranché posé sur un flanc rocheux. Le soldat Ahmet, 19 ans, a de la visite. Sa famille est venue de Cizre, à 200 km. Une vieille paysanne kurde embrasse toute la brigade et se jette en larmes dans les bras de son petit-fils. « Dieu merci tu es vivant. Je prie pour toi tous les jours. » Des foyers kurdes sont déchirés par ce conflit. Les « terroristes » sont parfois les frères de jeunes soldats envoyés au front. « On peut se retrouver face à un membre de la famille », raconte l'un d'eux, à un

check-point.

Près du village de Gülyazi, la rivière sert de frontière entre la Turquie et l'Irak. De l'autre côté du cours d'eau et de la Crête, les *peshmergas* (combattants) kurdes veillent et les F-16 américains patrouillent. Cinq gardiens de village, la contre-guérilla armée par Ankara, sautent d'un tracteur. « C'est les grandes manœuvres, se moque un vieux paysan en habit traditionnel, en sirotant un thé sous une tonnelle. Ils fouillent chaque pierre de ces montagnes mais il n'y a pas de guerre ici. Le général Büyükanit veut juste semer la confusion avant les élections. »

Les habitants du village de Kumçati, proche de Sirnak, n'ont pas le même avis sur la situation. La plupart des hommes sont gardiens de villages, et soutiennent aveuglément les troupes en guerre contre « la terreur » kurde. Ils voteront pour le Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite ultranationaliste). « Nous sommes prêts à nous battre, assure Olie Güngör, le maire du village. Nous ne donnerons pas une pierre de notre pays. La nation d'abord ! »

Un officier de la garnison voisine se joint à la conversation, envoyé par ses supérieurs. « *Les Européens doivent savoir que le PKK est le groupe terroriste le plus sanglant au monde* », récite-t-il. Une mère pleure son fils tombé en « martyr ». Le jeune frère de 18 ans assure qu'il aurait voulu être à sa place et qu'il est fier. L'officier acquiesce, satisfait.

Autour de Sîrnak, des dizaines de villages ont été vidés par l'ar-

mée au plus fort de la guerre, à la fin des années 1980. Ceux qui sont habités sont aux mains des gardiens de village et les habitants ne peuvent plus rentrer. La campagne est sous occupation. En ville, les troupeaux de vaches et de moutons se mêlent à la circulation. Des enfants de 8 ans vendent de l'essence de contrebande venue d'Irak ou d'Irak.

« *Bienvenue chez nous* », clame le maire, Ahmet Ertak, en langue

kurde. Pour lui, « *l'état d'urgence n'a jamais cessé dans la région en vingt-trois ans mais maintenant, les gens ont peur d'aller au village à cause de ces mesures de sécurité* ». L'économie, agricole et contrebandière, est paralysée. « *Depuis 1999, il y avait un espoir de voir le problème kurde réglé démocratiquement* », estime le maire, pour qui le salut

ne passe plus que par un rapprochement avec les Kurdes d'Irak,

d'Irak et de Syrie.

Dans les locaux du Parti pour une société démocratique, deux vieillards aux yeux rieurs devisent sur la situation. Ils ne parlent pas un mot de turc. « *J'avais une terre à 4 km, avec des troupeaux, des fruits. Mais je n'ai pas pu y aller depuis quinze ans*, raconte Ahmet. *La situation pour nous est pire, parce que nous sommes vieux et que nous n'avons plus d'espoir.* » ■

GUILLAUME PERRIER

Le Monde

Mercredi 20 juin 2007

Nicolas Sarkozy, révélateur des ambiguïtés turques

Chronique

International Daniel Vernet

Il est un pays où Nicolas Sarkozy bat les records d'impopularité : la Turquie. Son refus d'envisager l'entrée de ce pays dans l'Union européenne et son passage immédiat à l'acte – l'opposition française à l'ouverture d'un chapitre des négociations portant sur l'union économique et monétaire – ont fait du nouveau président de la République la bête noire des miheux proeuropéens. Bien peu reconnaissant que la nouvelle position de la France a au moins l'avantage de mettre fin à une hypocrisie. Si quelques membres actuels de l'UE sont sans hésitation en faveur de la candidature turque, d'autres ont accepté en 2005 l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'espoir caché qu'elles échoueraient et déboucheraient, au mieux, sur un « *partenariat privilégié* ».

La franchise de M. Sarkozy a une autre conséquence. Elle sert de révélateur aux ambiguïtés de la Turquie elle-même vis-à-vis de l'Europe, ou plus exactement des diverses composantes de la société turque, pour lesquelles l'Europe est tantôt un objectif ou un repoussoir, tantôt un bouc émissaire ou un instrument dans la lutte pour le pouvoir. A une récente réunion de l'Observatoire UE-Turquie de l'université Sabanci d'Istanbul, le double constat a été dressé. D'une part, les négociations avec Bruxelles « *continuent techniquement mais sont politiquement à*

l'arrêt », selon l'expression d'un protagoniste du dossier. D'autre part, l'impasse des négociations a souligné les « *maladies endémiques* » de la Turquie : assassinats politiques, menaces de coup d'Etat militaire, crise institutionnelle à la suite du fiasco de l'élection présidentielle...

Après avoir manifesté une forte volonté de changement, le gouvernement du Parti de la justice et de la prospérité (AKP) de Recep Tayyip Erdogan a pratiquement cessé les réformes depuis la fin de 2004, soit parce qu'il ne voulait pas affronter les militaires, soit parce qu'il butait sur ses convictions dites islamistes modérées. Le rapport d'étape que la Commission européenne présentera en octobre soulignera cette stagnation des réformes, en particulier celles touchant à la liberté d'expression.

La perspective des élections législatives anticipées du 22 juillet n'arrange rien. Elle laisse échapper une bouffée nationaliste dont les plus optimistes espèrent qu'elle se dissipera une fois le scrutin passé. D'autres peignent des « scénarios d'horreur », la nuise en œuvre de l'« agenda caché » des

islamistes ou un coup d'Etat fomenté par les chefs de l'armée. Ceux-ci envisagent ouvertement contre les bastions kurdes dans le nord de l'Irak une intervention qui aggraverait les tensions avec l'Europe et avec les Etats-Unis. Ils n'en ont cure car ils travaillent à une alliance de rechange avec la Russie et l'Irak, qui leur fourniraient l'énergie et les armes, nouvel avatar du rêve panturc qui fit long feu après la disparition de l'Union soviétique. Ce qui n'empêche pas l'armée d'avoir demandé l'aide financière de Bruxelles pour familiariser les jeunes recrues avec le fonctionnement de l'UE.

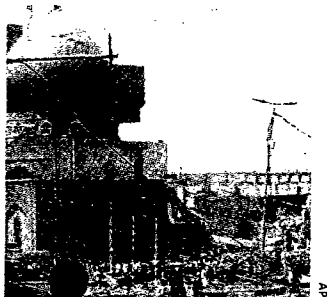
« *Ni charia ni coup d'Etat* », criaient ces dernières semaines certains manifestants d'Istanbul et d'Ankara. Explication de texte d'un intellectuel stambouliote : « *La laïcité, un des piliers de la Turquie moderne, est de plus en plus faible. Mais il est stupide de vouloir la renforcer en affaiblissant les autres piliers que sont la démocratie et l'Etat de droit.* » Or une partie des laïques, dont l'influence est liée aux militaires, est prête à faire en sorte que la Turquie soit refusée par les Européens, abandonnant le créneau de la modernité et de la démocratie au parti se réclamant de l'islam.

Pour sortir de ces contradictions, les proeuropéens de Turquie pensent qu'une date butoir, même lointaine, pour l'entrée dans l'UE, ouvrirait au moins un espoir politique. Pourquoi pas 2023, à l'occasion du centenaire de la République ? ■

Irak : plus de 60 tués dans un attentat

metro
mercredi 20 juin 2007

BAGDAD. Au moins 61 personnes ont été tuées et 130 blessées hier dans un attentat au camion piégé près d'une mosquée chiite du centre de Bagdad. Ce carnage intervient seulement deux jours après la levée du couvre-feu total imposé



La mosquée Khillani a été fortement endommagée.

dans la capitale irakienne après l'explosion au mausolée chiite de Samarra. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier dans la capitale depuis celui qui avait frappé un marché le 18 avril, faisant au moins 140 morts.

Le Premier ministre irakien a imputé l'explosion aux extrémistes sunnites

L'attaque est survenue au moment où près de 10 000 soldats américains et irakiens lançaient une opération de grande envergure contre le réseau terroriste Al-Qaida dans la province insurgée de Diyala, au nord de Bagdad. Des milliers de personnes ont été tuées en un an dans des attaques rebelles dans cette région.

AFP

Les Kurdes de Turquie souhaitent revenir au Parlement d'Ankara

VENDREDI 22 JUIN 2007

Alors que la tension reste élevée à la frontière turco-irakienne, les Kurdes de Turquie espèrent profiter des élections parlementaires prévues dans un mois

SILOPI

De notre envoyée spéciale

Pour une fois, l'animation est au rendez-vous à Idil. En plus du petit marché habituel, une dizaine d'ouvriers s'affairent à paver la rue principale de cette bourgade turque située à 70 km de la frontière irakienne. Un spectacle attrayant dans cette ville où, depuis deux ans, l'activité économique tourne au ralenti.

« Avant, mon père traversait régulièrement la frontière pour vendre, en Irak, quelques kilos de thé et des cartouches de cigarettes, explique Sami Yilmaz, assis devant sa petite épicerie. Mais depuis deux ans, les taxes irakiennes ont augmenté et les autorités turques ont posé des interdictions sur certains produits. Cela ne vaut plus la peine. »

La situation est identique dans les autres bourgades frontalières, soumises aux aléas diplomatiques entre Ankara, Bagdad et Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak qui connaît une

autonomie croissante. Les récents bruits de bottes de l'armée turque dans la perspective d'une intervention armée contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), repliés dans le nord de l'Irak, n'arrangent rien.

Au poste frontière de Habur, la file de camions s'est tarie. Là où auparavant passaient chaque jour en Irak plus de 1 500 camions, ils ne

sont plus qu'une centaine, espérant ramener, au mieux, 150 € par trajet. Cette région kurde de Turquie n'a aucune autre source de revenus que le poste frontière, unique porte entre les deux pays, régulièrement instrumentalisée à des fins politiques. Ainsi, depuis quelques semaines, le Mouvement d'action nationale, parti ultranationaliste turc, appelle Ankara à fermer Habur afin de sanctionner les autorités kurdes d'Irak, accusées de soutenir les rebelles du PKK.

« Si l'armée turque intervient en Irak et si Habur ferme, nous serons affectés à 100 %, explique Murat Yildirim, de la mairie de Silopi, la ville la plus proche de la frontière. Silopi souffre depuis des années des mauvaises relations entre la Turquie et l'Irak. Avant, elle prospérait, mais aujourd'hui, elle perd des habitants. »

Certains songent à quitter Silopi, mais pour aller où ? À Erbil ou Sou-

leimaniya, côté irakien, là où la très grande partie des Kurdes de la région ont des parents ? Non, estime Murat Yildirim. « Évidemment, nous sommes heureux de voir la création d'un Kurdistan libre, côté irakien, explique-t-il. Nous admirons Jalal Talabani, devenu président de la République d'Irak. Mais notre avenir à nous, Kurdes de Turquie, est ici. Nous ne sommes pas prêts de quitter ces terres, même si un État kurde indépendant était créé demain » dans le nord de l'Irak.

Cette position est partagée par les responsables locaux du parti prokurde, le Parti pour une société démocratique (DTP). « Nous ne voulons pas devenir indépendants, explique Emin Irmez, installé dans un minuscule local, dans la ville

montagneuse de Sirnak. Nous voulons une république démocratique, dans le cadre des frontières actuelles. Nous voulons des droits fondamentaux, culturels et linguistiques. Nous souhaitons le dialogue avec Ankara.

Or, en pratique, on ne voit rien. »

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan refuse en effet de dialoguer avec le DTP, accusé de soutenir l'action du PKK. Une position qu'il a maintenue cette semaine en rejetant l'idée d'une coalition avec ce parti après les élections législatives du 22 juillet.

Tout en suivant de près le développement de leurs « frères » kurdes d'Irak, le DTP ne vise désormais qu'une chose : entrer au Parlement... à Ankara. Seize ans après l'élection de quatre députés kurdes, sous le label d'une formation entretemps interdite, les espoirs d'une avancée démocratique sont grands, avec la possible élection d'une trentaine de députés indépendants. Et cela malgré la mise en place par Ankara d'un système rendant plus difficile le vote kurde.

Dans une même circonscription, tous les candidats indépendants seront en effet regroupés sur un même bulletin de vote, rendant le choix difficile pour les électeurs dans cette région au très fort taux d'illettrisme. « C'est une mesure antidémocratique, regrette Emin Irmez. Mais ne vous inquiétez pas. Nous allons apprendre à nos mères à lire le nom de notre candidat. Elles iront voter, nous entrerons au Parlement et ensuite en Europe ! »

DELPHINE NERBOLLIER

La Croix

IRAK

CotPrier
INTERNATIONAL

DU 21 AU 27 JUIN 2007

Les angoisses d'un voyage ordinaire

Pour se rendre en bus de Bagdad à Bassorah, il faut maintenant endurer dix heures d'un trajet éprouvant dans un pays marqué par la misère et l'insécurité chronique. Reportage.

AL-QABAS (extraits)

Koweït

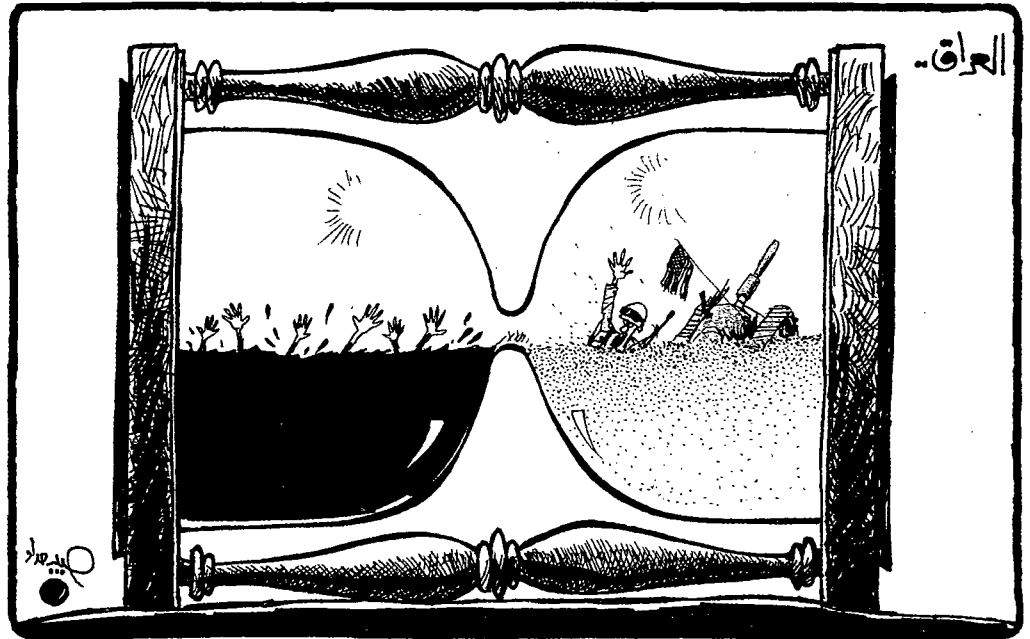
Pour rejoindre Bassorah, la capitale régionale du Sud chiïte, il faut prendre le bus à la gare routière Al-Nahda de Bagdad. Ce lieu chargé de souvenirs et d'histoires a une mauvaise réputation. Les Irakiens ne peuvent l'évoquer sans avoir la gorge nouée, car c'est d'ici que leurs fils partaient à la guerre sous Saddam Hussein. Ici rôdent pickpockets, vagabonds, détraqués, filles perdues, alcooliques et autres "pervers sexuels" [terme consacré dans le monde arabe pour désigner les homosexuels].

Dans l'imaginaire collectif, ce lieu est intrinsèquement lié à une idée de désordre moral : étalages où l'on vend à la sauvette cassettes piratées, revues érotiques sur papier glacé ou uniformes de l'armée, vendeurs ambulants de thé et de falafels, cireurs de chaussures et proxénètes. Du temps de Saddam Hussein déjà, ces trottoirs offraient un substitut d'hôtel aux conscrits venus des campagnes reculées appelés à rejoindre les tranchées. A l'époque de la guerre contre l'Iran [1980-1988], cette gare était leur dernier contact avec la vie civile avant leur départ pour le front. Aujourd'hui, c'est le premier danger pour celui qui prend la route de Bassorah, puisqu'il y a déjà eu plusieurs attentats à la bombe à l'intérieur de la gare.

UNE PETITE PRIÈRE AVANT DE PRENDRE LA ROUTE

Après la fouille des bagages, nous montons dans le minibus. Le chauffeur se faufile pour sortir du grouillement de la gare. Ça y est, nous nous mêlons à la circulation urbaine, traversons des rues encombrées d'ordures et envahies de mendiants. Le chauffeur invite les passagers à prononcer une petite prière. Ils s'exécutent d'une voix blanche, le regard fixe. Beaucoup de rues sont barrées en raison d'attentats, il faut s'engager dans des rues perpendiculaires. Dès qu'on quitte l'axe principal, les passagers craignent un guet-apens.

Un vieillard assis à côté de moi cherche à conjurer sa peur en récitant des versets du Coran. Son débit redouble quand le chauffeur ralentit pour se rabattre sur la droite et laisse passer un véhicule de l'armée américaine. Au premier barrage militaire, le bus s'arrête. Tous les passagers doivent



▲ Dessin de Habib Haddad paru dans Al-Hayat, Londres.

■ Victimes

"Deux mille civils irakiens ont été tués durant le mois de mai dernier", souligne The Daily Star. Le quotidien libanais anglophone rappelle qu'un rapport des Nations unies publié en janvier 2007 faisait état, pour l'année 2006, de 34 452 civils irakiens morts et de 36 000 blessés.

montrer leur carte d'identité. Scrutant les visages, le soldat demande abruptement à l'un d'entre eux :

"Toi, là, pourquoi vas-tu à Bassorah ?

— Pour un enterrement. Mais pourquoi cette question ?

— Je pose les questions que je veux !"

Cet échange en provoque d'autres, entre les passagers, une fois le barrage

passé, à propos de la situation générale du pays. Tous ne sont pas originaires de la même province, et les divergences d'opinion ne tardent pas à apparaître. Imperceptiblement, l'ambiance commence à se tendre, jusqu'à ce que le chauffeur intervienne pour nous enjoindre de prononcer le nom du Prophète, un bon moyen de mettre tout le monde d'accord. On en reste là dans les discussions.

Sur la route, les barrages se suivent et se ressemblent. Chaque fois, le bus s'arrête, les soldats scrutent les visages, demandent de montrer les papiers. L'objectif est de signifier que la situation est sous contrôle mais, chaque fois, les voyageurs ont une peur blanche d'avoir affaire à un faux barrage où ils seront sélectionnés en fonction de leur appartenance confessionnelle puis assassinés, pour réapparaître le lendemain dans la rubrique "faits divers" des journaux irakiens. Certains racontent des histoires de proches assassinés ou disparus lors d'un trajet de ce genre. D'autres sortent leur portable et essaient d'appeler les membres de

leur famille qui les attendent à Bassorah pour les rassurer sur leur arrivée prochaine, mais les communications passent mal, à cause du mauvais état du réseau.

Les voyageurs appréhendent toujours la proximité d'un véhicule américain, parce qu'ils craignent d'être pris au milieu d'un échange de tirs ou d'être les victimes collatérales d'une bombe déclenchée à distance. Quand l'un de ces convois est attaqué, la route est fermée pendant de longues heures, le temps de laisser passer les véhicules de secours, les remorqueurs et les escouades chargées d'investir en force les villages avoisinants pour y débusquer d'éventuels complices. Cela dit, le plus

grand danger est peut-être une simple crevaison de pneu : rester immobilisé au bord de la route fait de vous une cible de choix.

Le trajet s'éternise, ce qui épuise chauffeur et passagers. On met aujourd'hui plus de dix heures pour ce parcours, contre six à sept sous Saddam Hussein. Le changement le plus évident, c'est que les portraits, slogans et banderoles à la gloire de l'ancien président ont été remplacés par les portraits de dignitaires religieux et par des drapeaux noirs [couleur du chiïsme]. Quant aux villages que l'on traverse, ils dégagent toujours la même impression de misère. Dans les marais, à l'approche de Bas-

sorah, des chiens errent entre taudis et maisons en briques d'adobe. Aux alentours, paissent quelques buffles, des moutons et des ânes. Et toujours des enfants en guenilles qui pataugent dans l'eau stagnante des mares. Les nombreux bistrotiers qui parsemaient autrefois la route ont presque tous mis la clé sous la porte. En revanche, les antennes parab-

liques ont envahi jusqu'à la plus misérable des bicoques.

Nous arrivons enfin à Bassorah, annonce le chauffeur dans un soupir, soulagé d'arriver au bout de sa corvée. Nous voyons apparaître des quartiers d'habitation, des marchés, des trottoirs encombrés de déchets, des hommes en djellaba, des femmes en noir. Nous commençons à apercevoir

le centre-ville quand, soudain, le chauffeur freine brusquement et s'écarte pour laisser passer un convoi militaire en s'exclamant : "Ce sont des Britanniques !" Le vieillard qui n'arrêtait pas de réciter des versets du Coran à côté de moi soupire : "Dieu soit loué, nous sommes arrivés sains et saufs !"

Abdelkarim Mohamed

THE WALL STREET JOURNAL. JUNE 19, 2007

Shiites and Kurds are wary of U.S. plan

Iraqi Sunnis joining al Qaeda fight leaves other groups worried

By JOSHUA PARTLOW

THE WASHINGTON POST

BAGHDAD—Shiite and Kurdish officials expressed deep reservations Sunday about the new U.S. military strategy of partnering with Sunni Arab groups to help defeat the militant organization al Qaeda in Iraq.

"They are trusting terrorists," said Ali al-Adeeb, a Shiite lawmaker who was among many to question the loyalty of the Sunni groups. "They are trusting people who have previously attacked American forces and innocent people. They are trusting people who are loyal to the regime of Saddam Hussein."

Throughout Iraq, an increasing number of Sunni groups profess to have turned against al Qaeda in Iraq because of its indiscriminate killing and repressive version of Islam. In some areas, these groups have provided information to the U.S. about al Qaeda in Iraq members or deadly explosives used to target soldiers.

The collaboration has progressed furthest in the western province of Anbar, where U.S. military commanders enlisted the help of Sunni tribal leaders to funnel their kinsmen into the police force by the thousands. In other areas, Sunnis haven't been fully incorporated into the security services and exist for the time being as local militias.

Some of these groups, believed to be affiliated with such organizations as the Islamic Army or the 1920 Revolution Brigades, have received weapons and ammunition, usually through the Iraqi military, as well as transportation, food, handcuffs and direct assistance from U.S. soldiers. In Baghdad's Amiriyah neighborhood, a local

group of Sunnis who call themselves the Baghdad Patriots were driven around this month in American and Iraqi vehicles and given approval by U.S. forces to arrest suspected al Qaeda members in Iraq. One of the unanswered ques-

tions for U.S. commanders leading these efforts has been to what degree the Iraqi government would support their plans to fashion local Sunnis into these neighborhood defense forces.

In an interview Friday, Prime Minister Nouri al-Maliki told Newsweek some U.S. field commanders "make mistakes since they do not know the facts about the people they deal with." Mr. Maliki went on to say arming the tribes is appropriate in certain circumstances "but on the condition that we should be well aware of the tribe's background and sure that it is not connected with terror."

Other Shiite politicians are openly opposing the strategy.

"We cannot take weapons from certain insurgents and militias and then create other militias," said Ab-

bas Bayati, a Turkmen Shiite lawmaker who is part of the majority bloc in Parliament. "You need to open recruiting centers and provide training; now what is going on is giving weapons and money to the tribes and individuals."

Mahmoud Othman, a Kurdish legislator, acknowledged the potential benefits of reducing the strength of al Qaeda in Iraq but said of Sunni Arab groups: "They take arms, they take money, and in the future they will be a problem. Politically, they are still against the Americans and the Iraqi government."

One senior Iraqi government official described the U.S. military pol-

icy of partnering with local Sunni groups as "nonsense."

"Every three months they have a new strategy. This is not only a distracting way to conduct policy, it is creating insecurity for all. I don't think these strategies have been thought through deeply. It is all about convenience," said the official.

"In reality, they are forcing the Iraqi government and the Shia and the Kurds to reconcile with the Saddamists," the official added. "This is similar to going to the South in 1865 and forcing the Confederates to reconcile immediately with the Northerners. And this is not going to happen."

U.S. military commanders involved in the partnerships with Sunnis say they intend to quickly train and register them under the aegis of the Interior Ministry, which oversees the police force. In Anbar province, tribesmen have received training and become policemen, and they receive salaries from the Interior Ministry, according to U.S. military officials. The officials have said that as long as the Sunni groups are watched closely and kept from mistreating people, the intelligence they provide about al Qaeda in Iraq makes them valuable partners.

Mithal Alusi, a secular Sunni lawmaker, said he supported the U.S. military efforts because "al Qaeda is danger No. 1 in Iraq."

—Dalya Hassan and K.I. Ibrahim contributed to this article.



Nouri al-Maliki

Turkey's Kurds

The Economist

June 23rd 2007

Guns and votes

BATMAN AND DIYARBAKIR

Pre-election tension is rising among the Kurds of Turkey's south-east

A GOLD-PLATED pistol in one hand, worry beads in the other, Hazim Babat sits at the foot of the mountain range that separates Turkey from Iraq and contemplates war. He is the chieftain of the Babat clan, which is fighting alongside the Turkish armed forces against the Kurdistan Workers Party (PKK) separatist guerrillas.

For years the Babats hunted PKK militants in Iraq with the help of Peshmerga warriors from the Kurdistan Democratic Party (KDP) from northern Iraq, led by Massoud Barzani. "The PKK slaughtered our women, our babies, they are going to pay the price," vows Mr Babat.

But times have changed and the Kurds are beginning to unite, wherever they live. Nowhere is this truer than in northern Iraq where, with American support, as many as 4m Kurds have come closer to achieving full-blown independence than ever before. Mr Barzani, who runs the Kurdish-controlled enclave, declares that the days of Kurdish fratricide are over. He refuses to let Turkish soldiers overrun his territory in order to attack the PKK. "Turkey's real problem", Mr Barzani opined recently, "is that the Kurds exist at all."

Despite its repeated calls for cross-border action against the PKK, the army's real target may be the quasi-independent Kurdish state in northern Iraq. The generals see an independent Kurdish state as an existential threat because it would stoke separatist passions among Turkey's 14m-odd Kurds. They are "willing to prevent its emergence no matter the price", asserts Ibrahim Guclu, a veteran Kurdish politician. "Yet the harder they push, the closer together they drive the Iraqi and Turkish Kurds," he adds.

Mindful of America's opposition and of Kurdish votes, Turkey's mildly Islamist prime minister, Recep Tayyip Erdogan, has ruled out any incursion, at least before the general election on July 22nd. Yet Turkish forces continue to mass along the Iraqi border. The beefed-up army presence is palpable in Sirnak, one of three border provinces in which no-go "security zones" have been declared. Turkish soldiers in armoured personnel-carriers point guns at passers-by. Attack helicopters clatter overhead. In the regional capital of Diyarbakir, your correspondent counted no fewer than nine F-16 fighter jets screeching towards Sirnak within the space of 20 minutes. The PKK is hitting back, murdering soldiers and civilians alike.

Ayla Akat, a human-rights lawyer who is standing for election in Batman for the pro-Kurdish Democratic Turkey Party (DTP), concedes that the violence is fueling anti-Kurdish feelings throughout Turkey. She points to the attempted lynching this month of two Kurdish seasonal workers in the western province of Sakarya. Yet if the government were to accept the PKK's demands to ease restrictions on the Kurdish language, offer amnesty to PKK fighters and allow their leaders to seek asylum in Europe, "the Kurdish problem would be solved", she says. "Is anyone talking about independence?"

In 2005, emboldened by the European Union's decision to open membership talks, Mr Erdogan explored a possible deal that would accommodate the Iraqi Kurds too. But he was forced to back off under pressure from the army. In the same year Mr Erdogan became the first Turkish leader ever to admit that the state had made "mistakes" in dealing with the Kurds. His words cemented his Justice and Development (AK) Party, whose Islamic credentials play well with millions of pious Kurds, as the DTP's main rival in the south-east.

"My people are going to vote for Erdogan because he wants the European Union, and EU membership is the panacea for separatism," says Cemil Oter, a tribal leader who has lost 40 men to the PKK. But hopes of membership are fading as EU big-

wigs, led by France's new president, Nicolas Sarkozy, lobby against Turkish entry. EU-inspired reforms that helped to win Turkey its prized date for membership talks are being quietly rolled back.

The effects are being felt in Diyarbakir, where a local mayor and his entire council were barred from office last week for using Kurdish as well as Turkish to communicate with their constituents. Abdullah Demibas had already annoyed the authorities by erecting a monument in memory of Ahmet Kaymaz, a Kurdish lorry driver, and his 12-year-old son, who were gunned down outside their home in the town of Kiziltepe in 2004 on the grounds that they were "terrorists".

All four members of the special forces who were implicated in the killings were exonerated by a court in April, proving that "there is rarely justice for the Kurds", says Tahir Elci, a lawyer who defended the Kaymaz family. Mr Elci is now facing up to three years in prison for criticising the court. Meanwhile, reports of torture have risen sharply, because new regulations allow detainees to be denied access to a lawyer during the first 24 hours of interrogation by police.

All these things help to swell PKK ranks. The trouble is that the rebels' new tactics—setting off landmines and planting explosives—have caught the army off guard. Abdullah Gul, the Turkish foreign minister, revealed last week that security forces seized two tonnes of plastic explosives smuggled by the PKK from Iraq in 2006 alone. Mr Gul said that "making compromises over democracy in the name of fighting terrorism" was "a trap that should not be contemplated". But with each Turkish soldier killed fighting the PKK, Turks' enthusiasm for democracy, and for the EU, gets harder to preserve. ■



Kurdish kids coveting kebab

War trials

The end for Saddam's trusted cousin and lieutenant: Chemical Ali sentenced to death

Northern Iraq party chief guilty of Kurdish genocide

Court hears how Ba'athists killed up to 180,000

Michael Howard

Ali Hassan al Majid, once the most feared man in Iraq after his cousin Saddam Hussein, was yesterday sentenced to death by Iraq's special tribunal for masterminding the genocidal Anfal campaign against Iraq's Kurds during the late 1980s.

Better known as "Chemical Ali" for his enthusiastic use of gas against Kurdish towns and villages, Majid was sentenced to death along with two other former regime officials for their roles in the brutal military operation of 1988 that led to the deaths of up to 180,000 Kurds.

Two other former senior regime members were jailed for life for their part in the Anfal, whose name was taken from the Koranic verse justifying the killing and looting of "infidels". A sixth defendant was acquitted and ordered to be set free for lack of evidence.

Saddam had also been accused of genocide in the Anfal case but all charges were dropped when he was hanged on December 30 after being found guilty of the 1983 Dujail massacre.

The sentences now go to automatic appeal and the defendants have 30 days to state their case. The judge said victims of the Anfal should get compensation.

In the Kurdish town of Halabja, near the border with Iran, where chemical weapons killed 5,000 civilians in March 1988, there was satisfaction with the verdict, though some wanted to see Majid executed in the town where he had wrought so much misery. "Today's verdict is a victory for all Kurds and for all free people," said Mariwan Horshid, a police officer. "Nothing can undo our pain, but now perhaps the world can know what happened."

Announcing yesterday's verdict, the judge, Mohammed Oreibi al-Khalifa, told Majid that he been found guilty of genocide, crimes against humanity and war crimes committed after Saddam Hussein had appointed him as the director of the Ba'ath party's northern bureau in 1987.

"You had all the civil and military

authority for northern Iraq," he said to Majid, who stood alone in the dock in the heavily fortified courtroom in Baghdad's Green Zone. "You gave orders to the troops to kill Kurdish civilians and put them in severe conditions," the judge continued.

"You subjected them to wide and systematic attacks using chemical weapons and artillery. You led the killing of villagers. You ... committed genocide. There are enough documents against you."

Majid remained silent throughout, muttering only a "Thanks be to God" when his sentence was read out.

In previous sessions of the trial, Majid had fiercely denied ordering the use of chemical weapons. He had acknowledged ordering the killing of anyone who refused to obey orders to leave villages designated for obliteration, but said it was justified by the need to protect Iraq's security when Kurdish rebels in the north were helping Iranian forces in the first Gulf war.

The two other former senior Ba'athists sentenced to death yesterday were the



Defiant and defensive Ali Hassan al Majid listens as his death sentence is handed down in a Baghdad courtroom
Photograph: Joseph Eid/Reuters

Legacy of Anfal

- The military offensives were code-named Anfal – **Spoils of War** – after the title of the eighth chapter of the Qur'an, and took place from February until late August 1988.
- Estimates of deaths made by Kurdish and international groups range from tens of thousands to **180,000**.
- During the trial, prosecutors showed memorandums from military intel-

- ligence, the president's office and military commanders detailing the **chain of command** and orders given for the use of **mustard gas** and **nerve agents**.
- The trial heard dozens of witnesses who described chemical air attacks, villages being burned and Kurds being rounded up and **tortured**.
- Thousands of Kurds, including many women and children, were taken

- from their villages, executed and then dumped in **mass graves** in northern and southern Iraq, prosecutors said.
- Certain areas were declared "out of bounds to all persons and animals" and troops were allowed to open fire at will.
- Defence lawyers argued that Anfal was a legitimate military operation against **Kurdish militias** who sided with Iran in the 1980-1988 war. **Reuters**

former defence minister Sultan Hashim Ahmad al-Tai, who commanded the Iraqi army during the Anfal operation, and Hussein Rashid, the Iraqi army's former chief of staff. The judge said they had ordered attacks against Kurdish civilians including the use of chemical weapons. "We defended Iraq and were not criminals," said Mr Rashid as the verdict was read.

The court, which began hearing the case last August, heard harrowing testimonies of Kurds who had been gassed, raped or

deported. The court also heard tape of a meeting of leading Iraqi officials in which Majid vowed to use chemical weapons against the Kurds, saying: "I will kill them all with chemical weapons! Who is going to say anything?"

But despite the calmer atmosphere of the trial, there remained concerns about its fairness. Richard Dicker, international director of Human Rights Watch, said the impact of the genocide conviction would inevitably be "hobbled" by the problems

— including political interference — that the tribunal "faced and failed to fix".

"If the tribunal had more credibility or had it been a joint international-Iraqi tribunal, the verdict would have had more moral authority and legitimacy, and the Kurds' wretched experience would have seen proper redress," he said.

guardian.co.uk/iraq »

Halabja

A town celebrates verdict but fears no one will be called to account for its suffering

Michael Howard Halabja

A hush descended over the crowd gathered at the Halabja Chemical Victims' Society as the face of Ali Hassan al Majid emerged through the fuzz of the badly tuned television. There, finally in the dock, was the man who for three years in the late 1980s had been the chief tormentor of Iraq's Kurds, and who had on March 16 1988 presided over the gassing to death of 5,000 citizens of this heartbreaking little town on Iraq's north-eastern border with Iran.

It had to be good news, everyone in the sweltering room agreed, that Majid was about to be convicted of genocide. "Of course we are happy," said Alwan Ali Mahmoud, a teacher who at the age of eight was orphaned and lost 11 other family members in the attack. "Kurds have waited for justice for so long that we can't quite believe it is happening," she said. She is still receiving treatment for eye injuries sustained at the time.

Mohammed Faraj Said, a local civil servant, who lost seven members of his immediate family, agreed: "This will help the world to recognise what was done to try to destroy our nation."

But as the judge read through the verdicts of the six accused, the mood among this group of Halabja survivors was far from celebratory. The reason, said Luqman Mohammed, the society's director, was that the notorious mas-

sacre at Halabja was not included in the charges laid against Chemical Ali.

The chemical blitz was seen as separate from the Anfal campaign, the focus of yesterday's convictions. "Halabja is worried it will never see its day in court," Mr Mohammed said.

Their concerns may not be misplaced. After the length and huge costs of the Dujail and Anfal trials, some are questioning whether Iraq's government and the controversial special tribunal has the stomach or the funds to complete trying Saddam-era officials. Originally, the late dictator and his cohorts were to face charges on up to 11 different cases.



Human remains found in a mass grave after the genocide of ethnic Kurds

"And Halabja at the top of the list," said Mr Mohammed. With Saddam now executed, and the insurgency still raging, enthusiasm among Iraqis and in the international community for yet more trials has waned. But here in Halabja, the interest is still very real.

Since the traumas of 1988, little has been done to rehabilitate its victims. Halabja's infrastructure is a disgrace. Many houses are little better than concrete shacks and sewage still flows in many streets.

The struggle for control of the town between Kurdish nationalist parties and Islamist groups before the war in 2003 hasn't helped. Last year, a monument that the regional Kurdish government erected to mark the gas attack in the town was trashed as angry residents protested that basic services meant more to them than memorials.

Since then a new mayor has begun to pave the roads. He says that this year Halabja has a \$16m budget. But laying a wreath yesterday at the "Halabja martyrs' cemetery", Luqman Mohammed wondered whether it would be enough to stop Halabja victims being forgotten.

Bakhtiar Amin, a former Iraqi human rights minister and activist for the victims of Halabja, said: "This verdict of genocide is important in itself. But it also obliges the Iraqi government and those who helped Saddam Hussein and Chemical Ali ... to provide moral, physical and financial recompense."

IRAK - Peine capitale pour deux anciens dignitaires, prison à perpétuité pour deux autres, un accusé acquitté faute de preuves

OPERATION ANFAL : « ALI LE CHIMIQUE » CONDAMNE A MORT

«Ali le Chimique», cousin et proche collaborateur de Saddam Hussein, a été condamné à mort par pendaison hier à Bagdad, avec deux autres dignitaires de l'ancien régime irakien, pour le massacre de 182 000 Kurdes d'Irak en 1988. Les trois hommes étaient jugés avec trois autres hauts responsables du régime pour leur rôle dans une campagne d'exécutions de masse et de bombardements chimiques menée au Kurdistan irakien, dans le nord du pays, et baptisée opération « Anfal ». Le haut tribunal pénal irakien les a condamnés à la peine capitale pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Deux autres accusés ont été condamnés à la réclusion à perpétuité et le sixième acquitté faute de preuves.

Principale figure de ce procès, Ali Hassan al-Majid, surnommé « Ali le Chimique », a été le dernier à connaître son sort. L'homme, âgé de 66 ans, avait l'air épuisé et a écouté en silence la lecture du verdict. Le tribunal l'a reconnu coupable d'avoir ordonné aux forces de sécurité d'utiliser des armes chimiques contre les Kurdes. « Merci Dieu », a-t-il seulement lâché en quittant le tribunal après l'énoncé du verdict. L'ancien directeur adjoint des opérations militaires, Hussein Rachid al-Tikriti, lui aussi condamné à mort, n'a exprimé aucun remord. « Merci Dieu d'être exécuté au nom de la courageuse armée irakienne, longue vie à l'Irak et longue vie à la courageuse armée irakienne », a-t-il dit au moment où un vigile l'évacuait. L'ancien ministre de la Défense, Sultan Hachem al-Tai, a, quant à lui, clamé son innocence : « Je ne dirai rien de nouveau et je vous laisse à Dieu. Je suis innocent », a-t-il affirmé au moment où un vigile s'approchait du box des accusés pour l'emmener. Et le président du tribunal d'expliquer au cours de l'audience : « La peine est la pendaison pour avoir commis des crimes avec préméditation et tué des gens dans des circonstances cruelles. C'est un crime contre l'humanité. » Deux autres accusés, Farhan al-Joubouri et Sabir al-Douri, anciens dirigeants des puissants services du renseignement militaire, ont été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. Enfin, le sixième accusé, Taher al-Ani, ancien gouverneur de Mossoul, a été acquitté pour « manque de preuves », comme l'avait demandé le parquet. Le ministère public avait en revanche requis la peine de mort pour les cinq autres.

Les défenseurs des anciens dignitaires s'apprêtent à faire appel, a annoncé à l'AFP le chef de l'équipe d'avocats basée à Amman, Khalil al-Doulaimi, bien que résigné. « Il est inutile de tenter de quelconques démarches légales contre les verdicts, mais nous avons l'intention de faire appel quoi qu'il en soit », a-t-il estimé. La Chambre d'appel doit recevoir les dossiers du procès dans un délai de 10 jours. Statuant sur la forme et non le fond, elle se prononce en général assez rapidement. Si l'appel est fondé, un nouveau procès doit avoir lieu. Dans le cas contraire, les peines doivent être appliquées dans un délai de 30 jours.

Réagissant à la décision du tribunal, le gouvernement régional du Kurdistan a estimé que l'aboutissement de cette procédure était « un triomphe pour l'État de droit et les pratiques démocratiques absentes sous l'ancien régime, mais que les autorités judiciaires s'efforcent de remettre en place dans l'Irak d'aujourd'hui ». En outre, de nombreux Kurdes sont descendus dans la rue pour exprimer leur joie, certains en agitant des banderoles et d'autres en dansant au son de la musique traditionnelle. Pour sa part, le député kurde Mahmoud Othman a affirmé que ce procès était « incomplet parce qu'à aucun moment il n'a été dit qui a aidé Saddam à fabriquer les armes chimiques, quels pays et quelles sociétés l'ont aidé à les utiliser contre



Anfal, un génocide organisé par Saddam Hussein contre les Kurdes

L'opération Anfal a été menée à la fin des années 80 sous le régime de Saddam Hussein. Les juges irakiens l'ont qualifiée hier de « génocide » contre le peuple kurde, tandis que l'ancien régime l'a défendue comme une opération destinée à contrer l'insurrection en temps de guerre, lors du conflit qui opposait alors l'Irak à l'Iran. Selon diverses estimations, plus de 100 000 personnes ont été tuées, quelque 182 000 selon l'accusation, et plus de 3 000 villages détruits pendant cette campagne, qui a provoqué aussi un déplacement massif de la population kurde.

De 1987 à 1989, de nombreux assauts sont lancés contre les Kurdes dans le nord du pays, avec notamment le gazage de la population de Halabja en 1988, qui a fait 5 000 morts. Du nom d'une sourate du Coran signifiant « butin », Anfal a consisté en des bombardements systématiques, des gazages et des assauts menés contre diverses parties de la région autonome du Kurdistan en 1988. Vers 1986, de larges secteurs de la région kurde ont été libérés du contrôle du gouvernement central, soumis à des pressions croissantes en raison de la guerre avec l'Iran.

Début 1987, Saddam Hussein charge son cousin, Ali Hassan al-Majid, dit « Ali le chimique », de ramener la région kurde sous le contrôle du gouvernement central. Selon l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), basée aux États-Unis, ces campagnes étaient destinées à exterminer le peuple kurde et ne constituaient pas seulement de simples opérations visant à contrer l'insurrection, comme le prétendait l'ancien régime. « Il faut souligner que les meurtres n'ont pas été commis pendant les opérations de contre-insurrection : les détenus étaient tués plusieurs jours ou semaines après que les forces armées eurent atteint leurs objectifs », avait affirmé HRW, dans un rapport détaillé sur la campagne Anfal datant de 1993.

nous ». Le parlementaire redoute par ailleurs que ce procès n'accroisse encore les divisions intercommunautaires dans le pays, comme ce fut le cas après l'exécution de Saddam Hussein.

Irak : « Ali le Chimique » condamné à mort pour le « génocide » des Kurdes

Le Monde
Mardi 26 juin 2007

Le Haut-Tribunal pénal irakien a rendu son verdict dans le procès sur l'opération « Anfal ». 180 000 Kurdes avaient été tués par l'armée de Saddam Hussein

Dans la mémoire des Irakiens, il restera « Ali le Chimique », l'ex-commandant suprême du Kurdistan, qui avait obtenu les pleins pouvoirs pour « tuer tout être humain ou animal présent » dans cette région rebelle, selon le décret 160 signé de la main de son cousin et président de l'Irak, Saddam Hussein, le 28 février 1987. Ali Hassan Al-Majid, de son vrai nom, a été reconnu coupable, dimanche 24 juin, de « génocide » et de « crime contre l'humanité » contre les Kurdes par le Haut-Tribunal pénal irakien et condamné à la peine de mort par pendaison.

Selon l'acte d'accusation, il est tenu pour responsable de la mort de 180 000 Kurdes, entre 1987 et 1988, au cours d'une série d'opérations militaires baptisées « Anfal » (Butin de guerre) qui ont ravagé le nord du pays en 1987 et 1988. Au cours des dix mois qu'a duré le

procès, des survivants kurdes se sont succédé à la barre pour témoigner des destructions de villages et des exécutions massives perpétrées par l'armée irakienne. De cette campagne meurtrière, l'attaque res-

tée symbole du « martyr kurde » avait visé la ville d'Halabja, accusée de collusion avec l'Iran, alors en guerre contre l'Irak. Le 16 mars 1988, l'usage massif d'armes chimiques, notamment de gaz moutarde et de sarin, a tué, en quelques heures, selon les responsables kurdes et une enquête de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, entre 3 000 et 5 000 villageois d'Halabja et fait des milliers d'invalides, alors qu'ils essayaient de fuir à travers la frontière iranienne.

Pour des raisons liées à l'organisation de ces procès contre l'ancien régime, l'attaque chimique contre Halabja devait faire l'objet d'un procès à part. Celui-ci risque de ne jamais avoir lieu, tous les accusés – dont le principal, Saddam Hussein – ayant déjà été exécutés ou condamnés à mort.

Explosions de joie

Les populations kurdes irakiennes, auxquelles leurs dirigeants avaient promis, en

2003, qu'au moins l'un de ces procès aurait lieu dans leur région, ont pour beaucoup exprimé leur déception, condamnant une procédure qui, selon eux, ne leur a pas rendu justice. Le verdict de dimanche a néanmoins provoqué des explosions de joie en plusieurs endroits du Kurdistan.

La fin du procès d'Ali Hassan Al-Majid, diffusé en continu sur la plupart des chaînes de télévision kurdes et arabes, a montré un homme arborant la coiffe traditionnelle des chefs de tribus sunnites, à l'air malade et épuisé. Agé de 66 ans, diabétique, le chef militaire qui faisait trembler de peur les Irakiens est sorti du tribunal le pas mal assuré, appuyé sur une canne. « Dieu merci, je m'en vais enfin », a été son seul commentaire. Ses avocats ont annoncé leur intention de faire appel du verdict.

Avec « Ali le Chimique » ont également été condamnés à la peine capitale son ancien directeur adjoint des opérations militaires, Hussein Rachid Al-Tikriti, ainsi que Sultan Hachim Al-Tai, ex-ministre de la défense et commandant du premier corps de division irakien pendant l'opération « Anfal ». Deux autres hauts responsables baasistes, Farhan Al-Joubouri et Sabir Al-Douri, qui dirigeaient à l'époque les services de renseignement militaire, ont été condamnés à la réclusion à perpétuité. Un sixième accusé, Taher Al-Ani, ancien gouverneur de Mossoul, a été acquitté pour « manque de preuves ».

CÉCILE HENNON



Des Kurdes suivent le procès des responsables de l'opération « Anfal », retransmis dans un café d'Halabja (nord-est de l'Irak), dimanche 24 juin. Menée par l'ancien régime irakien entre 1987 et 1988, elle avait fait quelque 180 000 victimes. YAHYA AHMED/AP

Huit morts dans des violences en Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 24 juin 2007 (AFP) - Un rebelle séparatiste kurde et un civil ont été tués samedi dans une tentative d'attentat suicide dans l'est de la Turquie tandis que cinq rebelles et un milicien gouvernemental ont été tués dans d'autres actes de violence, a-t-on annoncé officiellement dimanche à Diyarbakir, dans le sud-est du pays.

Les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit) ont arrêté près de Tunceli (est) un camion citerne contenant du pétrole à bord duquel a pris place un militant transportant des bombes qui prévoyait de lancer une attaque suicide sur un poste militaire.

Des miliciens de faction dans ce poste ont ouvert le feu sur le camion et l'ont fait exploser, provoquant la mort du rebelle et du conducteur du camion. Par

ailleurs, dans la province d'Hakkari (sud-est), frontalière de l'Irak et de l'Irak, les militaires ont tué trois rebelles samedi soir dans une opération destinée à rétablir la sécurité, a annoncé le bureau du gouverneur de la province.

A Diyarbakir, deux rebelles kurdes et un membre d'une milice gouvernementale ont trouvé la mort dans un affrontement samedi soir, selon le bureau du gouverneur. Un autre milicien a été blessé.

L'armée a déclenché des opérations d'envergure pour traquer les membres du PKK dans le sud-est anatolien dont la population est en majorité kurde et où les rebelles multiplient leurs actions depuis le début du printemps, le dégel favorisant leur infiltration en Turquie à partir de leurs bases du nord de l'Irak.

"Ici c'est la paix, la stabilité": les réfugiés affluent au Kurdistan



KHAZIR (Irak), 25 juin 2007 (AFP) - "Ici c'est la paix, la stabilité". Bouchra Khalil Dawoud est soulagée. Arrivée il y a quinze jours du sud chiite de l'Irak avec ses sept enfants, elle vient de s'installer dans le premier camp de réfugiés ouvert par le gouvernement régional du Kurdistan (nord).

A une trentaine de kilomètres d'Erbil, la capitale de la région, au milieu de collines dont la rare végétation a été brûlée par le soleil, 250 tentes siglées UNHCR (Haut Comité aux Réfugiés des Nations unies) sont alignées. A l'intérieur, un confort sommaire: des couvertures, un réchaud et quelques ustensiles de cuisine. Sous une chaleur accablante, les familles font la queue pour récupérer des matelas, de l'eau, de la farine et de l'huile.

"Mon mari est mort il y a trois ans dans un attentat à Hilla (120 km au sud de Bagdad). Il était maçon. Et depuis sa disparition, je n'ai plus de quoi faire vivre mes enfants", raconte Bouchra.

Son maigre salaire de femme de ménage ne lui permettait plus de louer une maison et son fils qui travaillait dans le souk de la ville pour l'aider est devenu invalide après avoir été blessé dans une explosion. S'en est suivi un long périple pour la famille, avant qu'elle ne prenne la décision de fuir vers le Kurdistan.

"Les Kurdes nous ont aidés. Que dieu les bénisse", ajoute Bouchra. Des dizaines de milliers d'Arabes, souvent plutôt aisés contrairement à Bouchra, sont venus chercher refuge dans cette région, la seule qui soit épargnée par les violences confessionnelles qui ensanglantent le pays.

Un faible nombre comparé aux trois millions de personnes déplacées en Irak, car ces candidats à l'immigration dans leur propre pays doivent montrer patte blanche et être parrainés par un ami ou un membre de la famille vivant dans la région.

De nombreux Kurdes de Mossoul, ville mixte ravagée par les violences à la lisière sud du Kurdistan, se joignent eux aussi à cet exode. "Nous étions sans

cesse menacés par les terroristes, juste parce que nous sommes Kurdes. Je travaillais comme vendeur dans le souk mais depuis deux ans, je ne pouvais même plus sortir pour y aller", témoigne Abdoullah Ahmed Moussah, venu s'installer dans le camp avec sa femme et ses six enfants.

Face à l'afflux, les autorités kurdes ont ouvert le 14 juin le camp de Khazir, situé dans le district de Khabat, entre Erbil et Mossoul, sur la route par laquelle arrivent nombre de réfugiés. "Nous nous devons d'aider ces gens, ils ont tout quitté pour venir ici mais mon district ne pouvait plus en prendre d'autres en charge. Nous avons donc demandé à la province d'ouvrir ce camp", explique Rizgar Mohammed, le maire du district, dont la population a bondi de 25.000 à 30.000 personnes en à peine deux ans.

"Nos installations sanitaires ne sont pas suffisantes, la production d'électricité non plus. Leur présence fait augmenter les prix de l'immobilier et le chômage et quelquefois les enfants se retrouvent à 60 en classe", affirme-t-il. "Les réfugiés demandaient la création de ce camp car certains n'avaient plus les moyens de payer leurs loyers", ajoute Heimat Marouf, du Croissant rouge irakien, l'organisation humanitaire qui supervise le camp, où les conditions de vie sont difficiles.

"Il fait très chaud et il n'y a pas de sanitaires ni d'électricité", se plaint Abdoullah. Derrière lui, Ghaib, 15 ans, de Mossoul, demande: "quand est-ce qu'ils vont ouvrir une école en arabe?"

"Nous avons demandé au HCR de nous aider à améliorer les services dans le camp", assure le maire de Khabat. Mais pour rien au monde les réfugiés ne partiraient. "Je suis prêt à faire n'importe quel boulot ici", insiste Abdoullah. "Je ne reviendrai jamais à Hilla. Vous me ferez enterrer ici", fait promettre Bouchra à ses enfants.

Une série d'attentats fait 40 morts et 130 blessés en Irak



BAGDAD (Reuters) lundi 25 juin 2007 - Quatre attentats, à Bagdad, à Baidji et à Mossoul dans le nord de l'Irak et à Hilla, ville chiite au sud de la capitale, ont fait au total lundi plus de 40 morts et dans les 130 blessés, rapportent la police irakienne et des témoins.

A Bagdad, 12 personnes ont péri et 18 autres ont été blessées dans un attentat suicide contre un hôtel fréquenté par des étrangers. Le kamikaze, qui portait une ceinture d'explosifs, est entré dans le hall de l'hôtel Mansour, où des dirigeants tribaux sunnites venus de la province d'Anbar s'étaient retrouvés pour une réunion. Le hall, selon la chaîne CNN, a été complètement détruit.

Le Mansour est situé non loin de la "zone verte", secteur hautement protégé et fortifié au coeur de Bagdad. Un certain nombre d'étrangers habitent dans cet établissement, qui avait la réputation d'être l'un des plus sûrs de la ville.

Un éminent chef de tribu, Fassal al Igoud, ancien gouverneur de la province d'Anbar et naguère vice-ministre de l'Agriculture, est au nombre des morts, rapporte la chaîne de télévision Irakia, en précisant que l'un de ses journalistes a également été tué.

"C'était une énorme explosion, tout l'établissement a tremblé pendant plusieurs secondes", a rapporté un témoin. Des soldats américains ont été envoyés sur les lieux.

A Hilla, huit personnes ont péri et 31 autres ont été blessées dans l'explosion d'une voiture piégée pilotée par un kamikaze, près du siège du gouvernorat. Les

témoignages divergent sur les circonstances exactes de l'attentat: selon un témoin, le kamikaze a fait sauter son véhicule près d'une clôture protégeant le siège du gouvernorat, mais selon un autre, l'explosion s'est produite à un poste de contrôle aux abords de l'édifice.

UNE DES PLUS VASTES OFFENSIVES

A Mossoul dans le nord du pays, l'explosion d'une voiture piégée a fait trois morts et une quarantaine de blessés dans un quartier d'habitation. D'autre part, à Baidji, un kamikaze au volant d'un camion-citerne transportant du carburant a tué 18 personnes et en a blessé une quarantaine d'autres dans un attentat suicide contre le siège de la police.

Le nombre d'attentats suicide avait sensiblement diminué depuis l'explosion d'une voiture piégée qui avait tué 87 personnes le 19 juin devant une mosquée chiite du centre de Bagdad. Les autorités irakiennes et américaines imputent la majeure partie des attentats à la voiture piégée à l'organisation Al Qaïda en Irak.

Les forces américaines et l'armée irakienne ont lancé des offensives simultanées dans la périphérie de Bagdad et dans les provinces avoisinantes, pour tenter de priver Al Qaïda de sanctuaires dans les campagnes et les villes où ce réseau prépare des attentats.

Des dizaines de milliers de soldats américains et irakiennes participent à l'opération "Phantom Thunder", l'une des plus vastes offensives américano-irakiennes contre Al Qaïda en Irak depuis l'invasion du pays en mars 2003.

Loin de la guerre qui ravage l'Irak, l'économie du Kurdistan explose



ERBIL (Irak), 26 juin 2007 (AFP) - Les grues se multiplient dans le paysage, les complexes immobiliers et les centres commerciaux flamboyants neufs sortent de terre, les entreprises font même venir des ouvriers du Bangladesh ou du Népal: épargnée par la guerre qui ravage l'Irak, l'économie du Kurdistan explose.

"Bienvenue au Kurdistan, l'autre Irak", clame le gouvernement régional sur son site internet.

Située à 400 kilomètres au nord de Bagdad, la région est autonome depuis 1991. Le drapeau kurde rouge, blanc et vert, orné d'un soleil, flotte sur les bâtiments administratifs, le réseau de téléphone mobile n'est pas le même que dans le reste du pays et la sécurité des cinq millions d'habitants est assurée par des forces kurdes, les peshmergas.

"Ce n'était pas forcément chose aisée d'attirer les investisseurs car le Kurdistan fait partie d'un pays en guerre mais nous nous sommes focalisés sur un point: garantir la sécurité et la stabilité politique", explique Falah Mustafa Bakir, responsable des relations internationales au sein du gouvernement régional.

Au-dessus de son bureau, une photo représente côte à côte les anciens frères ennemis, Jalal Talabani et Massoud Barzani, qui se sont fait la guerre pour le contrôle de la région avant la chute de Saddam Hussein.

Le premier gère la province de Souleimaniyah et le second celles d'Erbil et de Dohouk, jusqu'à ce qu'ils ne décident, voici un an, d'unifier leurs deux administrations, une stabilité qui crée un climat propice aux affaires.

Une des premières lois adoptées par ce nouveau gouvernement permet aux investisseurs étrangers de détenir la totalité du capital d'une entreprise, de rapatrier les bénéfices et les exempter de taxes pendant dix ans.

Autre avantage: l'aéroport d'Erbil est relié directement à Vienne, Dubai ou Istanbul, et une nouvelle compagnie, Kurdistan

Airlines, devrait lancer prochainement des liaisons avec Londres,

Bruxelles, Amsterdam et Berlin. Les touristes commencent à revenir et un projet de station de ski est à l'étude.

"Nous voulons copier des économies comme celle des Emirats et être un exemple de réussite pour l'Irak", souligne Nawzad Hadi Mawloud, gouverneur de la province d'Erbil, capitale de la région.

"Le Kurdistan va devenir l'alternative à Dubai", assure Hoshyar Nouri Abas, de la compagnie pétrolière turco-canadienne TTopco. Sur les 5.000 entreprises enregistrées au Kurdistan, 600 sont étrangères, dont 75% turques.

"Il n'y a pas de lieu plus sûr au monde, la croissance économique est impressionnante et nous ne payons pas de taxes. Nous comptons continuer à nous développer ici", affirme Mohammed Tahir Brifkany, un Kurde engagé par le groupe turc de BTP Nursoy, pour diriger la filiale locale. Nursoy, qui a construit notamment 700 appartements ultra-modernes à Erbil, emploie 1.200 personnes au Kurdistan, presque deux fois plus qu'en Turquie.

Piscine, tennis, caméras de surveillance, ce complexe est destiné aux nouveaux gagnants de la croissance kurde. "Nous louons ces appartements de 230 mètres carrés 3.000 dollars par mois et nous les vendons 150.000 dollars. Des gens sont devenus riches ici", assure M. Brifkany.

Le salaire mensuel moyen n'en reste pas moins d'environ 400 dollars et la majorité des Kurdes, souvent obligés de cumuler deux emplois, subissent l'augmentation des prix de l'immobilier et des produits alimentaires, importés en quasi totalité, notamment de Turquie, car l'agriculture locale est à genoux.

Un constat minimisé par les autorités. "L'Irak de Saddam était socialiste et nous allons vers une économie de marché. On voit toujours des effets négatifs dans la phase de transition mais la population vit tout de même beaucoup mieux qu'avant", assure Aziz Ibrahim Abdo, directeur général au ministère du Commerce.

Le Kurdistan irakien, une "terre vierge" riche en or noir



TAQ TAQ (Irak), 27 juin 2007 (AFP) - Mis à l'écart des investissements pétroliers sous le régime de Saddam Hussein, le Kurdistan, dans le nord de l'Irak, est une "terre vierge" riche en or noir, qui attire désormais les compagnies étrangères.

Sur 600 kilomètres carrés de collines ocre et pierreuses, à Taq Taq, au cœur de la région autonome, la foreuse de la compagnie pétrolière TTopco, coentreprise entre la société turque Genel Enerji et la compagnie canadienne basée à Genève Addax Petroleum, s'enfonce dans la roche pour arriver jusqu'au réservoir.

Les réserves prouvées du Kurdistan ne représentent que 2,9% des 115 milliards de barils enfouis sous les pieds des Irakiens, les troisièmes réserves du monde, mais les experts s'attendent à de nouvelles découvertes.

"2,9%, ce n'est qu'une estimation, nous ne savons pas vraiment. C'est une terre vierge ici", assure Kemal Afaraci, responsable adjoint du site, soulignant le manque d'investissements réalisés sous Saddam Hussein pour explorer le sous-sol de la région.

TTopco a terminé le forage de trois puits qui devraient produire au total 75.000 barils par jour et trois autres doivent être forés d'ici à la fin de l'année. A titre de comparaison, l'Irak produit près de 2 millions de barils par jour, dont l'immense majorité dans la région de Bassorah (sud).

Mais contrairement au reste du pays, le Kurdistan, épargné par les violences, attire les investisseurs étrangers. La compagnie norvégienne DNO, le groupe turc Petoil et la société canadienne Western Oil Sands prospectent aussi dans la région.

Les contrats de ces sociétés, qui pour certaines d'entre elles vont commencer à extraire du brut dans quelques mois, sont des accords de partage de production signés avec le gouvernement régional kurde. Ils prévoient le

financement des investissements permettant le forage et l'exploitation des sites par ces compagnies, moyennant une part de la production future.

Mais la loi nationale sur le pétrole, qui doit être votée prochainement, prévoit la supervision du secteur par un organisme fédéral qui devra valider les contrats signés. En mai, le ministre irakien du Pétrole Hussein Chahristani avait averti que tout contrat conclu avant l'adoption de cette loi serait nul. Falah Mustafa Bakir, responsable du département des relations internationales au sein du gouvernement kurde, refuse toutefois de s'inquiéter. "Ces contrats répondent à des standards internationaux et sont compatibles avec le projet de loi", assure-t-il. "Il n'y aura pas de problème", estime de son côté Kemal Afaraci.

La loi sur le pétrole est un des éléments clefs de la future évaluation américaine sur les progrès accomplis par le gouvernement irakien. Elle vise à répartir équitablement les revenus pétroliers entre les provinces.

Le Kurdistan devrait bénéficier de 17% du total, comme il le réclamait, selon un accord signé il y a une semaine entre Bagdad et le gouvernement kurde. Autre problème pour les compagnies installées au Kurdistan: l'exportation du brut.

Elles doivent attendre le vote de la loi pour négocier leurs licences d'exportation et l'oléoduc reliant l'Irak au terminal pétrolier de Ceyhan, en Turquie, qui passe par Kirkouk, ville en proie aux violences plus au sud, est régulièrement attaqué et fermé. "Nous réfléchissons à une alternative qui pourrait être de relier Taq Taq directement à la frontière turque", souligne M. Afaraci.

Le Kurdistan devrait dans tous les cas conserver l'avance acquise auprès des investisseurs étrangers. "Je suis sûr que les grandes compagnies pétrolières vont venir s'installer ici", ajoute le responsable de TTopco.

Surtout si le Kurdistan récupère Kirkouk et sa région, riche en pétrole et majoritairement peuplée de Kurdes, conformément à la Constitution qui prévoit un référendum sur cette question avant la fin de l'année.

Sarkozy acts to bar Turkey on EU

Keeping election vow, he blocks key part of EU entry negotiations

By Dan Bilefsky

BRUSSELS: Fresh from a diplomatic triumph at a European summit meeting here, President Nicolas Sarkozy of France on Monday blocked a key element of Turkey's entry negotiations with the European Union, potentially derailing the large Muslim country's efforts to join the bloc.

The move to block the opening of discussions on the key area of economic and monetary policy, which will be formally discussed Tuesday, comes at a critical time for Turkey, which is pursuing difficult political and economic reforms required for EU membership during an election year.

Analysts said it would strengthen a growing anti-EU backlash in Turkey, while emboldening nationalist forces who are fighting to halt the negotiations. Across Europe, it also will encourage those skeptical of further EU expansion who argue that the Union has expanded too far and too fast.

Sarkozy made his opposition to Turkey joining the EU a central element of his presidential campaign, telling voters that Turkey was geographically not part of Europe and arguing that the country had no place in an already overstretched union. But he had previously indicated he would delay a fight with Turkey until autumn to avoid undermining the talks on a new European treaty.

Having secured an agreement on a new treaty over the weekend, however, French officials said Sarkozy was now keen to make good on his election promises. EU diplomats said that he had lobbied hard to prevent the opening of discussions with Turkey on economic and monetary policy because it could clear the way for its eventual membership in the euro and had particular political and symbolic resonance.

In a concession to Turkey, however, the EU did agree to open less sensitive discussions on statistics and financial control, 2 of the 35 so-called negotiating chapters Turkey must complete if it is to join the bloc. On Tuesday, it will also open negotiations on six new policy areas with Croatia, a less controversial and much smaller candidate.

The opening of all chapters for EU aspirants must be approved unanimously by all 27 EU member states, giving France enormous influence over the negotiations.

"President Sarkozy has spoken openly that because of geography he doesn't believe Turkey should be a member of the EU," said a French official, who requested anonymity. "He has made this clear and he will not change his mind."

The official was at pains to emphasize that France had not vetoed the negotiating chapter on economic and monetary policy, but rather had ensured from behind the scenes that it would not be on the table. However, officials from Germany, which holds the EU's rotating presidency and had hoped to open negotiations on all three chapters this week, said Paris, with backing from Cyprus, had effectively blocked it. "This was a political decision emanating from Paris," said a senior German official.

Chancellor Angela Merkel had promised to press ahead with Turkey's EU membership talks, though most members of her Christian Democratic Party oppose Turkish accession and she herself has expressed skepticism in the past. With the German presidency ending this month, she will no longer have to play the role of the EU's honest broker and some analysts believe she could support Sarkozy in his blocking efforts.

Turkey's chief negotiator, Ali Babacan, said Ankara would press ahead with the conditions to join the EU, even if some negotiating chapters were put on hold. "Regardless of what chapters are opened, regardless of what chapters are closed, we will integrate our legislation as soon as possible and we will wait until the EU is ready for Turkish membership."

But Turkish analysts said such statements of business as usual underestimated the risks for Turkey. They warned that Turkish public opinion is growing increasingly frustrated with EU's skeptical attitude toward Turkey and that a slowing in its entry talks threatened to stymie vital reforms.

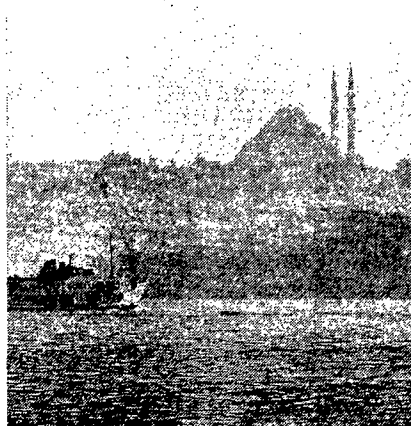
"This is the first time that a chapter is

being blocked on the grounds that it would bring Turkey closer to full membership," said Sinan Ulgen, an EU expert at Edam, an Istanbul-based research institute. "This is a very dangerous premise and if it comes to be accepted, it will surely derail the whole membership process while giving credibility to Turkish nationalists who say no matter what we do, we will never become a member of the club."

The decision not to open key discussions with Turkey come as the EU is experiencing expansion fatigue. The revamped treaty agreed over the weekend was supposed to streamline EU decision-making, in part to make it easier to let new countries in. But, under pressure from Warsaw, the EU put off key changes to its voting system until 2014, sending a signal to EU aspirants, including Turkey, Macedonia, Serbia, Montenegro and Ukraine, that eventual membership is far from assured.

Skepticism about expansion also has been fanned by concerns that the EU's two most recent entrants, Romania and Bulgaria, are flagging in their reforms. A monitoring report on the two countries due to be published Wednesday by the European Commission is expected to criticize Bucharest and Sofia for failing to sufficiently root out corruption and to reform their judiciaries.

In the case of Turkey, entry talks have made little progress because of Ankara's failure to recognize the government of Cyprus, an EU member, and to open its ports to trade from the southern part of the divided island. Ankara says it will not open trade to Cyprus until the EU lifts its embargo on the Turkish, northern part, which Ankara alone recognizes.



Osman Orsal/Reuters

A ferry Monday in the Bosphorus off Istanbul. Turkey said it would press ahead with conditions to join the EU.

Justice in Iraq ■ Amir Afkhami and Michael Soussan

Condemning 'Chemical Ali' is not enough

In a few days, "Chemical Ali" will face death by hanging. Ali Hassan al-Majid earned his nickname after he ordered the use of chemical weapons to eradicate the population of Halabja, a Kurdish town located near Iraq's northern border with Iran.

A day before the Iraqi High Tribunal sentenced Majid and two co-defendants to death for committing genocide against the Kurds, we visited Halabja, the scene of some of the most heinous crimes perpetrated by the regime of Saddam Hussein.

The chemical attacks on this border town was followed by the complete destruction of every building and the mass execution of fleeing refugees. The town was then burned and the surrounding area heavily mined.

Halabja has since come back to life, but its future stability and welfare are still at risk. The conviction of Majid does not absolve the international community, which did nothing at the time to help the victims, from investing in these people's future today.

Their needs are dire. Halabja has yet to recover from the physical and psychological destruction it suffered at the hands of Saddam's regime. It remains one of the poorest and most rundown urban areas in the otherwise prospering Kurdish region of Iraq.

Social services are quasi non-existent. Trash and sewage abounds in the city center. Piles of blackened bricks haunt every corner, every street. Access to basic medical care is severely limited by the dearth of supplies and equipment. This, in a town that must grapple with record levels of cancers, congenital deformities and other incalculable long-term repercussions linked to chemical exposure.

A tour of the Halabja hospital leaves the visitor in

no doubt that this town is at the bottom of the international community's agenda for Iraqi reconstruction. Except for the Swedish government, which helped erect this modest building in 1999, few international donors appear to show much interest in improving this population's future.

The desperation of Halabja's citizens came to a boil two years ago, when an angry mob, frustrated by the lack of government services, burned down the very memorial dedicated to their own tragedy. This shocking act was a protest against a sad reality. The outside world appeared to care more about Halabja's past than about its future.

This should be a warning to those who believe that the execution of Chemical Ali means the job in Halabja is done. While the per-

petrators of mass murder deserve punishment, we have both an ethical and a practical responsibility to steer the victims towards a brighter tomorrow.

From an ethical standpoint, the West bears substantial responsibility for this tragedy. Chemicals and mines were provided to Saddam Hussein by European companies (including Dutch and Italian firms), and Washington's lack of a meaningful response to this atrocity allowed the Iraqi dictator and his henchmen to move forward with their campaign of extermination.

On a practical level, the danger of inaction is illustrated by recent history. As late as 2003, the al Qaeda-linked terrorist group Ansar al-Islam was able to prey on the desperate population of Halabja and its surroundings to gain a foothold in the region.

A coalition of U.S. special forces and Kurdish

Peshermgas were eventually able to uproot this threat after the invasion of Iraq. The challenge is to ensure that Halabja, and the rest of the region, remain free of extremist and destabilizing groups which are diametrically opposed to the coalition's mission in Iraq.

It has become obvious over the past several years that the war in Iraq is being fought battle by battle on a regional level. In the case of this province, there is an opportunity to cement a lasting victory against the forces of terror. This fight will require a sustained and targeted commitment to the region's social and economic development.

As Chemical Ali's sentence was being read out on Iraqi television, the Halabja residents who stood besides us showed little emotion.

When questioned, they explained that they had waited a long time for this moment but that true justice, for them and their town, should go beyond this man's execution.

In their eyes, Halabja deserved to be returned to the community it was before the deceptively sweet scent of the first chemical weapons reached them on that morning in March 1988. The international community has a duty, and an interest, to help them see this vision through.

Amir Afkhami teaches at the School of Public Health and Health Services of the George Washington University Medical Center. Michael Soussan, a journalist and lecturer at New York University's Center for Global Affairs, is a former program coordinator for the United Nations Iraq Program.

**Halabja has yet
to recover from
Saddam's
chemical attacks.**

Turkey bombards Kurdish border villages

On a mountain ridge overlooking a riverside picnic spot in Kashan, Roshad Adel picked at the broken soil. Within minutes he was holding a handful of shrapnel.

Looking at the twisted pieces of metal glistening in the sun, the threads of rifling clearly visible, the 23-year-old described how his brother was hit by such a chunk of metal as the family



Kurdish army guards in Kashan Valley, northern Iraq

slept in a tent nearby.

"It was midnight, we were all asleep when suddenly there was a massive boom and Dilgesh was shouting in agony. We had to rush him to hospital."

The shelling is part of an effort by Turkey to create a de facto 10-mile buffer zone inside Iraq and stop terrorists of the Kurdish independence movement, PKK, infiltrating its borders from their mountain training camps.

Turkey has mobilised more than 20,000 of its soldiers in an operation to stop the PKK using Iraq as a



Hundreds of families are living in tents in northern Iraq, too afraid to return to their villages because of constant shelling.

staging post for a new campaign of violence.

Yesterday Turkish newspapers sounded an alarm over the terrorist group after it staged an Iraqi-style suicide truck bomb attack on Turkish troops for the first time. Two men died when the fuel tanker they were driving exploded at a checkpoint in the southern Turkish province of Tunceli.

Troops have been dropped deep into Iraqi territory in violation of the country's sovereignty, but it is the hundreds of shells fired into Iraq that has most affected border residents. Anything within the zone has become fair game, with villages regularly targeted.

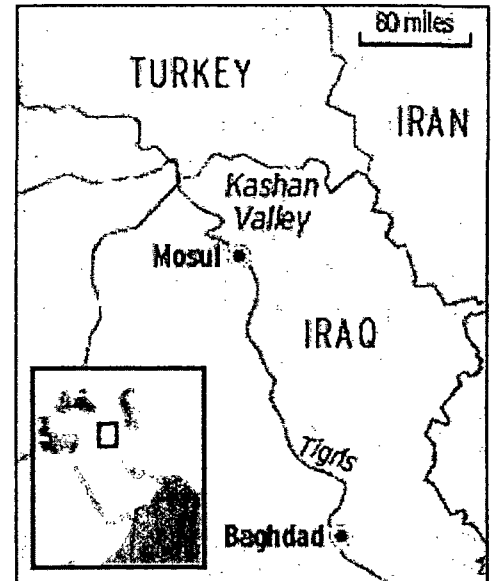
Jamal Othman Mohammad, a village elder, said the 70 families of Kashan village have been forced to move back from the Turkish border.

They are living in tents while new housing is being built for them by a Christian charity. Mr Mohammad said that despite the shelling, villagers felt no animosity towards Turkey. "We are human beings like the Turkish people," he said. "We are not harming them. We want to live in peace."

While Kashan residents denied that there was a PKK presence in the area, as Turkey alleges, there were no men of working age to be seen during The Daily Telegraph's visit. At the last Kurdish army checkpoint several miles south, the commander gave us an explicit warning that we travelled on at our own risk. "From here on is PKK territory," he said. "We don't go in there much, so I can't guarantee your safety."

The Marxist terrorist group fought Turkish troops in a bitter civil war that cost 30,000 lives in the 1990s. With its leader, Abdullah Ocalan, imprisoned on an island off Istanbul, 3,500 PKK fighters took shelter in northern Iraq under the protection of the American-allied Kurdistan authorities. Turkey fears that a stronger, semi-autonomous Kurdistan inside Iraq will fuel PKK attempts to unite Kurds inside its own borders.

Turkey has steadily increased pressure



on Washington for American troop action against the group. But the US forces in Iraq claim their hands are tied, having passed responsibility for security in the Kurdish region to local commanders.

Joseph Ralston, a retired American air force general appointed by the White House to mediate between Turkey and the Kurds, conceded last week that America could only voice its opinion on the fate of the PKK. "I would like to see the Kurds in northern Iraq oppressing the terrorist PKK and ousting terrorists," he told Turkey's Star newspaper. "You can't indulge them. Everybody, including the US, should treat them as they are, as murderers."

But the regional government refuses to move against its brother Kurds. It refutes claims that the PKK is a rejuvenated threat to Turkey. A former British army officer, who is now an adviser to the Kurdistan regional authorities, said the Turkish military was inflaming the issue for domestic political reasons.

"The Turkish army and PKK need each other, it's symbiotic," he said. "Without the PKK, the army couldn't keep a million men under arms and without the army the PKK would wither on the vine."

Turk army chief reaffirms need for N.Iraq incursion

REUTERS

ANKARA (Reuters) - Jun 27, 2007 - By Gareth Jones



- The head of Turkey's powerful armed forces reaffirmed on Wednesday his view that a cross-border operation into northern Iraq was needed to crush Kurdish rebels based there.

His comments pile more pressure on Turkey's government to allow a military operation, just weeks before parliamentary polls in which security and terrorism issues will loom large.

The staunchly secular military dislikes the Islamist-rooted ruling AK Party and political analysts say the generals are trying to portray it as weak on terrorism. AK, which denies any Islamist agenda, is widely expected to win re-election in July.

"I have said (in April) that we need a cross-border operation and that this would bring benefits. I repeat this view now," General Yasar Buyukanit told a news conference shown live on Turkish television. But he stressed the need to act within the law in tackling the security threat.

Turkey's parliament, now in recess ahead of the July 22 elections,

would have to reconvene to authorize any serious cross-border military operation. "We have to conduct our fight on a legal basis. We cannot go beyond the laws," he said in Isparta, southwest Turkey. Prime Minister Tayyip Erdogan told Reuters last week that Ankara would take military action if necessary.

More than 30,000 people have been killed in fighting between security forces and rebels of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) since the group launched its armed campaign for an ethnic homeland in southeast Turkey in 1984. Casualties have risen sharply in recent months as PKK fighters hiding in northern Iraq cross the mountainous border into Turkey to attack security and civilian targets.

HELPING MILITANTS

The head of Turkey's land forces, General Ilker Basbug, told the news conference there were between 2,800 and 3,100 PKK rebels based in northern Iraq. Buyukanit repeated his accusation that PKK rebels were receiving support from some foreign countries, including nominal allies of NATO-member Turkey.

He did not name these countries, but Ankara has criticized the United States for failing to crack down on the PKK in Iraq. Turkey has also accused some European countries including Belgium and Denmark of providing help to the militants.

Buyukanit said there were many "collaborators" in Turkish towns and villages providing support to the PKK, which is considered a terrorist organization by Turkey, the EU and the United States. But he added that the problem of Kurdish separatism could not be solved by purely military means.

"Terrorism is multi-dimensional. Apart from the armed struggle, it has to be combated in other ways too," he said, citing economic and social factors. Turkey's mainly Kurdish southeast region is dogged by poverty, high unemployment, poor education and low investment. The armed conflict has hampered the region's economic progress.



RFE/RL - June 26, 2007

IRAQI KURDS APPROVE DRAFT OIL LAW...

Kurdistan region Prime Minister Nechirvan Barzani said on June 25 that his government has approved a draft oil law and has informed the Iraqi government in Baghdad, the independent Voices of Iraq news agency reported the same day. "I sent a message to Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki to update him on our approval of the proposed draft law and we will wait to have it sent to the parliament," Barzani said. Kurdish lawmakers rejected an earlier draft on the grounds that it gives the central government too much control over the distribution of the oil revenues. Under the revised draft, the Kurdish regional government (KRG) would directly receive a share of the oil proceeds, believed to be approximately 17 percent of total Iraqi oil revenues. The draft law had stalled due to partisan bickering since February and the Kurds' approval represents the removal of a major hurdle for the establishment of a comprehensive oil and gas law in Iraq. Lawmakers in parliament are set to discuss the draft oil law within a few days. SS

...AND AGREE THAT PESHMERGA WILL BECOME 'REGIONAL GUARD'

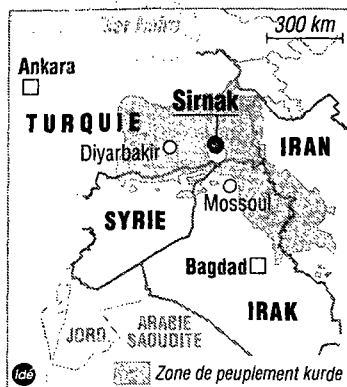
Iraqi Forces General Command spokesman Jabbar al-Yawar announced on June 25 that the KRG and the Iraqi government have agreed that the Kurdish militia, the peshmerga, will be transformed into a regional guard under the command of the Iraqi forces, the AKI news service reported the same day. The Patriotic Union of Kurdistan's website reported that the new force will be called the Kurdistan Region Guardian Force and will have a specific role in protecting the region controlled by the KRG. Al-Yawar said that the "training of these new guards will be carried out by the multinational forces along the same lines as the training they give to the Iraqi armed forces." He also noted that the budget for the new force will be allocated by the federal Defense Ministry. SS

IRAQI KURDISH LEADER SAYS ANFAL VICTIMS SHOULD BE COMPENSATED

Kurdistan region President Mas'ud Barzani said on June 25 that survivors and families of the victims of the 1988 Anfal campaign should be justly compensated, Kurdistan Satellite Television reported the same day. Barzani noted that the guilty verdicts in the Anfal trial prove that genocide and crimes against humanity were committed against the Kurdish people (see "RFE/RL Newswire," June 25, 2007), and therefore just compensation needs to be given to victims at all levels. "We will work very seriously with the federal government to make sure people are compensated, at all levels. All sides should try, at least, to alleviate the effects of this massive disaster. I am not saying to eliminate the effects, as nothing can eliminate them," Barzani said. On June 24, the Iraqi High Tribunal sentenced three former Iraqi officials to death, including Ali Hasan Al-Majid, known as "Chemical Ali," for their roles in the Anfal campaign against the Kurds. SS

Le spectre de l'état d'urgence resurgit chez les Kurdes turcs

L'armée turque a décrété depuis le 9 juin des zones de sécurité dans le Sud-Est pour traquer les rebelles du PKK.



LES GARÇONS dansent en ronde; les filles, le foulard blanc traditionnel rejeté en arrière, sautent les bras en l'air et reprennent en chœur les paroles. La jeunesse de Sirtak a pris d'assaut la place principale pour assister au concert organisé par la municipalité: les chanteurs s'y produisent en langue kurde, un droit culturel acquis grâce à l'Union européenne. Mais les festivités sont strictement encadrées: un blindé léger est posté à l'entrée du concert et des policiers en civil se mêlent au public. « Ça grouille de partout, lâche un jeune, la nouveauté c'est qu'ils se promènent avec leur pistolet en évidence à la ceinture. » Derrière la scène, les

montagnes qui se dessinent comme des ombres chinoises dans le soleil couchant sont quadrillées par les militaires.

La petite ville du Sud-Est turc, proche de la frontière irakienne, se trouve dans l'une des trois provinces où l'armée a décrété le 9 juin des zones de sécurité pour traquer les rebelles kurdes du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan). Cette mesure spéciale fait resurgir le spectre de l'état d'urgence qui frappa la région aux heures les plus sanglantes de la guerre civile dans les années 1980-1990 qui fit 37 000

morts. Depuis le printemps, la multiplication des attaques contre des soldats, attribuées au PKK, les menaces d'intervention des forces turques dans le nord de l'Irak entretiennent une crainte diffuse dans la population et nourrissent la colère des plus radicaux. Hier, les autorités ont annoncé que six rebelles avaient été tués lors d'accrochages avec des militaires dans l'est du pays ce week-end.

Au-dessus d'un garage de fortune, dans le local du DTP (Parti pour une société démocratique), la vitrine politique du PKK, les anciens ont repris les réflexes des années sombres: l'anonymat est de rigueur dans l'assemblée. « Nous sommes tous des cousins du PKK », lance un homme qui a « un fils dans la montagne ». Ici, tout le monde déplore la détérioration de

la situation. Et accuse l'armée d'en être l'unique responsable. « Le PKK ne fait que se défendre, il réagit à la provocation. Pourquoi ne demandez-vous pas le nombre de tués dans ses rangs? Eux aussi sont des martyrs! », s'offusque son voisin. Il y a quinze jours, une manifestation a été organisée dans les rues de Sirtak par l'Association des familles de martyrs (le nom donné aux soldats et aux gardiens de village – les supplétifs de l'armée –, morts en combattant les « terroristes ») pour réclamer un déploiement de l'armée dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, où est retranchée une partie de la guérilla.

Réflexes des années sombres

Mehmet Dünğör, le président de l'association, a épinglé dans son bureau une carte englobant tous les pays turcophones, sur lesquels règnent Gengis Kahn et Attila. Un condensé de la mythologie pantouranique qui exalte la supériorité de la race turque. « Le problème entre les Kurdes et les Turcs n'existe pas, il n'y a que des Turcs unis sous le drapeau turc », déclare-t-il en cliquant sur des photos de bébés éventrés que montre son ordina-

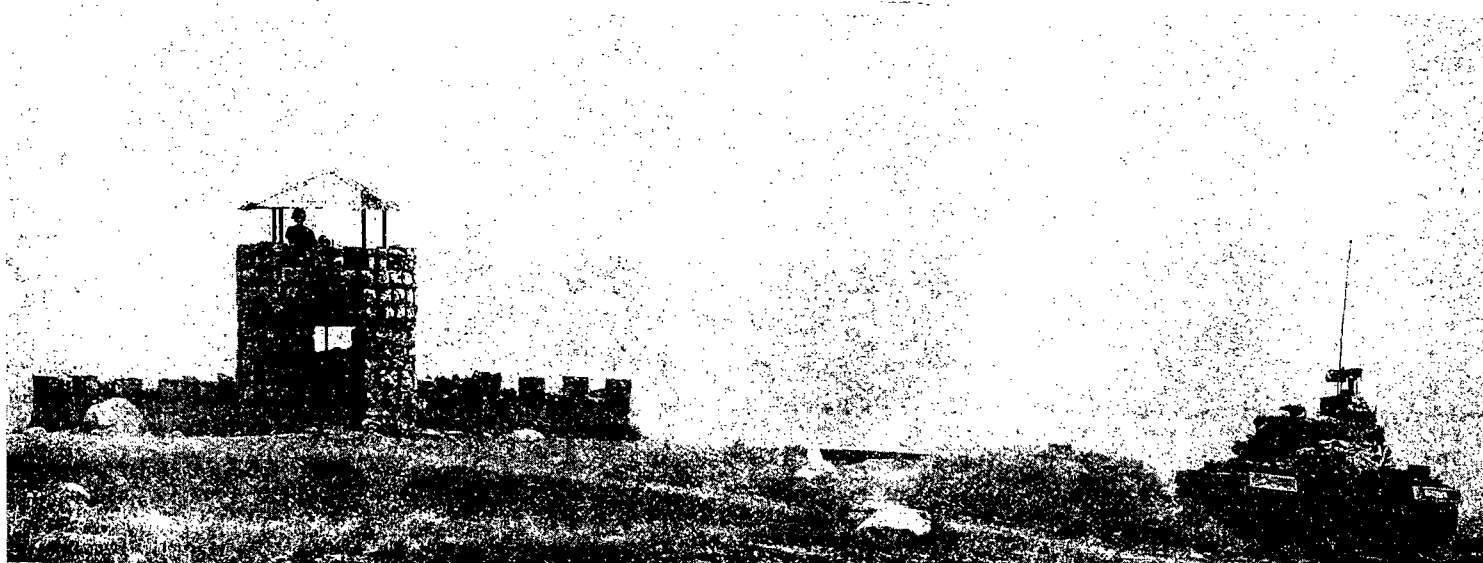
teur, pour donner du poids à sa démonstration sur « les atrocités commises par le PKK ». Mehmet Dünğör, qui jure compter treize « martyrs » dans sa famille, assure que « 20 000 personnes sont venues

manifestar contre la terreur ». Une provocation pour le maire de Sirtak, Ahmet Ertak: « Il n'y avait que des gens qui travaillaient pour l'armée, essentiellement des gardiens de village. » Selon cet édile pro-DTP, moustache bonhomme et discours imperturbable malgré l'hélicoptère qui passe devant sa fenêtre, « la peur de la Turquie face à la construction d'un État kurde en Irak » explique la multiplication des opérations.

Si les rangs se resserrent derrière le PKK en période trouble, toute la population est loin de lui apporter un soutien aveugle. Même s'il se trouve peu de volontaires pour le dire. À voix basse, dans un restaurant de grillades, à une heure creuse de l'après-midi, Ahmet et Mahmut (I) renvoient dos-à-dos

les belligérants: « Pour déstabiliser l'AKP (le parti islamo-conservateur au pouvoir), l'armée et les nationalistes ont joué les cartes de Chypre, des Arméniens, du danger islamiste et maintenant celle des Kurdes. Ils sont prêts à créer le chaos pour garder le pouvoir. De son côté, le PKK manipule aussi les gens. C'est comme les fidèles des leaders religieux, on ne conteste pas les décisions. » Un inconnu s'installe à une table à proximité. Fin de la conversation.

À la terrasse du jardin à thé surplombant la vallée, les vieux paysans ont les yeux couleur de miel comme les terres qu'ils ont dû



Un soldat turc surveille la frontière irakienne à Sirtak, au sud-est de la Turquie. La région est désormais quadrillée par l'armée.

Osman Orsal/Reuters

abandonner. « Ils ont remis des mines partout, nous n'osons plus sortir de la ville », se plaint l'un d'eux. Vaches, ânes, oies, les ruelles tortueuses de Sirnak ressemblent à une basse-cour citadine. Dans les années 1990, l'armée a vidé les villages dans les montagnes alentours. Les hommes et les bêtes sont venus se réfugier en ville.

Dès la sortie de Sirnak, les

check-points se multiplient. Les flancs des montagnes ont été réquisitionnés : on peut y lire en grandes lettres des slogans comme « La nation est indivisible », ou « Heureux celui qui se dit Turc ». Planté près d'une guérite, un panneau vante le financement par l'Union européenne d'un programme d'aide à la production laitière. « Avec les réformes de l'Euro-

pe, nos droits ont augmenté et nous avons peur de tout perdre, l'espoir du changement avec », résume Fikret Kaya, le maire de Tasdelen. Le jeune représentant de ce hameau à quelques encablures de l'Irak s'accroche au printemps européen et repousse la menace d'une guerre régionale contre le Kurdistan irakien : « Les gens de l'ouest de la Turquie (les pro-inter-

ventions) doivent comprendre qu'ils sont dans le même bateau que ceux de l'est. S'il y a un trou, nous coulerons tous ensemble. »

LAURE MARCHAND

(1) Les prénoms ont été modifiés.

Des chefs sunnites opposés à Al-Qaïda tués dans un attentat à Bagdad

Le Monde

Mercredi 27 juin 2007

UN ATTENTAT-SUICIDE a frappé, lundi 25 juin, l'hôtel Al-Mansour, situé sur la rive ouest du Tigre, en plein centre de Bagdad, faisant au moins douze morts et une vingtaine de blessés, selon les services de sécurité irakiens.

L'attaque visait apparemment une réunion de chefs de tribus sunnites engagés

depuis plusieurs mois déjà dans la lutte contre Al-Qaïda aux côtés du gouvernement irakien et des forces américaines dans la grande province d'Al-Anbar, considérée comme le foyer de l'insurrection antiaméricaine.

Selon un employé de l'hôtel, les responsables tribaux s'apprétaient à quitter l'établissement pour aller rencontrer un

responsable politique irakien, afin de parler de la réconciliation nationale. Ils étaient arrivés dans le hall et avaient commandé du thé quand un kamikaze a déclenché sa ceinture d'explosifs. L'an-

cion gouverneur de la province d'Al-Anbar, Faisal Ghououd, et deux autres responsables tribaux sunnites ont été tués. « Cette attaque a visé les tribus qui combattent le terrorisme », mais « l'Irak restera debout quoi que vous fassiez. Nous n'avons pas peur de vous et nous allons continuer à lutter contre vous », a déclaré Mahmoud Daham, un autre chef tribal sunnite rescapé de l'attaque. Parmi les victimes se trouvent également Hussein Chaalan, un responsable tribal chiite du sud de l'Irak et Rahim Al-Maliki, un poète irakien travaillant pour la chaîne de télévision publique Al-Iraqia.

Le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, a estimé que cet attentat était l'œuvre de « terroristes » qui cherchent ainsi à « dissimuler leurs défaites dans les provinces d'Al-Anbar et de Diyala, aux mains de nos forces armées et des tribus ». - (AFP.) ■



Des Irakiens errent dans les décombres du hall de l'hôtel Al-Mansour, lundi 25 juin, après l'attentat-suicide qui a visé cet établissement en plein cœur de Bagdad. HADI MIZBAN/AP

Bassora livrée à l'anarchie chiite

LE FIGARO mardi 26 juin 2007

IRAK

Selon un rapport inédit de l'organisation ICG, l'avenir de la deuxième ville du pays est gravement compromis.

BASSORA s'effondre. Loin des feux de Bagdad, la capitale du Sud irakien chiite est gangrenée par l'anarchie et le chaos. Qualifiée de succès par ses initiateurs, l'opération Sinbad conduite par les forces américano-britanniques et l'armée irakienne de septembre 2006 à mars 2007 a en fait ramené un calme aussi relatif qu'éphémère. La criminalité, les assassinats politiques et les meur-

tres sectaires perdurent.

Selon un rapport inédit de l'International Crisis Group (ICG), une ONG multinationale, les tensions politiques destinées à déstabiliser la ville se sont même renouvelées. Les attaques contre les militaires britanniques les obligent à se réfugier dans leurs camps fortifiés. « Aujourd'hui, la cité est contrôlée par des milices toujours plus incontrôlables aux pouvoirs renforcés », estime le groupe d'études.

À Bassora, la violence a souvent « peu de relations avec la résistance à l'occupation et le sectarisme ». Elle est plus à mettre au crédit des « abus

systématiques des institutions officielles, des vendettas tribales, des querelles de voisinage et de la montée

en puissance des mafias ». D'une grande noirceur, la situation dans la deuxième ville du pays rappelle que la guerre civile irakienne a de multiples visages et que le sectarisme n'est qu'une de ses causes.

Les rivalités sont exacerbées par les enjeux financiers. Chaque groupe veut sa part du gâteau dans cette région riche en hydrocarbures. Les conflits sont alimentés dans ce port assurant à l'Irak son unique débouché maritime par des soutiens et des trafics en provenance d'Iran. Aucun chef religieux de la ville sainte de Nadjaf n'a suffisamment d'autorité pour arbitrer les divergences entre chiites. L'appareil du pouvoir est

ainsi fragmenté en une multitude de clans.

« Trop tard pour créer un État »

C'est dans ce contexte que les forces britanniques qui ont en charge Bassora devraient entamer leur retrait progressif d'Irak. Selon ICG, un réengagement ne permettrait pas à lui seul de redresser la situation. « Il est trop tard pour créer un État fonctionnel », assure le groupe d'études. « Il est temps que Washington et Londres comprennent que ceux qu'ils appellent leurs partenaires irakiens, loin de construire un nouvel État, se sont épuisés à travailler à sa démolition », conclut ICG.

THIERRY OBERLÉ

La guerre contre Al-Qaïda divise la communauté sunnite irakienne

AMMAN

ENVOYÉE SPÉCIALE

Pendant les premières années de la guerre en Irak, l'ennemi des rebelles sunnites était l'occupant américain. Depuis, la situation n'a cessé de se détériorer. Outre la « marginalisation » de la communauté sunnite, dénoncée par la plupart de leurs dirigeants, il existe maintenant une « guerre contre Al-Qaïda » et même une autre, « contre l'Iran ». Au point que, dans l'ordre des plaies d'Irak, les dirigeants sunnites rencontrés à Amman placent dorénavant – et unanimement – les Américains en troisième position.

La colère des habitants des provinces sunnites s'exprime dans les témoignages de ceux qui ont dû fuir. Ahmed, réfugié à Amman, raconte que son frère a été enlevé il y a deux mois après avoir refusé l'ordre d'un commando d'Al-Qaïda de rejoindre ses rangs : « Mon frère n'a jamais réapparu, son cadavre doit flotter quelque part sur l'Euphrate... »

Si le constat de cette « situation désastreuse » est unanime, les solutions envisagées sont, en revanche, discordantes. Dans les régions sunnites d'Irak, ces querelles ont pris des allures de guerre civile depuis qu'Al-Qaïda s'est emparé de certains territoires, notamment dans la province d'Al-Anbar, considérée comme le foyer de l'insurrection antiaméricaine. L'initiative de certains chefs de tribus, encouragés par les Etats-Unis, de former des coalitions chargées d'éradiquer les djihadistes d'Al-Qaïda a envenimé le conflit. Combats entre rebelles, tribus, qaidistes, communiqués insultants et contradictoires... La situation à Al-Anbar, ou Salaheddin et Diyala où des initiatives similaires tentent de prendre forme, est confuse. Dans un communiqué, diffusé le 6 avril sur son site Internet, l'Armée islamique d'Irak, un groupe qui ne s'est jamais distingué par la douceur de ses méthodes, a demandé à « Ben Laden de retirer ses combattants d'Irak car ils ont tué 30 de nos combattants ».

Al-Anbar, explique Khalaf Al-Alayan, député élu à la tête de la principale formation sunnite (Front de la concorde, 44 sièges sur

245 au Parlement irakien) a été la « première province à s'ériger contre l'occupation. Au départ, les combattants d'Al-Qaïda étaient des Arabes venus aider les Irakiens à combattre les Américains, comme c'est le droit de tout Arabe d'aider son frère à chasser l'occu-

Rester unie, tel est désormais le grand défi pour la minorité sunnite – environ 30 % de la population

pant, dans n'importe quel pays. Mais cette organisation est devenue très puissante et a montré son vrai visage. Ils ont tué d'anciens officiers, des chefs de tribus, des religieux et des résistants qui ne partageaient pas leurs idées. Ils interdisent aux enfants d'aller à l'école.

Ils se comportent comme des Talibans. » Al-Qaïda ne veut pas seulement affronter les Américains, estime le professeur Nabeal Younis. « Ils veulent devenir les maîtres de l'Irak. »

« Ce qui se passe dans ces provinces est comparable aux combats entre groupes chiïtes dans le sud irakien : c'est une guerre pour l'autorité et les territoires », affirme le professeur Younis. Avec une différence cependant : la résistance sunnite se bat pour la libération du pays et doit donc réflé-

chir à deux fois avant de se lancer dans des affrontements fratricides, qui ne peuvent que les affaiblir face aux Américains. »

De fait, si les attaques contre les soldats américains ont diminué à Al-Anbar, le nombre d'attentats visant les cheiks sunnites anti-Qaïda n'ont cessé d'augmenter. Autant de statistiques à manier avec précaution, prévient M. Younis : « Il ne s'agit pas d'une guerre de front, où les forces adverses avancent ou reculent. C'est une guérilla. Al-Anbar est un désert, traversé d'autoroutes, idéal pour ce genre de combats. Les combattants d'Al-Qaïda peuvent aller et venir à Mossoul [nord de l'Irak] ou dans la province de Salaheddin, sans même traverser un village. On doit s'attendre à ce qu'ils reviennent. » Au bout du compte, conclut-il, « le nombre de morts américains et irakiens est globalement en augmentation sur le sol irakien ».

Rester unis, tel est désormais le grand défi pour la minorité sunnite (environ 30 % de la population) d'Irak. Le puissant Comité des oulémas, principale représentation religieuse des sunnites d'Irak, est lui-même en proie aux divisions. Depuis le départ forcé de son charismatique patron, le cheikh Hareth Dari, sous le coup d'un mandat d'arrêt pour « incitation à la violence confessionnelle », une partie du Comité a fait sécession.

Un nouveau « Conseil des oulémas », fondé le 9 avril à Amman, a « pour vocation, selon

l'un de ses promoteurs, le théologien Mahmoud Soumeidaï, de promouvoir une vision sunnite plus modérée et, surtout, plus unie », notamment en autorisant la participation aux forces de police et à l'armée irakienne.

Mais l'initiative fait grincer les dents. Le chef du Front de la concorde, Khalaf Al-Alayan, loue cette « modération », tout en dénonçant la tentation, pour certains oulémas, de se procurer « gloire et argent faciles ». Pour d'autres, comme Mohammed Ad-Dyneec, député du Conseil du dialogue national (11 sièges au Parlement), c'est une hérésie, « vouée à l'échec ».

« Hareth Al-Dari maintient une position très ferme contre l'occupant et leurs collaborateurs, analyse Nabeal Younis, professeur de stratégie au département d'études internationales de l'Université de Bagdad. Il reste l'autorité religieuse sunnite la plus écoutée. » Mais refuser de participer aux forces qui pourraient œuvrer à la sécurité des citoyens est une voie difficile à tenir quand la violence se déchaîne sans répit. « Beaucoup d'Irakiens souhaitent que Dari modère ses opinions, estime le professeur. Mais personne ne peut rivaliser avec son autorité. C'est le problème des sunnites d'Irak : ils manquent de leaders charismatiques. C'est aussi le problème majeur des Américains qui ne disposent d'aucun interlocuteur sunnite influent avec qui négocier ». ■

CÉCILE HENNION



Le lieutenant-colonel de marines Craig Kozeniesky est réprimé par le cheikh Shahoud Asi, qui s'est désolidarisé des insurgés sunnites irakiens, le 22 mai. LUCIAN READ/ATLAS PRESS

IRAN DOUZE STATIONS-SERVICE INCENDIÉES

Le rationnement de l'essence provoque des violences à Téhéran

DES ACTES de violence et de longues files d'attente aux stations-service paralysent plusieurs villes iraniennes, depuis mercredi 27 juin. Le rationnement de l'essence, entré en vigueur ce jour-là, a semé le chaos dans tout le pays.

Douze stations-service ont été incendiées à Téhéran, selon les services de pompiers de la capitale, alors que la radio d'Etat a fait état de « plusieurs stations-service endommagées par des éléments agitateurs », après l'annonce du

rationnement, mardi. « Quarante-vingts personnes ont été arrêtées. Elles sont accusées de destruction de biens publics », a déclaré Ali Namazi, un responsable judiciaire.

Dans un quartier du nord-ouest de Téhéran, des automobilistes en colère se sont heurtés à la police, lançant des pierres contre les forces de l'ordre et scandant des slogans très hostiles au président iranien, Mahmoud Ahmadi-nejad. « Nous nageons dans le pétrole et ils ne réussissent qu'à fai-

re pression sur les gens », dénonce Hasan Mohammadi, chauffeur de taxi. Les automobilistes sont d'autant plus inquiets que le gouvernement n'a pas prévu, à ce stade, la possibilité d'achat d'essence hors-quota.

Fixée à quatre mois, la période de rationnement pourrait se prolonger jusqu'à six mois, a annoncé le gouvernement. Cette décision a de quoi surprendre. L'Iran est en effet le quatrième exportateur mondial de pétrole. Mais, malgré ses énormes réserves énergétiques, le pays a une capacité de raffinage limitée et doit importer 40 % de son essence.

100 litres par mois

Les finances de l'Etat sont ainsi détériorées par le déficit de production d'essence. De plus, le gouvernement redoute que la consommation alimente l'inflation, dont le taux atteint déjà 17 %. Le problème est aggravé par le fait que l'Iran subventionne lourdement la vente au détail d'un carburant qu'il achète au prix fort sur les marchés étrangers.

En attendant, les voitures particulières auront droit à 100 litres d'essence par mois, a rapporté la télévision nationale. Une décision difficile à accepter pour une population qui a toujours considéré le carburant bon marché et en quantité illimitée comme un droit national. ■

KRISTELL BERNAUD (AVEC AFP)

Dialogue de sourds entre Bachar Al-Assad et Ban Ki-moon

La rencontre a eu lieu le 24 avril, dans le palais présidentiel syrien, à Damas. Le maître des lieux, Bachar Al-Assad, est un dirigeant banni de la communauté internationale. Le complice de Téhéran dans l'« axe du Mal » défini par Washington, blâmé pour son influence néfaste en Irak et au Liban. Celui qu'on appelait le « Lionceau », en référence au « Lion » Hafez, son père, est devenu le « mouton noir » du Proche-Orient. Mais ce jour-là, il reçoit un invité de marque : le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, représentant de tous ces pays qui le rejettent.

De leur entretien d'une heure un quart n'ont été publiés que des communiqués laconiques. La visite a été qualifiée de « positive » par les deux hommes. Mais les « minutes » de cette rencontre, transcrites par un personnel de l'ONU, dont *Le Monde* a obtenu une copie, montrent une autre facette du président syrien : sûr de lui, conscient de « jouer » sur son territoire. Et il le fait sentir à son interlocuteur.

La situation en Irak et la persistance des violences sont abordées brièvement. Le Liban occupe l'essentiel de la conversation. M. Ban met en avant le « rôle important » que doit jouer la Syrie pour enrayer les divisions libanaises.

Damas doit aussi encourager la création d'un Tribunal spécial pour juger les assassins de l'ancien premier ministre libanais, Rafic Hariri. La réponse du président Assad est sans appel. « Au Liban, dit-il, les divisions et le confessionnalisme sont profondément ancrés depuis plus de trois cents ans. La société libanaise est très fragile. Elle a connu sa période la plus pacifique quand les forces syriennes y étaient

présentes. De 1976 à 2005, le Liban était stable alors que, maintenant, y règne une grande instabilité. »

« Celle-ci, reneherit-il, s'aggraverait si le Tribunal spécial est créé. Particulièrement, s'il est établi sous le chapitre VII [de la charte de l'ONU et qui renforce son caractère contraignant]. Cela pourrait facilement déclencher un conflit qui dégènerait en guerre civile, et provoquer des divisions entre sunnites et chiïtes de la Méditerranée jusqu'à la mer Caspienne. (...) Cela aura des conséquences graves, qui déborderont [les frontières du] Liban », avertit-il. Ce Tribunal spécial a été formellement créé - sous le chapitre VII - le 30 mai, lors du vote de la résolution 1757 du Conseil de sécurité de l'ONU.

« Dans l'œil du cyclone »

La Syrie, souligne M. Assad, joue au Liban un « rôle construc-

tif, contrairement aux Etats-Unis et à la France », dont les « rôles sont destructeurs ». Le ministre des affaires étrangères syrien, Walid Mouallem, intervient alors pour « critiquer durement, selon le rapport, l'ambassadeur américain au Liban, Jeff Feltman. » « Feltman devrait quitter le pays, lance-t-il. Et je suis prêt à lui payer des vacances à Hawaï. »

M. Ban enchaîne, plaidant pour le rétablissement des relations diplomatiques entre le Liban et la Syrie. « L'actuel gouvernement du Liban est illégal, répond M. Assad. Le peuple syrien hait le Mouvement du 14 mars [dirigé par Fouad Siniora]. [J'ai] essayé de parler à Siniora, mais c'est maintenant impossible. Néanmoins, si un gouvernement d'union nationale [réclamé par l'opposition libanaise] était formé, la Syrie pourrait revoir cette question. »

Le diplomate sud-coréen évoque ensuite ses craintes au sujet de la politique menée par l'Iran en matière nucléaire. « En tant qu'Oriental, vous devriez comprendre, lui rétorque Assad. L'Iran est une puissance et doit être reconnue comme telle. Ils ont la capacité de perturber l'ensemble du Moyen-Orient et au-delà. (...) Il n'y aura aucune

évolution sur ce dossier tant que l'Occident ne reconnaîtra pas à l'Iran le droit à être une puissance nucléaire. » La rencontre se conclut par les remerciements de M. Ban au président Assad, qui lui glisse : « Nous sommes dans l'œil du cyclone. Vous allez donc avoir besoin de rester en contact avec nous. » ■

CÉCILE HENNON

Le chef de l'armée turque demande des consignes pour une incursion dans le nord de l'Irak

AP Associated Press

The Associated Press – 27 juin 2007

Le chef d'état-major de l'armée turque a demandé mercredi au gouvernement de donner des consignes politiques pour une incursion des troupes dans le nord de l'Irak afin de combattre la guérilla kurde et faire cesser ses attaques contre la Turquie.

"Irons-nous dans le nord de l'Irak simplement pour nous battre contre les rebelles du PKK (Parti des travailleurs kurdes, sur les listes américaine et européenne des organisations terroristes, ndr) ou que ferons-nous par exemple si nous sommes attaqués par des groupes kurdes irakiens locaux?", a demandé le général Yasar Buyukanit lors d'une conférence de presse télévisée. "Il est nécessaire de connaître les objectifs politiques dans ce combat, et ensuite l'armée décidera de quel genre de force elle a besoin pour les atteindre et demandera l'accord officiel", a-t-il ajouté.

En avril, ce même militaire avait déjà demandé au gouvernement d'approuver une incursion dans le nord de l'Irak, faisant pression sur les Etats-Unis et l'Irak pour qu'ils s'occupent de la rébellion kurde dans ce secteur, mais le gouvernement a répondu que la priorité devait être donnée à la lutte contre les guérillas se trouvant sur le territoire de la Turquie. "En avril, j'ai dit qu'une offensive de l'autre côté de la frontière serait bénéfique et aujourd'hui je pense la même chose", a ajouté le général, confirmant qu'"un plan" était en préparation.

Le général Buyukanit a précisé que l'armée ne pouvait pas promettre d'en finir avec le PKK mais qu'à son avis une offensive

lui porterait un coup. "On pourrait en tirer de grands bénéfices."

Le gouvernement n'envisagera probablement une initiative militaire qu'en dernier ressort car une telle décision tendrait les relations avec Washington et l'Irak qui s'opposent à une action unilatérale turque. En outre, le Parlement est en congé en attendant les élections générales du 22 juillet.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'est contenté de déclarer qu'il ne pouvait "rien dire avant de discuter de la question" avec les responsables de l'armée, selon l'agence de presse privée Dogan.

Dans les années 1990, jusqu'à 50.000 soldats turcs avaient pénétré en territoire irakien à plusieurs reprises. Les forces se sont retirées en laissant derrière elles quelque 2.000 militaires chargés de surveiller les activités des rebelles.

La guérilla kurde multiplie les attaques contre l'armée turque depuis le début de l'année. Elle a tué 64 soldats, ce qui représente une augmentation de 65% par rapport à l'année dernière, selon général Ilker Basbug, commandant des forces terrestres, qui estime à 220 le nombre de rebelles kurdes tués ou capturés dans le même temps.

Selon lui, "entre 2.800 et 3.100 terroristes du PKK opèrent dans le nord de l'Irak", et 1.800 à 1.900 en Turquie, principalement dans les provinces de Sirnak et Siirt. Il estime les forces rebelles à 5.100 ou 5.650 en tout.

Huit rebelles kurdes tués par l'armée turque

DIYARBAKIR (Turquie), 27 juin 2007 (AFP) - Huit rebelles kurdes ont été tués mercredi au cours d'une importante opération menée par l'armée turque dans le sud-est du pays, ont annoncé des responsables locaux de la sécurité. Les affrontements, qui ont opposé l'armée turque à des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), se sont déroulés dans les zones montagneuses de la province de Sirnak, à proximité de la frontière avec l'Irak, ont précisé les mêmes sources.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, a accru ses attaques depuis le début de cette année. L'armée turque se livre à des opérations de plus en plus importantes contre le PKK et a déployé des troupes à la frontière avec l'Irak, où des

combattants du PKK ont trouvé refuge.

Le commandant en chef de l'armée, le général Yasar Buyukanit, a réaffirmé mercredi la nécessité pour l'armée turque d'effectuer des incursions dans le nord de l'Irak, gouverné par les Kurdes irakiens, pour y frapper les bases du PKK, mais a souligné qu'il lui fallait "le feu vert" du gouvernement pour le faire. La Turquie accuse régulièrement les Kurdes irakiens de tolérer et même de soutenir le PKK.

Le gouvernement turc n'exclut pas une incursion en Irak, mais il a affirmé qu'il avait pour priorité de combattre le PKK à l'intérieur de la Turquie et de négocier avec l'Irak pour résoudre le problème posé par l'existence d'un sanctuaire pour les rebelles dans le nord de l'Irak.

La Turquie a établi des plans pour frapper le PKK en Irak (Gül)

ANKARA, 29 juin 2007 (AFP) - Le gouvernement turc a mis au point des plans pour une éventuelle incursion militaire dans le nord de l'Irak afin d'en déloger les rebelles du PKK, a déclaré vendredi le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gül.

"Nous sommes en accord sur ce qui devrait être fait", a déclaré M. Gül à la chaîne de télévision CNN-Türk, faisant référence aux appels insistants de l'armée en faveur d'une opération transfrontalière contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). "Tous les plans ont été préparés (...) Tout, du meilleur scénario au pire, est prêt sur la table", a-t-il dit.

Dans des remarques publiées par le quotidien Radikal, M. Gül a prévenu que la Turquie mettrait ces plans en œuvre si les autorités irakiennes ou les Etats-Unis ne parvenaient pas à agir contre le PKK, considéré comme une

organisation terroriste par Ankara comme par Washington.

"Malheureusement, le niveau de coopération des Etats-Unis est inférieur à nos attentes", a-t-il commenté. "Si ni le gouvernement irakien ni les Etats-Unis ne peuvent (arrêter le PKK), nous prendrons notre propre décision et l'appliquerons".

Le général commandant l'état-major Yasar Büyukanit appelle depuis avril au lancement d'une opération contre le PKK dans la région autonome kurde du nord de l'Irak, où l'organisation jouit, selon Ankara, d'une parfaite liberté de mouvement et de la possibilité de s'approvisionner en armes et explosifs.

Le gouvernement semble privilégier la diplomatie auprès de l'administration de Bagdad et de Washington à l'approche d'élections législatives, prévues le 22 juillet. L'intensification des opérations du PKK dans le sud-est anatolien, à la population en majorité kurde et dont les rebelles revendiquent l'indépendance, et un attentat suicide qui a fait huit morts en mai à Ankara, ont ravivé les tensions dans le pays.

Trois soldats, un rebelle kurde tués dans l'est de la Turquie

DIYARBAKIR (Turquie), 30 juin 2007 (AFP) - Un rebelle kurde a été abattu vendredi soir lors de combats dans le sud-est anatolien et trois soldats turcs ont péri samedi dans l'explosion d'une mine dans l'Est, ont affirmé des sources locales.

Le rebelle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été tué par les forces de sécurité dans une zone rurale de la province de Bingöl alors qu'il préparait une opération, a déclaré le gouverneur de Bingöl Vehbi Avuç, sans préciser la

nature de cette action.

Les trois militaires, dont un sous-officier, ont été tués par l'explosion d'une mine posée par le PKK au passage de leur véhicule dans la province de Tunceli, selon des sources locales de sécurité.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, a accru ses attaques depuis le début de cette année.

Plus de 37.000 personnes ont trouvé la mort depuis que le PKK a pris les armes en 1984 avec pour objectif d'obtenir l'autonomie de l'est et du sud-est de la Turquie, à la population majoritairement kurde.

A deadly blow for Iraqi reconciliation

DAMASCUS - It seems that Iraq has become an international "inbox" through which countries, non-state players and Iraqi politicians send messages to one another.

On Monday, an explosion ripped through the conference hall of the Mansour Hotel in Baghdad, where Sunni and Shi'ite tribal leaders were assembled to discuss ways of bringing security to violent al-Anbar province, the largest in the country and which is boiling with al-Qaeda supporters. Six notables were killed. They included Sunnis Sheikh Faysal al-Guood of the Albu Nimir tribe (who was an ex-governor of Anbar),

Sheikh Abdul-Aziz al-Fahdawi of the Fahd tribe, and Sheikh Tarek Saleh al-Dulaimi, as well as three Shi'ites, Mohammad Awadi, Hussein al-Shaalan and Aziz al-Yasseri. The last was an adviser to the Iraqi Ministry of Defense. Also killed was poet Rahim al-Malki, an anchor for Al-Iraqiyya TV who was making a program about Sunnis working against al-Qaeda in Iraq.

These men were among 54 people killed in Iraq on Monday. Enraged Sunnis immediately heaped blame on the government for a lack of security. In turn, the government quickly pointed a finger at al-Qaeda. One Sunni sheikh, Mohammad Daham al-Fahdawi, whose troops have been combating al-Qaeda in a district called Habaniya in Anbar province, said the target was Prime Minister Nuri al-Maliki, because he represents the "national project" of reconciliation.

At first glance, not much analysis is needed to understand what happened on Black Monday. It does seem that al-Qaeda has struck again, telling Maliki and the Americans - for the millionth time - that their security plan is down the drain. The attack seems a serious warning to senior Sunni leaders not even to think of working against al-Qaeda in Iraq, or with the US-backed government.

Maliki's adviser, Ahmad Chalabi, toured the site of the explosion and expressed fear that it would discourage prominent Sunnis from working with the Iraqi government. He said: "This is a message from all the terrorists to all the leaders in Anbar, Abu Ghraib and Diyala who want to come to terms with the situation and negotiate with the government. They are vulnerable and in easy reach even when they are in one of the most secure areas in Baghdad."

A closer look, however, might unveil another level to the bombing. Maliki represents the Iraqi state. It could be argued that when people are murdered under the state's watchful eye, then it is responsible.

Why now? The reconciliation process, after all, is not as ripe as some Iraq observers claim it to be. The assembled clerics were still at the drawing board and a far shot from actually putting an end to al-Qaeda or bridging the Sunni-Shi'ite divide. So the reason behind the attack was not fear of reconciliation's success. Although the majority of the dead were Sunni clerics, Shi'ites were also killed.

It would be wrong to assume that the attack was only anti-Sunni. That is what was immediately said by Sunni media both within Iraq and throughout the Arab world. Coming 24 hours after the death sentence was passed on Saddam Hussein's cousin, Ali Hasan al-Majeed, it seemed the logical thing to do for Sunnis, who see all of what is happening in Iraq as part of a long scheme to destroy them.

Shortly after all of this happened, Iraqi police raided the home of Sunni Culture Minister Asad Kamal al-Hashemi, accusing him of ordering the assassination of another Sunni politician in February 2005. Hashemi's supporters claim that the accusations are baseless, citing the real reason as the minister's political activism in the Sunni political party, the Congress of the People of Iraq.

Speaking to Doha-based Al-Jazeera, one supporter said: "When they [the Shi'ite-led government] want to get rid of anybody, the easiest way for them to do that is to charge him with terrorist activities. They have ready-made charges, and they use them against us so that they can chase us out of the country."

Sunnis could claim that first it was the bombing of a Shi'ite shrine in Samarra last year, which was blamed on Sunnis. Then it was sectarian violence in Sunni neighborhoods. Then came the execution of Saddam. Then came Samarra this month, with another attack on a Shi'ite shrine blamed on Sunnis. And now, the death sentence on Majeed, an arrest warrant for the culture minister, and the bombing of the Mansour Hotel.

But it would be wrong to make the connection between the hotel bombing and the upcoming Majeed execution. His death sentence, along with that of former defense

minister Sultan Hashim, was not intended to provoke Sunnis (which it did) but rather to appease the Kurds.

The timing comes as Maliki is reaching out to Iraqi Kurds, represented by President Jalal Talabani and the head of the Kurdistan region, Massoud Barzani. Maliki needs their support to keep his shaky coalition united, given that scores of Shi'ite politicians are abandoning him, and the Sunnis simply do not have faith in his numerous promises to bring them justice, protection and proper government representation.

Making life more miserable for him is the opposition led by former prime minister Iyad Allawi, who is backed in his bid to return to the premiership by a variety of Arab states. Maliki is desperate for Kurdish support, and this explains why he supports holding a referendum in oil-rich Kirkuk to see whether its people want to remain part of Baghdad-administered Iraq or be incorporated into Iraqi Kurdistan.

This year, Maliki even supported relocating Arabs from Kirkuk to other districts of Iraq to increase the city's Kurdish population, in anticipation of the upcoming referendum. Nothing pleases the Kurds more than the death sentence against Majeed, who is known to the world as "Chemical Ali" for once using chemical weapons against the Kurds, demolishing entire villages and killing tens of thousands of people in the infamous Anfal campaign of 1988. Majeed is believed to be responsible for the killing of nearly 180,000 Kurds.

So the Sunnis should not take the execution of the former Saddam loyalist as personal. It is not directed at them - at least, not at this stage. Maliki has tried to convince the world that he is implementing the recommendations of former US ambassador Zalmay Khalilzad, who called on him and the Shi'ites to engage with the Sunnis to create a stable Iraq.

Maliki clearly is not interested in or convinced of the need to court the Sunnis but has been humoring the Americans to remain in office. They have not abandoned him - yet - fearing the worst if he should leave. Simply put, Maliki cannot court the Sunnis. He doesn't have it in him to do so, having accumulated so many complexities against them while working in the Shi'ite underground against

Saddam in the 1980s.

Last week, in a public slip, he even criticized a US plan to arm Sunni tribes so that they can fight al-Qaeda, saying this would be "dangerous" because it would create Sunni militias. These militias trouble him because regardless of whether they are pro-al-Qaeda or not, they are nevertheless Sunni leaders who threaten the existence of somebody like Maliki. The prime minister, probably because of pressure by the US, retracted his statement, saying he had been "misunderstood", although when reading his original comments in Newsweek it is difficult to misinterpret the words "dangerous because this will create new militias".

What militias is Maliki afraid of? Clearly the Mahdi Army of Muqtada al-Sadr or the Badr Organization of Abdul Aziz al-Hakim do not trouble him, because they are Shi'ite. They are the "good" terrorists. While he has tried, relentlessly, to disarm Sunni military groups, he has not lifted a finger to do the same with Shi'ite militias.

That still creates trouble for him with the Americans, who continue to support him - with reservations. Speaking to Newsweek, Foreign Minister Hoshiyar Zebari described the relationship between Maliki and the top US military commander in Iraq, General David Petraeus, as "difficult". Zebari added, "Who is in charge? Who decides? The prime minister cannot just pick up the phone and have Iraqi Army units do what he says."

As long as this relationship is difficult, Maliki will continue to play double-games, speaking reconciliation with the Sunnis and yet doing his best to scare them out of the political process altogether.

Perhaps the bombing of the Mansour Hotel came as a blessing for the Iraqi prime minister. He wants a chaotic Iraq to continue and radical Islamic groups to exist because this justifies radical Shi'ite groups on his part.

When one has nothing but moderates confronting him, he cannot but speak moderation. Maliki cannot justify his Shi'ite militias if he is confronted by an army of Sunni doves. Moderates - such as the ones killed at the Mansour Hotel - are dangerous to Maliki.

Sami Moubayed is a Syrian political analyst

Fate of Iraq may rest in Kirkuk

Kurdish-Shiite fight over oil-rich city puts U.S. in middle

By YOCHI J. DREAZEN
Washington

THE BUSH administration's Iraq "surge" centers on Baghdad, the city U.S. officials have long considered the most important in determining Iraq's future. But they also are increasingly concerned that the country's destiny instead may be shaped in another locale: Kirkuk.

Under the Iraqi constitution, a binding referendum is to be held in the oil-rich northern city before year end, giving residents the option of choosing whether to become part of autonomous Iraqi Kurdistan. The Kurds, who hold a majority in the multiethnic city, are widely expected to win any such vote, which would give them control of Kirkuk's extensive and rich oil resources.

But the Kurdish push is infuriating Iraq's Shiite Muslim Arab majority, which wants to keep Kirkuk under the control of the country's Shiite-dominated central government. The dispute is bringing America's two main partners in Iraq—its Shiite and Kurdish populations—into open conflict, with the U.S. stuck in the middle.

The rising tensions over Kirkuk's future are alarming the city's large Sunni Muslim Arab and Turkoman minorities, who fear they will be forced out or left as second-class citizens in a future Kurdish state. Several of Iraq's neighbors are also worried about Kirkuk—and its oil—coming under Kurdish control. Turkish and Syrian officials say they fear Iraq's Kurds will declare independence upon gaining control of Kirkuk, which could fuel secessionist movements among their own countries' sizable Kurdish minorities.






Earlier this month, firebrand Shiite cleric Moqtada al-Sadr said in a television interview that "Kirkuk is an Iraqi city," rejecting Kurdish claims to it. The comment was seen within Iraq as an implicit threat that Mr. Sadr's Mahdi Army militia might battle Kurds for control for the city.

Following Mr. Sadr's lead, Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki, a hard-line Shiite, hasn't set a date for the referendum or allocated any money for carrying it out. The Kurds have responded by threatening to

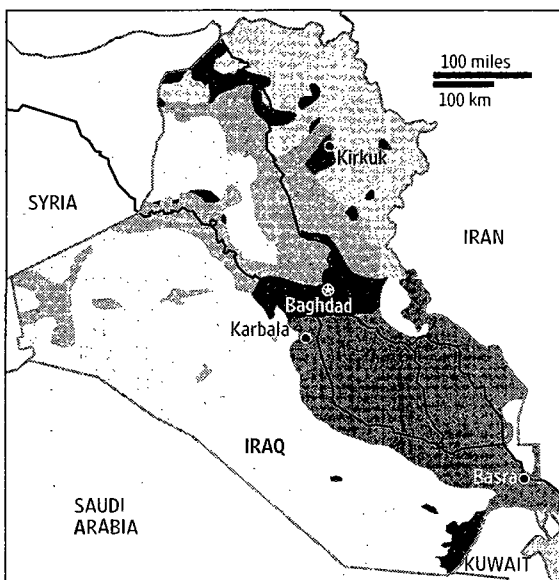
Divisive issue

A looming referendum on control of Kirkuk in northern Iraq, which sits atop rich oil fields, threatens to create more strife.

Where various ethnoreligious groups constitute a majority in Iraq

-  Kurd
-  Sunni
-  Shia
-  Mixed/other
-  Sparsely populated

Source: U.S. Central Intelligence Agency



pull out of Mr. Maliki's government if the vote isn't held on time, which would trigger new elections and months of increased political instability. Iraqi officials fear the Kurds might try to seize the city by force and then declare independence, a move that could trigger armed clashes between Kurdish and Shiite forces and possibly an invasion by neighboring Turkey.

U.S. officials have been pressing Kurdish leaders to delay the referendum until next year as a way of lowering tensions, according to people familiar with the matter. The U.S. officials expressed hope the Kurds would agree to a postponement.

"The U.S. would support a process and resolution that is based upon consensus by all concerned, not unilateral steps, a process which advances rather than sets back the cause of national unity and reconciliation and contributes to a reduction of tension," says Phillip Reeker, a spokesman for the U.S. Embassy in Baghdad. "We believe that is well understood by the Iraqi Kurdish leadership."

Kurdish officials say they are unwilling to compromise on the referendum, even if it puts them in conflict with Iraq's Shiite community.

"Kirkuk is the only major point of contention, the only major source of dispute, between Iraqi Kurds and Iraqi Shiites," says Qubad Talabani, Washington representative of the Kurdish government and the son of Iraqi President Jalal Talabani. "But we cannot pick and choose which articles of this constitution get implemented and which don't."

U.S. military and civilian officials are anxiously watching as tensions rise and bloodshed worsens in Kirkuk. A wave of attacks this month destroyed two of the city's main bridges and left dozens dead.

Lt. Gen. Raymond Odierno, the No. 2 U.S. commander in Iraq, sent his chief political adviser, Emma Sky, to Kirkuk a few weeks ago on an undisclosed fact-finding mission. A senior commander familiar with the trip said Ms. Sky was tasked with gauging "how close Kirkuk is to exploding." Ms. Sky didn't reply to emails seeking comment on her findings. A spokesman for Gen. Odierno, also didn't reply to emails seeking comment.

The increasing tensions in Kirkuk highlight a significant new wrinkle to Iraq's fractious political landscape.

In the years since U.S. forces ousted former Iraqi President Saddam Hussein, the Shiites and Kurds

who were the war's biggest beneficiaries have abided by a largely unspoken quid pro quo. The Kurds allowed Shiites to solidify their control over Arab Iraq, while the Shiites stood aside as the Kurdish Regional Government in the north took on more and more of the trappings of an independent state.

But with neither group showing any signs of budging over Kirkuk, the impasse is threatening to unravel that delicate compromise.

Article 140 of Iraq's constitution says "normalization, a census, and a referendum in Kirkuk" must be held before Dec. 31. Shiite officials later agreed the "normaliza-

tion”—pushing out the Arabs brought to Kirkuk by Mr. Hussein and replacing them with displaced Kurds—would be completed by March 31; that a census would be held by July 31; and that a final vote would be held before year end.

Tens of thousands of Kurds have moved to the city in recent months, but even Mr. Talabani and other Kurdish officials acknowledge the normalization process is far from complete. The Iraqi government has

failed to begin making any preparations for the Kirkuk census, which means the July 31 deadline also won't be met.

The Kurds continue to insist that the referendum itself be held before year end, a demand that infuriates the city's many other ethnic groups as well as an increasing number of prominent Shiite political leaders across Iraq.

Mr. Talabani says U.S. officials have been pressing the Kurds to de-

lay the referendum, telling them “it would be good if this issue just went away for a while.” But he says Kirkuk's status has gone unresolved for too long.

“For four years, we have been telling our American friends that Kirkuk is an issue that has to be addressed,” he says. “Each time, the can has been kicked down the road. But we're almost at the end of the road.”

Herald INTERNATIONAL Tribune June 29, 2007

Not their fight ■ Steven A. Cook, Ray Takeyh and Suzanne Maloney

Why the Iraq war won't engulf the Mideast

WASHINGTON

Long before the Bush administration began selling “the surge” in Iraq as a way to avert a general war in the Middle East, observers both inside and outside the government were growing concerned about the potential for armed conflict among the regional powers.

Underlying this anxiety was a scenario in which Iraq's sectarian and ethnic violence spills over into neighboring countries, producing conflicts between the major Arab states and Iran as well as Turkey and the Kurdistan Regional Government. These wars then destabilize the entire region well beyond the current conflict zone, involving heavyweights like Egypt.

This is scary stuff indeed, but with the exception of the conflict between Turkey and the Kurds, the scenario is far from an accurate reflection of the way Middle Eastern leaders view the situation in Iraq and calculate their interests there.

It is abundantly clear that major outside powers like Saudi Arabia, Iran and Turkey are heavily involved in Iraq. These countries have so much at stake in the future of Iraq that it is natural they would seek to influence political developments in the country.

Yet, the Saudis, Iranians, Jordanians, Syrians, and others are very unlikely to go to war either to protect their own sect or ethnic group or to prevent one country from gaining the upper hand in Iraq.

The reasons are fairly straightforward. First, Middle Eastern leaders, like politicians everywhere, are primarily interested in one thing: self-preservation. Committing forces to Iraq is an inherently risky

proposition, which, if the conflict went badly, could threaten domestic political stability. Moreover, most Arab armies are geared toward regime protection rather than projecting power and thus have little capability for sending troops to Iraq.

Second, there is cause for concern about the so-called blowback scenario in which jihadis returning from Iraq destabilize their home countries, plunging the region into conflict.

Middle Eastern leaders are preparing for this possibility. Unlike in the 1990s, when Arab fighters in the Afghan jihad against the Soviet Union returned to Algeria, Egypt and Saudi Arabia and became a source of instability, Arab security services are being vigilant about who

is coming in and going from their countries.

In the last month, the Saudi government has arrested approximately 200 people suspected of ties with militants. Riyadh is also building a 700 kilometer wall along part of its frontier with Iraq in order to keep militants out of the kingdom.

Finally, there is no precedent for Arab leaders to commit forces to conflicts in which they are not directly involved. The Iraqis and the Saudis did send small contingents to fight the Israelis in 1948 and 1967, but they were either ineffective or never made it. In the 1970s and 1980s, Arab countries other than Syria, which had a compelling interest in establishing its hegemony over Lebanon, never committed forces

either to protect the Lebanese from the Israelis from other Lebanese. The civil war in Lebanon was regarded as someone else's fight.

Indeed, this is the way many leaders view the current situation in Iraq. To Cairo, Amman and Riyadh, the situation in Iraq is worrisome, but in the end it is an Iraqi and American fight.

As far as Iranian mullahs are concerned, they have long preferred to press their interests through proxies as opposed to direct engagement. At a time when Tehran has access and influence over powerful Shiite militias, a massive cross-border incursion is both unlikely and unnecessary.

So Iraqis will remain locked in a sectarian and ethnic struggle that outside powers may abet, but will remain within the borders of Iraq.

The Middle East is a region both prone and accustomed to civil

wars. But given its experience with ambiguous conflicts, the region has also developed an intuitive ability to contain its civil strife and prevent local conflicts from enveloping the entire Middle East.

Iraq's civil war is the latest tragedy of this hapless region, but still a tragedy whose consequences are likely to be less severe than both supporters and opponents of Bush's war profess.

Iraq is worrisome, but in the end it's an Iraqi and American fight.

Steven A. Cook and Ray Takeyh are fellows at the Council on Foreign Relations. Suzanne Maloney is a senior fellow at Saban Center, Brookings Institution.

Leader says Kurds to fight back if attacked-radio

REUTERS

BERLIN, June 29 (Reuters) - Masoud Barzani, the head of the autonomous Kurdish region in northern Iraq, warned on Friday of a "catastrophe" if Turkey attacked his territory and vowed that Kurds would defend themselves.

Turkish Foreign Minister Abdullah Gul was quoted as saying on Friday that Turkey has prepared detailed plans for a cross-border operation into Iraq against Kurdish rebels and will act if U.S. or Iraqi forces fail to tackle them. "We will defend ourselves against any state that attacks us," Barzani said in an interview with Germany's Deutsche Welle public radio.

"I hope that Turkey doesn't mean these threats seriously because that would be a catastrophe for the entire region," Barzani added, according to a German transcript of the interview. Ankara has on many occasions threatened to send troops into mainly Kurdish northern Iraq to hunt down thousands of militants from the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) who use the region as a base from which to attack targets inside Turkey.

Barzani said Turkey would have nothing to fear from an independent Kurdish entity within Iraq. Deutsche Welle said in a paraphrase of other comments the Kurdish leader had made. "We appeal to Turkey to turn to the language of dialogue instead of threats. We're ready for compromise and dialogue."

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

By Scott Peterson | Staff writer of The Christian Science Monitor June 29, 2007

Why Turkey's Kurds are ever more edgy

While Kurds are testing the limits of legal reforms that grant more freedoms, an uptick in attacks from separatists threaten to erode gains made by the ethnic minority.

DIYARBAKIR, TURKEY - Mohammad Isiktas, only 13 years old, is prepared to take on the Turkish state so he can legally use his Kurdish middle name. He is still forbidden from having Demhat, which means "the time has come," on his ID card. His younger brother will also go to court, to use his Kurdish name, which means "freedom."

While Turkey's Kurds have seen some limited reforms, this family's pending fight is emblematic of the legal limits the ethnic minority still face. Application of new laws that permit limited use of Kurdish, such as ending the ban on Kurdish names and allowing 45 minutes of Kurdish TV broadcasts a day, are being challenged by zealous state prosecutors fearful that such minority rights will undermine the Turkish republic.

So change has come only fitfully to southeast Turkey, where separatist guerrillas of the Kurdistan Worker's Party (PKK) and Turkish forces fought a vicious war throughout the 1980s

afraid of learning our own culture," says Makbule Tanriverdi, the boys' mother. "But now we are more self-confident and brave because of that hard struggle period." Still, after five years of relative peace, expanding self-rule, and easing language restrictions, there has been a resurgence of PKK attacks and Turkish military action, which threatens to spill into northern Iraq and erase these modest changes.

The PKK is increasing attacks on Turkish soldiers and is blamed by officials for a string of bombings against civilians. Public support is high for a military invasion against PKK bases in northern Iraq – the US and their Iraqi Kurdish allies are accused by Turks for giving the PKK safe haven.

The US and European Union labels the PKK a "terrorist" group for targeting civilians. Turkey has backed up threats by boosting troop strength along the border. But even as Kurds test the limits of EU-inspired legal reforms that grant more cultural rights, they say the renewed bloodshed stems from a lack of creativity on both sides.

The PKK, for example, did not disarm after the 1999 capture of its leader, Abdullah Ocalan, who vowed in court to "give up the armed struggle" and "dedicate my life to bringing Kurds and Turks together." Earlier this month, the imprisoned PKK leader warned that invading Iraq would spark a broader Turk-Kurd war and risk "losing all Turkey."

For its part, the state ended a brutal state of emergency marked by extrajudicial killings, destruction of villages, and torture. "They did not internalize those changes, so they were token moves," says Osman Baydemir, the mayor of Diyarbakir. Like local Kurdish officials across southeast Turkey, home to some 15 million ethnic Kurds, he is facing a number of legal cases.

Still, a Kurdish political party exists with many PKK sympathizers among its ranks, and some 30 members hope to be voted into Turkey's parliament in July 22 elections. Development and other economic projects have borne little fruit or not materialized, however, leading to 60 percent unemployment in this city alone, and

feeding what Mr. Baydemir counts as the 29th Kurdish rebellion – the one launched by the PKK in 1984.

"From the end of 2005 onwards, there has been a remarkable regression of cultural rights," says Baydemir, whose broad desk is watched over by a portrait of Turkey's founder, Mustafa Kemal Ataturk. "Currently there is no trace of the positive atmosphere from 2000 to 2005." The result is clear in the number of legal court cases brought against local officials and Kurds, who daily test the limits of the law. The mayor and municipal council of Diyarbakir's Sur district, in the old city, were recently sacked for voting to use Kurdish to spread information about local services ranging from tourism to trash cleanup.

Baydemir's most recent case is prosecution for printing New Year cards in Turkish, English, and Kurdish. Some non-Kurdish officials who received them sent them back. The case was not brought because Kurdish is banned, the prosecutor explained, but because the letters X, W, and Q exist in Kurdish but not Turkish, so their use violates a law protecting Turkish letters.

The mayor responded, in court, that the prosecutor also must violate the law every day, when he logs into the Justice Ministry website, tapping the URL address that begins www. "In the last four years, many new laws passed parliament and as a rule they are not bad – the same as in European countries," says Tahir Elci, a human rights lawyer who spent time in detention in the 1990s. "But in practice, the problems continue because prosecutors and judges haven't changed their minds."

Broad Kurdish disillusion means more than 50 percent of Kurds believe the PKK "represents their rights," estimates Mr. Elci, though only 10 to 20 percent support killings. "Kurdish people are not happy with the violence – they want peace and don't support these attacks," says Elci. "But also they are not happy with government policy, because the Kurdish problem is not solved... Kurds in Turkey don't believe this state represents them, or belongs to them."

Indeed, unity was the key message of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan at an election rally in Diyarbakir on Sunday. In this long-neglected region, Mr. Erdogan listed his Islamist



BROTHERS: Like many Kurds in Turkey, Mustafa and Mohammad Isiktas are trying to assert cultural rights such as adding a Kurdish middle name.

SCOTT PETERSON/GETTY IMAGES

and 1990s. "I want peace between Turkey and Kurds, between police and the PKK," says Mohammad, his dress shirt buttoned to the neck. "For that reason I want both names, Mohammad and Demhat, as a combination of these two: the [Turkish] police and [Kurdish] fighters."

"In the past, because of high pressure, we were

Party's achievements, including claims of opening 1,500 new classrooms already, and 500 more by the end of the year. "What did we do in Diyarbakir? You'll tell everyone what we did!" Erdogan told the chanting crowd. "We just want to win your hearts and emotions. We don't want any hate or conflict."

Still, Mr. Erdogan has sought to take a tough line against "terrorists" and says he would approve a military push into northern Iraq when "necessary." But he also says that 5,000 PKK activists inside Turkey – his numbers – should be dealt with before crossing into Iraq.

Turkish generals Wednesday repeated their call for a cross-border operation into Iraq, estimating that 2,800 to 3,100 guerrillas are based there. "Turkey prefers security to democracy, [and] if you prefer security to democracy, then you will have a violent reaction," says Ali Akinci, head of the Diyarbakir branch of Turkey's Human Rights Association.

Turkish military operations have stepped up since 2004 and surged in the past six months, during which time 214 people died on both sides,

says Mr. Akinci. His predecessor was hit with 46 court cases from state prosecutors; the office was shut down between 1997 and 2000 for saying that "a Kurdish nation exists in Turkey."

A breaking point, observers here say, came during riots in Diyarbakir in March 2006, when protestors at the funerals of PKK militants clashed in the streets with Turkish soldiers for several days. A total of 10 people died in the gunfire, including a boy watching from a balcony; the Human Rights Association is handling 350 cases of the 600 people arrested.

"The latest conflicts will increase nationalism [on both sides] and will make things worse than ever before," says Sezgin Tanrikulu, chair of the bar association in Diyarbakir. "Kurds are becoming more radical, and I believe their trust in the system is going to be weaker." A call by Turkey's top general on June 8 for Turks to "show their reflex action en masse against these terrorist acts" amounts to a "declaration of internal war," says Mr. Tanrikulu, winner in 1997 of the prestigious Robert F. Kennedy Human Rights Award.

PKK attacks also have some Kurds angry. "Lots of people are shouting against them, 'Why are they using such violent methods?' " asks Tanrikulu. "Especially operations against civilians. People don't support this."

He is handling a string of cases at the European Court of Human Rights in Strasbourg, France, where decisions often go against Turkish authorities. Locally, Tanrikulu is now defending Baydemir, the mayor, who has been charged with "aiding and abetting the terrorist organization PKK," and faces 10 to 15 years in prison for trying to calm demonstrators during the riots last year with the words: "We share your pain deep in heart."

"In Turkey, we have lived almost everything that could be lived; war and torture..." says the mayor. "The war concept was consumed to its limits. But there is only one way we have not tried: negotiations, peace, and talking. "Dialogue and compromise are inevitable [to end] this conflict," adds Baydemir. "We need to show Turkey the path of reason. But now there is an eclipse of reason."

The Boston Globe

Iraqi Arabs enjoy life in Kurdish north

By Omar Sinan, Associated Press Writer | June 30, 2007

MOUNT AZMAR, Iraq (AP)--Maher Talaat and his two friends sat on the grassy mountainside, toasting bottles of beer and gazing at the pastoral scene -- and at the girls. "Do you see how pretty the girl looks today," said Talaat's friend Ibrahim Salah as a young woman walked past. Talaat and a third friend, Alaa Hamed, smiled in agreement.

All three were enjoying a quiet afternoon in the refuge of the secular, Kurdish-controlled north of Iraq -- far from the chaos of Baghdad. Here they can enjoy the pleasures of life denied them in the turmoil sweeping the rest of the country. "I have become addicted to this kind of life. I was buried alive back in Baghdad," said Talaat, who settled in the Kurdish north several months ago. "At least there is no curfew here. They can hang out anytime they want, without fearing anything," Talaat said of his two friends, who had come from Baghdad for a visit.

The contrast between life in the three Kurdish-controlled provinces and the Arab-dominated rest of the country is stark. In Baghdad, few people venture far from the safety of their houses and neighborhood for fear of bombs, ambushes or death squads of the rival Islamic sect. Even in areas that are less violent, religious zealots enforce a climate of austerity and intolerance that many Iraqis find suffocating.

But in Kurdistan, as the Kurdish region is known, both Iraqi Kurds and Arabs can get their lives back on track, enjoying parties, restaurants and picnics in the safety of Iraq's oasis of peace. According to U.N. High Commissioner for Refugees, about 822,810 Iraqis have been uprooted from their homes by the recent violence to new areas in search of basic security, a figure far higher than an estimate of 600,000 individuals released by Iraqi officials in the Ministry of Migration and

Displacement.

Anita Raman, a UNHCR official, said nearly 23,888 families, about 143,328 individuals have settled in Kurdish areas after fleeing central and southern Iraq. That's about a 69 percent increase in the number of displaced Arabs in the Kurdish north since early February.

Some critics have cited alleged corruption and political favoritism in Kurdistan, which has been dominated by two Kurdish parties since the U.S. and Britain established a self-governing region for Kurds after the 1991 Gulf War. On May 9, a suicide truck bomber struck a government building in Kurdistan's largest city, Irbil, killing at least 14 people in the first major attack there in more than three years.

For many Iraqis -- Kurds and Arabs alike -- all that pales in comparison to the anarchy and tyranny of fear gripping the rest of the country. "It is much better here. If you are not a troublemaker, no one kicks in your door in the middle of the night and throws a hood over your head," said Hamed, 20, who was on vacation from his home in Baghdad's Bab al-Sheikh neighborhood.

Kurds are Muslims like their Arab countrymen. But a secular political climate tolerates bars and liquor stores. Elsewhere in Iraq, merchants who sell alcohol risk death at the hands of Islamic extremists.

Women in Kurdistan are free to dress in Western clothes if they so choose, and men and women mingle freely at cafes and nightspots. Parents can take their children on outings without fear of sudden, violent death.

On a recent spring day, the road winding through the mountains near Sulaimaniyah was jammed with cars filled with families heading for picnics in the cool hills. Along the roadside, vendors sold chocolates, potato chips and soft

drinks. Shepherds tended herds of sheep and goats grazing aimlessly along the rocky slopes. Among the crowd was Saman Othman, who parked his borrowed SUV at a quiet spot and asked his wife and children to help set up a barbecue grill.

A few yards away, a group of young men were dancing to Kurdish folk music blaring from a recorder. Other families were setting up their own small tables and chairs for a picnic lunch. "I adore coming up here," Othman, 47, said as the women in his family sat on straw mats, chewing sunflower seeds and exchanging news of friends and neighbors.

"My kids love it too so I have to bring them here often," Othman said as he fanned the coals. "This is the only safe place in Iraq." Othman's 10-year-old daughter Dalayah said she loves hiking in the hills with her sisters and friends. "We like picking flowers," she said. Her older brother Diyar chimed in: "And we also like volleyball."

In Sulaimaniyah, an Arab woman who gave her name only as Umm Iman, or Mother of Iman, was shopping for a party. As she filled her shopping bag with candies, pastries and fruit, she was phoning friends on her mobile, inviting them to her home.

"Of course we are happy here," she said. "It's all coming back to us -- the life we used to live before." Umm Iman moved to Sulaimaniyah several months ago with her husband and two daughters after they "miraculously survived" a car bomb attack at Mustansiriyah University, where her children were studying.

At least 70 people, mostly students, were killed in the Jan. 16 attack. "I am having a tea party tonight, which I would never think of doing if I were still in Baghdad," she said.

Itching to attack, Turk military seeks rules

From news reports

ANKARA: Reaffirming his view that an operation in northern Iraq is needed to combat Kurdish rebels, the head of the Turkish military asked the government on Wednesday to set political guidelines for such an incursion.

"Will we go to northern Iraq just to fight PKK rebels, or, for example, what will we do if we come under attack from local Iraqi Kurdish groups?" General Yasar Buyukanit asked at a televised news conference. "There is a need to know political targets in this struggle, then the military would determine what kind of force it needs to do it and seek formal approval."

The added pressure from the military for an incursion came as Turkish troops killed eight separatist Kurdish rebels in a clash near the Iraqi border. The fighting erupted in the town of Uludere in Sirnak Province, about 10 kilometers, or 6 miles, north of the border with Iraq, the governor's office said.

Buyukanit had asked the government in April to approve a cross-border incursion into northern Iraq, increasing pressure on the United States and Iraq to crack down on Kurdish rebels there.

The government said then that priority should be given to fighting guerrillas who are already inside Turkey.

The government is likely to consider military action only as a last resort: Asking Parliament to approve an incur-

sion would strain ties with Washington and Iraq, which oppose such unilateral Turkish action.

More than 30,000 people have been killed in fighting between security forces and rebels of the outlawed Kurdistan Workers Party, known by the acronym PKK, since the group launched its armed campaign for an ethnic homeland in southeast Turkey in 1984.

Casualties have risen sharply in recent months as PKK fighters hiding in northern Iraq cross the mountainous border into Turkey to attack military and civilian targets.

The head of Turkey's land forces, General Ilker Basbug, said at the news conference Wednesday there were between 2,800 and 3,100 PKK rebels based in northern Iraq.

Buyukanit repeated his accusation that PKK rebels were receiving support from some foreign countries, including nominal allies of Turkey, a member of NATO.

He did not name these countries, but Ankara has criticized the United States for failing to crack down on the PKK in Iraq. Turkey has also accused some European countries including Belgium and Denmark of providing help to the militants.

"Turkey deserves much more support against the PKK, but the United States has not met this request so far," Buyukanit said. "There must be no double standards in combating terrorism. A

terrorist is a terrorist."

Asked about the U.S. position on any possible Turkish incursion into northern Iraq, Daniel Speckhard, chargé d'affaires for the U.S. Embassy in Baghdad, said: "We're encouraging the government of Iraq and the government of Turkey to work directly, to engage in political dialogue, and engage the Kurdish regional government in that discussion."

He said U.S. officials wanted to "ensure the government of Iraq is doing all it can to address the challenges posed by the PKK as a terror organization, and any actions or operations they may be taking in Turkey."

"We've been pushing the government of Iraq very hard to address that issue, given its limited resources."

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey refrained from making comment, saying, "I cannot say anything before discussing the issue with" the military leaders, the private Dogan news agency reported.

Parliament is in recess before July 22 general elections and would have to reconvene for any vote on whether to send troops to Iraq.

Kurdish guerrillas have killed 64 Turkish soldiers this year, a 65 percent increase compared with last year, Basbug said.

Basbug put the number of killed or captured Kurdish rebels at 220 in the same period. (AP, Reuters)

More unrest in Tehran amid fuel rationing

By Nazila Fathi and Jad Mouawad

TEHRAN: Unrest spread in Tehran on Thursday, the second day of gasoline rationing in this oil-rich country, with drivers lining up for kilometers, gas stations being set on fire and state-run banks and business centers coming under attack.

Dozens were arrested and the city police chief, Ismail Ahmadi Moghadam, complained to reporters that the police had been caught unawares by the decision to ration fuel.

The anger posed a keen threat to President Mahmoud Ahmadinejad, who was elected two years ago on a platform of bringing income from oil to the nation's households. Instead, even though Iran is one of the world's largest producers of crude oil, it has been forced to import about 40 percent of its gasoline at an annual cost of \$5 billion to make up for shortfalls in its archaic refining industry.

Some analysts said the decision to ration gasoline was aimed at preparing the country for the possibility of more United Nations economic sanctions as a result of concern over Iran's nuclear program.

Iran has defied a demand by the UN Security Council to suspend sensitive

enrichment activities and now the council is debating whether to impose tougher economic sanctions. Iran contends that its program is peaceful.

"Iran's dependence on imported gasoline has been a focus of international debate over future sanctions," according to a note by Eurasia Group, a political risk consultant. "Rationing will reduce Iran's vulnerability, and Iran's leadership explicitly mentioned this goal in commenting on the measure."

Saeed Leylaz, an economist and political analyst in Tehran, said, "The high gasoline consumption has made Iran very vulnerable and this is a security decision now."

"We are importing gasoline from 16 different countries," Leylaz said.

"The country would be on the verge of collapse if they suddenly decide not to sell us gasoline," he said. "The government has to find a way to lower the consumption."

In Washington on Thursday, leaders of a bipartisan House panel, led by Mark Kirk, an Illinois Republican, and Robert Andrews, Democrat of New Jersey, proposed legislation aimed at punishing any company that provides Iran with gasoline or helps it import gasoline after the end of the year. Such a company could lose its access to American customers through sanctions.

The Iranian government had been planning for a year to ration gasoline but had postponed it fearing unrest. Iran offers the highest subsidies for gasoline in the region, buying foreign gasoline for slightly more than \$2 a gallon, according to official figures, and offering it for 34 cents a gallon.

"Iran is in a bind," said Vera de Ladoucette, an energy analyst with Cambridge Energy Research Associates in Paris. "They have acted too late and too harshly."

According to de Ladoucette, Iran is also seeking to increase its gasoline production and has outlined plans to spend \$18 billion by 2012 to boost its refining capacity by 1.5 million barrels a day. The government's plan is to build four new refineries and expand existing ones. But, she added, it is unlikely to meet that goal in time.

"The problem will be financing all this," she said.

Parliament voted last month to increase the price of gasoline to 64 cents a gallon. It said that its studies showed the measure would lead to a decrease in the consumption. But Ahmadinejad turned down the proposal and decided to go ahead with rationing.

Nazila Fathi reported from Tehran, and Jad Mouawad from New York.

June 29, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Turquie

Pourquoi les islamistes séduisent la population

La force de l'AKP repose sur les couches sociales montantes de la société turque, inscrites dans la mondialisation. Qui s'opposent à la bourgeoisie traditionnelle kémaliste.

L'une est voilée, l'autre pas. A l'entrée de l'immeuble de verre, les hôtes-ses d'accueil du quotidien turc *Yeni Shafak*, (*La nouvelle aurore*), proche du Parti de la justice et du développement (AKP), offrent un visage souriant de l'islamisme turc. De son côté, le rédacteur en chef, lui, décrit la ligne éditoriale du journal comme «culturellement conservatrice, politiquement démocratique et économiquement libérale».

Un résumé exact du programme de l'AKP qui, à la tête du gouvernement depuis

2002, n'a pas cherché à islamiser la société, mais a privilégié une politique axée sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. (1)

Malgré cette prudence, la candidature à l'élection présidentielle du ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül, dirigeant de l'AKP, déposée en avril dernier devant le Parlement qui élit le chef de l'Etat, a provoqué des manifestations de millions de personnes armées de drapeaux turcs défilant

au nom de la défense de la laïcité. Plus inquiétant : l'état-major de l'armée, qui se veut le défenseur de la tradition kémaliste, a publié un communiqué menaçant à mots à peine couverts d'intervenir si un candidat «islamiste» était élu. Saisi par les partis d'opposition, dont le Parti répu-

blicain du peuple (CHP), le Conseil constitutionnel a finalement annulé le scrutin. Mais ce blocage a provoqué des élections législatives anticipées le 22 juillet prochain. Seront-elles marquées par une montée du nationalisme et un rejet de l'AKP? La vie politique turque est en tout cas marquée par une bipolarisation croissante entre kémalistes et ex-islamistes. Dans cette fracture, l'AKP

L'AKP a une vision strictement caritative de la solidarité

représente les classes sociales montantes intégrées à la mondialisation, mais il a su aussi rallier des électeurs qui voient en lui

une force capable de démocratiser le pays.

L'AKP est dirigé par l'actuel premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, ex-maire d'Istanbul, qui rappelle souvent qu'il a grandi dans un quartier populaire de la ville. Cet ancien footballeur professionnel a créé le parti en 2001 avec Abdullah Gül, professeur d'économie, issu d'une famille d'industriels d'Anatolie centrale. Tous deux avaient été auparavant membres du Parti de la prospérité (*Refah*) de Necmettin Erbakan, une formation explicitement islamiste qui avait été en butte à l'opposition résolue de l'armée. Au-delà des anciens du *Refah*, l'AKP a rallié une coalition issue de divers horizons politiques, et notamment des transfuges du centre-droit, venus du Parti de la mère patrie (Anap). Pour le politologue Ferhat Kental, «le succès de l'AKP résulte

de la montée en puissance de nouvelles classes moyennes, différentes de la traditionnelle élite républicaine kémaliste. Ceux qui étaient autrefois des ruraux sont aujourd'hui des capitalistes.» Leur ascension est intimement liée à l'insertion de la Turquie dans le marché mondial.

Jusque dans les années 80, l'économie turque était contrôlée par le pouvoir politique et sa «bourgeoisie timorée», selon l'expression de Ferhat Kental, vivait sous la protection de l'Etat. La coûteuse politique de substitution aux importations, fondée sur le protectionnisme, a été démantelée par le régime militaire de 1980-83. Cette libéralisation de l'économie a favorisé l'émergence d'une bourgeoisie plus entrepreneuriale, qui regarde vers l'Europe, mais s'est aussi lancée à la conquête de l'Asie centrale. «L'AKP, poursuit Ferhat Kental, a contribué à intégrer ces couches montantes dans l'espace politique. Leur montée en puissance menace l'ancienne élite, qui défend "sa part du gâteau", dont la laïcité est un symbole.»

BONNES AFFAIRES POUR BONS AMIS

L'AKP proclame les vertus du marché, mais parfois aussi en «aménage» les règles à son profit. Ainsi, explique Ferhat Kental, «le parti distribue à ses proches les zones à construire à la périphérie d'Istanbul». Tashyapi, une société du bâtiment liée à l'AKP transforme les terrains de football en centres commerciaux ou en lotissements pour satisfaire la demande de logement liée à l'exode rural. Mais, dans le même temps, la municipalité de la ville, dirigée par l'AKP a amélioré la distribution de l'eau, la collecte des or-





Ankara, 2004, manifestation de soutien au Premier ministre Erdogan. L'AKP remportera les municipales, cette année-là, rasant la quasi-totalité des grandes villes.

dures, les transports en commun. Le fonctionnement de la mairie est plus efficace: les données sont informatisées et le chaland n'attend plus des heures pour devoir finalement revenir le lendemain. Comme dans les affaires, une culture technocratique islamique a pris la place d'une tradition nationaliste bureaucratique. Technocratique, mais plus compassionnelle que sociale. Car l'AKP a une vision strictement caritative de la solidarité. Le parti, à la tête de la quasi-totalité des grandes villes du pays, intervient auprès des populations défavorisées via les municipalités – ou à Istanbul, via les mairies d'arrondissement –, pour distribuer des aides en nature: paniers de vivres, charbon l'hiver pour se chauffer, repas au moment du ramadan... « Sur le plan social, l'AKP n'a toujours pas institué un système de droit », regrette le politologue Ahmed Insel. Certes, les réformes économiques concoctées par le FMI après la crise financière de 2001 et mises en place par le gouvernement Erdogan ont permis d'atteindre une croissance de 10 % en

2004 et l'inflation est passée de 80 à 8 %. Mais l'éducation et la santé sont en retard, le chômage reste très élevé, et la moitié des emplois environ s'exercent dans le secteur informel.

La croissance économique est tirée par les exportations de produits manufacturés de faible valeur ajoutée, dont la compétitivité est fondée sur de bas coûts salariaux. « Une grande partie des PME anatoliennes qui soutiennent l'AKP, rappelle Ahmet Insel, doivent leur succès au travail informel au mépris des droits sociaux. » Le secteur informel emploie aujourd'hui plus de la moitié des travailleurs (dont 30 % dans le secteur manufacturier et les services) contre 40 % seulement, il y a dix ans.

LIBÉRALISME SAUVAGE

Pourquoi, dans ce contexte, n'y a-t-il pas de grogne sociale anti-AKP au sein des catégories populaires? « Parce que les partis nationalistes n'ont pas plus de proposition que lui pour améliorer les droits sociaux, explique Ferhat Kental. Ensuite, parce que l'AKP est

culturellement proche des couches populaires contrairement au très élitiste CHP. Toutes les attaques menées par les milieux laïcistes contre les symboles culturels islamiques ne font que rapprocher encore ces catégories de l'AKP. » Enfin, la formation d'Erdogan a suscité dans les municipalités qu'elle contrôle la naissance d'un vaste tissu associatif qui lui permet de repérer les familles en difficulté. Pour ce faire, il s'appuie sur les réseaux informels existant traditionnellement dans les mahalé (*quartiers*), lesquels font remonter les informations sur les personnes défavorisées à ses associations, voire directement au parti (2).

« Dans un espace politique, où les clivages culturels et symboliques (Islam, drapeau, laïcité...) occupent la place centrale, la question sociale pourrait être mise en avant par un parti de gauche démocratique, mais on attend toujours son émergence », commente Ferhat Kental. Les coups d'Etats militaires successifs qu'a connus la Turquie (1960, 1970, 1980, 1997) ont « éradiqué la gauche turque », aujourd'hui atomisée; ■■■

■■■ analyse la journaliste Defne Gürsoy (3). Une petite formation comme l'ÖDP réunit 30000 membres : écologistes de gauche, défenseurs des droits des minorités et des libertés. Selon les termes d'Ufur Üras, l'un de ses dirigeants, elle se prononce «contre la mainmise des militaires sur le pouvoir et contre le caractère ultra-libéral de la politique de l'AKP». Mais l'ÖDP a recueilli moins de 1 % des voix, lors des dernières législatives.

La polarisation politique entre partisans de l'AKP et nationalistes est, il est vrai, favorisée par la loi électorale mise en place après le coup d'Etat de 1997. Elle fixe notamment un seuil de 10 % des voix pour accéder au parlement. Conséquence, avec 34 % des voix, l'AKP a raflé en 2002 près des deux tiers des sièges de l'assemblée – le CHP n'ayant de son côté recueilli que 19 %

des voix (4). Alliée au mode de scrutin, la faiblesse de la gauche a permis l'AKP de se poser en alternative au «conservatisme autoritaire des partis kémalistes», selon l'expression d'Ahmet Insel. Et de fait, le parti a permis au pays «de faire un grand bond en avant démocratique durant les deux premières années de la législature». Un bond qui visait à mettre la Turquie en conformité avec les critères de Copenhague, préalable à l'ouverture des négociations pour l'adhésion du pays à l'Union européenne.

Ainsi, peut-on mettre à l'actif de l'AKP l'abolition de la peine de mort, la lutte contre la torture, des progrès dans la liberté de la presse et l'enseignement des langues régionales, ainsi qu'une limitation du pouvoir de l'armée, entreprise avant son arrivée au pouvoir. Ainsi, depuis 2001, les militaires sont minoritaires au sein du Conseil de sécurité nationale (MGK) instauré en 1982 pour contrôler l'action du gouvernement, et cette instance est désormais purement consultative. En 2004, la présence de l'armée a été également réduite au sein du Haut Conseil de l'éducation, les tribunaux de sûreté de l'Etat abolis, et les ressources publiques affectées à l'armée contrôlées «Mais ces réformes se sont essouffées au cours des deux dernières années», rappelle Ufur Üras de l'ÖDP. Est-ce, comme le pense Ahmet Insel, «par dépit amoureux face au blocage des négociations d'entrée dans l'Union européenne»? Ou du fait d'un durcissement de l'opposition nationaliste? Toujours est-il que la liberté d'expression reste drastiquement limitée. Et l'article 301 du nouveau code pénal voté en juin 2005 sanctionne «qui conque humilie ouvertement le gouvernement, les organes de justice de l'Etat, les structures militaire ou policière».

Malgré ces carences, l'AKP continue à porter les espoirs

de démocratisation d'une partie de la société turque. Chroniqueur laïc et «libéral» au quotidien du parti, Ali Bayramoğlu témoigne que le journal de l'AKP a «ouvert ses bras aux journalistes qui ne pouvaient plus s'exprimer ailleurs à la suite du coup d'Etat de 1997». Etyen Mahçupyan, journaliste d'origine arménienne, a succédé la rédaction en chef de l'hebdomadaire *Agos*, à Hrant Dink assassiné par un jeune ultranationaliste. Et il est par ailleurs chroniqueur dans un journal islamiste, *Zaman*: «Même si les membres de l'AKP ne sont pas tous des démocrates dans l'âme, leur parti est aujourd'hui au service de la démocratie.» Tonalité identique à la maison d'édition Belgué, où l'on trouve aussi bien des ouvrages consacrés à Marx et Gramsci que des livres sur le génocide arménien ou la question kurde. «L'AKP est un moindre mal» reconnaît l'un des éditeurs, Deniz Zarakolu. Belgué qui était abonnée aux procès depuis sa création connaît aujourd'hui un répit.

RECOMPOSITIONS ÉLECTORALES

Lors des dernières législatives de 2002, 17 % des 34 % de votes que l'AKP a recueillis ne venaient pas de sa base propre, mais de «déçus» des autres partis (5). Lors des prochaines législatives, il pourrait bénéficier d'une partie du vote kurde, dont les partis ne passent jamais le cap des 10 %. En face, le CHP a ouvert ses listes aux candidats du Parti de la gauche démocratique (DSP), et le Parti de la Juste voie (DYP) – plus à droite encore – a fusionné sa liste avec celle de l'Anap. Mais ces recompositions de l'opposition ne reposent sur aucun programme et font seulement écho au raidissement de l'armée. Un vide politique qui pourrait faire l'affaire de l'AKP. ■

NAÏRI NAHAPÉTIAN

(1) In *L'Europe avant Allah*, Rushen. Chakir, *Alternatives internationales*, n° 31, juin-août 2006.

(2) *Islamist Mobilization in Turkey, a study in vernacular politics*, Jenny B. White, éd. Washington, 2002.

(3) Auteure avec Ugur Hüküm d'*Istanbul en mouvement, émergence d'une société civile*, éd. Autrement, 2006

(4) De même, lors des élections locales de 2004, l'AKP, avec 43% des voix au total, contre 18% pour le CHP, s'est retrouvé élu au premier tour à la tête de la quasi-totalité les grandes villes turques.

(5) *L'ombre pesante de l'armée*, Marie Jégo, *Le Monde*, 15 décembre 2002.



Kurdish Iraq focuses on investment and building

By Kirk Semple

ERBIL, Iraq: It is a measure of soaring Kurdish optimism that government officials here talk seriously about one day challenging Dubai as the Middle East's main transportation and business hub.

The Kurdistan Regional Government is betting that it can, investing \$325 million in a modernist terminal at the Erbil International Airport to handle — officials hope — millions of passengers a year and a runway that will be big enough to handle the new double-decker Airbus A380.

"We're not saying Kurdistan is heaven," said Herish Muharam, chairman of the Kurdish government's Board of Investment. "But we're telling investors that Kurdistan can be that heaven."

As the rest of Iraq has plunged into a downward spiral, Kurdistan has enjoyed relative political stability and limited violence, in part owing to a sectarian and political homogeneity lacking elsewhere in the country.

Kurdistan's rising fortunes have been no more apparent than in the wave of building and investment that has swept the region in the past four years. Iraqis and foreigners alike have poured in billions of dollars, defiantly wagering that the region — with a population of about 4.2 million, its own army and a semi-autonomous government — will remain relatively peaceful even if the rest of Iraq slips deeper into civil war.

Where explosions and bomb-scarred buildings have been a defining symbol elsewhere in Iraq, construction cranes are now a common feature on the Kurdish landscape, tugging hotels, shopping centers, and office and housing complexes from the ground.

While public infrastructure is still suffering from chronic underinvestment, the regional government has approved more than \$4 billion worth of mostly private development projects since August, when the Board of Invest-

ment was created. Billions of dollars' worth of other projects were already under way.

Much of the money is coming from overseas, including the United States, Europe, the Gulf countries, Iran and Turkey, officials say.

The Kurdistan Regional Government has placed special emphasis on attracting investors from the United States and Britain, unleashing a slick advertising campaign in English dubbed "The Other Iraq," which includes television commercials featuring romantic shots of Kurdistan's mountains, and waving, cherubic children.

"It's spectacular, it's joyful," intones a narrator in one 30-second spot. "It's not a dream. It's the other Iraq."

The government has also hired lobbyists in Washington to help promote its development agenda, urging the State Department to change its travel warning for Iraq to distinguish Kur-



Teenagers at a new bowling alley in Sulaimaniya, Iraq, one of many investments by Kurds returning to their homeland from abroad.

Scott Nelson/World Picture Network, for The New York Times

distan from the rest of the country. Iraqi officials regard the travel warning as an impediment to investment and tourism.

Even with the negative travel advisory, development has been booming. Contractors have been clearing savannah and brush here in the capital of Kurdistan to build suburban residential complexes that go by names like the English Village 5.

One development, Dream City ("The Most Elegant Square Kilometer in Iraq"), will include about 1,200 houses priced between \$180,000 and \$700,000, as well as three schools, a supermarket, a restaurant, recreation areas, a casino and a mosque, according to Amer Ibrahim, the project's manager and architect.

The principal partner in the Dream City project is also building a U.S.-style mega-mall with 6,500 shops and four office towers in Erbil, one of the oldest continuously inhabited towns in the world.

Several luxury hotels are under construction, including one by the hotel chain Kempinski. A joint venture between Austrian, Turkish and Kurdish investors is developing a 500-bed hospital in Erbil. There is even talk of a Burger King franchise and a ski resort.

Asked about the most compelling ideas circulating in the investor community here, Ibrahim responded, "Everything, everything, everything." He went on: "There's a big lack of everything. There are no services, no infrastructure."

For all the shiny new construction in Kurdistan, there are glaring deficiencies in the public sector. Kurdistan's residents receive at most about three hours of electricity a day. Not all areas of the region receive drinking water, and the health care and education sectors are anemic. There are no waste water treatment plants, and sewer systems are inadequate: Even a moderate rainfall turns the streets into foul rivers.

In the immediate aftermath of the U.S.-led invasion in 2003, Kurdistan's

'It's spectacular, it's joyful. It's not a dream. It's the other Iraq.'

officials were so desperate for any kind of investment that they signed off on numerous projects with only limited concern for the essential needs of the population.

"The government built like mad," said Douglas Layton, director of the Erbil office of Kurdistan Development Corp., a public-private partnership promoting investment in the region. "There was no master plan."

To make matters worse, governmental graft went unchecked.

"The corruption was happening because of the rushing we were doing in nearly everything in a limited amount of time," Muharam said in an interview here last month. "It caused misuse, lack of transparency."

Many projects foundered because of a lack of capital. Erbil, for instance, is dotted with half-finished buildings, roadways and overpasses.

The government is now implementing a more transparent system of contracting and is trying to rectify the imbalance between public sector and private sector development. Muharam said the government was also trying to strengthen the banking system and insurance laws to provide a more attractive environment for investors.

The government passed an investment law last year that offers generous incentives to outside investors, including the right of full ownership of properties, tax and customs duty exemptions, repatriation and partnerships. The government has also been providing free land to developers to stimulate construction.

Officials and investors argue that Kurdistan offers the opportunity for national and foreign businesses to establish a foothold in Iraq with an eye toward a more peaceful future when development in the rest of Iraq will be possible.

"You can do business here today and as the situation stabilizes down south —

and I hope it will; it's not looking too good right now — you can move down south," Layton said.

Last December, Austrian Airlines began twice-weekly flights between Vienna and Erbil, becoming the first European-based commercial airline to fly into Iraq since the invasion. Taher Horami, the airport's director general, said he was in discussion with other major international airlines on opening routes into Kurdistan.

But hovering above the development boom is a dark question: If the situation in the rest of Iraq continues to worsen, will Kurdistan's relative tranquillity hold? And if not, will all this investment be lost?

Two truck bomb attacks by Sunni Arab insurgents in May against Kurdish government targets, including one in the center of Erbil, severely unnerved residents and the elected leadership here, not only because they were so deadly — at least 69 people were killed in the blasts — but because the last suicide attack of this sort in the region had not happened in two years.

Harry Schute Jr., a U.S. security adviser to the Kurdistan Regional Government, said the attacks may have been intended to punish the Kurdistan government for sending its pesh merga militia to help with the Baghdad security plan. In addition, he said, insurgent groups have repeatedly criticized the

Kurdistan authorities for their secularism and cooperation with the West.

The Kurds are anticipating an increase in insurgent activity as a referendum approaches on the question of whether Kurdistan can annex oil-rich Kirkuk and a swath of disputed territory in northern Iraq, a move opposed by many Sunni and Shiite Arabs. The Constitution calls for a vote before the end of the year, but no date has been set.

As jarring as the latest attacks may have been, they did not appear to derail any development projects, according to several government officials and private investors.

Kurdistan's boosters point to the region's homogeneity, as well as a strong military and a well-developed intelligence network, as effective buttresses against rampant violence.

"It's relatively secure," said Layton, an American who has worked for many years in Kurdistan. "It's not perfect, but I'd much rather walk down the streets of Erbil than walk down the streets of Detroit, New York, Washington and Chicago."

Still, he is not taking any chances. As he spoke, bodyguards were posted outside his office. And behind his desk chair, next to an umbrella, a Kalashnikov leaned against the wall.

Alan Attoof contributed reporting from Sulaimaniya.

La mémoire meurtrière de Mahabad la Kurde

Manière de voir

Le Monde diplomatique

Juin - juillet 2007

Ville maudite de l'Iran, sous les islamistes comme sous le chah, pour s'être érigée en République autonome kurde au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'ancienne cité-symbole, isolée administrativement du Kurdistan, asphyxiée économiquement, niée culturellement, n'est plus qu'un obscur exemple de la répression subie par les Kurdes d'Iran et d'ailleurs.

Janvier 1997.

Par Jan Piruz *

MAHABAD, CŒUR DE L'ÉPHÉMÈRE RÉPUBLIQUE KURDE proclamée en Iran le 22 janvier 1946 et dissoute par les troupes du chah Mohammad Reza en décembre de la même année, se situe à moins de 100 kilomètres à l'est de la frontière irakienne. Un demi-siècle plus tard, que reste-t-il de cette ville, qui a profondément marqué l'imaginaire kurde ?

La militarisation de la région est manifeste et fausse la perception des distances. Le relief tourmenté ne facilite pas le contrôle de ces espaces que Téhéran voudrait bien voir délimités par une « zone de sécurité » afin d'y instaurer un no man's land maîtrisable. L'agglomération de Mahabad regroupe soixante mille habitants (seize mille en 1946). Avec les villages limitrophes, le *sharestan* (district) de Mahabad en totalise environ cent dix mille. Une

croissance démographique modeste si on la mesure à l'échelle de l'Iran, dont le taux d'accroissement naturel a été de 3,5 % en 1993. Mais le Kurdistan est marqué par les stigmates du passé.

Le découpage administratif de Mahabad est un premier paradoxe. De manière arbitraire, l'ancienne capitale kurde n'appartient pas à l'*ostan* (province) du Kurdistan, mais à celle de l'Azerbaïdjan occidental. Les autorités régionales ont centré le Kurdistan iranien (1) sur la ville de Sanandaj (ex-Sinneh), située à 280 kilomètres au sud de Mahabad. De timides mouvements d'opinion locaux ont pourtant plaidé pour un rattachement à la province du Kurdistan, telle que constituée dans les années 1930, ou bien en faveur de la création d'un autre Kurdistan dont l'épicentre serait Mahabad. En vain. Le pouvoir central iranien, sous les chahs comme sous les mollahs, se refuse à accorder au Kurdistan une expression administrative qui correspondrait plus fidèlement à l'aire de peuplement de la population kurdophone.

En outre, Mahabad, « ville de la lune » en persan, est un nom imposé par Reza Chah il y a plus de soixante ans dans le cadre d'une vaste politique de persanification des toponymes. L'ancienne dénomination, Saujbolagh, était d'origine turque. La ville fut fondée au XVII^e siècle par un sultan Qadjar dont on peut voir le mausolée près du nouveau cimetière. Pour son malheur, Mahabad ne pouvait se prévaloir, aux yeux du pouvoir iranien, d'aucune antique légitimité perse.

La ville a été implantée dans un bassin d'altitude encaissé dans les contreforts des monts Zagros, dont les pics culminent à plus de 2000 mètres. Cette situation renforce le sentiment d'isolement des habitants et les expose aux rigueurs de l'hiver. Au nord-est, la silhouette de l'une des montagnes qui barrent l'horizon est évocatrice. Elle se dénomme Qulqulaq, ce qui, dans un turc approximatif, veut dire « oreille de loup ». En scrutant les sommets, on découvre que les crêtes sont parsemées d'installations



* Journaliste.

militaires qui placent la ville sous contrôle permanent. La méfiance règne. Pis : les abords de ces installations sont minés et provoquent des accidents presque quotidiens au sein de la population terrorisée.

POUR S'EN CONVAINCRE, il suffit de visiter l'hôpital de Mahabad, construit par le dernier chah et rebaptisé Ayatollah-Khomeiny après la révolution islamique. Les victimes des mines – bergers, promeneurs, enfants – y sont entassées sans ménagement. De quoi rappeler un autre événement inscrit dans toutes les mémoires. Pendant la guerre irano-irakienne, Mahabad, suspectée d'abriter le Parti démocratique kurde iranien (PDKI) et les Moudjahidines de M. Massoud Radjavi – en partie ralliés à l'Irak –, fut bombardée pendant plus de vingt jours par l'armée iranienne.

Lors de ce siège punitif, la population qui n'avait pas réussi à fuir a dû se terrer dans les caves et les sous-sols. Ceux qui en sortaient en quête de nourriture le faisaient au risque de leur vie. On estime que près de mille cinq cents habitants, majoritairement des civils, ont péri pendant cette opération militaire qui confinait à la guerre civile. L'objectif proclamé des responsables iraniens est resté tristement célèbre : « *La tête du serpent kurde est à Mahabad, il faut l'écraser.* » Cet acharnement aveugle a laissé des traces.

Malgré ses soixante mille habitants, il est difficile de considérer Mahabad comme une ville à part entière. Il s'agit plutôt d'une grosse bourgade commerçante tournée vers son environnement agricole et rural. La dynastie des Pahlavi pas plus que la République islamique n'ont cherché à développer le tissu industriel de la ville, comme pour la condamner

à une lente asphyxie. Les promesses de développement industriel du président Hachémi Rafsandjani, de passage à Mahabad en août 1995, sont restées lettre morte.

L'activité agricole est de plus en plus fragilisée, faute de débouchés. Certes, le barrage de Mahabad, construit par les Yougoslaves dans les années 1960, a permis d'irriguer les champs de betteraves à sucre, de tomates et de tabac, mais les retombées locales sont faibles. La valorisation de ces produits par le biais d'une industrie agroalimentaire se fait ailleurs. Un vif sentiment d'abandon s'insinue chez les habitants. Surplombant la ville, un silo à grain délabré, hérité des Soviétiques, est là pour incarner leur misère.

L'anémie économique pousse la jeunesse kurde hors de la région, à la recherche d'un travail, l'exposant ainsi à l'assimilation par la culture dominante perse. A Mahabad, la formation universitaire est dévolue, depuis peu, à une « université libre islamique » qui attire également quelques étudiants des villes limitrophes, principalement d'Ourmia, la capitale de l'Azerbaïdjan occidental. Il s'agit d'un établissement privé, assez onéreux et dont tous les enseignements sont subordonnés à la religion chiite, majoritaire en Iran. Or le Kurdistan est essentiellement sunnite (2), d'où de nombreuses provocations et frictions.

Inutile de dire qu'il n'y a eu aucune manifestation publique ni officielle pour commémorer les cinquante ans de la République kurde. Il est interdit de se souvenir ouvertement. De même, les recherches historiques sur cet épisode sont inconcevables ; si le livre référence de William Eagleton (3) a été traduit en persan et en kurde kurmandji par un historien local, la diffusion de cette traduction a été interdite dès la fin de 1982. Les témoins directs de la République disparaissent peu à peu, quand ils ne sont pas liquidés. Pourtant, un patient travail de sauvetage et de restauration de cette mémoire confisquée s'opère dans l'ombre. Les tombes des trois dirigeants historiques de la République kurde – notamment celle du « président » Qazi Mohammad – pendus après l'entrée des troupes iraniennes dans Mahabad restent visibles

dans l'ancien cimetière. D'accès difficile, entourées de hauts murs, de barrières et de barbelés, elles sont entretenues en catimini.

La place dite des « quatre lampes » est doublement connotée. C'est là que Qazi Mohammad inaugura la République, le 22 janvier 1946, et c'est là que ses trois principaux dirigeants furent pendus, le 31 mars 1947. Mais aucun bâtiment officiel n'a survécu. Tout au plus, le nouveau responsable de la ville y a fait installer astucieusement quatre lampadaires destinés à rappeler les événements tragiques qui se déroulèrent sur cette place circulaire.

Autre lieu de mémoire, le nouveau cimetière, dans lequel un périmètre est utilisé – sans aucune autorisation – pour concentrer les sépultures d'écrivains patriotes vénérés, natifs de Mahabad. Plusieurs de ces tombes ornées de poèmes invitant le peuple kurde au sursaut portent des traces de balles. Sur l'une des stèles, un mot a été particulièrement visé et mutilé : « Liberté ».

*Quand l'arbitraire règne,
quand la peur tenaille,
alors doivent prédominer
le double jeu et la ruse...*

Alors, comment être kurde à Mahabad ? Le plein exercice, à découvrir, de son identité kurde est périlleux. Dans ce règne de l'arbitraire, il faut trouver des voies détournées, biaisées. Le double jeu et la ruse prédominent. La peur tenaille, alimentée par la répression militaire et policière. Si la pratique de la langue kurde dans les lieux publics est en principe tolérée en Iran, l'expression culturelle demeure contrariée (c'est un euphémisme), en particulier dans les médias et l'édition. Ceux qui s'aventurent à publier en kurde sont très rapidement contraints à l'exil.

IMMÉDIATEMENT APRÈS la révolution islamique, les partis, organisations, journaux et revues kurdophones ont fleuri pendant deux ans. Cette époque dorée est révolue. Deux publications kurdes, strictement littéraires, ont survécu : *Serva*, à Ourmieh, et *Alvena*, à Téhéran. Aucune à Mahabad. En outre, les émissions en kurde à la radio et la télévision publiques ne sont que des traductions exhaustives des bulletins officiels et ne recueillent que très peu d'audience. Afin de pallier l'absence de médias privés, les plus nantis se sont dotés d'antennes paraboliques. Diabolisées par le régime iranien, elles sont détruites ou confisquées par les pasdarans (gardiens de la révolution). Pour assouvir leur besoin d'information libre et d'images du monde entier, les habitants prennent maintenant leurs précautions. Ils ne sortent leurs paraboles qu'à la nuit tombée.

Ainsi, une cinquantaine de familles suivent régulièrement les émissions de MED-TV, canal kurde émis depuis Londres. La conscience pankurde peut ainsi s'aiguïser, sur les vestiges de la République de Mahabad. Mais les tentatives de renaissance politique sont violemment réprimées. Le PDKI, fondé à Mahabad, est présenté par le pouvoir comme une clique de terroristes contre-révolutionnaires, et traité comme telle. Les internements arbitraires, la torture et les exécutions sommaires sont légion. Toute initiative citoyenne, même prudente et respectueuse de la légalité islamique, est systématiquement contrecarrée par Téhéran. Cinquante ans après, les Kurdes de Mahabad semblent continuer à devoir payer leurs audaces passées.

Jan Piruz

(1) Le Kurdistan, région peuplée par les Kurdes, est à cheval sur la Turquie, l'Irak et l'Iran. Dans chacun de ces pays, les Kurdes luttent pour la reconnaissance de leurs droits.

(2) Il existe des Kurdes chiïtes, ou « gens de la vérité », dans la partie méridionale du Kurdistan iranien. La proportion de chrétiens est très faible.

(3) William Eagleton, *La République kurde de 1946*. Complexe, Bruxelles, 1987.

Une éphémère expérience

LA RÉPUBLIQUE DE MAHABAD a été établie au Kurdistan iranien en 1946 (1). Même si son éphémère succès est lié à la rivalité entre les Etats-Unis et l'URSS, cette expérience est demeurée un symbole de l'aspiration nationale des Kurdes. Proclamée le 22 janvier 1946, elle sera écrasée moins d'un an plus tard par les troupes iraniennes.

C'est le rapprochement de Reza Chah avec l'Allemagne durant la seconde guerre mondiale qui amena la Grande-Bretagne et l'URSS à envahir l'Iran le 25 août 1941, à le déposer et à le remplacer par son fils Mohammad Reza (lire page 26). Cette opération s'inscrit dans la grande alliance antinazie, qui

nise de manière efficace. Les aspirations nationales sont par ailleurs fortes dans ce pays composé de nombreuses minorités.

Une première action se développe dans la province de l'Azerbaïdjan iranien, où le Parti démocratique d'Azerbaïdjan, soutenu par les Soviétiques, proclame à Tabriz, en décembre 1945 une République autonome (officiellement dans le cadre de l'Iran). Les Azéris, présents aussi en URSS, constituent la principale minorité nationale en Iran, environ 20% de la population (les Kurdes représentent environ 10% des habitants).

Quelques semaines plus tard, le Parti démocrate kurde iranien (PDKI) proclame la République à Mahabad. C'est Qazi Mohammad qui est élu président, et Moustapha Barzani sera son ministre de la défense. Ce dernier est le chef d'une importante tribu kurde; après la chute de la République, il se réfugiera en URSS, puis retournera en Irak, où il deviendra un des principaux dirigeants kurdes. Son fils, M. Massoud Barzani, né à Mahabad en 1946, sera élu président de la région autonome du Kurdistan irakien en 2005. Qazi Mohammad, quant à lui, sera exécuté par les troupes iraniennes.

BIEN QUE PRISONNIÈRE de contraintes géopolitiques, la République de Mahabad introduisit le kurde comme langue officielle et comme langue d'éducation, une révolution pour l'époque. De nombreuses publications en langue kurde fleurirent. Une timide redistribution des terres fut même engagée.

Mais, sous la pression conjointe des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et des Nations unies, les Soviétiques – après avoir obtenu des concessions pétrolières de Téhéran – acceptent de retirer leurs troupes du territoire iranien. En décembre 1946, l'armée iranienne envahit l'Azerbaïdjan et le Kurdistan, et les deux gouvernements républicains s'effondrent.

Rappelons que les Kurdes, un peuple indo-européen, totaliseraient entre 35 et 40 millions de personnes : 20 millions en Turquie, 7 millions en Iran, 6 millions en Irak et 2 millions en Syrie. Le PDKI, dirigé par le D^r Abdoul Rahman Ghassemilou, participera à la révolution de 1979, mais sera contraint de passer dans l'opposition. Son dirigeant sera assassiné à Vienne par des agents du pouvoir iranien, le 13 juillet 1989. Le PDKI continue à avoir des activités militaires sporadiques.

A. G.

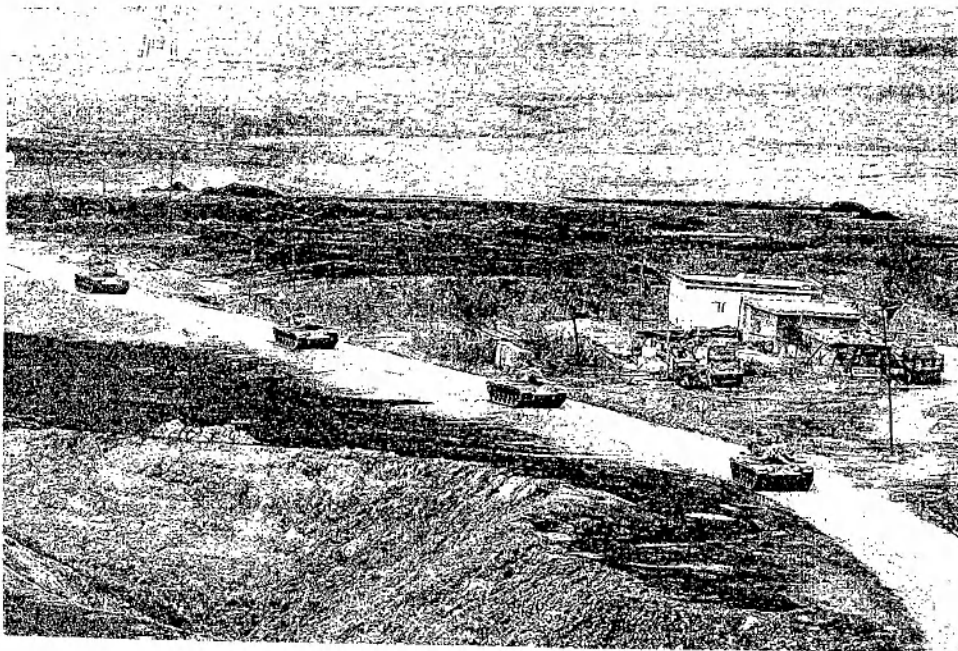
(1) Pour une histoire de cette république, lire William Eagleton Jr, *La République kurde*, Complexe, Bruxelles, 1987 (l'édition en anglais est de 1962). Eagleton était un diplomate américain, ce qui influence évidemment son point de vue.



sera symbolisée par la conférence de Téhéran en novembre 1943 réunissant Winston Churchill, Franklin Roosevelt et Joseph Staline. Les trois dirigeants confirment leur appui à l'indépendance de l'Iran.

Mais l'écrasement de l'Allemagne nazie fait resurgir les divisions entre l'URSS et ses alliés d'hier sur de nombreux terrains. La guerre froide se prépare et les terrains de rivalité sont nombreux, de l'Europe à l'Asie. L'Iran, avec ses importantes ressources pétrolières, attire tous les appétits. D'autant que la destitution du chah a permis le développement des activités politiques et que le parti communiste Toudeh s'orga-

Turkey deploys extra troops to Iraq border as tension with Kurds grows



Turkish tanks yesterday gathering in the south-eastern town of Cizre, less than 40 miles from Iraq's northern border Photograph: STR/AFP/Getty Images

Erdogan's forces ready for action against PKK

Fear of regional instability as US forces pull back

Simon Tisdall

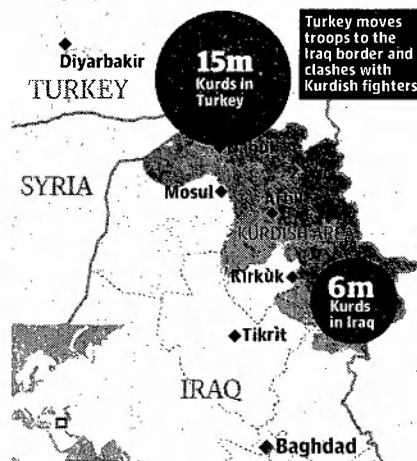
A Turkish military build-up on the northern Iraq border is fuelling fears of a confrontation between Ankara and Kurdistan's semi-independent government that could further destabilise the region as US forces begin to pull back.

Turkey's armed forces chief said yesterday the army was prepared at any time to start cross-border action to halt attacks inside Turkey by the separatist Kurdistan Workers' party, which has bases in Iraq.

"As soldiers, we are ready," General Yasar Buyukanit said.

But the general said Turkey's parliament must first agree the aims of any intervention. "The political authorities need to decide this. We can't know whether we will go there and fight only the PKK [Kurdistan Workers' party] or deal with [Iraqi Kurdish president Massoud] Barzani as well."

The Turkish army has deployed additional tanks and troops to the border area this week for "spring manoeuvres". But the military moves, although apparently limited so far, have been accompanied by a rising crescendo of public and political demands for action to curb PKK attacks.



The government of the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, is under pressure, following a suicide bombing, blamed on the PKK, which killed six people in an Ankara shopping mall last week. Officials said the bombing marked an escalation in the separatists' campaign. Mr Erdogan's comment, after the Ankara blast, that he saw "eye to eye" with the army over future military action has raised expectations that an operation is imminent.

Mr Barzani, head of the Kurdistan regional government (KRG), which enjoys considerable autonomy from the Shia Arab-led Baghdad government, has warned that any Turkish intervention could meet with resistance, both in northern Iraq and in south-east Turkey.

Mr Barzani's fighting talk has been condemned by US officials who are urging

Ankara to hold fire, too. They worry that the region could be destabilised if the two sides collide. But Turkey's inclination to take matters into its own hands may have been strengthened by this week's formal handover of the three northern Kurdish provinces of Iraq – Arbil, Dahuk, and Sulaymaniyah – to KRG security forces. Only a few US forces will now remain in the northern region.

Speaking on Turkey's Kanal D television channel this week, the US ambassador, Ross Wilson, said Washington was pursuing "a number of avenues" with Ankara to curb PKK attacks. "I am hopeful that they will produce results," he said. In the interview he had to explain why two US F-16 fighter jets had crossed the Iraq border and violated Turkish airspace this month. Turkey issued an official protest after the incident, which Mr Wilson termed accidental. But Turkish media suggested Washington was sending a none-too-subtle message to its Nato ally to keep out of Iraq.

Turkish officials say their government's patience is exhausted with the rising level of PKK attacks and US prevarication. "The military build-up has been going on for the past month," a Turkish diplomat said. "We are trying to get Iraq, the US, and the Kurdish regional government to act more responsibly. But unfortunately so far we have not had enough cooperation. We are trying to act with restraint. But public opinion is really boiling after the suicide bombing last week."

The diplomat said Mr Barzani's "irredentist rhetoric", appearing to assert a political and territorial claim to ethnic

Kurdish areas of south-east Turkey, was exacerbating the situation. Media allegations that Kurdish authorities in northern Iraq were aiding the PKK and, like US forces, turning a "blind eye" to its activities, were widely believed, he said. "We know for sure that most of the explosives used by the PKK come from northern Iraqi territory," he added. "The US could help us a lot more. They could have captured leading figures in the PKK but instead they have given them safe haven. This is very harmful to public opinion and Turkey's relationship with the US."

Kurds in north Iraq and south-east Turkey say Ankara is to blame for a conflict that has claimed an estimated 37,000 lives since 1984. They point to systemic civil and human rights abuses and institutionalised discrimination against Turkey's ethnic Kurd minority. Despite reforms designed to ease Turkey's entry into the EU, many grievances remain unaddressed.

Several internal factors are stoking the pressure on Mr Erdogan, who may see limited military action as a way of distracting attention from home: these include the general election in July, an impasse over the next president, controversial constitutional reforms, and debate on preserving Turkey's secular character. The last big cross-border operation was 10 years ago, in Saddam Hussein's regime, when 40,000 Turkish troops entered Iraq. But some Turkish observers said that action was not a success and predict any new incursion would also be of limited utility.